28/3/22

Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 25 MARS 1922.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY 25TH MARCH, 1922.

AUX ANNONCEURS DANS LA *GAZETTE OFFICIELLE*

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 30c.

Feuilles volantes, $1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, *avant la deuxième* publication, qui sera cancellée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE *OFFICIAL GAZETTE*

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES :

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rates.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips $1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, *before the second* publication, which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement. 1037

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House. 1038

Lettres patentes

"O. DesRosiers, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de février 1922, constituant en corporation: Oscar DesRosiers, tailleur de cuir, J.-Télespohre Bisson, négociant et Arthur Duval, notaire, tous trois de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce de chaussures de tous genres et de leurs accessoires en gros et en détail, à commission ou autrement;

Acquérir, exploiter et disposer à quelques titres et de quelques manières que ce soit, de tous brevets d'invention ayant rapport auxdits objets;

Acquérir de quelque manière que ce soit, posséder, détenir, exploiter et utiliser toutes espèces de franchises et privilèges;

Acquérir à quelque titre que ce soit, toute ou toutes autres industries, manufactures ou tous autres commerces identiques à ceux que la présente compagnie est appelée à exercer y compris l'achalandage, goodwill et tout l'actif mobilier et immobilier, et ce, aux termes, prix et conditions, qui pourront être convenus et payer avec des actions acquittées, des débentures, des actions obligations (debenture stock) des obligations ou autres valeurs de la compagnie, toute telle acquisition;

Faire avec toute autre ou toutes autres compagnies, personnes, associations ou sociétés, tous arrangements concernant l'exploitation, l'acquisition ou le contrôle de leur industrie, manufacture ou commerce respectifs et controler soit par l'acquisition des actions, des intérêts ou autrement toute autre ou toutes autres compagnies, associations ou sociétés;

Acquérir par achat, sur vente privée, judiciaire, publique ou tout autre échange, donation, dation en paiement ou de quelque manière à quelque titre que ce soit, louer, recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt, de garantie, construire, posséder, détenir, retenir, exploiter, occuper à quelque titre, de quelque manière que ce soit tous droits et biens tant corporels qu'incorporels,

Letters patent

"O. DesRosiers, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of February, 1922, incorporating: Oscar DesRosiers, leather cutter, J. Telesphore Bisson, merchant and Arthur Duval, notary, all three of the city of Quebec, for the following purposes:

To fabricate, manufacture and deal in boots and shoes and all the accessories thereof, wholesale and retail, on commission or otherwise;

To acquire, exploit and dispose under any title and in any manner whatever of patents in connection with the said objects;

To acquire in any manner whatever, all or any other manufacturing industries or any other like businesses to those which the present company intends to carry on, including the custom, goodwill, and all the moveable and immoveable assets, and that on such terms and conditions and at such price as may be agreed upon and to pay any such acquisition with paid up shares, debentures, debenture-stock, obligations or other securities of the company;

To enter, with any other companies, persons, associations or partnerships, into any arrangements, concerning the exploitation, acquisition or control of their respective industry, factory or business and to control either by the acquisition of shares, interests or otherwise any other company or companies, association or associations, partnership or partnerships;

To acquire by purchase, private, judicial, public or other sale, exchange, donation, giving in payment or in any other manner, under any other title whatever, lease, receive as a loan, lien, deposit, guarantee, construct, possess, hold, retain, exploit, occupy under any title, in any manner whatever, any rights and property, both corporeal and incorporeal, whether moveable or

qu'ils soient meubles ou immeubles et sans aucune exception quelconque;

Vendre, donner à bail, en nantissement, en dépôt, en garantie, en échange, en paiement et généralement aliéner, céder, transporter ou disposer de quelque manière et à quelque titre ce soit, des droits et biens mentionnés dans la clause précédente;

Faire tous contrats de louage, de service et de cautionnement autres que les cautionnements qui doivent être donnés par des compagnies de garantie, de mandat, d'agence, de transaction et généralement tous contrats et conventions quelconques dont est capable une corporation sans aucune exception;

Vendre, aliéner, transporter et céder en bloc pour valable considération qui pourra consister en actions, obligations, actions-obligations (debenture stock) émises par d'autres compagnies, les biens, l'actif, l'entreprise et la clientèle de la compagnie comme une exploitation en cours (as a going concern) sur un vote d'au moins les deux tiers en nombre et valeurs des actionnaires présents ou représentés à l'assemblée convoquée pour décider de la transaction en question:

Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités ou aucune d'icelles, sous le nom de O. DesRosiers, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1041 ALEXANDRE DESMEULES.

"La Revue Moderne Imprimeurs & Editeurs, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1922, constituant en corporation: Alexandre-Papineau Mathieu, avocat, Joseph-Albert Valois, gérant, Georges Moreau, agent de publicité, tous trois de la cité et district de Montréal, dans les buts suivant:

Publier, éditer, imprimer, conduire, faire circuler, vendre, acheter des journaux, revues, papiers nouvelles, livres, circulaires, magazines enfin tout ce qui peut faire l'objet des pouvoirs ci-haut mentionnés directement ou indirectement;

Pratiquer l'industrie et faire commerce d'imprimerie généralement, de lithographie, de photogravure, d'annonce, d'électrotype, de librairies, d'assurances, de reliure, de gravure, de photographie, de charactère d'imprimerie, d'objets d'art et tout de qui s'y rattache;

De former, d'organiser des cercles littéraires, des conférences, des cours, des auditions tant au point de vue littéraire qu'artistique et théatral, cinéma, études;

Acquérir, acheter et prendre possession de tout ce qui constitue l'actif suivant les lois de la province de Québec, de la Revue Moderne, son nom, ses abonnés, ses dépôts ses annonceurs, ses contrats d'annonces et autres pour du comptant ou des parts acquittées privilégiées et ordinaires dans la dite compagnie à être formée;

Acheter, louer et exploiter à quelque titre que ce soit des journaux, revues, publications et autres entreprises, ainsi que les ateliers, fabriques, ma-

immoveable, and that without any exception whatever;

To sell, give on lease as a lien, deposit, in exchange, payment and generally alienate, assign, convey, transfer or in any manner and under any title whatever to dispose of the rights and property mentioned in the preceding clause;

To make all contracts respecting leases, services, surety, other than the sureties which must be given by surety companies, mandates, agency, transaction and generally all contracts wich a corporation may make without any exception;

To sell, alienate, transfer and assign en bloc for sufficient consideration, which may consist in shares, bonds, debenture-stock, issued by other companies, the property, assets, undertakings and goodwill of the company as a going concern on a vote of at least two-thirds in number and value of the shareholders present or represented by proxy at a meeting called to decide of the transaction in question;

To do all things incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, under the name of "O. DesRosiers, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand ($20,000.00), dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of February, 1922.

ALEXANDRE DESMEULES.
1042 Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Revue Moderne Imprimeurs & Editeurs, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1922, incorporating: Alexandre Papineau Mathieu, advocate, Joseph Albert Valois, manager, Georges Moreau, advertising agent, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To publish, edite, print, conduct, circulate, sell, buy journals, reviews, newspapers, books, circulars, magazines and everything which may the object of the aforementioned powers, directly or indirectly;

To carry on the trade and business of general printers, lithogravers, photo-engravers, advertisers, electrotypers, booksellers, insurance, bookbinding, engraving, photography, types, objects of art and everything incidental thereto;

To form, organise, literary clubs, lectures, courses, recitals, from, a litterary, artistic, theatrical, cinematographic and educational viewpoint;

To acquire, buy and take over the whole of what constitutes the assets, according to the laws of the Province of Quebec, of La Revue Moderne, its name, subscribers, advertisers, advertising and other contracts for cash or preferred or common stock of the company to be incorporated;

To buy, lease and exploit under any title whatever newspapers, reviews, publications and other undertakings, as well as the shops,factories,

gasins et bureaux nécessaires ou correspondant aux divers commerces et industries qu'elle pratiquera; vendre, louer et affermer ou faire exploiter en tout ou en partie par d'autres personnes ou compagnie des journaux, publications, et autres entreprises, ainsi que les ateliers, fabriques, magasins et bureaux nécessaires ou correspondant à ces diverses entreprises;

S'associer ou se fusionner par vente, par achat ou autrement avec toute personne ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant des industries ou négoces analogues à ceux qu'elles pratique ou peut pratiquer;

Acquérir, louer, posséder à quelques titres que ce soit des biens mobiliers, immobiliers; les revendre, les louer ou en disposer de toute autre manière;

Acquérir, détenir et posséder des actions ou obligations d'autres compagnies ou corporations faisant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie;

Emettre des actions acquittés de la compagnie en paiement partiel ou total les biens ou droits acquis par la compagnie et rémunérer avec des parts acquittées pour services rendus relativement à la formation et l'organisation de la présente compagnie avec l'approbation des actionnaires;

Acheter et revendre des droits d'auteur, brevets, franchises ou de les exploiter et d'en disposer;

D'exercer tous les pouvoirs corrollaires à ceux qui font l'objet principal de la demande sous le nom de " La Revue Moderne Imprimeurs et Editeurs Limitée", avec un capital total de cent mille piastres ($100,000.00) divisé en dix mille (10,000) actions de dix piastres ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la provinde, ce vingt-troisième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1047 C.-J. SIMARD.

stores and offices necessary or corresponding to the various businesses and industries it may carry on; sell, lease and rent or cause the exploitation in whole or in part by other persons or companies of newspapers, publications and other undertakings, as well as the shops, factories, stores, and offices necessary or corresponding to these various undertakings;

To enter into partnership or to amalgamate by sale, purchase or otherwise with any person, or company carrying on similar businesses or trades to those carried on or which may be carried on by the company;

To acquire, lease, own under any title whatever moveable and immoveable property; resell, lease, and dispose of the same in any manner;

To acquire, hold and own shares or bonds of any other company carrying on a business altogether or partly similar to that of the company;

To issue paid up shares of the company in full or part payment of the property or rights acquired by the company and to remunerate with paid up shares for services rendered in or about the formation and organisation of the present company with the approval of the shareholders;

To buy and resell copyrights, patents, franchises or exploit and dispose of the same;

To exercise all auxiliary powers to those forming the main object of the petition under the name of "La Revue Moderne Imprimeurs & Editeurs, Limitée" with a total capital stock of one hundred thousand ($100,000.00) dollars, divided into ten thousand ($10,000) shares of ten ($100.00) dollars, each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1048 Assistant Provincial Secretary.

"Le Crédit Immobilier, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un février 1922, constituant en corporation: J.-Arthur Langelier, courtier en immeubles, 770, rue Saint-Denis, Jean-Baptiste Langelier, voyageur de commerce, 194, rue Sainte-Catherine Est, Montréal, Auguste Langelier, notaire, 4560, rue Notre-Dame, Montréal-Est, dans les buts suivants:

Comme principal ou agent et en tous autres qualités ou titres:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'immeubles:

Faire affaires comme compagnie foncière et sous ce rapport acquérir par achat, bail, échange, octroi, concession ou autrement, détenir, subdiviser, diviser en lots à bâtir, rues, terrains, carrés et autrement améliorer, développer, louer, vendre transférer, échangr, céder à bail et autrement, disposer et généralement trafiquer de terrains et biens-fonds de toute catégorie et description, vacante, améliorés ou autres de même que d'aucuns droits, titre ou intérêt en iceux, comme aussi de propriétés d'aucune autre nature ou description, comprenant la propriété personnelle et mobilière et d'aucuns droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires aux fins de son commerce, dans et sur ces terrains et biens-fonds ou sur aucune partie d'iceux faire, ériger, construire,

"Le Crédit Immobilier, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1922, incorporatin: J. Arthur Langelier, real estate broker, Jean Baptiste Langelier, commercial traveller, both of the city of Montreal, and Auguste Langelier, notary, of Montreal East, for the following purposes:

As principal or agent and in any other quality or title;

To carry on generally and in all its branches the real estate business;

To carry on the business of a real estate company and in connection therewith to acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise and to hold, subdivide, lay out into building lots, streets, lands, squares and otherwise, improve, develop, lease, sell, transfer, exchange, give on lease and otherwise dispose of and generally deal in lands and real estate of every kind and description, vacant, improved or otherwise as well as the rights, titles and interests therein and in any other property of any nature and description, including personal and moveable property and any rights and privileges which the company may think necessary for the pruposes of its business, in and upon such lands and real estate or any part thereof to make, erect, cons-

bâtir, exploiter et entretenir des routes, rues, ruelles, ponts et d'autres moyens de communication, des maisons, résidences, écuries, garages, fabriquer, ateliers, usines, manufactures ainsi que toutes les autres bâtisses, structures et améliorations qui seront estimées convenables en rapport avec les objets de la compagnie;

Faire affaires comme agents fonciers, experts, évaluateurs, courtiers en immeubles, entrepreneurs et constructeurs, exercer un commerce général d'agence immobilière, y compris les entreprises d'évaluations, d'enquêtes, ventes, échanges et d'affaires semblables, les baux négociable et toutes les autres formes contractuelles relatives à l'immeuble;

Acquérir par achat, échange ou autrement et louer de toute personne, société, compagnie, corporation ou province tous immeubles bâtis et tous lots vacants et payer tels achats, détention et échange en argent ou en bons ou obligations, débentures ou en actions acquittées de la présente compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province; ou partie en argent et partie en immeubles ou bons, obligations, débentures ou actions acquittées de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou provlnce;

Vendre, aliéner, échanger, louer ou autrement en disposer, les immeubles bâtis ou vacants de la compagnie et accepter en paiement de l'argent ou des bons, des obligations, débentures ou actions acquittées de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou provlnce ou partie en argent et partie en immeubles ou bons, obligations, debentures ou actions acquittées de la compagnie, corporation ou province;

Acheter, acquérir, posséder, détenir, échanger, vendre, aliéner ou autrement en disposer, toutes valeurs, stocks, bons, obligations, débentures ou actions de toute compagnie, corporation ou province, les accepter en paiement intégral ou partiel, en extinction du prix ou comme considération de la vente, location, concession ou autre aliénation d'aucuns biens possédés ou des droits dont jouit la compagnie, ou en écange ou en paiement de tous meubles, immeubles, parts ou actions de la compagnie, ou de toute autre compagnie, corporation ou province, des dettes qui sont dues à la compagnie et payer toutes dettes de la compagnie, toute acquisition de meubles, d'immeubles ou actions, obligations, débentures par la compagnie ainsi que tous services rendus à la compagnie ou requis par elle avec de l'argent, des meubles, des immeubles et toutes valeurs, stocks, bons, obligations, débentures ou actions de la compagnie ou de toute compagnie, corporation ou province ou partie en argent et partie en meubles, immeubles, valeurs, stocks, bons, obligations, débentures ou actions de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province;

Se livrer aux opérations de construction de toute manière et d'entreprises de toute catégorie et description;

Construire, faire, ériger, manufacturer, réparer, décorer, améliorer, démolir tous travaux, constructions, bâtiments publics ou privés;

Acheter acquérir, posséder améliorer, exploiter, développer, administrer, gérer, louer, vendre, céder à bail des immeubles et maisons d'habitation de toute sorte, faire la collection des loyers et l'administration de toutes propriétés;

Acheter, louer, détenir, acquérir, vendre tous commerces de même nature que celui exercé par la compagnie;

Vendre, louer, céder à bail ou autrement aliéner la totalité ou aucune partie de l'entreprise de la compagnie en considération de ce qu'elle ju-

truct, build, exploit and maintain roads, streets, lanes, bridges and other means of communication, houses, residences, stables, garages, factories, shops, manufactories and any other buildings, structures and improvements which may be deemed expedient in connection with the company's objects;

To carry on business as real estate agents, expert, valuators, realty brokers, contractors and builders, carry on a general real estate agency business including the undertaking of valuations, investigations, sales, exchanges and the like, and negotiable leases, and all other forms of contracts in respect to real estate;

To acquire by purchase, exchange or otherwise and to lease from any person, partnership, company, corporation or province any improved property or vacant lands and to pay for such purchases, holdings and exchanges in cash, or in bonds or obligations, debentures or in paid up shares of the present company or of any other company, corporation or province, or partly in cash and partly in real estate or bonds, obligations, debentures or paid up shares of the company or of any other company, corporation or province;

To sell, alienate, exchange, lease or otherwise dispose of the improved or vacant real estate of the company and to accept in payment cash or bonds, obligations, debentures or paid up shares of the company or of any other company, corporation or provlnce, or partly in cash and partly in real estate, or bonds, obligations, debentures or paid up shares of the company or of any other company, corporation or provlnce;

To buy, acquire, own, hold, exchange, sell, alienate or otherwise dispose of any securities, stock, bonds, obligations, debentures, shares, of any other company, corporation or province, accept the same in full or part payment, the extinction of the price or as the consideration of the sale, lease, concession or other alienation of any property owned or rights enjoyed by the company, or in exchange or in payment of any moveables or immoveables, shares, or stock of the company or of any other company, corporation or province, debts due to the company, any acquisition of moveables, immoveables or shares bonds, obligations, debentures by the company as well as for all services rendered to the company or required by it, with cash, moveables, immoveables and any securities, stock, bonds, obligations, debentures or shares of the company or of any other company, corporation or province or partly in cash and partly in moveables, immoveables, securities, stocks, bonds, obligations, debentures or shares of the company or of any other company, corporation or province;

To carry on the business of general builders and contractors of every ,nd and description ;

To construct, make, erect, manufacture, repair, decorate, demolish, all works, constructions, public or private buildings;

To buy, acquire, own, improve, exploit, develop, administer, manage, lease, sell, assign, give on lease, immoveables and dwelling houses of every kind, collect rents and manage property;

To buy, lease, hold, acquire, sell any businesses of a like nature to that carried on by the company;

To sell, lease, give on lease or otherwise alienate the whole or any part of the undertaking of the company for such consideration as it may

gera avantageux ou s'unir à aucune personne, société, compagnie ou corporation exerçant un commerce dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie pour les conditions, stipulations et prix estimés convenables et, en paiement d'icelles, accepter au lieu du numéraire, des parts entièrement acquittées et non sujettes à appel, des bons, obligations, débentures ou d'autres valeurs d'aucune compagnie, corporation ou province;

Acheter, acquérir, exploiter, gérer, administrer, échanger, vendre ou autrement aliéner tous restaurants généraux ou à spécialité, tous fonds de commerce et tous magasins et y faire tous les genres et sortes de commerce de toutes marchandises quelconques sans distinction;

Conclure avec aucune autorité provinciale, municipale, locale ou autres tous arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucuns d'iceux et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir;

Emprunter sur le crédit de la compagnie, émettre des bons, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, ypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations, débentures ou valeurs ou de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie;

Prendre, acheter ou autrement acquérir, échanger, exercer, vendre, transporter, aliéner aucuns droits, options ou privilèges sur tous meubles ou immeubles, commerces, fonds de commerce, propriétés, maisons d'habitation ou autres que la compagnie croira nécessaire ou avantageux aux objets de son commerce;

Racheter ou autrement acquérir toutes parts déjà émises par la compagnie et les payer à même l'actif de la compagnie;

Acquérir, obtenir, exploiter, transiger, exercer, aliéner, vendre toutes agences ou affaires d'agence en général, droits, brevets ou patentes;

Exercer, exploiter ou autrement faire toutes les opérations de bourrures et de rembourrages de meubles dans toutes ses formes;

Acheter, fabriquer, manufacturer, importer, exporter, aliéner, vendre des meubles de toute catégorie et description;

Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations d'aucune compagnie ou d'entreprises;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, liens et charges en garantie du paiement du prix d'achat d'aucune partie de la propriété de la compagnie vendue par la compagnie ou aucune somme d'argent vendue à la compagnie par les acheteurs, d'avances faites par la compagnie aux acheteurs pour fins de construction ou d'autres améliorations;

Importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre et trafiquer d'effets, denrées et marchandises;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, des lettres de crédit, des connaissements, des traites, chèques, débentures, bons, obligations et d'autres instruments négociables et transférables;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature aucune propriété de la compagnie et particulièrement des actions, débentures ou autres valeurs d'aucunes autres compagnies appartethink fit, or to amalgamate with any person, partnership, company or corporation carrying on a business having objects altogether or partly similar to those of the present company on such terms and conditions and at such price as may be deemed convenient, and in payment thereof to accept in lieu of cash, fully paid up and non-assessable shares, bonds, obligations, debentures or other securities of any company, corporation or province;

To buy, acquire, exploit, manage administer, exchange, sell or otherwise dispose alienate any general or special restaurants, stock in trade, and stores and to carry on therein all kinds and sorts of business in all kinds of merchandise without any distinction;

To enter with any authority, provincial, municipal, local or otherwise into any arrangements which may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from such authority all the rights, privileges and concessions that the company may think advisable to obtain;

To borrow money upon the credit of the company, issue bonds, obligations, debentures or other securities of the company and to pledge or sell the same for such sums and at such price as may be deemed expedient, hypothecate or mortgage the immoveables of the company or pledge the moveables of the company or do both to secure the payment of such bonds, obligations, debentures or other securities or of any loans of money made for the company's purposes;

To take, buy or otherwise acquire, exchange, exercise, sell, transfer, alienate any rights, options, privileges on any moveables or immoveables, businesses, stocks in trade, property, dwelling or other houses, which the company may think necessary or advantageous for its business purposes;

To redeem or otherwise acquire any preferred shares already issued by the company and to pay for the same out of the assets of the company;

To acquire, obtain, exploit, transact, exercise, alienate, sell any agencies or agency businesses in general, rights, brevets or patents;

To carry on, exploit or otherwise do the business of upholsterer and repairer of furniture in all branches thereof;

To by, fabricate, manufacture, import, export, alienate, sell furniture of every class and description;

To take part in the management, supervision or control of the business and operations of any company or undertakings;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any part of the company's property sold by the company or any sums of money sold to the company by the purchasers, advances made by the company to purchasers for building purposes or other improvements;

To import, export, manufacture, buy, sell, and trade in goods, wares and merchandise;

To draw, make, accept, endorse, discount, pay out and issue promissory notes, letters of credit, bills of lading, drafts, cheques, debentures, bonds, obligations, and other negotiable and transferable instruments;

To distribute to the shareholders of the company, in kind, any of the property of the company and especially the shares, debentures or other securities of any other companies belonging

nant à la compagnie ou dont la compagnie peut disposer;

Payer à même les fonds de la compagnie le coût de l'organisation et de l'incorporation de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme facteurs, agents, principaux, entrepreneurs ou autres et soit seuls, soit avec d'autres;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable approprié et avantageux à la réalisation d'un ou de plusieurs des objets mentionnés aux présentes ou qui en aucun temps sera indispensable pour protéger la corporation ou lui profiter, soit comme détenteurs soit comme intéressés dans aucune propriété ou autrement;

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes de la présente requête ne sont pas limités ni restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe;

Le transfert d'actions se fera de la manière prescrite par les règlements de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles qu'autorisent les lettres patentes, sous le nom de "Le Crédit Immobilier, Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres ($99,000.00).

Ledit capital de la compagnie projetée sera divisé en neuf cent quatre-vingts (980) actions privilégiées portant six pour cent (6%) de dividende non cumulatif au pair de cinquante piastres ($50.00 chacune et mille (1000) actions du capital ordinaire, valeur au pair de cinquante piastres ($50.00) chacune, sujet à l'augmentation de ce capital-actions selon les dispositions de ladite loi et des amendements à icelle. Les porteurs d'actions privilégiées auront droit à un dividende annuel de six pour cent (6%) à être payé à même l'excédent de la compagnie ou les bénéfices nets des opérations avant qu'aucun autre dividende ne soit payé aux porteurs d'actions ordinaires ou communes qui seuls auront droit de vote aux assemblées générales ou spéciales en autant qu'ils seront porteurs d'au moins vingt parts de capital ordinaire valeur au pair de cinquante piastres ($50.00) chacune duement acquittées;

Les actions privilégiées pourront être rachetées par la compagnie au prix de cinquante-trois piastres ($53.00) chacune en aucun temps sur avis de quinze jours et seront payables, soit en deniers, soit en biens meubles ou immeubles de la compagnie ou choix du porteur de telle action privilégiée;

Les bénéfices nets de chaque année seront répartis, dans l'ordre suivant:

1. La somme suffisante pour payer aux actionnaires privilégiés un dividende de six pour cent (6%);

2. Le surplus sera reparti également entre toutes les actions, c'est-à-dire entre les actions privilégiées et les actions ordinaires. Le dividende sur les actions privilégiées est non-cumulatif.

Lors de la liquidation de la compagnie pour quelque cause que ce soit, l'actif net restant après le paiement des dettes sera réparti dans l'ordre suivant:

1. Aux actionnaires privilégiés, le montant du capital;

2. Aux actionnaires ordinaires, le montant du surplus. Au cas d'augmentation subséquente du capital de la compagnie par l'autorité compétente les administrateurs auront droit de créer et d'émettre le tout ou aucune partie de ce capital accru comme fonds privilégié avec les mêmes

to this company or which this company has the power to dispose of;

To pay out of the funds of the company the cost of the organisation and incorporation of the company;

To do all the above things or any of them as factors, agents, principals, contractors, or otherwise, and either alone or in connjunction with others;

To do everything necessary, convenient, proper and suitable for the attainment of any or several of the objects mentioned herein, or which may at any time appear indispensable to protect the corporation or be profitable thereto, either as holders of or as interested in any property or otherwise;

The powers contained in any paragraph of the present petition shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

The transfer of the shares shall be effected in the manner prescribed by the by-laws of the company;

To do all the above things or any of them as are authorized by the letters patent, under the name of "Le Credit Immobilier, Limitée" with a total capital stock of ninety nine thousand ($99,000.00) dollars.

The said capital stock of the projected company shall be divided into nine hundred and eighty (980) six per cent non-cumulative preferred shares of a par value of fifty ($50.00) dollars, each and one thousand (1,000) common shares of a par value of fifty ($50.00) dollars each, subject to the increase of this capital stock in virtue of the provisions of the said act and amendments thereto. The holders of the preferred shares shall be entitled to a cumulative dividend of six per cent (6%) payable out of the surplus of the company or net profits of its operations before the payment of any other dividend to the holders of common shares who alone shall have a right to vote at all general or special meetings on the condition that they be the holders of at least twenty shares of the common stock of the company of a par value of fifty ($50.00) dollars each duly paid up.

The preferred shares may be redeemed by the company at the price of fifty three ($53.00) dollars each at any time on fifteen days notice and shall be payable either in cash or in moveable or immoveable property, at the option of the holder of such preferred share;

The net profits of every year shall be allotted as follows:

1. A sufficient sum to pay to the preferred shareholders a dividend of six per cent (6%);

2. The surplus shall be allotted equally between all the shares, that is between the preferred and the common shares. The dividends on the preferred shares is non-cumulative. In case of the winding up of the company for any cause whatever the net assets remaining after the payment of the debts shall be distributed as follows:

1. To the preferred shareholders the amount of the capital;

2. To the common shareholders the amount of the surplus.

In case of the subsequent increase of the capital of the company by the competent authority, the directors shall have the right to create and issue the whole or any part of this accrued capi-

droits, préférences et privilèges que la présente émission et sans nécessité d'obtention du consentement des détenteurs de la présente émission.

Les directeurs seront choisis parmi les actionnaires ayant droit de vote.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de la Pointe-aux-Trembles, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1049 C.-J. SIMARD.

tal as preferred stock with the same rights, powers and privileges as the present issue and without the necessity of obtaining the consent of the holders of the present issue.

The directors shall be appointed among the shareholders having the right to vote.

The head office of the company, will be in the town of Pointe-aux-Trembles, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1922.

C.-J. SIMARD,

1050 Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Clothing Designers' Club Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de mars 1922, constituant en corporation sans capital-actions, Emile Edward Volpe, Emile Regal, Henry Hotwitz, artistes en coupes d'habits, tous de Montréal, aux fins suivantes:

Fonder et tenir un institut récréatif et instructif ou un club dans l'intérêt et au profit de la profession des artistes en coupes d'habits de même que pour l'industrie de la confection, sous toutes ses formes, afin de discuter les questions, sujets et affaires connexes, pour l'avantage mutuel et social de ses membres, sous le nom de "Montreal Clothing Designer's Club, Inc.",

La valeur de la propriété foncière que peut posséder la compagnie est limitée à vingt mille piastres ($20,000.00).

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1091 C.-J. SIMARD.

"Montreal Clothing Designers' Club Inc.".

Notice is hereby given that under part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1922, to incorporate as a corporation without share capital, Emile Edward-Volpe, Emile Regal, Henry Horwitz, clothing disigners, all of Montreal, for the following purposes;

To establish and carry on a recreative and educational institution or club in the interest and for the benefit of the clothing disigners' profession as well as that of the clothing industry in all its branches, for the discussions of questions, topics and matters, directly or indirectly concerning the same and for the mutual and social benefit of its members, under the name of the "Montreal Clothing Designers' Club Inc.".

The value of the immoveable property which the company may possess is limited, to tewnty thousand dollars ($20,000.00).

The head office of the company, will be at Montreal, in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1092 Assistant Provincial Secretary.

"The Hotel Restaurant Employer's Club Montreal, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars 1922, constituant en corporation une compagnie sans capital-actions, John Tinoff, Paul Martin, Joseph Filippi, garçons de table, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Acquérir et tenir à Montréal ou ailleurs un club ou des maisons de club pour récréer, instruire, amuser et y fournir des rafraîchissements, de la nourriture et le gîte aux membres du club, stimuler les relations et la camaraderie entre les membres du club et les moraliser;

Acquérir, prendre à bail et détenir la propriété mobilière ou immobilière qui sera de temps à autre nécessaire à ses fins jusqu'à concurrence de $100,000.00, l'aliéner, l'hypothéquer ou autrement en disposer;

Faire construire et entretenir des maisons ou d'autres bâtisses sur aucun terrain que possède le club;

Solliciter et entretenir les permis ou licences qui sont indispensables à la réalisation des objets de club, y compris un permis de vente de bière et vins à ses membres;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant à la réalisation

"The Hotel Restaurant Employer's Club Montreal, Inc.".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1922, to incorporate as a corporation without share capital, John Tinoff, Paul Martin, Joseph Filippi, waiters, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To acquire and maintain in Montreal or elsewhere a club house or club houses for the purpose of recreation, instructions, amusement and the provision of refreshment, food and lodging therein for the members of the club, the promotion of intercourse and friendship between and the moral uplifting of the members of the club;

To acquire, take on lease and hold such moveable or immoveable property as may fro m time to time be requisite for its purposes to the estent of $100,000.00 and to alienate or otherwise hypothecate or dispose of the same;

To cause houses or other buildings to be constructed and maintained upon any land held by the club;

To apply for and obtain such permits or licenses as are required for the carrying out of the purposes of the club including a permit for the sale of beer and wine to its members;

To exercise all powers and to do all acts and to carry on any business incidental to the fulfil-

des objets pour lesquels le club est constitué en corporation ;

Les membres du club ne seront pas personnellement responsables des dettes du club, sous le nom de "The Hotel and Restaurant Employer's of Montreal, Inc.".

Le montant de la valeur de la propriété immobilière que la compagnie peut posséder est limité à $100,000.00.

Le bureau chef de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1093 C.-J. SIMARD.

"Le Club Chambly, Incorporé".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1922, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Adélard L'Heureux, gérant de banques, Joseph Demers, secrétaire, Joseph Dumaine, comptable; Roméo Perrault, agent, Philippe Ostiguy, commis, Joseph-Télesphore Manseau, notaire, tous de Chambly, dans les buts suivants:

Former, organiser, conduire et gérer un club social et procurer le bien des membres d'icelui;

Acquérir et détenir la propriété immobilière qui pourra être nécessaire à ses fins; aussi la vendre, louer, hypothéquer, grever et autrement l'aliéner;

Emprunter de l'argent, émettre des obligations en garantie d'aucune somme ainsi empruntée;

Posséder, louer, opérer, exhiber aux membres du club et leurs visiteurs, des vues animées; organiser des concerts, banquets, conférences ou autres attractions du même genre;

Etablir une ou plusieurs allées de quilles, des tables de pool et billards, des magasins de cigars, cigarettes, tabac, bonbons, rafraîchissements et confiserie à l'usage des membres et de leurs amis;

Organiser des jeux et sports d'hiver, tel que glissoir, patinoir, raquettes, et des jeux d'été, tel que régates, golf, tennis, croquets;

Emettre des obligations, les donner en garantie; à ces fins, hypothéquer les immeubles et meubles, présents et futurs du club, pour garantir le remboursement desdites obligations par première hypothèque;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation d'aucun des objets précités, sous le nom de "Le Club Chambly Incorporée". Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille piastres ($10,000.00).

Le bureau principal de la compagnie, sera à Chambly, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce vingtroisième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1043 C.-J. SIMARD.

"Les Habitations Saint-Louis, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1922, constituant en corporation: Amédée Demers et Laurent

ment of the objects for which this club is incorporated;

The members of the club shall not be personally liable for the debts of the club, under the name of "The Hotel and Restaurant Employer's Club of Montreal Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the company may possess, is to be limited is $100,000.00.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of March, 1922.

C. J. SIMARD,

1094 Assistant Provincial Secretary.

"Le Club Chambly, Incorporé".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1922, incorporating: Louis Adélard L'Heureux, bank manager, Joseph Demers, secretary, Joseph Dumaine, accounant, Romeo Perrault, agent, Philippe Ostiguy, clerk, Joseph Telesphore Manseau, notary, all of Chambly, for the following purposes:

To form, organize, conduct and manage a social club and to procure the welfare of the members thereof;

To acquire and hold the immoveable property that may be necessary for its purposes; also to sell, lease, hypothecate, mortgage and otherwise alienate the same;

To borrow money, issue bonds as the security of any sum thus borrowed;

To posses, lease, operate and exhibit to the members of the club and their guests, moving pictures; organize concerts, banquets, lectures and other attractions of a like nature;

To establish one or several bowling-alleys, pool and billiard tables, stores for the sale of cigars, cigarettes, tobacco, candies, refreshments and confectionery for the use of the members and their friends;

To organize, winter games and sports such as tobaggan slides, skating rinks, snowshœing and summer games such as regattas, golf, tennis, croquet;

To issue bonds and to pledge the same; to that end, hypothecate the present and future immoveables and moveables of the club to guarantee the redemption of the said bonds by a first hypothec;

To do all other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects, under the name of "Le Club Chambly, Incorporé". The amount to which the value of the immoveable property that the corporation may posses, is to be limited, is of ten thousand ($10,000.00) dollars.

The head office of the company, will be at Chambly, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1922.

C.-J. SIMARD,

1044 Assistant Provincial Secretary.

"Les Habitations Saint-Louis, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1922, incorporating: Amedée Demers, and Laurent Lemay, contrac-

Lemay, entrepreneurs, Charles-Edouard Alleyn, notaire, Québec, dans les buts suivants:

Acquérir des terrains dans ou près des limités d'aucune municipalité de la province de Québec, et construire sur ces terrains une ou des maisons d'habitation convenables, et destinées à être louées à des prix modérés conformément aux dispositions de la loi 4 George V, chapitre 47, "Loi pour aider à la construction des maisons d'habitation dans les cités, villes ou villages" et ses amendements passés ou futurs;

Bénéficier de la loi 9 George V, chapitre 10 et de ses amendements passés ou futurs;

Avoir aussi la possession et la jouissance de tous droits, privilèges et pouvoirs conférés par ladite loi, et tous pouvoirs généraux en rapport avec son but, en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1920, et amendements passés ou futurs, sous le nom de "Les Habitations Saint-Louis, Limitéee", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnies, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1045 C.-J. SIMARD.

"Frames & Fancies, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars 1922, constituint en corporation: Bertram Haydon Clark, Joseph Wareing, commis, Elizabeth Clark, femme mariée, tous de Burwask, Ont., aux fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, trafiquer et faire commerce d'encadrements de toutes decriptions pour gravures et photos, de moulures pour gravures, de jouets pour enfants et objets de fantaisie de toute description;

La qualification d'administrateur est par règlement déterminé par la possession d'au moins une action;

Le montant payable sur demande d'actions est de 25 pour cent et sur lotissement 25 pour cent. Un autre appel de vingt-cinq pour cent se fera dans les trente jours après le lotissement et l'autre 25 pour cent 60 jours après le lotissement, sous le nom de "Frames & Fancies, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux mille (2000) parts de dix piastres ($10.00) cachune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la provlnce, ce troisième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1097 C.-J. SIMARD.

"La Cie de Téléphone de St-Gérard".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de février 1922, constituant en corporation: Rév. Charles-Joseph Roy, prêtre, curé; Joseph-Stanislas Croteau, Stanislas Gosselin, commerçants; Euclide Foisy, fromager; Louis Fortin, Joseph-C. Lussier, rentiers; Paul Galipeau, Joseph Laprise, Octave Gourde, Ulric Brière, Hormidas Lussier, Adol-

tors, Charles Edouard Alleyn, notary, Quebec, for the following purposes:

To acquire lands in or near the boundaries of any municipality within the province of Quebec, and to build on such land one or more suitable dwelling-houses and intended to be let at a moderate price, in accordance with the provisions of the Act 4 George V, chapter 47, "An Act to assist in the construction of dwelling-houses in cities, towns and villages" and past and future amendments thereto;

To benefit by the Act 9 George V, chapter 10 and past and future amendments thereto;

To have also the possession and enjoyment of all the rights, privileges and powers granted by the said act, and all general powers in connection with its purpose, under and by virtue of the Quebec Companies' Act, 1920, and past and future amendments thereto, under the name of "Les Habitations Saint-Louis, Limitée" with a total capital stock of twenty thousand ($20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1922.

C.-J. SIMARD,

1046 Assistant Provincial Secretary.

"Frames & Fancies, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1922, incorporating: Bertram Haydon Clark, Joseph Wareing, clerks, Elizabeth Clark, married woman, all of Burwash, Ont., for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, deal and handel, picture and photo-frames or all descriptions, picture frame moulding, toys for children and fancy goods of all description;

The qualification for director is fixed by by-laws as a holding if at least one share;

The amount payable on application for shares is 25 per cent and on allotment 25 per cent. A further call of 25 per cent will be made in thirty days after allotment and the remainding 25 per cent 60 days after allotment under the name of "Frames & Fancies Limited", with a total capital stoc, of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1098 Assistant Provincial Secretary.

"La Cie de Téléphone de St-Gérard"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of February, 1922, incorporating: the Rev. Charles Joseph Roy, parish priest; Joseph Stanislas Criteau, Stanislas Gosselin, traders; Euclide Foisy, cheese-maker; Louis Fortin, Joseph C. Lussier, annuitants; Paul Galipeau, Joseph Laprise, Octave Gourde, Ulric Brière, Hormidas Lussier, Adolphe Lussier,

phe Lussier, Rémis Desjardins, Louis Fontaine, Napoléon Blanchette, Anselme Desjardins, Hilaire Beaudoin, Richard Giguère, Eugène Domon, Thomas Lapointe, Alfred Gosselin, Gédéon Fortin, Charles Gourde, Frank Boucher, Sifroid Pailleur, Paul Côté, Alvares Gosselin, cultivateurs; Ferdinand Lapointe, hôtelier; Albert Brière, Elzéar Tremblay, Philibert Lussier, marchands; Albert Lussier, forgeron; Gédéon Brunelle, boulanger; Georges Goyette, Arthur Lussier, cantonniers; Willie Tremblay, contracteur; France St. Pierre, journalier, tous de Saint-Gérard; Frédéric Saulniers, Alphonse Audet, Joseph-C. Fontaine, Ferdinand Fontaine Saul Délude, Saul Fontaine, Albert Fontaine, Ephrem Patry, Emile Domon, Ulric Délude, Omer Fontaine, Alphée Fontaine, Raymond Fontaine, Edmond Côté, Joseph Caron, Euclide Giguère, Michel-Louis Phaneuf, cultivateurs; Charles Gauthier, contracteur, ces derniers de Weedon, dans les buts suivants:

L'installation et le maintien d'une ligne de téléphone et accessoires dans la paroisse de Saint-Gérard de Lac Weedon, dans le comté de Wolfe devant se relier avec les autres lignes de téléphone des paroisses voisines, sous le nom de "La Cie de Téléphone de Saint-Gérard", avec un capital total de sept mille piastres ($7,000.00), divisé en cent (100) actions de soixante-dix piastres ($70.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Saint-Gérard de Lac Weedon, dans le comté de Wolfe, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1099 C.-J. SIMARD.

Remis Desjardins, Louis Fontaine, Napoléon Blanchette, Anselme Desjardins, Hilaire Beaudoin, Richard Giguère, Eugène Domon, Thomas Lapointe, Alfred Gosselin, Gédéon Fortin, Charles Gourde, Frank Boucher, Sifroid Pailleur, Paul Côté, Alvares Gosselin, farmers; Ferdinand Lapointe, hotel-keeper; Albert Brière, Elzéar Tremblay, Philibert Lussier, merchants; Albert Lussier, sectionman; Gédéon Brunelle, baker; Georges Goyette, Arthur Lussier, sectionman; Willie Tremblay, contractor; France St. Pierre, laborer; all of Saint-Gerard; Frederic Saulniers, Alphonse Audet, Joseph C. Fontaine, Ferdinand Fontaine, Saul Delude, Saul Fontaine, Albert Fontaine, Ephrem Patry, Emile Domon, Ulric Delude, Omer Fontaine, Alphée Fontaine, Raymond Fontaine, Edmond Côté, Joseph Caron, Euclide Giguère, Michel Louis Phaneuf, farmers; Charles Gauthier contractor, these last of Weedon, for the following purposes:

The installation and up-keep of a telephone line and the accessories thereof in the parish of Saint Gerard de Lac Weedon, in the county of Wolfe, to connect with other telephone lines in the adjacent parishes, under the name of "La Cie de Téléphone de Saint Gerard" with a total capital stock of seven thousand ($7,000.00) dollars, divided into one hundred (100) shares of seventy ($70.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Saint Gerard, in the county of Wolfe, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of February, 1922.

C.-J. SIMARD,

1100 Assistant Provincial Secretary.

"Bell Fruit Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février 1922, constituant en corporation: John Doherty Kearney, avocat, Percy Arnott Gregory, secrétaire, Alice Andrews, sténographe, tous de Montréal, aux fins suivantes:

Acheter, vendre, disposer et trafiquer de, dans leur état brut, préparé ou manufacturé, faire germer, cultiver et récolter des fruits, légumes et autres produits du sol;

Manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de barils, boîtes, paniers et autres récipients des fruits, légumes et produits;

Agir comme courtiers, marchands à commission et courtiers; acheter, vendre et généralement trafiquer de tous produits importables en Canada et de tous produits exportables du Canada;

Exercer aucune autre industrie que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec la susdite, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie qui exerce aucun commerce que la corporation est autorisé à exercer ou qui possède des biens convenant aux objets de la compagnie;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la corporation, ou qui exerce

"Bell Fruit Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1922, incorporating: John Doherty Kearney, advocate, Percy Arnott Gregory, secretary, Alice Andrews, stenographer, all of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, dispose of and deal in, in their raw, prepared or manufactured state, and to grow, cultivate and raise, fruits, vegetables and other produce of the soil;

To manufacture, buy, sell and deal in barrels, boxes, baskets and other containers of fruits, vegetables and produce;

To act as agents, commission merchants and brokers; to buy, sell and generally deal in all products as can be imported into Canada and in all products as can be exported from Canada;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business property and liaoilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To take or otherwise acquire or hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being

aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, les vendre ou autrement en disposer;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies en vue d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens ou engagements de la présente compagnie, ou pour toute autre fin qui pourrait, directement ou indirectement, bénéficier à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, les droits ou privilèges, que la compagnie croira nécessaire aux objets de son industrie, et particulièrement la machinerie, l'outillage, le fonds de commerce;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelle, moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Faire toutes les choses précitées comme principaux, agents, entrepreneurs, facteurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des des objets précités, sous le nom de "Bell Fruit Company, Limited", avec un fonds social total de quarante-neuf mille piastres ($49.000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1067 C.-J. SIMARD.

conducted so as to directly or indirectly to benefit the company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock in trade;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Bell Fruit Company, Limited", with a total capital of forty nine thousand dollars ($49.000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of February, 1922.

C.-J. SIMARD,

1068 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie de l'Evénement Limitée— The Evenement Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 2 mars 1922, constituant en corporation: Pierre-Célestin Falardeau, négociant, Joseph-Auguste Fraser, et Joseph-Arthur Juneau comptables, tous trois de la cité de Québec, dans les buts suivants:

1. Faire tous les actes, sans aucune exception, de fabrication de manufacture, d'industrie et de commerce concernant, de quelque manière et sous toutes leurs formes, la librairie, la typographie, la lithographie, la photogravure, l'imprimerie, la reliure, et l'impression et publication de journaux, revues, ainsi que les matières premières et machineries de tous genres employés dans ou nécessaires auxdits commerces et industries;

2. Acquérir, posséder, imprimer, publier et distribuer des journaux, revues et publications de tous genres;

3. Fabriquer, manufacturer et faire le commerce, entr'autres du bois, de la pulpe et du papier sous toutes leurs formes, avec droit d'acquérir, posséder et exploiter tout ce que nécessaire ou utile aux dites fins, tels que limites à bois, moulins et manufactures;

4. Fabriquer, manufacturer et faire le commerce, sous quelque forme que ce soit, de tout ce qui peut être l'objet de la fabridation, de l'industrie et du commerce en général;

5. Enrégistrer, acquérir, exploiter, céder et disposer, à quelque titre et de quelque manière

"La Compagnie de l'Evénement Limitée— The Evenement Company, Limited".

Notice is hereby given that under part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1922, incorporating: Pierre Celestin Falardeau, merchant; Joseph Auguste Fraser, et Joseph Arthur Juneau, accountants, all three of the city of Quebec, for the following purposes:

1. To do all acts, without any exception, of fabrication, manufacture, industry and business respecting in any manner and under all forms, bookselling, typesetting, lithographing, photoengraving, printing, book-binding, and the impression and publication of newspapers, reviews, as well as the raw materials and machinery of all kinds employed in or necessary for the said business and industry;

2. To acquire, possess, print, publish and distribute newspapers, reviews and publications of all kinds;

3. To fabricate, manufacture and deal in, among other things, wood, pulp and paper under all forms, with the right to acquire, possess and exploit everything necessary or useful for the said purposes, such as timber limits, millls and manufactories;

4. To fabricate, manufacture and deal, under all forms, whatever, in everything which can be the object of manufacture, industry and trade in general;

5. To register, acquire, exploit, assign and dispose of, under any title and in any manner

que ce soit, de tous brevets, marques de commerce et de fabrique, procédés, permis et autres droits et privilèges de cette nature enrégistrés ou non au Canada ou ailleurs;

6. Construire ou faire construire toutes bâtisses et constructions quelconques, ou agir comme entrepreneur pour toutes espèces de constructions et bâtisses;

7. Acquérir et exploiter, à quelque titre, et conditions, et de quelque manière que ce soit, la totalité ou une partie quelconque des biens ou entreprises de ses filiales, ou de toutes personnes ou corporations faisant des opérations semblables ou en partie semblables à celles que la présente compagnie est autorisée à faire ou conduire, et, en particulier, acquérir aux conditions qui pourront être arrêtées entre les parties tout l'actif et toutes les entreprises de la compagnie déjà existante sous le nom de "La Compagnie L'Evénement Limitée", comme susdit, y compris le journal publié par ladite compagnie;

8. Faire avec toutes telles filiales ou autres personnes et corporations, toutes ententes et conventions que la présente compagnie jugera devoir lui profiter directement ou indirectement;

9. Faire auxdites filiales, personnes ou corporations, ou à ses clients et autres en relation d'affaires avec la compagnie, à même ses fonds ou les argents par elle empruntés, des avances ou prêts, ou encore, soit au moyen de son cautionnement, son endossement, sa simple garantie ou de celle des obligations ou autres valeurs émises par elle, soit en donnant les hypothèques, gages, nantissements et garanties qu'elle est autorisée à donner pour garantir ses propres emprunts, obligations et valeurs, en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1920, article 6009 Statuts refondus de Québec, 1909, leur faire obtenir des avances, des fonds, du crédit, des marchandises, contrats ou autres biens et avantages quelconques, et garantir leurs emprunts, valeurs, contrats et obligations généralement quelconques;

10. Acquérir, détenir et posséder, à quelque titre et de quelque manière que ce soit, (disposant de, et employant à ces fins ses fonds ou ceux provenant d'emprunts, ses biens mobiliers ou immobiliers, ses actions, ses débentures, obligations et autres valeurs) des actions, actions-obligations, obligations et autres valeurs quelconques d'autres compagnies, et en disposer, les céder, vendre, aliéner ou transférer, absolument, ou autrement, à quelque titre et pour quelque objet que ce soit; les droits de vote, de contrôle et autres afférents auxdites actions, obligations et valeurs, alors qu'elles seront possédées ou détenues par la compagnie, pouvant être exercées par la personne que désignera son conseil d'administration;

11. Fonder, organiser et contrôler, soit en acquérant ou possédant leurs actions ou autrement, des filiales ou toutes autres compagnies pour toutes fins qui seraient jugés de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

12. Acquérir, par achat, sur vente privée, judiciaire, publique ou toute autre, par échange, donation, dation en paiement, ou de quelque autre manière et à quelque titre que ce soit, louer, recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt, de garantie, posséder, détenir, retenir, exploiter et occuper à quelque titre et de quelque manière que ce soit tous droits, permis, pouvoirs, franchises, concessions ou privilèges et tous biens,

whatever, all patents, trade marks and brands, processes, permits and other rights and privileges of a like nature, registered or unregistered in Canada or elsewhere;

6. To construct or cause the construction of any buildings and constructions whatever, or act as contractor for all kinds of constructions and buildings;

7. To acquire, exploit, under any title, conditions and in any manner whatever, the whole or any part whatever of the property or undertaking of its subsidiaries, or of any persons or corporations carrying on similar operations, or partly similar to those which the present company is authorized to do or carry on, and in particular to acquire on such conditions as may be agreed upon between the parties all the assets and undertakings of the company already existing under the name of "La Compagnie L'Evenement, Limitée", as aforesaid, including the newspaper published by the said company;

8. To enter with all such subsidiaries or other persons or corporations, into any agreements and arrangements which may seem directly or indirectly profitable to the present company;

9. To make to the said subsidiaries, persons or corporations, or to its customers and others having dealings with the company, out of its funds or monies barrowed by the company, advances or loans, or still, either by way of its bond, endorsement, simple guarantee or that of obligations or other securities issued by it, and either by giving hypothecs, mortgages, liens and pledges it is authorized to give to guarantee its own loans, obligations and securities, under the Quebec Companies' Act 1920, article 6009 of the Quebec Revised Statutes, 1909, to obtain for them advances, funds, credit, merchandise, contracts or other property and advantages whatever, and guarantee their loans, securities, contracts and obligations generally whatever;

10. To acquire, hold and own under any title and in any manner whatever (disposing of and utilizing for such purposes its funds or those obtained by loans, its moveable or immoveable property, shares, debentures, obligations or other securities) shares, debenture-stock, bonds or other securities whatever of other companies, and dispose thereof, assign, sell, alienate or absolutely or otherwise transfer the same under any title and for whatever object; the rights to vote, control and other rights attached to said shares, bonds or other securities, when they are held or owned by the company, may be exercised by the person whom the board of directors shall designate;

11. To establish, organize and control, either by acquiring or owing their shares or otherwise, of the subdidiaries or any other companies for any purposes which may be deemed calculated to directly or indirectly, benefit the present company;

12. To acquire by purchase, at private, judicial, public or any other sale, by exchange, gift, the giving in payment or in any other manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, lien, deposit, security, own, hold, retain, exploit and occupy under any title and in any manner whatever, any rights or property both corporeal and incorporeal, moveable or immoveable, and without any exception whatever;

tant corporels qu'incorporels, qu'ils soient meubles ou immeubles, sans aucune exception quelconque et de quelqu'autorité ou source qu'ils proviennent;

13. Vendre, donner à bail, en nantissement, en garantie, en échange, en paiement, et généralement, aliéner, céder, transporter, ou disposer, de, quelque manière ou à quelque titre que ce soit, des droits et des biens mentionnés dans la clause précédente;

14. Grever de servitude, et hypothéquer tous immeubles quelconques, et consentir, soit comme bailleur ou preneur tous baux emphytéotiques;

15. Faire tous contrats de louage de service, de mandat, d'agence, de transaction, et de cautionnements, sauf ceux qui ne peuvent être donnés que par des compagnies de garantie spécialement autorisées à ce faire, et généralement faire tous contrats et conventions dont est capable une corporation et toutes choses utiles ou nécessaires pour atteindre les objets pour lesquels la présente compagnie est incorporée ou s'y rattachant de quelque manière;

16. Exercer tant pour les objets et les fins de ses entreprises que pour l'exercice de tous autres pouvoirs à elle conférés par les présentes lettres patentes, les pouvoirs et droits mentionnés à la loi des compagnies de Québec, 1920, article 6009, Statuts Refondus de Québec, 1909, la présente compagnie étant autorisée à émettre et à garantir en la manière prévue audit article des obligations, actions-obligations (debenture-stock) et toutes autres espèces de valeur;

17. Placer les fonds disponibles de la compagnie de la manière jugée convenable, et, à la condition qu'il ait été pourvu au paiement ou à la garantie des dettes et obligations de la compagnie, distribuer en nature entre ses actionnaires, de temps à autre, les biens quelconque de la compagnie et, en particulier, l'argent comptant, les actions, obligations et autres valeurs d'autres corporations que la corporation pourra détenir;

18. Faire tous paiements quelconques, soit avec des actions de la compagnies émises et reparties comme entièrement ou partiellement acquittées, soit avec de ses obligations, actions, ooligations (débenture-stock) ou autres valeurs, ainsi cédées au prix jugé convenable;

19. Louer, vendre ou autrement aliéner, la totalité ou une partie quelconque de l'ensemble des biens, actif, entreprise et clientèle de la compagnie, considéré ou non comme une exploitation en cours (as a going concern), et ce, à toutes personnes ou corporations quelconques, et accepter pour prix ou compensation les actions, obligations ou autres valeurs de toutes autres compagnies ou toutes autres considérations quelconques;

20. Faire enrégistrer et reconnaître la compagnie dans toute autre province, ou tout autre pays, suivant les lois de lieu, aux fins de lui permettre d'y exercer, en autant qu'elle en aura le droit, les pouvoirs à elle conférés par les présentes lettres patentes et la loi;

21. Tous actes comportants l'aliénation des immeubles de la compagnie, de même que l'exercice des pouvoirs mentionnés dans les paragraphes 8, 9 et 10 ci-haut, devront être autorisés, approuvés ou ratifiés par le vote des actionnaires représentant au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, à une assemblée générale dûment convoquée à cet effet, et pourront être faits et consentis par la compagnie du moment que telle autorisation, approbation ou ratification auront été ainsi votées, sous le

and from whatever authority or source they may accrue;

13. To sell, give on lease, or as lien, deposit, security, in exchange and payment and generally alienate, transfer, convey or in any other manner and under any title to dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph;

14. To charge with servitude or hypothecate any immoveables whatsoever and to be a party either as lessor or lessee to any emphyteotic lease;

15. To make all contracts of lease or hire of service, mandate, agency, transaction and surety, save those which can only be given by surety companies especially authorized as to do, and generally make all contracts and agreements which a corporation may enter into and all things useful or necessary for the attainment of the objects fo rwhich the present company is incorporated or in any way incidental thereto;

16. To exercise both for the objects and purposes of its undertakings and the exercise of any other powers granted the said company herein, the powers and rights mentioned in the Quebec Companies' Act, 1920, article 6009 of the Quebec Revised Statutes 1909, the present company being authorized to issue and guarantee in the manner provided by said article, bonds, debenture-stock and all other kind of securities;

17. To invest the funds of the company not immediately required in the manner deemed convenient, and on the condition that the payment or security of the debts and obligations of the company has been provided for, distribute in kind among its shareholders, from time to time, any property of the company, and in particular, cash, shares, bonds and other securities of other corporations which the corporation may hold;

18. To make any payments whatever either with shares of the company issued and allotted as fully or partly paid up, either with its bonds, debenture-stock or other securities, thus assigned at a price deemed convenient;

19. To lease, sell or otherwise alienate the whole or any part whatever of the whole of the property, assets, undertakings and goodwill of the company, considered or not as a going concern and that to such persons or corporations whatever and to accept as the price or consideration thereof the shares, bonds or other securities of any other companies or any other considerations whatever;

20. To procure the company to be registered and recognized in any other province or any other country according to the laws of the place, to permit the company to exercise therein, in so far as it is empowered, the powers granted to the company by the present letters patent and by law;

21. All deeds to alienate the immoveables of the company and the exercise of the powers mentioned in the foregoing paragraphs 8, 9 and 10 must be authorized, approved or ratified by the vote of the shareholders representing at least two thirds in value of the subscribed capital stock of the company, at a general meeting duly called to that effect and may be made and accepted by the company as soon as such authorization approval or ratification shall have been voted, under the name of "La Compagnie de L'Evéne-

nom de "La Compagnie de l'Evénement Limitée —The Evenement Company Limited", le montant du capital actions de la compagnie est de deux cent mille piastres ($200.000.00), divisé en:

1. Mille actions privilégiées de cinquante piastres chacune;

2. Trois mille actions ordinaires de cinquante piastres chacune;

3. Les porteurs des actions privilégiées jouiront des privilèges et droits, et seront sujets aux restrictions et dispositions ci-après:

a. Ils auront sur les actions ordinaires, relativement au paiement du principal de leurs actions et de tous les dividendes déclarés sur icelles ou exigibles en vertu de ce que ci-après et totalement ou partiellement impayés, privilèges et priorité sur la totalité des biens et de l'actif de la compagnie sans aucune exception;

b. Ils n'auront droit à un dividende sur lesdites actions que si tel dividende est déclaré, lesdites actions ne donnant pas droit par conséquent à des dividendes dits cumulatifs, le tout, cependant, sujet aux dispositions et réserves suivantes:

I. La compagnie ne pourra déclarer ni payer aucun dividende sur les actions ordinaires, ni faire sous une forme, quelconque aucune repartition de bénéfices ou de profits entre les porteurs des actions ordinaires avant d'avoir déclaré et payé, pour les douze mois précédents telle déclaration, de dividende ou telle répartition de bénéfices ou de profits sur les actions ordinaires, un dividende de six pour cent (6%) sur les actions privilégiées;

II. Si, pour une année quelconque et pourvu qu'il n'y ait pas alors, émises et non rachetées ou payées, des obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie dont le paiement soit assuré par les gages, nantissement, hypothèque et autres garanties que la compagnie est autorisée à donner en vertu de l'article 6009 de la Loi des compagnies de Québec 1920, ni emprunts non-remboursés et garantis de la même manière, il est porté au fond de réserve de la compagnie, déduction faite des dépréciations faites sur l'actif, un montant excédant sept et demi pour cent (7½), les porteurs desdites actions privilégiées auront droit à un dividende de six pour cent (6%) pour ladite année. Si tel dividende n'est pas déclaré et payé, il s'accumulera avec les dividendes auxquels les porteurs de ces actions privilégiées auront droit, de telle façon que la compagnie avant de pouvoir déclarer et payer un dividende sur les actions ordinaires, ou faire sous forme quelconque entre les porteurs des actions ordinaires, une répartition de bénéfices ou de profits réalisés ou accumulés devra avoir payé en entier aux porteurs des actions privilégiées tous les dividendes qui se seraient accumulés en vertu du présent sous-paragraphe (II) deuxième;

III. Les dividendes auxquels ils pourront avoir droit en vertu de ce que ci-haut, et qui ne pourront excéder six pour cent (6%) par année tiendront lieu pour les porteurs desdites actions privilégiées de toute part quelconque dans les bénéfices et profits de toute nature, réalisés ou accumulés par la compagnie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, leurs droits contre ou dans l'actif et les biens de la compagnie, étant limités exclusivement au paiement du principal de leurs actions et desdits dividendes, le tout conformément aux droits et avec les privilèges et priorité ci-haut établis;

c. La compagnie aura droit de racheter, en tout temps toutes ou partie desdites actions privilégiées, ou toutes ou partie de celles détenues par

ment, Limitée—The Evenement Company, Limited". The amount of the capital stock of the company to be of two hundred thousand ($200,000.00) dollars, divided in:

1. One thousand preferred shares of fifty ($50.00) dollars each.

2. Three thousand common shares of fifty ($50.00) dollars each.

3. The holders of preferred shares shall enjoy the following rights and privileges and shall be subject to the following restrictions and provisions:

a. They shall have over the common shares, respecting the payment of the principal of their shares and of all dividends declared thereon or exigible in virtue of the following and fully or partly un paid, preferences and priority over the whole of the property and assets of the company without any exception;

b. They shall only be entitled to a dividend on the said shares if such dividend be declared, the said shares not bearing consequently cumulative dividends, the whole however subject to the following provisions and restrictions;

1. The company shall not declare or pay any dividend on the common shares or make in any manner whatever any allotment of benefits or profits among the holders of common shares, before having declared and paid, for the twelve months preceding such declaration of dividends , or allotment of benefits or profits on the common shares, a six per cent (6%) dividend on the preferred shares;

II. If for any year whatever, and provided there be not then, issued and unredeemed and unpaid, bonds, debentures or other securities of the company the payment of which be secured, the liens, mortgages, hypothecs or other charges which the company is authorized to give under article 6009 of the Quebec Companies' Act, 1920 nor loans unredeemed and unsecured there shall placed to the reserve fund of the company, in the same manner, deduction made of the depreciation of the assets, an amount exceeding seven and a half per cent (7½%), the holders of the said preferred shares shall be entitled to a six per cent (6%) dividend for the said year. If such dividend be not declared and paid, it shall accumulate with the dividends to which the holders of these preferred shares are entitled, in such a way that the company before declaring and paying a dividend on the common shares, or make in any form whatever among the holders of common shares, an allotment of benefits or profits realized or accumulated must pay in full to the holders of preferred shares all the dividends which shall have accumulated in virtue of the present second (II) sub-paragraph;

III. The dividends to which they shall be entitled in virtue of the foregoing and which shall not exceed six per cent (6%) per annum, shall take the place for the holders of the said preferred shares of any part whatever in the benefits and profits of any nature, realized or accumulated by the company, under any form and in any manner whatever, their rights against or in the assets and property of the company, being limited exclusively to the payment of the principal of their shares and the said dividends, the whole pursuant to the rights and with the privileges and priority above determined;

c. The company shall have the right to redeem, at any time, all or part of the said preferred shares, or all or any part of those held by any holder

aucun porteur d'icelles, et devra, avant de pouvoir soit créer et émettre aucunes autres actions privilégiées, ayant de quelque manière, quant au paiement du principal d'icelles ou des dividendes, préférences sur, ou simple concurrence avec les dites actions privilégiées, soit exercer les pouvoirs à elle conférés par la paragraphe 19 ci-haut, ou se fusionner avec toute autre compagnie, racheter celles détenues par ceux des porteurs des dites actions privilégiées, dont le consentement à l'émission de telles nouvelles actions, ou à l'exercice desdits pouvoirs mentionnés au paragraphe 19 ci-haut, ou à une fusion, ne pourra être obtenu;

Le prix à être payé sur tel rachat, le paiement devant se faire en argent, sera la valeur au pair desdites actions, avec en plus tous les dividendes accumulés ou non auquels les porteurs desdites actions pourront alors, avoir droit en vertu de ce que ci-haut;

d. La compagnie pourra en tout temps, par un règlement voté et approuvé, conformément à l'article 5989 des Statuts refondus 1909, Loi des compagnies de Québec, 1920, modifier toutres et chacune des dispositions ci-haut, ou les revoquer en entier et convertir lesdites actions privilégiées en actions ordinaires, sauf et excepté cependant quant à celles desdites actions alors émises et reparties et non rachetées et dont les porteurs n'auront pas consenti à telles modifications, révocation et conversation;

Le bureau principal de la compagnie, sera dans la cité de Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1101 C.-J. SIMARD.

"Star Trading Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de février 1922, constituant en corporation: Thomas Michael Tansey, Léopold Saint-Denis, avocats, et William James Zink, vendeur, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre, écouler en gros, importer, exporter toute espèce de produits chimiques et pharmaceutiques, d'extraits, alcools, parfums, breuvages, aliments, sucres, sirops, melasses, combinaisons chimiques, métaux ainsi que tous ou aucun des articles de commerce d'une nature semblable ou autre;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ériger construire, maintenir, exploiter, améliorer et transiger sur biens-fonds, usines, fabriques, magasins, bâtisses, logements pour employés ou autres et structures de toute description, et généralement trafiquer des terrains et propriétés et les améliorer;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements et autres instruments négociables;

Émettre des récépissés négociables ou autres pour marchandises emmagasinées par la compagnie; prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune personne, firme ou compagnie avec laquelle la compagnie aura des relations d'affaires;

Prendre en garantie d'aucune dette envers la compagnie des mortgages ou hypothèques sur la propriété des débiteurs de la compagnie;

Acheter, louer, ou autrement acquérir, détenir,

thereof, and shall, before either creating or issuing any other preferred shares having many manner as to the payment of the principal thereof or the dividends thereon, preferences on or simple concurrence with the said preferred shares, or exercise the powers granted to the company by the paragraph 19 aforesaid, or to amalgamate with any other company, redeem those held by those of the holders of the said preferred shares, the consent of which to the issue of such new shares or to the exercise of the said powers mentioned in paragraph 19 aforesaid or to an amalgamation, can not be obtained;

The price to be paid for such redemption, the payment to be made in cash, shall be the par value of the said shares together with all dividends accumulated or not to which the holders of the said shares shall then be entitled to in virtue of the foregoing;

d. The company may, at any time, by a by-law voted and approved, in accordance with article 5989 of the Revided Statutes, 1909, The Quebec Companies' Act, 1920, modify all or any of the above provisions, or revoke the whole of the same, and convert the said preferred shares in common shares, save and except however as to the said shares then issued and allotted and unredeemed, the holders of which shall not have consented to such modifications, revocations and conversion.

The head office of the company, will be in the city of Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1102 Assistant Provincial Secretary.

"Star Trading Company, Limited."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1922, incorporating: Thomas Michael Tansey, Leopold Saint Denis, advocates, and William James Zink, salesman, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell wholesale, import, export, all kinds of chemical and pharmaceutical products, extracts, alcohols, perfumes, beverages, foodstuffs, sugars, syrups, molasses, chemicals, metals and all and any articles of commerce of a similar or other nature;

To acquire by purchase, lease or otherwise, to erect, construct, maintain, operate, improve and deal in real estate, mills, factories, storehouses, buildings, houses for employees, or others and work of every description and generally to deal with and improve land and property;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading and other negotiable instruments;

To issue receipts, negotiable or otherwise for merchandise stored with the company; to lend money, to guarantee the contracts of or otherwise assist any person, firm or company with which the company may have business relations;

To take as security for any debt to the company, mortgages and hypothecs upon the property of the debtors of the company;

To purchase, lease or otherwise acquire, to

posséder, utiliser, développer, échanger, vendre ou autrement faire valoir les concessions, droits, privilèges, marques de commerce, permis et franchises appropriées ou convenant au commerce de la compagnie;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et spécialement pour des actions, parts ou valeurs de la présente compagnie ou d'aucune autre;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, mandataires, entrepreneurs, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, de l'outillage du fonds de commerce, de l'achalandage, des marques de commerce, de l'actif et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux objets de la compagnie;

Rémunérer par paiement en argent et avec l'assentiment des actionnaires, en actions ou en parts, ou d'aucune autre manière, aucune personne, firme ou corporation, pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, en aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription d'aucune des actions de la compagnie, ou d'aucunes autres valeurs de la compagnie, ou dans la formation, l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires;

Les susdits objets, pouvoirs ou les fins de la compagnie seront considérées comme étant distincts et indépendants l'une de l'autre, et la compagnie pourra poursuivre la réalisation de l'un ou plusieurs de ces objets, pouvoirs ou fins, abstraction faite des autres, et nulle clause ne sera limitée dans son sens général, ou autrement interprétée en fonction d'aucune autre clause de ces objets, pouvoirs ou fins, sous le nom de "Star Trading Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cnets (200) actions ordinaires de cent piastres ($100.00) chacune.

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de deux mille piastres ($2,000.00).

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1059

hold, own, use, develop, exchange, sell or otherwise turn to account concessions, rights, privileges, trademarks, patents, permits and franchises, suitable or convenient for the business of the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for the shares, stock or securities of this or any other company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, and either alone or in conjunction with others;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, plant, stock in trade good-will, trade-marks, assets and liabilities of any person, persons or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To remunerate by payment in cash and with the approval of the shareholders, in shares or stock, or in any other manner, any person, firms or corporations, for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company, or any other securities of the company, or in the formation or promotion of the company or in the conduct of the business;

The above objects, powers or purposes of the company shall be deemed to be several and not dependent on each other, and the company may pursue or carry on any one or more of such objects, powers or purposes, without regard to the others of them, and no clause shall be limited in its generality or otherwise construed as having regard to any other clause of such objects, powers or purposes, under the name of "Star Trading Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares common stock of one hundred dollars ($100.00) each.

The amount with which the company will commence its operations will be two thousand dollars ($2,000.00).

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of February, 1922.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1060

"Mutual Realty Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février 1922, constituant en corporation: Nathan Shribman, Michael Rosenstein, et Abraham Greenberg, marchands, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes:

Exercer de toutes manières le commerce d'immeubles; acquérir par option, achat, bail, échange ou autrement, et détenir, améliorer, diviser, suddiviser, bâtir, utiliser, administrer, louer, vendre, échanger et disposer de propriétés mobilières et immobilières;

Agir en qualité d'agents et courtiers pour acheter, vendre, échanger et louer des immeubles et pour d'autres transactions de même nature;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques,

"Mutual Realty Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1922, incorporating Natham Shribman, Michael Rosenstein and Abraham Greenberg, merchants, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate in all its branches; to acquire by option, purchase, lease, exchange or otherwise and to hold, improve, divide, subdivide, build upon, utilize, administer, lease, sell, exchange and dispose of all kinds of moveable and immoveable property;

To act as agents and brokers for the purpose of purchase, sale, exchange and leasing of immoveables and for other transaction of a like nature;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens

liens et charges sur la propriété foncière en garantie d'aucune dette due à la compagnie ou d'avances consentis par la compagnie;

Prêter de l'argent aux clients, propriétaires et autres en relations d'affaires avec la compagnie; transiger tous genres d'affaires de prêts et placements, sauf celles de banque;

Agir comme agents d'assurances et courtiers;

Exercer aucun autre commerce que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec les objets précités, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Acquérir par achat, bail ou autrement la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la présente compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires, dans lesquels la compagnie est intéressée, qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne, compagnie, les personnes ou clients en relations d'affaires avec la compagnie aussi souscrire, ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucune invention qui semblera propre à servir, à aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition paraîtra susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Conclure avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucuns arrangements, qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et d'obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirables d'obtenir; et exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Construire, maintenir et altérer aucunes bâtisses ou structures nécessaires ou convenant aux objets de la compagnie;

Acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange louer ou autrement acquérir les propriétés et les droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires aux fins de son commerce, et particulièrement des terrains, bâtiments, commodités, machines et outillages; aussi vendre, améliorer administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété ou des droits de la compagnie;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en vendant, en aidant à vendre ou en garantissant le place-

and charges on real property to secure any debt due to or advances made by the company;

To loan money to clients, lot owners and others having business with the company; and to carry on loan and investment business of all kinds except banking business;

To act as insurance agents and brokers;

To carry on any other business which may seem to the company capable to be conveniently carried on in connection with the above objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal, concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, customers or persons having business interests or dealings with the company; and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with same;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, brevets d'invention, trade marks, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company; and to use, exercise, develop and grant licenses in respect of and otherwise turn to account the property, rights and information so acquired;

To enter into arrangements with any governments and authorities, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects and purposes, or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company, may think desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such agreements, rights, privileges and concessions;

To construct, maintain and alter any buildings or works necessary or convenient for the purposes of the company;

To acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any real or personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary for the purposes of its business and in particular any land buildings, easements, machinery and plant; and to sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property or rights of the company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing

ment des parts, débentures, billets promissoires ou autres valeurs, d'aucune nature, de la présente compagnie dans la formation, l'organisation de la compagnie, la gestion de ses affaires;

Emprunter de l'argent et en garantir le remboursement au moyen d'hypothèques, obligations ou gages sur ladite propriété;

Tirer, souscrire, accepter, endosser et émettre des lettres de change, billets promissoires, connaissements, mandats débentures ou autres instruments commerciaux négociables ou transférables;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable, accepter de l'argent, des actions, obligations, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont partiellement ou totalement semblables à ceux de la corporation ou s'amalgamer avec d'autres compagnies;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux ou agents, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Mutual Realty Company, Limited", avec un fonds social total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres ($99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de février, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1051

of any shares of the company's capital or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To borrow money and guarantee the payment thereof by means of hypothecs, obligations or pledge on said property;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having rights or objects altogether or in part similar to those of this company; or to amalgamate with other companies;

To do all or any of the above thing as principals or agents and either alone or in conjunction with others, under the name of "Mutual Realty Company, Limited", with a total capital stock ninety nine thousand dolars ($99,000.00), divded into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of February, 1922.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1052

"Provincial Perfume Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtroisième jour de février 1922, constituant en corporation: Léopold Saint-Denis, Louis Diner, avocats, et Michael Leon Brown, courtier, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre, écouler en gros, importer, exporter toute espèce de produits chimiques et pharmaceutiques, d'extraits, alcools, parfums, breuvages, aliments, sucres, sirops, melasses, combinaisons chimiques, métaux ainsi que tous ou aucun des articles de commerce d'une nature semblable ou autre;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ériger, construire, maintenir, exploiter, améliorer et transiger sur biens-fonds, usines, fabriques, magasins, bâtisses, logements pour employés ou autres et structures de toute description, et généralement trafiquer des terrains et propriétés et les améliorer;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements et autres instruments négociables;

Emettre des récépissés négociables ou autres pour marchandises emmagasinées par la compagnie; prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune personne, firme ou compagnie avec laquelle la compagnie aura des relations d'affaires;

Prendre en garantie d'aucune dette envers la compagnie des mortgages ou hypothèques sur la propriété des débiteurs de la compagnie;

Acheter, louer, ou autrement acquérir, détenir, posséder, utiliser, développer, échanger, vendre ou autrement faire valoir les concessions, droits, privilèges, marques de commerce, permis et fran-

"Provincial Perfume Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1922, incorporating: Léopold Saint-Denis, Louis Diner, advocates, and Michael Leon Brown, broker, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell wholesale, import, export, all kinds of chemical and pharmaceutical products, extracts, alcohols, perfumes, beverages, foodstuffs, sugars, syrups, molasses, chemicals, metals and all and any articles of commerce of a similar or other nature;

To acquire by purchase, lease or otherwise, to erect, construct, maintain, operate, improve and deal in real estate, mills, factories, storehouses, buildings, houses for employees, or others and work of every description and generally to deal with and improve land and property;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading and other negotiable instruments;

To issue receipts, negotiable or otherwise for merchandise stored with the company; to lend money, to guarantee the contracts of or otherwise assist any person, firm or company with which the company may have business relations;

To take as security for any debt to the company, mortgages and hypothecs upon the property of the debtors of the company;

To purchase, lease or otherwise acquire, to hold, own, use, develop, exchange, sell or otherwise turn to account concessions, rights, privileges, trademarks, patents, permits and fran-

chises appropriées ou convenant au commerce de la compagnie;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et spécialement pour des actions, parts ou valeurs de la présente compagnie ou d'aucune autre;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, mandataires, entrepreneurs, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, de l'outillage du fonds de commerce, de l'achalandage, des marques de commerce, de l'actif et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux objets de la compagnie;

Rémunérer par paiement en argent et avec l'assentiment des actionnaires, en actions ou en parts, ou d'aucune autre manière, aucune personne, firme ou corporation, pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, en aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription d'aucune des actions de la compagnie, ou d'aucunes autres valeurs de la compagnie, ou dans la formation, l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires;

Les susdits objets, pouvoirs ou les fins de la compagnie seront considérées comme étant distincts et indépendants l'une de l'autre, et la compagnie pourra poursuivre la réalisation de l'un ou plusieurs de ces objets, pouvoirs ou fins, abstraction faite des autres, et nulle clause ne sera limitée dans son sens général, ou autrement interprétée en fonction d'aucune autre clause de ces objets, pouvoirs ou fins, sous le nom de "Provincial Perfume Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent piastres ($100.00) chacune.

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de deux mille piastres ($2,000.00).

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jourd e février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1061 C.-J. SIMARD.

chises, suitable or convenient for the business of the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for the shares, stock or securities of this o any other company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, and either alone or in conjunction with others;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, plant, stock in trade good-will, trade-marks, assets and liabilities of any person, persons or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To remunerate by payment in cash and with the approval of the shareholders, in shares or stock, or in any other manner, any person, firms or corporations, for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company, or any other securities of the company, or in the formation or promotion of the company or in the conduct of the business;

The above objects, powers or purposes of the company shall be deemed to be several and not dependent on each other, and the company may pursue or carry on any one or more of such objects, powers or purposes, without regard to the others of them, and no clause shall be limited in its generality or otherwise construed as having regard to any other clause of such objects, powers or purposes, under the name of "Provincial Perfume Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares common stock of one hundred dollars ($100.00) each.

The amount with which the company will commence its operations will two thousand dollars ($2,000.00).

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1922.

C. J. SIMARD,

1062 Assistant Provincial Secretary.

"L. St. Hilaire, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars 1922, constituant en corporation: Elzéar Fortier, Roméo Fortier, industriels, Québec, Raoul Fortier, industriel, de Sainte-Anne-de-Beaupré, dans le comté de Montmorency, Louis-Joseph St-Hilaire, Alphonse St-Hilaire industriels, tous deux de St-Romuald, dans le comté de Lévis, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail demarchandises, de coton, de laine, de soie et d'autres tissus;

Fabriquer, importer et exporter les dites marchandises et tous autres effets et marchandises dépendant de ce commerce;

Fabriquer, acheter et vendre les dites marchandises;

Ouvrier, posséder et mettre en opération des

"L. St. Hilaire, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third of March, 1922, incorporating: Elzéar Fortier, Roméo Fortier, industrials, both of the city of Quebec, Raoul Fortier, industrial, of St-Anne de-Beaupré, in the county of Montmorency; Louis Joseph St Hilaire, Alphonse St Hilaire, industrials, both of St-Romuald, in the county of Levis, for the following purposes;

To deal wholesale and retail in cotton, wool, silk, merchandise and other textiles;

To manufacture, import and export the said merchandise and all other goods and merchandise incidental to said business;

To manufacture, buy and sell the said merchandise;

To open up, own and operate branches for the

succursales ou branches de commerce, pour l'exploitation de son commerce ou industrie:

Acquérir, posséder, vendre, céder et transporter tous effets de commerce, marchandises d'aucune sorte ou description quelconque;

Exercer toute autre industrie manufacturière ou autrement, se rapportant au commerce ou à l'industrie de la compagnie, ou de nature à en augmenter la valeur, ou lui être profitable en aucune manière;

Tenir des entrepôts pour leur usage personnel et celui du public, avec droit d'émettre des reçus d'entrepôt, et de prélever des loyers, commissions et contributions;

Acquérir, louer ou échanger, en tout ou en partie le fonds de commerce, les crédits, l'achalandage, les marques de commerce, les propriétés mobilières et immobilières, licences et autres droits et intérêts appartenant à des compagnies constituées en corporation, des sociétés et individus;

Acquérir, posséder, louer, donner à bail,vendre échanger ou hypothéquer des propriétés mobilières et immobilières pour les fins dudit commerce;

Acheter, accepter en paiement, posséder ou vendre des actions dans d'autres compagnies constituées en corporation:

Acquérir, louer à ou autrement posséder des patentes, brevets d'invention, licences, concessions, "caveats", ou des droits exclusifs dans certaines inventions, qui puissent servir les fins de la compagnie, et employer, exploiter ou vendre, donner à bail pour le crédit de la compagnie, les patentes, brevets d'invention, droits exclusifs "caveats" ainsi acquis;

Promouvoir ou aider à promouvoir toutes compagnies ou corporations faisant un genre d'affaires semblable, en tout ou en partie, à celui de cette compagnie, ou constituées dans le but d'acquérir l'achalandage de la compagnie, ou toute partie d'icelle, et organiser d'autres compagnies semblables:

Vendre, louer, engager, céder et transporter la totalité, ou aucune partie des biens, droits, franchises, clientèle, commerce, licence ou brevets d'invention de la compagnie à toute autre compagnie exerçant un commerce semblable à celui de cette compagnie, et en paiement d'iceux, accepter de l'argent, des actions, obligations ou autres valeurs de cette compagnie, ou de toutes autres compagnies, d'individus ou sociétés;

Se fusionner avec toute autre compagnie exerçant un commerce semblable ou toute industrie se rapportant au commerce de la compagnie, et acquérir d'aucune manière, les biens, franchises, contrats et commerce de toute autre compagnie et les payer, soit en argent, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Promouvoir toute autre compagnie subsidiaire semblable ou quasi-semblable, et en devenir actionnaires;

Acquérir par achat ou autrement les biens, achalandage, clientèle et les droits de toute autre compagnie exerçant un commerce ou industrie semblable à celui de cette compagnie, ou s'y rapportant individuellement; engager les biens, droits et débentures de la compagnie et en général faire tous actes et choses nécessaires ou convenables aux objets susdits de la compagnie;

Agir comme agent ou courtier de marchands et manufacturiers pour la vente de marchandises et effets relatifs audit commerce;

Acquérir, vendre, posséder, louer et opérer des bateaux à vapeur, des goélettes, barges, pour le transport desdites marchandises;

operation of its business and industry;

To acquire, hold, sell, convey and transfer any goods and merchandise of any sort or description whatever;

To exercise any other manufacturing industry or otherwise relating to the business or industry of the company or of a nature to increase its value or in any way render it profitable;

To have warehouses for their personal use and that of the public, with right to issue warehouse receipts and levy rent, commissions and contributions;

To acquire, lease or exchange, in whole or in part, the stock in trade, claims, goodwill, trade marks, moveable and immoveable property, licenses and other rights and interests belonging to incorporated companies, firms and individuals;

To acquire, hold, lease, let, sell, exchange or hypothecate moveable and immoveable property for the purposes of the said business;

To purchase, accept in payment, hold or sell shares of other incorporated companies;

To acquire, lease or otherwise hold patents, patent rights, licenses, concessions, caveats or exclusive rights in certain inventions that may serve the purposes of the company, and employ, exploit or sell, lease for the credit of the company the patents, brevets d'invention, exclusive rights, caveats, thus acquired;

To promote or assist in promoting any companies or corporations carrying on any similar kind of business, in whole or in part, to that of the company, or incorporated for the purpose of acquiring the goodwill of the company, or any part thereof, and to organize similar companies;

To sell, lease, pledge, convey and transfer the whole or any part of the property, rights, franchises, goodwill, business, license or patents of invention of the company to any other company carrying on any similar business to that of this company, and in payment thereof accept money, shares, bonds or other securities of this company, or of any other companies, individuals or firms;

To amalgamate with any other company carrying on any similar business or any industry relating to the business of the company, and acquire in any manner the property, franchises, contracts and business of any other company, and pay for same either in cash, debentures or other securities of the company;

To promote any other similar or quasi similar subsidiary company and become shareholders thereof;

To acquire by purchase or otherwise the property, goodwill, custom and the rights of any other company carrying on any similar business or industry to that of this company or individually relating thereto; to pledge the property, rights and debentures of the company and in general do any acts and things necessary or suitable for the aforesaid objects of the company;

To act as agent or broker for merchants and manufacturers in the sale of merchandise and goods relating to the said business;

To acquire, sell, hold, lease and operate steamboats, schooners, barges for the transportation of the said merchandise;

Emprunter sur le crédit de la compagnie, telle ou telles sommes qui lui seront nécessaires pour les fins de son commerce et de son industrie; hypothéquer, pour garantir tel ou tels emprunts, tout ou partie de son actif, ses immeubles, ses dettes actives, achalandage. Emettre des bons ou débentures, et pour garantir telle émission, hypothéquer, ou donner en gage, ou nantissement, suivant le cas, en faveur de un ou plusieurs fiduciaires tout ou partie de ses immeubles, crédits, achalandage;

Et sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaire qui peuvent être jugées nécessaires et utiles pour l'accomplissement des fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "L. St. Hilaire, Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix mille piastres ($90,000.00), divisé en neuf cents (900) actions de cent piasres, ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à St-Romuald, comté de Lévis.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mars, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1115 C.-J. SIMARD.

To borrow upon the credit of the company such amount or amounts as may be necessary for the purposes of its business and industry; to hypothecate for guaranteeing such loan or loans the whole or part of its assets, immoveables, assets, goodwill. To issue bonds or debentures and for guaranteeing such issue to hypothecate or pledge, as the case may be in favor of one or more trustees the whole or part of its immoveables, credits, goodwil

And without limiting the generality of the aforesaid powers to do all such acts and things as may be deemed necessary and useful for the accomplishment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "L. St. Hilaire, Limitée", with a total capital stock of ninety thousand dollars ($90,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at St. Romuald, county of Levis.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1116 Assistant Provincial Secretary.

"Smart Dress Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accrodé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de février 1922, constituant en corporation: Lazarus Phillips, avocat, Abraham Saul Cohen, comptable, et Joseph Philip Beaupré, huissier, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Faire affaires comme manufacturiers, marchands, exportateurs et importateurs de hardes et vêtements de toute description, pour femmes, en gros et au détail;

Acquérir par achat, bail, échange, ou par un autre titre légal, assumer aussi la totalité ou aucune partie de l'entreprise du commerce, de la propriété, de l'actif ou du passif, des licences ou permis d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucune industrie semblable à celle pour laquelle la présente compagnie est constituée, ou qui peut être convenablement exercée en rapport avec icelle;

Acheter, prendre en échange ou en paiement ou autrement acquérir, posséder et détenir, vendre et aliéner des actions, débentures, obligations et autres valeurs dans d'autres compagnies dont les objets sont semblables ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, aussi acquérir, détenir, vendre et disposer de droits hypothécaires, privilégiés ou de gage sur d'autres compagnies ou personnes ou en dérivant;

Acquérir par achat, bail, échange, octroi, concession ou autre titre légal, aussi détenir et posséder des terrains, biens-fonds et immeubles de toute description, nécessaires ou utiles aux objets de la compagnie, y construire des bâtisses, aussi les vendre, louer, transférer, échanger, hypothéquer et autrement aliéner;

Garantir et cautionner, se rendre responsable du paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes, ou autres obligations, d'aucune nature quelconque, d'aucune autre corporation, firme ou personne avec laquelle la compagnie a des relations d'affaires;

Payer aucune propriétée mobilière oui mmobilière, les droits, privilèges, affaires ou franchises que la compagnie peut légalement acquérir, les services rendus et à être rendus à la compagnie

"Smart Dress Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1922, incorporating: Lazarus Phillips, advocate, Abraham Saul Cohen, accountant, and Joseph Philip Beaupré, bailiff, all of the city and district of Montreal for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of, dealers in, and exporters and importers, of women's dresses and garments of every description, both at wholesale and at retail;

To acquire by purchase, lease, exchange, or other legal title, and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities, and licenses or permits of any person, partnership, or company carrying on any business similar to that for which this company is incorporated, or which may conveniently be carried on in conjunction therewith;

To purchase, take in exchange, or in payment, or to otherwise acquire, own and hold, and to sell and dispose of shares, debentures, bonds and other securities in other companies having objects similar or partly similar to those of this company, and to acquire, hold, sell and dispose of rights of hypothec, privileges or pledge in and from other companies or individuals;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or other legal title and to hold and own lands, real estate and immoveables of every description, necessary or useful for the purposes of the company, and to erect buildings thereon, and to sell, lease, convey, exchange, hypothecate, and otherwise dispose of same;

To guarantee and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts, or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual, with which the company has business dealings;

To pay for any property, moveable or immoveable, rights, privileges, business or franchises which the company may lawfully acquire, and for services rendered and to be rendered to the

en actions entièrement libérées, en obligations, en débentures ou avec d'autres valeurs de la compagnie;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et aucun commerce connexe aux objets pour lesquels la présente compagnie est constituée;

Après autorisation par règlement, sanctionnée par le vote d'au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit par la compagnie et représenté à une réunion générale convoquée pour considérer le règlement, les administrateurs peuvent de temps à autre:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des débentures ou d'autres valeurs de la compagnie; les nantir ou vendre pour les montants et aux prix, selon qu'on le jugera à propos;

c. Nonobstant l'article 2017 du code civil, hypothèquer, grever ou gager la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, de la compagnie pour garantir ces débentures ou d'autres valeurs, fournir partie seulement de cette garantie pour ces fins, et constituer l'hypothèque, le mortgage ou gage mentionné dans le présent sous-paragraphe par acte de fiducie, conformément à l'article 6119*b* et 6119*c*, ou d'aucune autre manière;

d. Hypothéquer ou gager la propriété immobilière, engager ou autrement affecter la propriété mobilière, ou donner toutes ces garanties, assurer le remboursement des prêts faits autrement que par émission de débentures, de même que le paiement ou l'exécution d'aucune autre dette, convention ou obligation de la compagnie;

Les limitations et restrictions contenues dans le présent article ne s'appliqueront pas à l'emprunt d'argent fait par la compagnie sur lettres de change ou billets promissoires souscrits, tirés acceptés, ou endossés par ou pour la compagnie sous le nom de "Smart Dresse Co., Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1055 C.-J. SIMARD.

company, in fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To do all acts and to exercise all powers, and carry on any business germane to the objects for which this company is incorporated;

If authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company, to secure any such debentures, or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes, and constitute the hypothec, mortgage, or pledge mentioned in this sub-paragraph, by trust deed, in accordance with article 6119*b* and 6119*c*, or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the immoveable property, or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantees, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted, or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Smart Dress Co., Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be in the city of Montreal, in the distruict of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of February, 1922.

C.-J. SIMARD,

1056 Assistant Provincial Secretary.

"Lake St. John Light & Power Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de février 1922, constituant en corporation: John Augustine Mann, Cecil Gordon Mackinnon, avocats et conseils du Roi; François Philippe Brais, George Buchanan Foster, avocats; et John Edward Grivell, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Manufacturer, développer, générer, acheter, vendre, distribuer, aliéner, d'aucune manière trafiquer de force motrice de tout genre, générée ou produite par la vapeur, l'électricité, les gaz, l'huile, les chûtes d'eau, les barrages, la marée, ou aucune autre substance ou chose propre à servir de force motrice ou avec laquelle la force motrice est produite, ériger et entretenir des poteaux et fils de transmissions dans les comtés de Lac-Saint-Jean, Charlevoix, Saguenay et Chicoutimi, dans la province de Québec, et sauf les dispositions et ordonnances municipales en vigueur dans cette province;

"Lake St. John Light & Power Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth February 1922 incorporating: John Augustine Mann, Cecil Gordon Mackinnon, advocates and King's Counsel; François Philippe Brais, George Buchanan Foster advocates; and John Edward Grivell, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, develop, generate, buy, sell, distribute and dispose of, in every way to deal in light, heat, and power of all descriptions, whether generated or produced from steam, electricity, gases, oil, water falls, dams, tidal waters or any other substance or thing capable of being used for generating electric light, heat or power and to construct and maintain poles and transmission lines, within the counties of Lake St. John, Charlevoix, Saguenay and Chicoutimi, in the province of Quebec, and subject to all municipal requirements and regulations in that Province;

Manufacturer, acheter, vendre, louer, ou exploiter tous appareils ou les machines propres à fabriquer, générer, emmagasiner, accumuler, transmettre ou distribuer tous genres de courants électriques, toute espèce de machines électriques, les appareils, instruments ou accessoires d'aucune nature ou catégorie quelconque;

Manufacturer, utiliser et vendre des appareils et machineries électriques; disposer des droits de vente de ces appareils et machineries moyennant des royautés, en acheter et vendre de toutes les espèces en gros et au détail;

Acquérir par achat, bail ou autrement la totalité ou aucune partie de l'actif de "Les Minoteries Electriques de Métabetchouan, Limitée", et la payer en argent, en obligations, débentures ou avec d'autres valeurs;

Faire des conventions relatives au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, à l'amalgamation et à la consolidation avec, aider, par garantie de contrat, d'obligation, ou par endossement, aucune personne, société ou corporation exerçant une industrie de même nature, d'un caractère connexe ou afférent à l'industrie pour laquelle ou postyle la constitution en corporation, aussi acquérir, posséder, détenir et disposer de capitaux, débentures, obligations, actions-hypothécaires ou autres valeurs d'aucune telle personne, firme ou corporation;

Louer, céder à bail, vendre, aliéner et disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise ou de l'industrie de la compagnie, recevoir en paiement des parts, obligations, débentures, actions-hypothécaires ou autres valeurs d'aucune personne, société ou corporation en faveur de qui on louera, cèdera à bail, vendra, aliénera on transfèrera la totalité ou aucune partie de l'entreprise de la compagnie, assumer aussi le passif d'aucune personne, firme ou corporation exerçant aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens, titres ou effets convenant aux fins de la présente compagnie, en payer l'achat ou la location en actions totalement ou partiellement acquittées, en obligations, débentures, actions-hypothécaires ou avec d'autres valeurs de la présente compagnie;

Faire toutes affaires et choses, posséder toutes propriétés, marques de commerce, les droits brevetés, franchises ou privilèges pour magnifier et étendre la portée et l'intention des objets de la présente compagnie, faire aussi toutes affaires et choses, sans restriction ni réserve, qui se rattachent, conviennent ou sont nécessaires à l'industrie pour laquelle on sollicite la constitution en corporation, nonobstant non mention spécifique aux présentes du pouvoir d'exercer toute espèce d'industrie, découlant nécessairement ou probablement de l'intention exprimé aux présentes;

Faire licencier, enregistrer ou autrement reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner des personnes pour agir comme procureurs ou représentants de la compagnie avec pouvoir de représenter la compagnie dans toutes matières conformément aux lois de ce pays étranger et recevront signification pour et au nom de la compagnie d'aucune procédure ou action;

Tirer, accepter, souscrire, endosser et payer des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instrument négociables ou transférables;

Consentir des avances en argent aux clients

To manufacture, buy, sell, let or operate any and all apparatus or machinery for the manufacture, generation, storage, accumulation, transmission or distribution of any or all types of electric current and any or all manner of electric machinery, apparatus, appliances or supplies of any nature or kind whatsoever;

To manufacture, use and sell electrical apparatus and machinery; to dispose of rights for the sale of such apparatus and machinery on royalities, and to buy and sell all kinds at wholesale and retail;

To acquire by purchase, lease, or otherwise the whole or any part of the assets of "Les Minoteries Electriques de Metabetchouan, Limitee", and to pay for the same in cash, bonds, debentures or other securities;

To enter into any agreements as to the sharing of profits, union of interests; co-operation, joint adventure, reciprocal concession, amalgamation and consolidation with and to aid, by guarantee of contract or obligation or endorsement, any person, firm or corporation carrying on business of a like nature or of a nature incidental or in any way allied with the business for which incorporation is now sought, and to acquire, own, hold and dispose of stock, debentures, bonds, debenture stock, or other securities of any such person, firm or corporation;

To let, lease, sell, alienate and dispose of the whole or any part of the undertaking or business of the company, and to receive in payment therefor stocks, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any person, firm or corporation to whom the whole or any part of the company's undertaking may be let, leased, sold, alienated or disposed of, and to acquire, lease or undertake the whole or any part of the business, property and undertaking, and to assume the liabilities of any person, firm or corporation carrying on any business which this company is authorized to carry on or possessed of any property, assets or effects suitable for the purposes of this company, and to pay the purchase or rental price thereof in fully or partly paid up shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of this company;

To do all matters and things, own all property, trademarks, patent rights, franchises or privileges for the purposes of enlarging and entending the scope of intention of the objects of this company and to do all such matters and things without restriction or reserve which are incidental to convenient or necessary for the business for which incorporation is now sought and notwithstanding that such provisions are not specially provided herein to do all such manner of business as would necessarily or conviently flow from the intention herein expressed;

To procure the company to be licensed, register ed or otherwise recognized in any foreign country, and to designate persons therein as attorneys or representatives of the company with power to represent the company in all matters according to the laws of such foreign country and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To draw, accept, make, endorse and execute promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To make cash advances to customers and other

et autres en relations d'affaires avec la compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Rémunérer par paiement en argent et, avec l'assentiment des actionnaires, en parts, obligations, ou d'aucune autre manière une ou plusieurs personnes ou corporations pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription d'aucune des actions du capital de la compagnie, d'aucunes obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, dans ou à l'occasion de la formation ou de l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires;

Distribuer en espèces ou autrement, tel que décidé, aucunes valeurs de la compagnie à ses membres et particulièrement les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie qui assumera la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la compagnie;

Fonder et sustenter, aider à fonder et sustenter des associations, institutions, fonds, fiducis et commodités propres à profiter aux employés ou aux ex-employés de la compagnie ou de ces devanciers en affaires, accorder des pensions et allouances, faire des paiements d'assurance, consentir des avances, aux employés ou aux ex-employés, à leurs dépendants, d'argent pour bâtir des habitations, prendre des mortgages et hypothèques en garantie de ces avances, les détenir, aliéner et négocier, souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables ou bienveillantes, pour des expositions, pour des objets d'utilité publique, générale;

Hypothéquer, grèver ou gager aucune propriété mobilière ou immobilière, présente ou future que peut posséder la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles, en Canada, ou ailleurs, comme principaux, mandataires ou procureurs, sous le nom de "Lake St. John Light & Power Company", avec un fonds social total de deux cent cinquante mille piastres ($250,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2,500) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1053 C.-J. SIMARD.

"Vaughn Construction Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de février 1922 constituant en corporation: John Vaughn, entrepreneur, East Greenfield Park; William Thuot, notaire, Verdun; Joseph-Eugène Prieur, notaire, Outremont, aux fins suivantes:

Faire affaires comme compagnie immobilière et terrienne et tenir agence foncière, agir comme courtiers en immeubles, estimateurs et agents d'assurances, avec pouvoir d'acquérir, acheter, détenir, posséder, louer, maintenir, contracter, administrer, exploiter, développer, vendre, trans-

having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

To remunerate by payment in cash and, with the approval of the shareholders, in stock, bonds, or in any other manner any person or persons or corporation or corporations for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares of the stock of the company, or any bonds or debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or in the conduct of its business;

To distribute in specie or otherwise as may be resolved any assets of the company among its members and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company that may take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company, (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances to make payments towards insurance, and to make advances to employees or ex-employees or dependents, of moneys for the purposes of building homes, and to take mortgages and hypothecs as security for such advances, and to hold dispose of and deal in the same; to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibitions, or any public, general or useful objects;

To hypothecate, mortgage or pledge any property moveable or immoveable present or future which the company may own;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To do all or any of the above things in Canada or elsewhere, as principals, agents or attorneys, under the name of "Lake St. John Light & Power Company", with a total capital stock of two hundred and fifty thousand dollars ($250.000.00), divided into two thousand five hundred (2,500) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The chief place of business of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eight day of February, 1922.

C.-J. SIMARD,

1054 Assistant Provincial Secretary.

"Vaughn Construction Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1922, incorporating: John Vaughn, contractor, residing at East Greenfield Park, Saint Hubert, William Thuot, notary, residing at No. 1306a Wellington St., Verdun, Joseph Eugène Prieur, notary, residing at No. 622 Bloomfield Ave, Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of a real state and land company and a real estate agency, and to act as a real estate broker and valuators and as insurance agents with power to acquire, buy, hold, own, hire, maintain, control, manage, work, develop, sell, convey, lease, exchange, improve,

férer, louer, échanger, améliorer, cultiver, céder à bail et autrement trafiquer et disposer de biens-fonds, valeurs foncières et immeubles, d'aucune équité, d'aucun intérêt et droit en iceux, d'aucun résidu de prix d'iceux ou de droits sur icelui, ainsique de toutes les autres sortes de propriétés et effets, et pour cela employer et placer le capital de la compagnie à acheter, arpenter, améliorer, développer et préparer pour occupation et peuplement lesdits biens-fonds, terrains, bâtisses, immeubles, équités, intérêts, droits, résidus de prix, de la manière qui semblera la plus avantageuse au parfait exercice du commerce de la compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir des terres, y compris des terres dans ou près des frontières d'une municipalité de la province de Québec, ériger et bâtir sur aucune telle terre des résidences et autres bâtisses de dimensions moyennes pourvues de perfectionnements adéquats et pour être loués à des prix modérés, et généralement détenir, posséder, utiliser, jouir de, et faire valoir cet errain et les bâtiments, ainsi qu'aucun droit et intérêt connexe, à titre absolu, comme locataires ou autrement;

Développer et faire valoir aucune terre ou autre propriété acquise par la compagnie ou dans laquelle elle est intéressée, et particulièrement en la disposant et préparant pour fins de construction ou autrement, en construisant, altérant, démolissant, décorant, meublant et améliorant les bâtisses, en plantant d'arbres, en pavant, drainant, fertilisant, cultivant, louant ou cédant à bail ou autrement aucune de ses propriétés ou terres, en avançant des deniers et passant des contrats et arrangements de toute espèce avec les constructeurs, entrepreneurs, locataires, acheteurs ou autres;

Faire affaires de toutes façons comme constructeurs, entrepreneurs, agents fonciers, marchands de pierre, chaux, briques, bois, ferronnerie et autres matériaux de construction;

Faire ou conclure des arrangements ou contrats pour paver, macadamiser, réparer, niveler, nettoyer ou arroser les rues, trottoirs ou routes, pour construire, ouvrir, réparer et entretenir des conduits, citernes, drains, égouts, réservoirs et système hydraulique;

Acquérir par achat, bail ou autrement la totalité ou aucune partie du commerce, de l'entreprise, de l'achalandage ou autre propriété ou du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la présente compagnie; aussi les vendre, réémettre avec ou sans garantie, gager ou autrement en trafiquer et disposer;

Emettre et distribuer des actions entièrement libérées de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucune affaire, franchise, entreprise, propriété, des droits, pouvoirs, privilèges, licences ou contrats que la compagnie a capacité d'acquérir;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et de l'entreprise de la compagnie pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures, obligations ou valeurs d'aucune compagnie;

Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou société, association ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autoritation d'exercer ou d'entrepren-

cultivate, let and otherwise deal in and dispose of real estate and real property, buildings and immoveables, or an equity, interest and right therein or balance of price thereof or any equities therein and all other kinds of property and chattels, and to that and apply and invest the capital of the company in the purchase, survey, improvement, development and preparation for occupation and settlement of the said real estate, lands, buildings, immoveables, equity, interests, rights or balances of price in such manner as may be most convenient for the due carrying on of the business of the company;

To purchase, lease or otherwise acquire lands, including lands in or near the boundaries of a municipality of the Province of Quebec, and to erect and build on any such land dwelling houses and other buildings of reasonable dimensions supplied with proper improvements and intended to be let at a moderate price and generally to hold, possess, use, enjoy and turn to account such land and buildings and any right and interest therein, either absolutely or as lessees, or otherwise;

To develop and turn to account any land or other property acquired by the company or in which it is interested, and in particular by laying out and preparing land for building purposes or otherwise, and by construction, altering, demolishing, decorating, furnishing and improving buildings, and by planting, paving, draining, farming, cultivating, letting, leasing, or otherwise, any of its property or lands, and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with builders, contractors, tenants, purchasers and others;

To carry on in all its branches the business of builders, contractors real estate agents, dealers in stone and lime, bricks, timber, hardware, and other building requisites;

To make or enter into any agreements or convenants for paving, macadamizing, repairing, grading, cleaning or watering streets, sidewalks, or highways, and for the construction, opening, repairing and maintenance of conduits, cisterns, drains, sewers, thanks and water supply;

To acquire by purchase, lease or otherwise the hole or any part of the business, undertaking, goodwill, or other property or liabilities of any person or company, carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company; and to sell, reissue with or without guarantee, pledge or otherwise deal with and dispose of the same;

To issue and allot fully paid up shares of the company in payment or in part of any business, franchise, undertakings, property, rights, powers, privilege, license or contract, which the company has capacity to acquire;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the property and undertaking of the company for such consideration as the company may see fit, and in particular for shares, debentures, bonds, or securities of any company;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joints, reciprocal concession or otherwise, with any government, municipal or local authority, or with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in, any business or transact on which this company is authorized to carry on or engage in any business or transaction

dre ou qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats avec ou sans garantie ou aider autrement cette dite personne ou compagnie entreprenant de bâtir ou d'améliorer aucune propriété dans laquelle la compagnie est intéressée, et généralement aider ces personnes ou compagnies, aux termes et conditions que la compagnie croira convenables;

Cautionner le remboursement de l'argent garanti par, payable en vertu de, ou en rapport avec, les terrains, actions ou une autre entreprise, par aucune compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Conclure des arrangements avec aucun gouvernement ou pouvoir fédéral, provincial, municipal ou autre, qui paraitront appropriées à la réalisation des objets de la compagnie ou d'aucun d'iceux;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer aucune propriété de la compagnie en espèces à ses actionnaires;

Emettre des actions libérées, des obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété ou des droits acquis par la compagnie, ou, avec l'assentiment des actionnaires, les services rendus, ou l'ouvrage fait pour la compagnie, ou en paiement ou satisfaction des dettes et obligations de la compagnie;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, liens et charges pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie, d'aucune somme d'argent dûe à la compagnie par les acheteurs ou avancée par la compagnie aux acheteurs pour fins de constructions ou d'autres améliorations, consentir aussi des mortgages et hypothéques pour fins semblables;

Faire toutes les choses précitées en aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou procureurs;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

Aucun pouvoir accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera limité par référence à d'autres paragraphes ou déduction d'iceux, sous le nom de "Vaughn Construction Co., Ltd", avec un fonds social total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1071 C.-J. SIMARD.

capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company; and to guarantee the contracts of, either with or without security, and to lend money to, or otherwise assist any such person or company, or any person or company, undertaking to build on or improve any property in which the company is interested, and generally to aid such persons or companies upon such terms and conditions as the company may think fit;

To guarantee the payment of money secured by, or payable under, or in respect of lands, shares or other undertaking, by any company, having objects altogether or in part similar to those of this company;

To enter into any arrangements with any government or authority, federal, provincial, municipal, or otherwise, that may seem conducive to the attainment of the company's objects or any of them;

To invest and deal with the monies of the company, not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To distribute any of the property of the company in specie among its shareholders;

The issue paid-up shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment for any property or rights which may be acquired by, or with the approval of the shareholders, for any services rendered or for any work done for the company, or in or towards the payement or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price of any property sold by the company on any money due to the company from purchasers or advanced by the company to purchasers for building purposes or other improvements, and to grant mortgages and hypothecs for like purposes;

To do all or any of the above things as principal, agents, contractors or attorneys;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

Any power granted to any paragraph hereof shall not be limited by reference to or inference from any other paragraphs, under the name of "Vaughn Construction Co., Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of February, 1922.

C.-J. SIMARD,

1072 Assistant Provincial Secretary.

"Dominion Motor Show, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de février 1922, constituant en corporation: Frank Gallaghan, John Doherty Kearney, avocats; Percy Arnott Gregory, secrétaire, Joseph Edward Duckett, Charles Edward Coderre, étudiants, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes:

Promouvoir les intérêts des personnes intéressées financièrement et autrement dans les automo-

"Dominion Motor Show, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1922, incorporating: Frank Gallaghan, John Doherty Kearney advocates, Percy Arnott Gregory, secretary, Joseph Edward Duckett, Charles Edouard Coderre, students, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To promote the interests of those financially and otherwise interested in automobiles, motor

biles, les véhicules-moteurs et leurs accessoires de toute catégorie quelconque, fournir aussi aux membres l'occasion de se rencontrer à des époques fixés pour discuter les questions relatives aux intérêts de leur commerce, et adopter et initier les mesures qu'on croira de nature à favoriser le développement de ce commerce;

Organiser des expositions temporaires, des courses, des concours d'ascension, épreuves d'endurance, gymkanass, fonder et tenir des expositions dans la cité de Montréal et telles autres localités qui y contribueront et concourront;

Agir comme représentants, agents généraux ou spéciaux d'aucun marcand, industriel, négociant ou d'aucune personne adonnées aux mêmes opérations;

Faire valoir les droits, et d'une manière générale surveiller et protéger les intérêts des propriétaires et opérateurs d'automobiles chaques fois que ces droits sont menacés, encourager et appuyer toute législation judiciause et équitable;

Percevoir, recevoir, détenir et rembourser des deniers et valeurs par contributions volontaires, souscriptions, dons ou legs, aux fins ici mentionnées ou autres que les donateurs indiqueront;

Acquérir, détenir, vendre, transférer ou louer les biens-fonds, terrains ou bâtiments qui seront indispensables aux objets de la compagnie;

Vendre, louer, transférer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie en faveur d'aucune autre personne, association ou corporation, accepter en paiement de cette vente location ou cession de l'argent ou des actions, débentures, bons, titres ou autres valeurs d'aucune compagnie ou corporation;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

Conduire aucune autre industrie ou entreprise que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec aucune partie de l'industrie de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement de procurer les intérêts de la compagnie;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Emettre des actions libérées, des obligations ou débentures en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des droits réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir;

Rémunérer soit en argent, ou, avec l'assentiment des actionnaires, en actions entièrement ou partiellement libérées, en parts, obligations ou débentures de la compagnie, aucune personne, firme ou corporation occupée à promouvoir la compagnie;

Vendre, louer, transférer ou autrement disposer de la totalité ou aucune partie du commerce ou de l'entreprise de la compagnie en faveur d'aucune autre firme, association ou corporation, accepter à titre de considération pour cette vente, location, cession, de l'argent ou des actions, débentures, bons, valeurs ou autres obligations d'aucune compagnie ou corporation, sous le nom de "Dominion Motor Show, Incorporated", avec

cars and accessories of whatever nature and to give its members an apportunity to meet at stated periods in order to discuss the questions concerning the interests of their trade and to adopt and promote such measures as they may deem likely to favor the development of such trade;

To organize temporary exhibitions, race-meetings, hill climbing contests, endurance trials, gymkanass etc., and to establish and maintain upon a permanent bases, automobile motor vehicles, aeroplanes and flying machine exhibitions in the city of Montreal, and such other localities as may contribute thereto and compete thereat;

To act as representatives and as general or special agents for any merchant, manufacturer, trader or person dealing in similar objects;

To maintain the lawful rights and generally watch and protect the interests of owners and users of automobiles whenever such rights are menaced and to encourage and support all reasonable and just legislature;

To collect, receive, hold and remit funds and property by voluntary contributions, subscriptions, gifts or legacies for the objects stated herein or any of such objects or otherwise as by the donors may be directed;

To acquire, hold, sell, convey or lease such real estate, lands or buildings, as may be necessary for the purpose of the company;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company to any other firm, association or corporation and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer, moneys or any shares, debentures, bonds, securities or other obligations of any company or corporation;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any portion of the company's business or calculated to directly or indirectly advance the company's interests;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such a manner as may from time to time be determined;

To issue paid up shares, bonds or debentures for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, rights, claims, privileges, concessions or other advantages which the company may lawfully acquire;

To remunerate, either in cash or with the approval of the shareholders, in paid up or partly paid up shares, stocks, bonds, or debentures of the company, any person, firm or corporation engaged in the promotion of the company;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business or undertaking of the company to any other firm, association or corporation, and to accept by way of consideration for such sales, lease or transfer, moneys or any shares, debentures, bonds, securities or other obligations of any company or corporation, under the name of "Dominion Motor Show Incorporated", with a total capital

un fonds social total de dix mille piastres ($10,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cinquante piastres ($50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1057 C.-J. SIMARD.

stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1922.

C.-J. SIMARD,

1058 Assistant Provincial Secretary.

"Union Investment Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de mars 9122, constituant en corporation: Samuel Martin Roberts, agent d'assurance, Gerald Augustine Coughlin, Frank Breadon Common, avocats, Francis George Bush, comptable. George Robert Drennan, Alexandre Gordon Yeoman, William Patrick Greagh, sténographes, Herbert William Jackson, Michael Joseph O'Brien, commis, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Souscrire, acheter et autrement acquérir et détenir des actions, parts, débentures, actions-hypothécaires, bons, obligations et titres émis ou garantis par aucune compagnie quelconque constituée pour faire commerce; et aussi souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir des débentures, actions-hypothécaires, bons, obligations et titres émis et garantis par un gouvernement, des commissaires, un corps ou pouvoir public, suprême, municipal, local ou autre, au Canada ou ailleurs;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir ces actions, parts, débentures, actions-hypothécaires, bons, obligations ou titres par souscription originaire, soumission, achat, échange, ou autrement, aussi les souscrire à titre conditionnel ou autrement, en garantir la souscription, exercer et mettre en vigueur tous les droits et pouvoirs que confère la propriété d'iceux ou qui s'y rattachent;

Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations d'aucune compagnie ou entreprise, et pour cela nommer et payer les administrateurs, comptables, ou d'autres spécialistes ou agents;

Employer des experts enquêteurs et examinateurs des conditions, perspectives, de la valeur, de la nature et de l'état d'aucun commerce, de firmes et d'entreprises, et généralement d'un actif, d'un avoir, ou de droits;

Transiger et se livrer à tous genres d'opérations d'agence financière, et particulièrement en rapport avec le placement de l'argent, la vente de la propriété, la perception et l'encaissement de deniers et généralement faire affaires comme financiers, entreprendre des opérations et transactions financières et s'y adonner;

Fournir aucune garantie relativement au remboursement de débentures, actions-hypothécaires, bons, obligations ou titres que détient la compagnie, et généralement garantir ou autrement à l'exécution des contrats par toutes personnes, firmes ou corporations avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires;

Organiser des compagnies et entreprises et généralement faire affaires de toutes manières comme corporation mobilière, de placement, d'organisation et de courtage;

Exercer aucune industrie autre que la compagnie croira propre à être convenablement

"Union Investment Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1922, incorporating: Samuel Martin Roberts, insurance agent, Gerald Augustine Coughlin, Frank Breadon Common, advocates; Francis George Bush, bookkeeper, George Robert Drennan, Alexander Gordon Yeoman, William Patrick Greagh, stenographers Herbert Willaim Jackson, Michael Joseph O'Brien, clerks, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To subscribe for, purchase and other wise acquire and hod shares, stock, debentures, debenture stock, bonds, obligations and securities issued or guaranteed by any company wheresoever constituted or carrying on business: and also to subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold debentures, debenture stock, bonds, obligations and securities issued or guaranteed by any government, commissioners, public body or authority, supreme, municipal, local or otherwise, whether in Canada or elsewhere;

To subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold any such shares, stock, debentures, debenture stock, bonds, obligations or securities by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise, and to subscribe for the same either conditionally or otherwise, and to guarantee the subscription thereof, and to exercise and enforce all rights and powers conferred by or incident to the ownership thereof;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents;

To employ experts to investigate and examine into the conditions, prospects value, character and status of any business concerns and undertakings, and generally of any assets, property or rights;

To transact or carry on all kinds of financial agency business and in particular in relation to the investment of the money and the sale of property and the collection and receipt of money and generally to carry on business as financiers and to undertake and carry out financial operations and transactions;

To give any guarantee in relation to the payment of any debentures, debenture stock, bonds, obligations or securities held by the company, and generally to guarantee or otherwise assist in the performance of contracts by any persons, firms or corporations with whom the company may have dealings or business relations;

To promote companies and undertakings and generally to conduct the business of a holding, investment, promoting and brokerage corporation in all its branches;

To carry on any other business capable of being conviently carried on in connection with

exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux objets de la corporation;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Vendre, aliéner ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions ,débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie;

Distribuer la totalité ou aucune partie de l'actif de la compagnie en espèces ou deniers aux contributaires;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité et soit seuls soit avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets présités, sous le nom de "Union Investment Corporation". Le montant du capital-actions avec lequel la compagnie fera affaires sera de cent quatre-vingt-dix-neuf mille piastres ($199,000.00) Le capital consistera en (*a*) dix mille actions privilégiées d'une valeur au pair de $10.00 chacune, tel que plus amplement décrit ci-dessus; et (*b*) en dix-neuf mille huit cents parts sans valeur nominale ou au pair. L'émission et le lotissement desdites actions sans valeur nominale ou au pair sera moyennant $5.00 ou une autre considération à être fixée par le conseil d'administration de la compagnie;

Les actions privilégiées donneront droit, à même tout excédant de bénéfices nets vérifiés à un dividende cumulatif de huit pour cent l'an sur le montant versé sur ces actions repsectivement, chaque année à venir, par préférence et en priorité sur le service de tous dividendes des actions ordinaires pour cette année-là, et ces dividendes seront déclarés tous les tois, six ou douze mois, oi à une autre date que le conseil, d'administration trouvera raisonnable, dans sa discrétion;

Les dividendes d'actions privilégiées seront cumulatif et versés auant tous dividendes sur actions ordinaires et seront réservés; et jusqu'à ce que tous les arrérages de dividendes, tous les dividendes en cours soient déclarés et payés sur les actions privilégiées, aucun dividende ne sera déclaré ou réservé sur les actions ordinaires. Le reste des bénéfices nets de la compagnie, après paiement des dividendes, tel que prévu ci-haut, aux porteurs d'actions privilégiées, peut être distribué aux actionnaires ordinaires, de la manière et au temps que les adminsitrateurs jugeront convenables;

Advenant liquidation ou dissolution de la compagnie, la totalité de l'actif, du surplus et des deniers sera employée, après paiement desdettes, à rembourser d'abord les porteurs des susdites actions privilégiées du plein montant du capital versé sur icelles et des dividendes échus, s'il y en a avant bu'aucun montant ne soit distribué sur les actions ordinaires ou communes, et après ce paiement intégral aux porteurs d'actions privilégiées cumulatives, tout le résidu sera réparti entre les porteurs d'actions ordinaires;

its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To sell, alienate or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular the shares, debentures or securities of any other company;

To distribute the whole or any part of the assets of the company in specie or money among its shareholders;

To do all or any of the things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Union Investment Corporation". The amount of capital stock with which the company shall carry on business shall be the sum of one hundred and nineteen thousand dollars ($199,000.00). The capital will consist: (a) Of ten thousand preferred shares of the par value of $10.00 each as hereinafter more fully described; (b) Of ninety nine thousand eight hundred shares without nominal or par value. The issue and allotment of the said shares without any nominal or par value shall be made for a consideration of $5.00 or such consideration as may be fixed by the board of directors of the company;

The preferred shares shall be entitled out of any and all surplus net profits whenever ascertained to cumulative dividend at the rate of eight per centum per annum on the amount paid up on such shares respectively in each and every year hereafter in preference and priority to any payment of any dividends on the common shares for such year, and such dividends shall be declared quarterly, semi-annually or annually or at such other time as the board of directors in its discretion shall see fit. Dividends on the preferred shares shall accrue and shall be payable before any dividends on the common share shall be paid or set apart; and until all, arrears of dividends and all current dividends have been declared and paid on the preferred shares no dividends shall be declared upon or set apart for the common shares. The balance of the net surplus profits of the company after payment of dividends as above provided to the holders of preferred shares may be distributed among the holders of the common shares as and when the board of directors shall see fit;

In the event of the liquidation or dissolution of the company all assets, surplus and funds thereof shall be applied after payments of debts in the first place in repaying to the holders of the aforesaid cumulative preferred shares the full amount of the principal thereof and accrued dividends, it any, before any amount shall be distributed upon the ordinary or commun shares, and after such payment in full to the holders of cumulative preferred shares all the balance shall be distributed to and among the holders of the common shares.

Lesdites actions privilégiées ne confèreront aucun droit de suffrage à aucune assemblée générale de la compagnie, à moins qu'il n'y ait alors au moins trois ans de dividendes échus en souffrance sur ces actions, auquel cas chaque détenteur d'actions de priorité aura un vote par action détenu par lui pendant ce ou ces intervalles de défaut de paiement des dividendes. Les actionnaires ordinaires auront en tout temps un vote par action par eux détenue;

En aucun temps après la période de trois ans à compter de la date des présentes, la compagnie aura droit de racheter lesdites actions privilégiées ou aucune d'icelles, à la discrétion des administrateurs, en payant à même les bénéfices de la compagnie au détenteur d'icelles la valeur au pair des actions rémérées plus une prime sur icelles égale à dix pour cent *ad valorem*, avec tous dividendes échus jusqu'à la date du rachat.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1083 C.-J. SIMARD.

"Wonderhat Coy., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de février 1922, constituant en corporation: Matthew F. Hicks, encanteur, Fernand Prevost, comptable; Célinie Lemoine, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Exercer en gros et au détail le négoce et le commerce de fabricants et négociants de chapeaux et généralement de nouveautés, être drapiers, habilleurs, et tailleurs généraux;

Acquérir, acheter, détenir, vendre, aliéner, fournir, manufacturer, produire toutes espèces et sortes d'effets, de denrées et marchandises dont on trafique dans le commerce ou dans partie du commerce précité, qui s'y rattachent ou s'y rapportent;

Acquérir aucune propriété mobilière ou immobilières, aussi prendre, acquérir, détenir, vendre, et aliéner de la propriété foncière et personnelle de toute espèce et nature en garantie ou paiement intégral ou partiel des dettes, engagements ou obligations encourues ou à être encourues relativement à ou en rapport avec le commerce précité, aucune des fins, aucun des objets de la compagnie;

Acquérir aucun commerce de la nature ou du genre de celui que la compagnie est autorisée à exercer ainsi que l'achalandage d'icelui, sous le nom de "Wonderhat Coy., Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

1073 ALEXANDRE DESMEULES.

"Guarantee Silk Dress Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt cinquième jour de février 1922,

The said preferred shares shall not confer any right of voting at any general meeting of the company unless there be at the time at least three years accrued and unpaid dividends on such shares in which event every holder of a preferred shares shall have one vote for every share held by him during only such period or periods of default in the payment of dividends. The holders of the common shares shall have at all times one vote for every share held by them.

At any time after the period of three years from the date hereof the company shall have the rigat to redeem the said perferred shares or any of them in the discretion of the directors by paying out of the profits of the company to the holder or holders thereof the par value of the shares to be redeemed plus a premium thereon equal to ten per cent value, together will all unpaid accrued dividends up to the date payment is made;

The head office of the company, will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1084 Assistant Provincial Secretary.

"Wonderhat Coy., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day February, 1922, incorporating: Matthew F. Hicks, auctioneer; Fernand Prevost, accountant, Célinie Lemoine, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business, both wholesale and retail of manufacturers of and dealers of hats generally of dry goods, drapers, clothiers and general out fitters;

To acquire, purchase, hold, sell, dispose of supply, manufacture and produce all manner and kinds of goods, wares and merchandise dealt in or appertaining or incidental to the business or and part of the business aforesaid;

To acquire any property moveable or immoveable and to take acquire, hold, sell and dispose of real and personal property of every nature and kind as security for or in satisfaction wholly or in part of debts, liabilities or obligations incurred or to be incurred in respect of or in connection with the business aforesaid or any of the purpose or objects of the company;

To acquire any business of the nature or character which the company is authorized to carry on and the goodwill thereof, under the name of "Wonderhat Coy., Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of February 1922.

ALEXANDRE DESMEULES,

1074 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Guarantee Silk Dress Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day February, 1922, incorporating: Peter

constituant en corporation: Peter Lerner, Joseph Lerner, industriels, Bernard Goldenberg, Isidore Ballon, avocats, Yvette Tanzman, sténographe, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Acquérir et assumer, à titre d'affaire opérant, le commerce actuellement exercé dans la cité de Montréal, Province de Québec, sous les noms et raison sociale de "Guarantee Silk Dress Co."; ainsi que la totalité ou aucune partie de l'actif et du passif des propriétaires de ce commerce et s'y rattachant, et le payer soit en argent soit en parts acquittées de la compagnie;

Exercer le négoce et le commerce consistant à être importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands en gros et au détail, "Jobbers" de vêtements et d'accoutrements de toute description pour femmes, de nouveautés, garnitures de tailleurs, soies, satins, lainages, tissus, étoffes de tout genre, de draperies et cotonnades généralement;

Exercer tous ou aucun des commerces consistant à être drapiers, fourreurs, tailleurs, habilleurs, bonnetiers, modistes, costumeurs, chapeliers, gantiers, marchands de fourrures et toilettes, bordures, cordes, ornements, dentelles, boutons, nouveautés et articles en cuir;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif ou de l'actif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats et prendre ou acquérir autrement des actions de valeurs de cesdites sociétés, associations ou compagnies, et les vendre, les détenir, les réémettre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété personnelle, les droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce, et particulièrement la machinerie, l'outillage et le fonds de commerce;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Guarantee Silk Dress Co., Ltd", avec un fonds social total de vingt-cinq mille piastres ($25,000.00), divisé en deux cent cinquante (250) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Lerner, Joseph Lerner, manufacturers, Bernard Goldenberg, Isidore Ballon, advocates, Yvette Tanzman, stenographer, spinster of the lawfull age of majority, all of the city and district of Montreal, for the following purposes;

To acquire and take over as a going concern the business now carried on at the city of Montreal, Province of Quebec, under the style or firm of "Guarantee Silk Dress Co."; and all or any of the assets and liabilities of the proprietors of that business in connection therewith, and to pay therefor, either by cash, or by paid-up shares of the company;

To carry on the trade and business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail dealers and jobbers in women's garments and wearing apparel of every description, dry goods, tailor's trimmings, silks, satins, woolens, textile fabrics of all kinds, cloth and cotton goods generally; to carry on all or any of the business of clothiers, furriers, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumers, hatters, glovers, fur and dress trimmings, braids, cords, ornaments, laces, buttons, novelties and leather goods;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable, any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company, carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist and such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company; and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To purchase, take on lease or in exchange, hire, or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To do all or any of the above things as agents, principals, tractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Guarantee Silk Dress Co., Ltd", with a total capital stock twenty five thousand dollars ($25,000.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1075 C.-J. SIMARD.

"Ladies' Specialities, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de février 1922 constituant en corporation: Oscar Desautels, notaire; Sara Brazer, sténographe, et Alice E. Théberge, comptable, les deux filles majeures, et tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Acheter, vendre, trafiquer, faire le commerce d'articles de fantaisie, parfums, préparations pour la toilette, articles de coiffure et objets divers de pharmacie, ainsique de toutes matières servant en rapport avec iceux; manufacturer, produire ou autrement préparer, disposer et généralement trafiquer de toutes substances, marchandises, des produits et fournitures propres à servir en rapports avec la fabrication, la production ou la préparation d'aucun des articles, des effets et denrées précités; les importer et exporter soit directement ou par l'entremise d'agents nommer des agents pour les vendre; se livrer à un commerce d'ordres par la malle pour vendre les articles précités; tenir aussi des salons de coiffure, cabinets de massage et tout autre commerce que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec icelui;

Pour faire connaître les produits ou services de la compagnie, prendre les moyens qui paraîtront avantageux, et particulièrement annoncer dans la presse, par circulaires, achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des marques et noms de commerce, patentes, licences concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatifs à aucune invention qui paraîtra propre à servir à aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera propre directement ou indirectement à profiter à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis, et payer cette propriété, ces droits ou renseignements en obligations, en débentures ou avec d'autres valeurs ou titres de la compagnie, ou par émission d'actions entièrement libérées et non sujettes à appel de son capital;

Payer les services rendus à la compagnie, après sa constitution en corporation ou antérieurement à icelle, ou les biens, droits, choses nécessaires ou utiles à la compagnie, ou obligations, débentures ou avec d'autres valeurs à titres de la compagnie ou par une émission d'actions du caqital entièrement libérées et non sujettes à appel;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, ou dépenses à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, firme, compagnie, exerçant se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires intéressée, qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires qui paraîtra propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of February, 1922.

C.-J. SIMARD,

1076 Assistant Provincial Secretary.

"Ladies' Specialities, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1922, incorporating: Oscar Desautels, notary; Sara Brazer, stenographer, and Alice E. Théberge, bookeeper, both spinsters and all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, traffic, deal in all kinds of fancy goods, perfumery, toilet preparations, hair goods and druggists' sundries and in all materials used in connection therewith; to manufacture produce or otherwise prepare, to dispose of and generally deal in all materials, merchandise, products and supplies, adapted to be used in or in connection with the manufacture, production or preparation of any of the articles, merchandise and commodities hereinbefore mentioned; to import and export the same, either directly or through agents; to appoint agents for the sale of same; to carry on a mail order business, for the sale of the above mentioned goods; and also carry on hair dressing establishments, messages studios and any other business, which may seem to the company capable of being conveniently carrid on therewith;

To adopt such means of making known the products or services of the company as may seem expedient and in particular, by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, patents, licenses, recipes, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret or information, as to any invention, recipe or formulæ, which may seem capable of being used for the purposes of the company, or the acquisition of which may seem directly or indirectly to benefit the company; to use, exercise, develop, grant licenses, in respect of, or otherwise turn to account the property rights or information so acquired and to pay for such property, rights or information in bonds, debentures or other securities or assets of the company, or by the issue of fully paid-up and non-assessable shares of its capital stock;

To pay for services rendered to the company after its incorporation or previous thereto, or for any property, rights or things required by useful to the company, in bonds, debentures or other securities or assets of the company, or by the issue of fully paid-up and non-assessable shares of its capital stock;

To enter into partnership, or into any arrangement for sharing of profits and union of interests co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, firm or corporation, carrying on, or engaged in, or about to carry on, or engaged in any business or transaction, which this company is authorized to carry on, or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

Employer les deniers ou l'actif de la compagnie à acheter, acquérir ou jouir ou faire autre chose avec les actions, obligations ou autres valeurs et titres d'aucune autre corporation exerçant aucun commerce semblable à celui de la compagnie, ou les payer en obligations, en débentures ou avec d'autres valeurs de la compagnie, ou par émission de ses actions, comme étant entièrement libérées et non sujettes à appel, à fin de constituer, promouvoir et contribuer à, subventionner ou autrement aider aucune personne, firme corporation, aucun syndicat, aucune association dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie, et durant détention et jouissance d'aucunes actions, obligations, valeurs ou des autres droits, exercer tous les droits et pouvoirs de propriété afférents, y compris les pouvoirs de vote, le tout conformément à la section 5985 de la loi des compagnies de Québec, 1920;

Vendre, ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie de son actif et de son achalandage ou d'aucune partie d'iceux, moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement moyennant des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation et distribuer aux actionnaires, l'argent, les valeurs ou autre considération ainsi reçue;

Agir en qualité d'agents d'aucune personne ou compagnie exerçant un commerce semblable à celui qu'exerce la compagnie;

Organiser aucune compagnie pour acquérir la totalité ou aucune partie des entreprises, de l'actif, des droits ou du passif de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, louer vendre, améliorer, gérer, développer, échanger ou autrement disposer ou trafiquer de biens-fonds, terrains, bâtisses ou autres propriétés ou droits nécessaires ou utiles à l'exercice d'aucun des commerces de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, à l'obtention des fins de la compagnie, sous le nom de "Ladies' Specialties, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux mille (2000) parts de dix piastres ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1065 C.-J. SIMARD.

To use any of the funds or assets of the company for the purchase or acquisition, or enjoyment or otherwise of the shares, bonds, or other securities and assets or any other corporation, carrying on any business similar to that of the company, or to pay for the same in bonds, debentures or other securities of the company, or by the issue of its sahres, as fully paid-up and non-assessable, for the purpose of forming, promoting and contributing to, subsidizing or otherwise assisting any person or persons, firm, corporation, syndicate, association, having objects similar to those of this company and while holding and enjoying any shares, bonds, securities or other rights, to exercise all the rights and powers of ownership thereof, including voting powers, the whole in conformity with section 5985 of the Quebec Companies' Act, 1920;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company and its assets and goodwill, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, including shares, debentures and other securities of any other corporation, having objects similar, in whole or in part to those of the company and to distribute among the shareholders any cash, securities, or other consideration so received;

To act as agents for any individual or company, carrying on a business similar to that carried on by the company;

To promote any company for the purpose of acquiring all or any of the undertakings assets, rights or liabilities of the company;

To purchase or otherwise acquire, hold, lease, sell, improve manage, develop, exchange or otherwise dispose of, or deal with any real estate, lands, buildings, or other property or rights necessary or useful for the carrying on of any of the company's business;

To do all such other things as may be indicental or conducive to the attainment of the above objects, for the carrying out of the company's purposes, under the name of "Ladies' Specialties, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of February, 1922.

C.-J. SIMARD,

1066 Assistant Provincial Secretary.

"Galbois, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1922, constituant en corporation: A.-Amable Clermont, notaire public, de Saint-Vincent-de-Paul, Henri Bourdon, étudiant et Eugénie Mercier, dactylographe, fille majeure usant de ses droits, de la cité et du district de Montréal, dans les burs suivants:

Faire affaires en gros et en détail comme marchands généraux de nouveautés, drapiers, merciers, modistes, habilleurs, tailleurs, fourreurs, passementiers, foulonniers, bonnetiers, gantiers et confectionneurs généraux;

Faire affaires comme marchands manufacturiers, importateurs ou négociants, de tous genres de coton, toile, soie et autres tissus, de même que

"Galbois, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1922, incorporating: A. Amable Clermont, notary public, of Saint-Vincent-de-Paul, Henri Bourdon, student, and Eugenie Mercier, stenographer, spinster of age in the full exercise of her rights, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail business of general dry-goods merchants, clothiers, haberdashers, milliners, dressers, fur dealers, garment trimmers, fullers, hatters, glovers and general clothing manufacturers;

To carry on the business of merchants, manufacturers, importers, or traders in all kinds of cotton, canvass, silk and other textiles, and to

faire usage de tous les procédés de fabrication propres à les rendre utilisables comme accoutrement et aussi vendre ces articles, en manufacturer et en trafiquer;

Acquérir, posséder, louer, donner à bail, vendre, échanger des propriétés mobilières ou immobilières pour les fins de la compagnie;

Acheter, accepter en paiement, vendre des actions dans toutes compagnies constituées en corporation;

Émettre du capital entièrement libéré, des actions ou obligations de la compagnie, souscrites ou non, répartir et transférer ce capital, ces actions ou obligations en paiement de valeurs foncières ou personnelles, de brevets, formules, procédés et autres droits;

Promouvoir toutes autres affaires subsidiaires et en devenir actionnaires;

Acheter ou autrement acquérir tout l'actif, créances, achalandages, assumer les obligations et le passif de toutes compagnies, personnes ou raisons sociales faisant le même genre d'affaires émettre et répartir des actions entièrement libérées de la présente compagnie en paiement de ces actions de ces achats ou acquisitions;

Souscrire, tirer, accepter, endosser et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Vendre, louer ou autrement disposer de la propriété et de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle, recevoir en paiement des actions, obligations ou valeurs d'aucune compagnie à objet semblable;

Et sans limiter la généralité des susdits pouvoirs faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires et utiles relatives aux fins pour lesquelles ladite compagnie est constituée en corporation sous le nom de "Galbois Limitée", avec un capital total de vingt mille ($20,000.00) piastres, divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1159 C.-J. SIMARD.

utilize all manufacturing processes capable of turning them into wearing apparel, and also to sell such articles and to manufacture and trade in the same;

To acquire, own, rent, give on lease, sell, exchange moveable or immoveable property for the company's purposes;

To buy, accept in payment and sell shares in any other incorporated companies;

To issue fully paid up shares or bonds of the company, subscribed or not, allot and transfer this stock, shares or bonds in payment of real or personal property, patents, formulas, processes and other rights;

To promote any other subsidiary businesses and to become a shareholder therein;

To buy or otherwise acquire the assets, claims, goodwill, take over the obligations and liabilities of any companies, persons or firms carrying on the same kind of business, issue and allot fully paid up shares of the present company in payment of such shares, purchases or acquisitions;

To underwrite, draw, accept, endorse and issue promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company of any part thereof, receive in payment shares, bonds or securities of any company with similar objects;

And without limiting the generality of the foregoing powers, to do all things which may be deemed necessary and useful in relation with the objects for which the present company is incorporated, under the name of "Galbois, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand ($20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1922.

C. J. SIMARD,

1160 Assistant Provincial Secretary.

"Evan & de Lima, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de février 1922, constituant en corporation: Walter Seely Johnson, counseil du Roi; James Arthur Mathewson, avocat; et Ether May Pierce, fille majeure, secrétaire, tous de Montréal, aux fins suivantes:

Acheter, fabriquer, vendre et trafiquer de la houille, du coke, de la tourbe, du bois et de toutes les espèces de combustibles;

Acquérir par achat, louage ou autrement des houillères et autres gisements combustibles, les développer et exploiter, louer, vendre ou autrement aliéner iceux, aucun d'iceux, et leurs produits;

Etre agents des nogociants en combustibles et et vendre pour eux toutes espèces de combustibles à commission, ou moyennant la rémunération dont on conveindra;

Emmagasiner et autrement garder la houille, le coke, le bois, tous genres de combustibles semblables à titre lucratif;

Développer et exploiter un ou plusieurs pou-

"Evan & de Lima, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Provinceiof Quebec bearing tadr the twenty eight day of February, 1922, incorporating: Walter Seely Johnson, King's Counsel; James Arthur Mathewson, barrister; and Ether May Pierce, spinster, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To buy, manufacture, sell and deal in cola, coke, peat, wood and all kinds of fuel;

To acquire by purchase, lease or otherwise, coal mines and other fuel deposits, develop and operate the same, lease, sell or otherwise dispose of them, or any of them, and the products thereof;

To act as agents for fuel dealers and sell all kinds of fuel for them on commission or for such remuneration as may be agreed upon;

To store and otherwise keep coal, coke, wood of all kinds of fuel for sale for remuneration;

To develop and operate any water power or

voirs hydrauliques, aussi générer, produire et accumuler par tous moyens l'énergie électrique et électro-motrice ou un autre agent similaire producteur d'électricité, de chaleur et de force motrice, aux fins de la compagnie, dans le district de Montréal, sujet aux lois et règlements municipaux et provinciaux y relatifs;

Construire, maintenir, améliorer, exploiter, contrôler et administrer des routes, quais, jetées, hâvres, hangars, magasins et ateliers, toutes les autres structures et commodités que la compagnie croira directement ou indirectement appropriées à ces objets, contribuer, autrement aider ou prendre part à leur entretien, développement, exploitation, contrôle et administration;

Exercer aucune autre industrie semblable ou de même nature qui paraîtra propre à être convenablement exercée en rapport avec son ndustrie ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce de la propriété et du passif d'aucune perseonne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenants aux objets de la compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concession que la compagnie jugera désirables, et exercer, exécuter et se conformer à ces dites conventions, droits, privilèges et concessions;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir de la propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaire ou avantageux aux fins de son commerce ou aucune partie d'iceux;

Emettre des parts, actions-hypothécaires, débentures, obligations et autres valeurs de la compagnie, ou, après les avoir faites libérées, en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété, des droits et commodités que la compagnie pourra acquérir, des services rendus, de l'ouvrage fait pour la compagnie, en paiement ou estimation des dettes et du passif de la compagnie;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre ave aucune personne ou compagnie exerçant, sur le point d'exercer aucun commerce semblables à celui de la compagnie constituée aux présentes, aussi organiser, aider à organiser, devenir actionnaire dans, aucune telle compagnie, accepter en paiement des services rendus en organisant une ou plusieurs telles compagnies les actions, obligations et valeurs d'une ou plusieurs telles compagnies, aussi acheter les actions, obligations et valeurs d'une ou plusieurs telles compagnies, et les détenir, vendre, gages, réémettre avec ou sans garantie, et autrement les négocier et en trafiquer;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminé;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, les biens quelconques de la compagnie, et en particulier les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à la présente compagnie ou dont elle aurait le pouvoir de disposer;

water powers and to generate produce and accumulate by any means electric and electro-motive forces or other similar agency for the production of light, heat and power for the purposes of the company within the district of Montreal, subject to all provincial and municipal laws and regulations in that behalf;

To construct, maintain, improve, develop, work, control and manage any roads, wharves, piers, harbours, sheds, storehouses and workshops and any other works and conveniences which the company may think to be directly or indirectly conducive to these objects, and to contribute to or otherwise assist or take part in the maintenance, development, working, control and management thereof;

To carry on any other business of the same or a smilar nature which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance or render more profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To enter into any arrangements with any authoritites, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or to any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercice and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To purchase take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property or any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, or any part thereof;

To issue shares, debenture stock debentures, bonds and other securities of the company for cash, or after being previously made paid-up in payment or in part payment of any property rights and easements which may be acquired by the company, and for any services rendered and work done for the company and in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or about to carry on any busis ness similar to that of the company hereby incorporated, and to promote or assist in promoting and to become a shareholder in any such company, and to receive in payment for its services in promoting such company or companies the shares, bonds and securitities of any such company or companies, and to pruchase the shares, bonds and securities of any such company or companies and to hold, sell, pledge, reissue with or without guarantee and otherwise deal in and deal with the same;

To invest the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, bonds, debentures or securities in any other company belonging to the company, or which the company has power to dispose of;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats, et autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable, est particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, sous le nom de "Evans & de Lima, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal

Daté du bureau du secrétaire de la province, c vingt-huitième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1085

To draw, make, accept, endorse, discount, execute, and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other corporation having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all or any of the above things as principal, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects under the name of "Evans & de Lima, Limited" with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of February, 1922.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1086

"Motor Mart, Incorporated—Motor Mart, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1922 constituant en corporation: Louis Marcel Lymburner, industriel; Joseph Edouard Simard, agent d'assurance; Louis St-Arnaud, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Acheter, importer et exporter, assembler, acheter, vendre et gager des automobiles, camions-autos, moteurs, camions, tracteurs-autos, motocycles, aéroplanes et hydroplanes, tout autre genre de véhicules, de moteurs ou d'engins mûs ou actionnés par la gazoline, l'électricité ou une autre force motrice, aussi des carosseries et chassis, moteurs, pneus, les machines, instruments, outils, appareils, dispositifs, lubrifiants, ciments, solutions, émaux et toutes choses propres à servir sous ce rapport, dans la fabrication et l'exploitation;

Trafiquer de, louer, réparer, emmagasiner, nettoyer et entreposer des automobiles, autocamions, camions, auto-tracteurs, motocycles, aéroplanes et hydroplanes, voitures et véhicules de toute espèce, mûs, actionnés par une force mécanique ou autre;

Construire et maintenir des garages pour recevoir et emmagasiner des automobiles, autocamions, camions, auto-tracteurs, motocycles, aéroplanes et hydroplanes, voitures et véhicules de tout genre, tenir des garages pour remiser les automobiles privés ou les automobiles publics, ceux à réparer et à louer;

Acheter, gager, vendre et manufacturer tout matériel à fabriquer des pneus creux et solides, aussi manufacturer, importer, exporter, acheter mettre en gage et vendre tous articles d'aucune espèce ou nature quelconque connexes aux automobiles, auto-camions, camions, auto-tracteurs, motocycles, aéroplanes et hydroplanes, voitures et véhicules de toute sorte, de pièces d'automobiles ou accessoires connexes;

Construire et établir une ou plusieurs fa-

"Motor Mart, Incorporated—Motor Mart, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1922, incorporating: Louis Marcel Lymburner, industrial; Joseph Edouard Simard, insurance agent; Louis St-Arnaud, accountant, all of the city and district of Montreal for the following purposes:

To purchase, import and export, assemble, buy, sell and pledge automobiles, motor-trucks, motor, lorries, motor-tractors, motorcycles, aeroplanes and hydroplanes, every other kind of vehicles, motors or device driven or operated by gazoline or electricity or other motive power and also bodies and chassis, motor, tires, and all machinery, implements, ustensils, appliances, apparatus, lubricants, cements, solutions, enamals, and all things capable of being used therewith, or in the manufacture and working thereof;

To deal in, hire, repair, store, clean and warehouse automobiles, motor-trucks, motor-lorries, motor-tractors, motor-cycles, aeroplanes and hydroplanes, carriages and vehicles of all kind, whether propelled, driven or operated by mechan ical power or not;

To construct and maintain garages for receiving and storing automobiles, motor-trucks, motor-lorries, motor-tractors, motor-cycles, aeroplanes and hydroplanes, carriages and vehicles or all kind, and to maintain garages for the garagoing of private automobiles or automobiles for hire, repair and lease;

To purchase, pledge, sell and manufacture any material for the making of pneumatic and solid tires, and to manufacture, import, export, purchase pledge and sell any articles of any kind or nature whatsoever pertaining to automobiles, motor-trucks, motor-lorries, motor-tractors, motor-cycles, aeroplanes and hydroplanes, carriages and vehicles of all kind, automobile parts or accessories in connection therewith;

To erect and establish a factory or factories

briques et usines et des ateliers, avec l'outillage convenable, la machinerie, pour manufacturer, acheter, gager, vendre, échanger, exporter, ou autrement trafiquer d'automobiles, auto-camions, camions, auto-tracteurs, motocycles,aéroplanes et hydroplanes, voitures et véhicules de toute espèce à propulsion mécanique ou autre, des machines, instruments, outils, appareils, lubrifiants, ciments, émaux et de toutes choses propres à recevoir en rapport avec les précédentes, dans leur fabrication, entretien, exploitation, respectivement;

Acquérir la totalité ou aucune partie de l'achalandage d'aucun commerce de la compétence de la compagnie, et des terrains, privilèges, droits, contrats, propriétés ou effets ou utilisés sous ce rapport, et sur cette acquisition assumer le passif d'aucune compagnie, association, société ou personne dont on l'aura acquis; aussi les payer entièrement ou partiellement en actions libérées ou en argent;

Solliciter, prendre, acheter ou autrement acquérir des brevets, droits brevetés d'invention, marques ou noms de commerce, droits d'auteur ou procédés secrets pouvant être utiles aux objets de la compagnie, accorder des permis de s'en servir;

Conduire ou gérer aucune industrie de nature semblable, ou aucune industrie que la compagnie croira propre à être exercée avantageusement ou convenablement en rapport avec ses entreprises;

Acheter ou autrement acquérir et détenir des propriétés mobilières ou immobilières qu'on croira nécessaires ou avantageuses à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, et payer cette acquisition ou possession, totalement ou partiellement, en actions libérées de la compagnie ou en argent;

Mettre des actions libérées, des débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie en faveur d'aucune personne, firme ou corporation en paiement intégral ou partiel des biens, droits, concessions acquis par la compagnie, et rétribuer soit en argent, ou, avec l'approbation des actionnaires, en parts, obligations, débentures, tel que susdit, aucune personne, firme ou corporation pour services rendus à la com pagnie en rapport avec la gestion des affaires de la compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, négocier, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, lettres de crédit, mandats et autres instruments négociables et transférables;

Vendre, engager ou aliéner les entreprises de la compagnie ou aucune partie d'icelles moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, sur autorisation de ce faire de la majorité des actionnaires présents ou représentés par procureur à une assemblée générale duement convoquée pour considérer l'affaire, et porteurs d'au moins les deux tiers du fonds social de la compagnie;

Vendre, engager, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliener ou faire valoir, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie;

Distribuer, selon que décidé par les actionnaires, aucunes valeurs de la compagnie à ses

and workshops and machine shops, with a suitable plant, engine machinery, with a view to manufacture, purchase, pledge, sell, exchange, export, or otherwise deal in automobiles, motor-trucks, motor-lorries, motor-tractors, motor-cycles, aeroplanes and hydroplanes, carriages and vehicles of all kind, whether propolled by machanical power or not, and all machinery, implements ustensils, appliances, apparatus, lubricants, cements, enamels, and all things capable of being used therewith, or in the manufacture, maintenance and working thereof respectively;

To acquire in part or in whole, the goodwill, of any business within the objects of the company, and any lands, privileges, rights, contract property or effects held or used in connection therewith, and upon such acquisition to undertake the liabilities of any company, association, partnership or person from whom it has been acquired; and to pay for same wholly or partly in paid up shares or in cash;

To apply for, and take out, purchase or otherwise acquire any patents, patent right or inventions, trade-marks, or marks, trade-name or names, copy-rights or secret processes which may be useful for the company's objects, and, to grant licenses for the use of the same;

To conduct and carry on any other business of similar nature, or any business which may in the opinion of the company be deemed capable of being advantageously or conveniently carried with its undertakings;

To buy or otherwise acquire and to hold any moveable or immoveable properties which may be deemed necessary or advantageous for the carrying out of the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquired or holding, wholly, or in part, in paid up shares of the company or in cash;

To issue paid up shares, debentures, bonds or other securities of the company to any person, firm or corporation in payment or in part payment for any property, rights, concessions, acquired by the company, and to remunerate either in cash or with the approval of the shareholders in stock, bonds, debentures as aforesaid any person, firm or corporation for any services rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization or in connection with the conduct of the company's business;

To draw, make, accept, endorse, discount, negotiable, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, letters of credit, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To sell, pledge or dispose of the undertakings of the company, or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company if authorized to do so by the majority in number of the shareholders, present or represented by proxy at the general meeting duly called for considering the matter and holding not less than two-thirds of the issued capital stock of the company;

To sell, pledge, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose or turn to account o-otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To distribute as may be resolved by the shares holders any assets of the company amongst it

actionnaires, et particulièrement les actions, obligations, débentures et autres actionnaires d'aucune autre compagnie qui sera acquise par la présente compagnie;

Acquérir, détenir, vendre, grever ou transférer aucun immeuble indispensable à l'exercice de l'industrie de la compagnie, aussi établir, construire ou altérer des machineries, outillages, ateliers, entrepôts, salles de vente, d'exhibition, des agences ou bureaux que la compagnie croira nécessaires ou convenant à l'exercice de son industrie;

Promouvoir, organiser, administrer et développer, aider à promouvoir, organiser, administrer ou développer aucune corporation, compagnie, aucun syndicat, aucune entreprise à fin d'acquérir la totalité ou aucune partie des biens, des droits et du passif de la présente compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera propre directement ou indirectement à profiter à la présente compagnie, faire aussi tous actes nécessaires ou s'y rattachant;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenants aux objets de la compagnie;

D'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblable à ceux de la compagnie, conclure des arrangements relatifs au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, firme ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions ou valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, gager, détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, prendre les moyens qui sembleront avantageux, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, achat et exhibition d'œuvres, publication de livres et revues, octroi de prix, récompenses et dons;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, et des objets énumérés dans les lettres-patentes;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles, toutes les choses qu'autorisent les lettres-patentes originaires ou supplémentaires, comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Motor Mart Incorporated, Motor Mart, Incorporée".

Le fonds social de la compagnie est divisé en mille actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de cinq mille piastres ($5,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1077 C.-J. SIMARD.

shareholders, and particularly the shares, bonds, debentures and other securities of any other company that may be acquired by this company;

To acquire, hold, sell, mortgage, or convey any real estate required for the carrying on of the company's business, and to establish, construct or alter any machinery, equipment, plant, warehouse, sales-room, show-room, agency or office as the company may consider necessary or suitable in the carrying on of its business;

To promote, organize manage and develop or to assist in the promotion organization, management or development of any corporation company syndicate enterprise or undertaking for the purpose of acquiring all or any of the property rights and liabilities of this company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company and to do all acts necessary or incidental thereto;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liability of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

To amalgamate with any other company objects similar in whole or in part to those of the comapny, and to enter into any arrangements, for sharing of profits, union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal, concession or otherwise with any person or firm or company carrying on, or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to engage in or carry on and to take or otherwise acquire shares or securities of any such company, and to sell, pledge, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal with same;

To adopt such means of making known the production of this company as may seem expedient, and in particular for advertising in the press by circular by purchase and exhibition of works, by publication of books, and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and the objects set out in the Letters Patent;

To do all or any of the above things and all things authorized by Letters Patent or Supplementary Letter Patent, as principal agents contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others under the name of "Motor Mart Incorporated—Motor Mart Incorporée";

The capital stock of the company is divided into one thousand shares having no nominal or par value, and the amount of the capital stock with which the company will commence its operations will be five thousand dollars ($5000.00)

The chief place of business of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of February 1922.

C.-J. SIMARD,

1078 Assistant Provincial Secretary.

"The London Meat Market Company Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1922 constituant en corporation: Walter Seely Johnson, conseil du roi; James Arthur Mathewson, avocat; Ethel May Peirce, secrétaire, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Faire affaires comme bouchers et commerçants de conserves, de toutes manières, acheter, vendre et trafiquer de tous produits bovins, ovins, porcins et autres animaux, ainsique de tous dérivés d'iceux;

Acheter, vendre, importer, exporter, améliorer, faire commerce et trafiquer de bêtes à cornes, porcs, volailles, poissons, gibier, bestiaux sur pieds et abattus de toute description, du lait, de la crème, du beurre, du fromage, des œufs, sauces, fantaisies comestibles, légumes, fruits, gibier, conserves, et autres denrées, articles ou choses;

Tuer les bovins, ovins, porcins et autres animaux, et généralement se livrer aux opérations d'une compagnie d'abattoir;

Tenir des fondoirs, chandelleries et fabriques de colles;

Faire le commerce du fromage, du beurre, des provisions, des légumes, fruits, viandes, et être négociants généraux en vivres, bouchers, épiciers, marchands et commerçants de victuailles d'une manière générale ;

Etablir, exploiter et tenir des échoppes pour vendre tous les articles que fabrique la compagnie ou dont elle trafique ainsi que tous autres effets, denrées ou marchandises dont on peut avec avantage faire commerce en rapport avec iceux;

Se livrer au négoce et au commerce consistant à être entreposeurs en gros, comprenant les opérations consistant à fournir aux autres les commodités des congélateurs et seccatoires;

Exercer aucun autre commerce semblable ou identique que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou corporation exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la compagnie;

Conclure, avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, des arrangements appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux; et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, aussi exercer, exécuter et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir de la propriété foncière ou personnelle, les droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce, ou à aucune partie d'iceux;

Emettre des actions-hypothécaires, débentures, obligations et autres valeurs de la compagnie pour de l'argent, ou, après les avoir préalablement faites libérées, en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété, des droits et commodités qu'acquerra la compagnie, ou des services rendus

"The London Meat Market Company Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of February, 1922, incorporating: Walter Seely Johnson, King's Counsel; James Arthur Mathewson, barrister; Ethel May Pierce, secretary, spinster, of the age of majority, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of butchers and packers in all its branches, and to buy, sell and deal in all and any products of cattle, sheep, hogs and other animals, and all the by-products thereof;

To buy, sell, import, export, improve, deal and trade in cattle, pigs, poultry, fish, game and live and dead dock of every description, milk, cream, butter, cheese, eggs, sausages, table delicacies, vegetables, fruit, game and preserved goods, and any other commodities, goods or things;

To kill cattle, sheep, hogs and other animals, and generally to carry on the business of an abattoir company;

To carry on rendering establishments, tallow chandleries and sausage manufacturies;

To carry on the businesses of cheese, butter, provision, vegetable, fruit, meat, and general supply merchants, butchers, grocers and general provision merchants and dealers;

To establish, operate and conduct shops for the sale of all the articles manufactured and dealt in by the company and any other goods, wares or merchandise which may be advantageously dealt in, in connection therewith;

To carry on the trade or business of wholesale warehousemen, including the furnishing to others of both cold and dry storage facilities;

To carry on any other business of the same or a similar nature which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance or render more profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or to any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise or comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property or any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business or any part thereof;

To issue shares, debenture stock, debenture bonds and other securities of the company for cash, or, after being previously made paid-up, in payment or in part payment of any property, rights and easements which may be acquired by the company, and for any services rendered and

à, du travail fait pour, la compagnie, en paiement ou extinction des dettes et obligations de la compagnie;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, sur le point d'ercercer aucun commerce semblable à celui de la compagnie constituée aux présentes; et organiser, aider à organiser, devenir actionnaire dans aucune telle compagnie, recevoir en paiement des services rendus en organisant cette ou ces compagnies des actions, obligations et titres d'aucune telle compagnie, aussi acheter les actions, obligations et valeurs d'une ou plusieurs telles compagnies, et les détenir, vendre, gager, réémettre avec ou sans garantie, et autrement les négocier et en disposer;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, aucune propriété de la compagnie, et particulièrement aucunes actions, obligations, débentures ou valeurs dans aucune autre compagnie, appartenant à la compagnie, ou dont la compagnie peut disposer;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change et autres instruments négociables ou transférables;

Vendre, disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "The London Meat Market Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1079 C.-J. SIMARD.

"Norman's, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième février 1922, constituant en corporation: Leslie Gordon Bell, Sadi Conrad Demers, Edward James Waterson, tous avocats, de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Faire affaires comme manufactuiers et marchands de hardes et merceries, ainsi que de tous effets, denrées et marchandises qu'on peut avec avantage fabriquer, vendre, ou dont on peut trafiquer en rapport avec ces marchandises;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec son industrie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur des biens,

work done for the company and in towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or about to carry on any business similar to that of the company hereby incorporated, and to promote or assist in promoting and to become a shareholder in any such company, and to receive in payment for its services in promoting such company or companies the shares, bonds and securities of any such company or companies, and to purchase the shares, bonds and securities of any such company or companies and to hold, sell, pledge, re-issue with or without guarantee and otherwise deal in and deal with the same;

To invest the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, bonds, debentures or securities in any other company belonging to the company, or which the company has power to dispose of;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other corporation having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The London Meat Market Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the corporation, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1922.

C.-J. SIMARD,

1080 Assistant Provincial Secretary.

"Norman's, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of February, 1922, incorporating: Leslie Gordon Bell, Sadi Conrad Demers, Edward James Waterson, all advocates, and of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and dealers in clothing and haberdashery, and all other goods, wares and merchandise which can be advantageously manufactured, sold or dealt with in connection with such goods;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business of the company or calculated directly or indirectly to

privilèges ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Acheter, acquérir et posséder, détenir, grever et vendre, avec ou sans garantie les actions, débentures et obligations d'aucune corporation manufacturière ou autre exerçant aucune industrie semblable à celle de la présente compagnie, s'amalagamer aussi avec aucune compagnie constituée pour exercer aucun commerce semblable, acquérir par achat, bail ou autrement, aussi administrer, exploiter et gérer la propriété, l'entreprise et l'industrie d'aucune telle corporation;

Acheter, louer, soumissionner pour, ou autrement acquérir aucune propriété foncière ou personnelle que la compagnie croira d'aucune façon nécessaire ou appropriée au commerce pour lequel elle est organisée, en avoir la possession et la jouissance;

Emettre, repartir et livrer, comme entièrement libérées et non sujettes à appel, des actions, débentures ou autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété, des contrats, droits, parts, débentures ou titres d'aucune autre compagnie que la présente compagnie peut acquérir aux fins de son industrie, et en paiement intégral ou partiel des services rendus à la compagnie en rapport avec son organisation, sa formation et ses affaires;

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer, concéder à royauté ou autrement, acquérir et détenir, utiliser, posséder, exploiter, introduire, vendre, céder ou autrement aliéner des marques et noms de commerce, brevets d'invention, amélioration, procédés enrégistrés ou autres, utiles au commerce de la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder, des permis y relatifs, ou autrement faire valoir ces marques ou noms de commerce et inventions, licences, procédés, choses semblables, ou toute autre propriété, tous droits;

Conclure aucun arrangement relatif ou partage des bénéfices, à l'union des intérêts, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, et promouvoir, aider à promouvoir, devenir actionnaire dans aucune telle compagnie, acheter ou autrement acquérir des actions et obligations de cette compagnie, et les détenir, vendre, payer, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Avancer de l'argent, garantir les obligations, les contrats ou autrement sustenter ou aider d'aucune manière aucune compagnie dont les actions du capital, les bons ou les autres obligations sont détenus par la compagnie, faire tout acte, toute chose pour conserver, protéger, améliorer ou accroître la valeur d'aucunes telles actions, débentures ou autres obligations, et de la même manière avancer de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune personne ou compagnie en relations d'affaires avec la compagnie ou endettée avec elle;

Acquérir l'achalandage, la propriété, les droits et l'actif, assumer le passif d'aucune personne, firme ou compagnie endettée envers la compagnie ou transigeant aucune affaire semblable à celle que conduit la compagnie, les payer en argent, en actions, en valeurs de la présente compagnie, ou autrement;

Placer les deniers disponibles de la compagnie ou en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer, émettre des billets promissoires, lettres de change,

enhance the value of or orrender profitable any of the company's property or rights;

To purchase and acquire and to own, hold, pledge and sell, with or without guarantee the shares, debentures and bonds of any manufacturing or other corporation carrying on business similar to that of this company, and to amalgamate with any company constituted for the carrying of any similar business, and to acquire by purchase, lease or otherwise, and to manage, operate and carry on the property, undertaking and business of any such corporation;

To buy, lease, contract for, or otherwise acquire any real or personal property which may be deemed by the company in any wise necessary or conducive to the business for which it is organized, and to hold and enjoy the same;

To issue, allot and deliver as fully paid up and non-assessable any shares, debentures or other securities of this company in payment or part payment of any property, contracts, rights, shares, debentures or securities of any other company which this company may acquire for the purposes of its business, and in payment or part payment of the services rendered to the company in connection with its poromotion, organisation and business;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or license on royalty or otherwise, acquire and hold, use, own, operate, and introduce and to sell assign or otherwise dispose of any trade marks, trade names, patents of invention, improvements and processes under registration or therwise, useful to the business of the company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account any such trade marks, trade names and inventions, licenses, processes and the like or any such other property or rights;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or about to carry on any business which the company is authorized to carry on, and to promote or assist in promoting and to become a shareholder in any such company, and to purchase or otherwise acquire shares and securities of such company or companies, and to hold, sell, pledge, re-issue, with or without guarantee or otherwise deal in the same;

To advance money to or guarantee the obligations or contracts of or otherwise assist or aid in any manner any company any of whose shares of capital stock, bonds or other obligations are held by the company, and to do any act or thing for the preservation and protection, improvement or enhancement of the value of any such shares, bonds or other obligations, and in like manner to advance money to or guarantee the contracts of or otherwise assist any person or company having business engagements with the company or indebted to it;

To acquire the goodwill, property, rights and assets, and to assume the liabilities of any person, firm or company indebted to the company or transacting any business similar to that conducted by this company, and to pay for the same in cash or in shares or securities of this company or otherwise;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from timte to time be determined;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of

connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Faire enrégistrer et reconnaître la compagnie dans aucune des provinces de la Puissance du Canada, ou dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, selon les lois de cette province ou de ce pays étranger, représenteront la présente compagnie et recevront signification pour ou au nom de la présente compagnie d'aucune procédure ou action;

Rémunérer par paiement en argent, ou avec l'assentiment des actionnaires, en parts, obligations, ou d'aucune autre manière, une ou plusieurs personnes ou corporations, pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, en aidant à faire souscrire, ou en garantissant la souscription d'aucune des actions du capital de la compagnie, à l'occasion de la formation, du lancement de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires;

Distribuer en espèces ou autrement, tel que décidé, aucunes valeurs de la compagnie, à ses membres, et spécialement les actions, obligations, débentures, ou autres titres d'aucune autre compagnie qui assumera la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la compagnie;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes les choses qu'autorisent les présentes ou aucune d'icelles soit seuls soit conjointement avec, ou comme facteurs, agents d'aucune autre compagnie, personne, par l'entremise de facteurs, fiduciaires ou d'agents;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenant, approprié, avantageux à l'accomplissement ou à la réalisation d'un ou plusieurs des objets de la compagnie, ou qui en aucun temps semblera nécessaire pour protéger, avantager la compagnie ou son avoir, sous le nom de "Norman's, Limited", avec un fonds social total de quarante-cinq mille piastres ($45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera au No 255, rue Saint-Laurent, dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1081

"Black River Pulpwood Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février 1922, constituant en corporation : Ella Mary Jackson, Margaret McLeod, Hanna Grace McKeil, Pearl Schramm, et Bessie Moore Rogers, tous sténographes et filles majeures, Montréal, aux fins suivantes:

Exercer de toutes manières le commerce du bois de charpente, du bois de construction et du bois de pulpe, et manufacturer, produire, acheter, vendre et trafiquer du bois debout, des billes, du bois de charpente, et des bois de toutes sortes;

Acheter, louer ou autrement acquérir des biens-fonds, terrains, emplacements, droits de surface, limites à bois, forêts et peuplements boisés, lots de grève, droits de flottage, droits publics, municipaux ou autres droits, privilèges,

lading, warrants or other negotiable or transferable instruments;

To procure the company to be registered and recognized in any of the provinces of the Dominion of Canada or in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of any such province or foreing country to represent this company and to accept services for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate by payment in cash or, with the approval of the sahreholders, in stock, bonds or any other manner, any person or persons, or corporation or corporations, for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of stock of the company or in or about the formation or promotion of the company or in the conduct of its business;

To distribute in specie or otherwise as may be resolved any assets of the company among its members and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company that may take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all or any of the things hereby authorized either alone or in conjunction with or as factors or agents of any other company or persons, or by or through factors, trustees or agents;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment or attainment of any one or more of the objects of the company or which shall at any time appear to be necessary for the protection or benefit of the company or of its properties, under the name of "Norman's ,Limited", with a total capital stock of forty five thousand dollars ($45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at 255 Saint Lawrence street, Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1922.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1082

"Black River Pulpwood Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1922, incorporating: Ella Mary Jackson, Margaret McLeod, Hanna Grace McKeil, Pearl Schramm, and Bessie Moore Rogers, all stenographers and spinsters of the full age of majority, Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches a lumber, timber and pulpwood business, and to manufacture, produce, buy, sell and deal in timber, logs, lumber and wood of all kinds; to purchase, lease or otherwise acquire real estate, lands, locations, surface rights, timber limits, woodlands and timber lands, water lots, river rights and government, municipal or other rights, privileges, franchises, easements and licenses of all kinds, and to sell, dispose of exchange, or otherwise deal in the same;

franchises, commodités et licences de toute espèce, aussi vendre, les aliéner, échanger, ou autrement en disposer; améliorer et développer des rivières et lacs, construire et maintenir des réservoirs, canaux, barrages, jetées, estacades et d'autres structures et outillages de tous genres; construire, acheter ou autrement acquérir des steamer, barges, remorqueurs ou aucune autre espèce d'embarcation ou bateau navigable; les utiliser et exploiter; construire, acheter, louer ou autrement acquérir des bassins, docks, jetées, pontons, quais, entrepôts, élévateurs ou autres bâtisses ou structures propres à servir en rapport avec le commerce de la compagnie; construire et exploiter aux fins de l'industrie de la compagnie des tramways et voies d'évitement sur les terrains que possède ou contrôle la compagnie; acheter, louer ou autrement acquérir, bâtir, construire, maintenir et exploiter des usines à bois, se livrer aussi à l'industrie consistant à manufacturer et préparer pour le marché le bois de charpente, de construction et le bois de toute espèce et description; importer, exporter, acheter, vendre et autrement trafiquer du bois de construction et des bois de tout genre, manufacturer et trafiquer d'articles de toute espèce dans la fabrication desquels entre le bois; acheter, louer ou autrement acquérir, bâtir, construire, maintenir et exploiter des pulperies et papeteries, faire affaires généralement comme manufacturiers, importateurs, exportateurs et marchands de pulpe, papier et substituts du papier de toutes catégories et descriptions, des matières premières et substances de toute espèce, des préparations, mélanges, produits chimiques, solutions, et combinaisons employés ou propres à être employés en rapport avec ladite industrie; acquérir par achat, bail ou autrement, utiliser et développer des forces hydrauliques et autres pour générer l'énergie ou la force électrique, pneumatique, hydraulique ou autre, construire et exploiter des usines productrices de cette énergie; assumer à titre d'affaire active l'actif et l'entreprise de "Black River Pulpwood Company, Limited", corporation légale duement constituée en vertu de la Loi des compagnies du Canada, dont le siège social est dans la cité de Montréal, et les payer en parts ou en bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie pour laquelle on demande la constitution en corporation ;

Acquerir par achat, bail ou autrement l'énergie électrique ou autre d'aucune espèce pour fins d'eclairage, de chauffage, de force motrice ou autres, et vendre, louer ou autrement aliéner icelle ainsi que l'énergie et la force produites par la compagnie dans les comtés du Lac Saint-Jean, Charlevoix, Saguenay et Chicoutimi, dans la province de Québec;

Eriger et maintenir des poteaux et fils de transmission pour distribuer l'énergie et pour les fins générales de l'industrie de la corporation; pourvu, cependant que la vente, distribution et transmission de la force ou de l'énergie électrique, hydraulique ou autre hors des terrains de la compagnie soit sujette aux règlements locaux et municipaux y relatif et soit exercée uniquement dans les comtés du Lac St-Jean, Charlesvoix, Saguenay et Chicoutimi, dans la province de Québec;

Acquérir la totalité ou aucune partie de l'achalandage, des droits, de la propriété et de l'actif, comprenant aucune option, concession ou chose semblable d'aucune personne, firme, association ou corporation, et les payer totalement ou partiellement en argent ou en obligations, ou en paiement intégral ou partiel émettre et distribuer comme entièrement libérées et non sujettes à

to improve and develop rivers and lakes, and to construct and maintain reservoirs, canals, dams, embankments, booms and other works and equipment of all kinds; to construct, purchase or otherwise acquire steamers, barges, tugs or any other kind of craft or boats for navigation, and to employ and operate the same; to construct, purchase, lease or otherwise acquire basins, docks, jetties, piers, wharves, warehouses, elevators or other buildings or works capable of being used in connection with the business of the company; to construct and operate, for the purpose of the company's business, tramways and railway sidings, on lands owned or controlled by the company; to purchase, lease or otherwise acquire and build and construct and maintain and operate lumber and saw-mills, and to engage in the business of manufacturing and preparing for market timber, lumber and wood of all kinds and descriptins; to import, export, buy, sell and otherwise deal in lumber and wood of all kinds, and to manufacture and deal in articles of all kinds in the manufacture of which timber or wood is used; to purchase, lease, or otherwise acquire and build and construct and maintain and operate pulp and paper mills, and to carry on generally the business of manufacturers, importers, exporters and dealers in pulp, paper and paper subtitutes of all kinds and descriptions, and of the raw materials and substances of every kind, pulps, preparations, mixtures, chemicals, solvents and combinations used or capable of being used in connection with the said business to acquire by purchase, lease or otherwise, and to utilize and develop water powers and other powers for the production of electric, pneumatic, hydraulic, or other power or force, and to construct and operate works for the production of such power; to take over as a going concern the assets and undertaking of Black River Pulpwood Company, Limited", a body corporate, incorporated under the Companies' Act of Canada, with its head office at the city of Montreal, and to pay for the same in stocks or bonds, obligations or other securities of the company for which incorporation is hereby sought;

To acquire by purchase, lease or otherwise, electric or other power of any kind for lighting, heating, motive or other purposes, and to sell, lease or otherwise dispose of the same, as well as of power and force produced by the company within the counties of Lake St. John, Charlevoix, Saguenay and Chicoutimi in the Province of Quebec;

To construct and maintain poles, lines and transmission lines, for the distribution of power, and for the general purposes of the company's business. Provided however that all sales, distribution, and transmission of electric, hydraulic or other power or force beyond the lands of the company shall be subject to local and municipal, regulations in that behalf, and shall be exercise only within the counties of Lake St. John, Charlevoix, Saguenay and Chicoutimi in the Province of Quebec;

To acquire all or any part of the good will, rights property and assets, including any option, concession or the like of any individual, firm, association or corporation, and to pay for the same wholly or in part in cash or bonds, or in payment or part payment therefor to allot and issue as fully paid-up and non-assessable shares of the capital stock of the company, whether

appel, des actions au fonds social de la compagnie, souscrites ou non;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, de l'actif, des droits, de l'entreprise ou de l'achalandage de la compagnie, en recevoir paiement intégral ou partiel en argent, obligations, parts ou autres valeurs d'aucune corporation ou compagnie,

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, aucun procédé, aussi faire valoir, vendre, louer ou autrement trafiquer de ces patentes, licences ou concessions;

Acquérir et détenir, vendre ou autrement aliéner le capital, les actions, obligations ou l'entreprise d'aucune autre compagnie dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie, transférer son entreprise ou son actif à, ou s'amalgamer avec aucune telle compagnie;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant ou ayant l'intention d'exercer aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou propre à être exercée de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Acquérir par achat ou autrement, détenir, vendre et trafiquer du commerce, de l'actif, de l'achalandage, du capital, des actions ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation exerçant une industrie similaire en tout ou en partie à celle de la compagnie, et généralement faire tous actes et exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant à la parfaite réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Black River Pulpwood Company, Limited", avec un fonds social total de un million de piastres ($1,000,000.00), divisé en dix mille (10,000) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie ,sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1069 C.-J. SIMARD.

subscribed for or not;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertaking, or good-will of the company, and to accept payment for the same, wholly or in part in cash, bonds, stocks, or other securities in any corporation or company;

To apply for, purchase, or otherwise acquire, any patents, licenses, concession and the like conferring any exclusive or co-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention or process and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents, licenses or concessions;

To acquire and hold, and to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertaking of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company or to transfer its undertaking or assets to or to amalgamate with any such company;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or intending to carry on any business which this company is authorized to carry on or is capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To acquire by purchase or otherwise, hold, sell and deal in the business, assets, good-will, stock, shares or securities of any company or corporation carrying on a business similar in whole or in part to that of the company, and generally to do all acts and exercise all powers and carry on any business incidental to the proper fulfilment of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Black River Pulpwood Company, Limited", with a total capital stock of one million dollars ($1,000,000.00), divided ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of February, 1922.

C.-J. SIMARD,

1070 Assistant Provincial Secretary.

"Lessard, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1922, constituant en corporation: Charles-Camille Lessard, ingénieur-civil, Lucien Drolet, avocat, Wilfrid Bolduc, notaire tous de la cité et district de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme compagnie d'entreprises générales, pour la construction de ponts en béton, en acier ou autres, barrages de rivières, usines hydro-électriques, élévateurs, édifices, entrepôts, trottoirs, quais, pavages, aqueducs, égoûts, puits artésiens, lignes de transmission, électrique, voies ferrées, chemins, ainsi que tout autre genre de construction ou commodités d'utilité publique;

Manufacturer, faire le commerce comme agent à commission ou autrement,du ciment de Portland ainsi que toutes les sortes de matériaux et autres sortes de ciment, de la chaux, de la pierre à chaux calcinée, des autres plâtres, de la pierre artifi-

"Lessard, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of February, 1922, incorporating: Charles Camille Lessard, civil-engineer, Lucien Drolet, advocate and Wilfrid Bolduc, notary, all three of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a general contracting company, for the construction of concrete, steel or other bridges, river barrages, hydro-electric plants, elevators, buildings, warehouses, sidewalks, wharves, pavings, waterworks, sewers, artesian wells, electric transmission lines, railways, roads and all other kind of public utility construction or commodity;

To manufacture, deal as commission agent or otherwise in Portland cement and all kinds of materials and other cement, lime, limestone, calcined and other plasters, and artificial stone, bricks, tiles, structural steel, roofing and other

cielle, des briques, tuiles, acier de construction, matériaux à toiture et autres de construction, fournitures, apprêts installations ou appareils de la nature de ceux qui entrent dans les travaux et entreprises que la compagnie peut exécuter;

Acheter, arrenter ou autrement acquérir ou détenir, posséder, exploiter, développer, vendre ou autrement céder des carrières sablonières, sabières, mines et terrains miniers, dépôts de gravier, et acquérir détenir, vendre, faire le commerce, manufacturer, importer, exporter, façonner, fonder, traiter, essayer, affirmer, et autrement préparer pour le marché et faire valoir du sable, du gravier, ciment, minéraux, pierre cassée, minéraux, métaux, ainsi que de leurs produits naturels et secondaires;

Conclure des conventions avec tout gouvernement, corporation, municipalité, association, maison ou personne, pour la construction de travaux de toutes sortes, et sous-louer ou autrement céder la totalité ou une partie des contrats conclus au sujet de ces constructions;

Conclure et céder des contrats pour fournir des matériaux à d'autres entrepreneurs ou personnes, engagées dans une semblable exploitation;

Manufacturer, acheter, vendre, céder du bois de construction ou autre, bois d'œuvre et de la pâte de bois; acheter, arrenter, acquérir, construire, acheter et disposer de scieries, moulins à planer et autres fabriques, et acheter, arrenter, acquérir, et exploiter, détenir, vendre des concessions forestières, et droits de coupe;

Acheter, ou autrement acquérir et détenir ou disposer de brevets d'invention, marques de commerce, dessins, licences ou immunités;

Exercer toute autre industrie ou entreprise que la compagnie jugera capable d'être exercée convenablement, en rapport avec toute partie de l'industrie de la compagnie, ou de nature à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie;

Acheter, acquérir, souscrire, et accepter, détenir, et disposer de toutes actions, débentures ou valeurs de toute compagnie ou corporation dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Agir en qualité d'agent de toute compagnie, société ou personne exerçant une industrie semblable ou réliée à cette industrie;

Se fusionner, s'unir, ou se joindre à toute autre personne, compagnie, exerçant une industrie semblable ou reliée à cette industrie;

Vendre, transférer ou autrement disposer de la totalité ou d'une partie de l'industrie et de l'entreprise de la compagnie, à toute personne, maison, ou compagnie ou corporation et accepter comme compensation de cette vente et transfert de toutes actions, débentures, obligations, et valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

S'associer et conclure des convictions au sujet du partage des profits, la coopération ou la fusion de toute compagnie ou corporation ou personne;

Acheter, bâtir, construire ou autrement, posséder, louer, maintenir, exploiter, gérer toutes constructions ou immeubles que la compagnie trouvera avantageuse;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature, aucune propriété de la compagnie, et particulièrement aucunes actions débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie appartenant à la corporation ou dont la compagnie peut disposer;

building material, supplies, fixtures, equipment, or apparatus of the kind entering into the works or conveniences the company is empowered to undertake;

To purchase, rent or otherwise acquire or hold, own, exploit, develop, sell or otherwise assign quarries, sand-pits, gravel-pits, mines and mining lands, gravel pits, and acquire, hold, sell, deal in manufacture, import, export, shape, smelt, treat, assay, harden and otherwise prepare for market and turn to account sand, gravel, cement, crushed stone, or sand metals as also their natural and by-products;

To enter into any agreements with any government, corporation, municipality, association, firm or person for the construction of works of every kind, and sub-let or otherwise assign the whole or any part of the contracts made for such constructions;

To enter into and assign contracts for supplying materials to other contractors or persons engaged in a similar business;

To manufacture, purchase, sell, assign timber and other lumber and wood pulp; to purchase, rent, acquire, construct, operate and dispose of sawmills, planing and other mills and factories, rent or otherwise acquire and exploit, hold, sell timber grants and rights to cut timber;

To purchase or otherwise acquire and hold or dispose of patents of invention, trade marks, designs, licenses or immunities;

To carry on any other business or undertaking that the company may deem capable of being suitably carried on in connection with any part of the business of the company or of a nature to directly or indirectly promote the interests of the company;

To purchase, acquire or subscribe for and accept, hold and dispose of any shares, debentures or securities of any company or corporation whose objects are similar to those of the present company;

To act as agents for any company, firm or person carrying on any similar business or connected therewith;

To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar business or relating to same;

To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company to any person, firm, company or corporation and accept as compensation for such sale and transfer any shares, bonds, debentures and securities of any other companies or corporations;

To enter into partnership or into any arrangements respecting the sharing of profits, cooperation or fusion with any company or corporation or person;

To purchase, build, construct or otherwise acquire, own, lease, maintain, operate, manage, any constructions or immoveables which the company may think advantageous;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To distribute amongst the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or securities of any other company, belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

Exercer aucune industrie, manufacturer ou commercer toute chose qui peut s'exercer directement ou indirectement en rapport avec les objets de la compagnie, ou qui peut être avantageux ou profitable;

Emettre des actions libérées, des débentures ou autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucuns biens ou droits acquis pour services rendus, ouvrages faits pour la compagnie, en paiement ou à l'acquit des dettes et obligations de la compagnie, sous le nom de "Les, sard Limitée", avec un capital total de dix mille piastres, ($10,000.00), divisé en mille (1,000) actions de dix piastres ($10.00) chacune.

Le bureau principale de la compagnie, sra à Québec dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1089 C.-J. SIMARD.

"The Winner Brand Clothing Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de février 1922, constituant en corporation: Louis Winner, Myer Lawson, Annie Gussman, épouse séparée de biens de Myer Lawson, industriels; Beecy Fernstein, épouse séparée de biens de Louis Winner; Moses Lurie, marchands, tous de Montréal, aux fins suivantes:

Faire, acheter et vendre des hardes et habits de toute sorte;

Acquérir et assumer, comme affaire exploitée, l'entreprise, l'actif et le passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce en tout ou en partie semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la presente compagnie, et pour cela, acquérir la totalité ou aucune partie des actions, dettes et obligations d'aucune telle compagnie;

Vendre ou autrement aliéner la totalité ou aucune partie du passif et des franchises ,commerce, de la propriété ou des entreprises de la compagnie à aucune autre personne ou compagnie moyennant le prix que la corporation jugera convenable, et spécialement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui semblera propre à servir à aucun des objets de la compagnie et dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Acheter, louer ou autrement acquérir, avoir la possession et la jouissance de toute la propriété, des franchises, de l'achalandage, des droits et privilèges que détient ou dont jouit aucune personne, firme ou compagnie exerçant ou constituée pour exercer aucun commerce semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer, assumer aussi le passif d'aucune telle personne, firme ou compagnie;

To carry on any business, manufacture or trade in any thing which may be carried on, directly or indirectly, in connection with the purposes of the company, or which may be beneficial or profitable thereto;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company, in payment or part payment for any property or rights which may be acquired by, or for any services rendered or for any work done for the company or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company, under the name of "Lessard, Limitée", with a total capital of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one thousand (100) shares of ten dollars, ($10.00) each.

The head office of the corooration, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of February, 1922.

C.-J. SIMARD,

1090 Assistant Provincial Secretary.

"The Winner Brand Clothing Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth February, 1922, incorporating: Louis Winner, Myer Lawson, Annie Gussman, wife separate as to property from Myer Lawson, manufacturers; Beecy Fernstein, wife separate as to property from Louis Winner; Moses Lurie, merchants, all of Montreal, for the following purposes:

To make, purchase and sell clothing and apparel of all kinds;

To acquire and take over as a going concern the undertaking, assets and liabilities of any person or company carrying on any business in whole or in part similar to that which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company, and with a view thereto, to acquire all or any of the shares, debts and liabilities of any such company;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any branch or part of the business undertaking, property, liabilities and franchises of the company to any other person or company for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold and enjoy all the property, franchises, goodwill, rights and privileges held or enjoyed by any person or firm or by any company or companies carrying on or formed for carrying on any similar business to that which this company is authorized to carry on, and to undertake the liabilities of any such person, firm or company;

Acheter, souscrire ou acquèrir par souscription originaire ou autrement, détenir, vendre, ou autrement aliéner les actions, parts, ordinaires ou privilégiées, les débentures, bons et autres obligations dans aucune autre compagnie dont les objets sont semblables en tout ou en partie aux objets de la présente compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, voter aussi sur les actions ainsi détenues par le ministère d'un ou plusieurs agents que les directeurs nommeront;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, ou autre avec aucune personne, compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires, qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, aussi les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminé;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, des lettres de crédit des connaissements, des traites, chèques, débentures et d'autres instruments négociables et transférables;

Distribuer, en espèces ou autrement, l'actif de la compagnie aux actionnaires, et particulièrement les actions, obligations, débentures ou les autres valeurs d'aucune autre compagnie constituée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif de la présente compagnie;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, grever, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie;

Conclure, avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie, ou à aucun d'iceux, et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, aussi exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Faire toutes les choses qu'autorisent les présentes ou aucune d'icelles soit seuls soit conjointement avec, ou, comme facteurs ou agents pour, aucunes autres compagnies ou personnés, par l'entremise d'aucuns facteurs ou agents;

Exercer aucun autre commerce qui semblera à la compagnie possible d'être utilement exercé en rapport avec ses affaires ou de nature, directement ou indirectement à augmenter la valeur ou à rendre profitable aucune des propriétés ou des droits de la compagnie;

Les pouvoirs mentionnés dans chaque paragraphe ne seront aucunement limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou déduction d'iceux;

Transiger sur immeuble d'une manière générale, et emprunter de l'argent sur ces immeubles, constitués des hypothèques ou autres droits sur lesdits immeubles que possède ladite compagnie sous le nom de "The Winner Brand Clothing

To purchase, take or acquire by original subscription or otherwise and to hold, sell, or otherwise dispose of shares, stock, whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly to benefit this company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint;

To enter into partnership, or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time be determined;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

To distribute in specie or otherwise as may be resolved any assets of the company among its members and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To enter into any arrangements with any governments, or authorities supreme, municipal, or otherwise that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To do all or any of the matters hereby authorized, either alone or in conjunction with, or as factors, or agents for any other companies or persons, or by or through any factors or agents;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or any portion thereof, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or, render profitable any of the company's property or rights;

The powers in each paragraph to be in no wise limited or restricted by reference, to or inference from the terms of any other paragraph.

To deal in real estate generally and to borrow money upon such real estate and create hypothees or other rights upon the said immoveables as owned by the said company, under the name of "The Winner Brand Clothing Company,

Company, Limited", avec un fonds social total de quarante-neuf mille piastres ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1063 C.-J. SIMARD.

"B. C. Howard & Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de février 1922, constituant en corporation: Benjamin Cate Howard, Charles Benjamin Howard, marchand de bois, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, et William Salls Howard, marchand de bois, de Lac Frontière, dans le comté de Montmagny, aux fins suivantes:

Acquérir et assumer, à titre d'affaires exploitée, l'industrie et l'actif de la firme B. C. Howard & Companie, marchands de bois de Sherbrooke, Québec, et autres lieux, assumer et prendre charge du passif et des obligations, et les payer en actions libérées du capital de la présente compagnie;

Se livrer à l'industrie forestière et au commerce de bois, sous toutes leurs formes, ainsi qu'à tous les autres commerces s'y rattachant, comprenant l'achat, la vente et le trafic de toutes les sortes de bois de charpente et de construction, sciés, équarris et fendus, du bran de scie, des dormants, piles, poteaux de télégraphe et de téléphone, poteaux de clôture, bois et tous autres produits de la forêt; faire affaires de toutes manières comme manufacturier et marchand de billots, bois de charpente, de construction, supports, bardeaux, lattes, boîtes, cases, châssis et portes, maisons mobiles, bâtisses, pâte de bois, bois de pulpe, papier et autres produits et dérivés du bois, ainsi que de tous les autres articles, matériaux dont font partie le bois, le carton, pâte de bois ou le papier de pulpe;

Construire, ériger, établir, louer ou autrement acquérir, posséder, maintenir et exploiter des moulins, fabriques et usines pour manufacturer, préparer pour le marché, traiter les billes, les bois de charpente, de construction, de pulpe, supports, bardeaux, boîtes, cases et tous ou aucuns articles capable d'être manufacturés avec les produits ou les sous-produits de la forêt, s'y rattachant ou qui en font partie;

Manufacturer, acheter, vendre et trafiquer du bois, de l'alcool ,des acides sulphuriques et autres, de toutes les espèces d'huiles et produits chimiques, en tous états et à toutes phases de la fabrication;

Creuser, forer, miner, excaver, traiter, manufacturer, et autrement donner une valeur marchande à, vendre, acheter et autrement trafiquer de minéraux, substances minérales de tout genre y compris l'amiante, le marbre, l'ardoise, la houille, la chaux, la pierre de chaux, la pierre à sablon ou d'autres espèces de pierre, leurs produits et dérivés.

Acquérir par achat, louage, concession, licence, échange ou par un autre titre légal, aussi détenir administrer, développer, exploiter, vendre, louer, trafiquer de terrains, concessions forestières, peuplements boisés, droits de coupe, lopins forestières, forêts, bois coupés, mines,

Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars, ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each;

The chief place of business of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of Feoruary, 1922.

C.-J. SIMARD,

1064 Assistant Provincial Secretary.

"B. C. Howard & Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of February, 1922, incorporating: Benjamin Cate Howard, Charles Benjamin Howard, lumbermen, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, and William Salls Howard, lumberman, of Lake Frontier, in the county of Montmagny, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern the business and assets of the firm of B. C. Howard & Company, lumbermen of Sherbrooke, Quebec and elsewhere and to assume and undertake its liabilities and obligations and to pay for the same in and by paid up shares of the capital stock of this company;

To carry on the business of lumbering and the umber trade in all its branches, and all other business incidental thereto including buying,selling and dealing in all kinds of sawed, squared and hewed lumber, and timber, saw logs, ties, piling telegraph and telephone poles, fence posts, wood and all other products of the forest; to carry on in all its branches the business of a manufacturer and dealer in logs, lumber, timber, shooks, shingles, laths, boxes, cases, sashes, and doors portable houses, buildings, pulp, pulwood, paper and other products or by-products of wood, and all other articles and materials intowhich wood, pulp, pulp board or paper enter or form part;

To construct, erect,establish,lease or otherwise acquire, own, maintain and operate, mills, factories and shops for the manufacture preparation for market and treatment of logs, lumber timber,pulp wood,shooks, boxes, cases, and any and all articles capable of being manuractured from the products or by-products of the forest or in connection therewith or of which they form a part;

To manufacture, buy, sell, and deal in wood, alcohol, suplhuric and other acides, and all kinds of oils and chemicals in all states and conditions of manufacture;

To quarry, dig for, mine, excavate, treat, manufacture and otherwise make marketable and to buy, sellend otherwise deal in all kinds of minerals, mineral substances including asbestos, marble, slate, coal, lime, limestone, sandstone or other kind of stone and their products and by-products;

To acquire by purchase, lease, concession, license, exchange or other legal title and to hold, manage, develop; operate, sell lease and deal in lands timber limits, limber lands, timber licenses, wood lots, standing timber, cut timber, mines or moning claims, water, powers water lots water

droits miniers, forces hydrauliques, lots de grève, privilèges, pouvoirs, droits, intérêts afférents de biens-fonds, droits de passage, et autre propriété immobilière et mixte qu'on croira utile, nécessaire ou avantageux à l'exercice de toutes les opérations de la compagnie ou d'aucune d'icelles;

Construire, bâtir ou autrement acquérir, administrer, entretenir, exploiter, prendre ou céder à bail, vendre et aliéner les bâtisses, magasins, entrepôts, ateliers, moulins, fabriques, fonderies, ateliers de réparations de machines, dépôt, bureaux, maisons de pensions, hotels, logements, camps, chantiers, caches, écuries de louage et les autres constructions qui seront nécessaires ou avantageuses à la gestion des affaires de la compagnie, y compris le pouvoir de bâtir, construire, établir, gérer, ou aider à bâtir, construire, établir, entretenir, gérer des églises, écoles, club, locaux de plaisir et toutes les autres bâtisses qu'on croira nécessaires ou propres à l'usage des employés de la compagnie et d'autres, aussi les exploiter, louer, vendre ou autrement les aliéner;

Etablir, entretenir et exploiter, à l'usage de la compagnie, de ses employés, de ses locataires et autres un service de protection contre l'incendie, un service hydraulique et d'égoût, un service d'éclairage électrique ou au gaz, faire relativement à iceux les contrats qu'on croira nécessaires ou judicieux;

Manufacturer, acheter, vendre et trafiquer d'effets, denrées et marchandises aux fins de la compagnie et de ses employés, cultiver, labourer et administrer des fermes et en vendre les produits;

Acheter, bâtir, construire ou autrement acquérir, posséder, frêter, entretenir, exploiter, gérer, naviguer et utiliser des bâteaux à vapeur et autres des dragues, barges, bacs, vaisseaux, aux fins de son industrie et autres, acheter ou autrement acquérir des actions dans aucun navire; construire, maintenir, utiliser, altérer, faire, posséder, exploiter sur de la propriété que possède ou contrôle la compagnie, ou sur de la propriété adjacente à icelle, tous réservoirs, barrages, biez, tuyaux, pistes et autres voies, structures, améliorations, estacades, écluses, forces hydrauliques, aqueducs puits, fossés, canaux, docks, quais, glissoires, jetées, routes, rouleaux à billes, chemins de fer, voies d'évitement ou autres moyens de transport et communication, et d'autres constructions et structures qui seront nécessaires ou avantageuses, produire, générer, développer et exploiter l'énergie de ces usines, la transmettre et distribuer par aucuns moyens quelqonques pour les fins de la compagnie, ou autrement, vendre et aliéner l'énergie, dans ledit comté de Montmagny, ou les droits de se servir d'aucune partie de la propriété précitée, à d'autres aux conditions que l'on croira à propos de faire; pourvu cependant, que la vente, la distribution ou la transmission de la force motrice, hors des terrains de la compagnie, soit rujette aux règlements locaux et municipaux y relatifs, et qu'on construise et exploite des chemins de fer et voies d'évitement uniquement sur la propriété qui appartient à la compagnie ou qu'elle contrôle;

Etablir, entretenir et exploiter, pour l'usage de la compagnie et d'autres, un service aérie d'exploration, d'inspection, de surveillance et de protection contre l'incendie des forêts, concessions forestières et autres propriétés utilisées en rapport avec icelles, pour l'inspection et la surveillance des opérations exercées sur icelles ou en rapport avec icelles;

Conclure des arrangements avec une ou plusieurs municipalités dans les limites desquelles ou adjacentes auxquelles sont situées les usines de la

privileges and powers and rights and interests, therein, real estate, rights of way and such other immoveable and mixed property as may be found useful, necessary or expedient in the conduct of all or any of the operations of the company;

To erect, build or otherwise acquire, manage, maintain, operate, lease, let, sell and alienate such buildings, stores, warehouses, shops, mills, factories, foundries, machine shops, depots, offices, boarding houses, hotels, dwelling houses, camps, shanties, caches, livery stables and other erections as may be necessary or expedient the conduct of the company's business, including the power to build, construct and establish and maintain or conduct or to aid in building, constructing and establishing, maintaining or conducting churches, school houses, clubs places of amusement and such other buildings as may be deemed necessary or advisable for the use of the employees of the company and others and to operate, lease, sell or otherwise dispose of the same;

To establish maintain and operate for the use of the company, its employees, tenants and others a fire protection service, water and sewerage service, electric light or gas service, and to make such contracts with respect to the same as amy be found necessary or advisable;

To manufacture, buy, sell and deal in goods, wares and merchandise for the purposes of the company and of its employees, and to cultivate till and manage farms and to deal in the products thereof;

To purchase, build, construct or otherwise acquire, own, charter, maintain, operate, manage, navigate and use steam and other boats, dredges, barges, scows, and vessels for the purposes of its business and otherwise, and to purchase or otherwise acquire shares in any ship;

To construct, maintain, use, alter, make, own and operate on property owned or controlled by the company, and on property adjacent thereto, all such water reservoirs, dams, flumes, pipe lines, race and other ways, works, improvements, booms, sluiceways, water powers, aqueducts, wells, ditches, canals, docks, wharves, slides, piers, roadways, log rolls, railways, sidings or other means of transportation and communication and other erections and works as may be necessary and expedient, and to produce, generate, develop and create power from any such works and the same to transmit and distribute by any means whatever for the purposes of the company, or otherwise, and to sell and dispose of any power in the said county of Montmagny, or the rights to use any portion of the aforesaid property, to others upon such terms as may be deemed expedient; provided, however, that any sale, distribution or transmission of power beyond the lands of the company shall be subject to local and municipal regulations in that behalf, and that railways, railway sidings shall be constructed and operated only on property belonging to or under the control of the company;

To establish, maintain and operate, for the use of the company and others, a service by air craft for the exploration, inspection, supervision and protection from fire of timber lands, timber limits, and of other property used in connection therwith, and for the inspection and supervision of operations carried on thereon and in connection therweith;

To enter into any arrangements with any municipality or municipalities within which, or adjacent to which, the company's works are

compagnie, ou avec leurs citoyens, pour encourager le progrès municipal, y aider et contribuer de la manière estimée judicieuse;

Fonder et sustenter, aider à établir et sustenter des associations, institutions, fiduscies, fonds et secours propres à profiter aux employés actuels et anciens, de leurs dépendants ou des parents de ces personnes, accorder des pensions et allouances, faire des paiements d'assurances souscrire ou garantir de l'argent pour fins philanthropiques, religieuses, fins charitables et bienveillantes, pour aucune exposition, aucun objet d'utilité générale, publique;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre propre à être exercée en rapport avec son commerce ou aucun des objets de la compagnie, ou susceptible d'être avantageuse ou profitables;

Manufacturer, acheter, louer, ou autrement acquérir des machines, et tous appareils nécessaires ou utiles en rapport avec le commerce de la compagnie, aussi les vendre, louer ou autrement aliéner,

Emettre des récépissés négociables ou autres pour marchandises emmagasinées par la compagnie; prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune personne, firme, corporation avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Aider et subventionner au moyen de boni, avances de fonds ou autrement, avec ou sans garantie, les colons ou les colons intentionnels sur les terres appartenant à, vendues par, la compagnie, ou dans le voisinage de ces terres, et d'une manière générale encourager le peuplement de ces terres;

Solliciter, garder, enrégistrer, louer, acquérir et détenir, vendre, louer ou autrement accorder des permis relatif à, ou autrement faire valoir des brevets d'invention, perfectionnements ou procédés, marques, noms de commerce et choses semblables nécessaires ou avantageuses, à aucune des objets de la compagnie;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider par boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures, d'autres valeurs ou autrement aucune autre compagnie, firme, corporation ou personne, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation ou personne, ou par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la corporation pourra se trouver en relations d'affaires;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminé;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature aucune propriété de la compagnie, et particulièrement les actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie appartenant à la corporation ou dont la compagnie peut disposer;

Acquérir par achat ou autrement les actions d'aucune autre compagnie exerçant un commerce totalement ou partiellement semblable au commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou autrement acquérir et assumer aucune autre entreprise et industrie semblable en tout ou en partie à celle de la compagnie, avec son outillage, fonds de commerce, achalandage, sa franchise et ses valeurs de toute espèce, son passif, exercer aussi aucune industrie qu'on croira propre à être convenablement exercée en rapport avec aucun des objets précités, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur des, de rendre profitables les biens,

located, or with the inhabitants thereof, for the encouragement of municipal improvements, and to assist therein or contribute thereto, in such manner as may be deemed advisable;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the company or its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance a and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public or general object;

To carry on any business, whether manufacturing or otherwise, which may be carried on directly or indirectly, in connection with the purposes of the company, or which may be beneficial or profitable thereto;

To manufacture, purchase, lease or otherwise acquire machinery and any and all apparatus necessary or useful in connection with the business of the company and to sell, lease or otherwise dispose of the same;

To issue receipts, negotiable or otherwise, for merchandise stored with the company; to loan money, to ,guarantee the contracts of or otherwise assist any person, firm or corporation with whom the company may have business relations;

To aid and assist by way of bonus, advances, of money or otherwise, with or without security, settlers or intending settlers upon any land belonging to or sold by the company or in the neighboruhood of such lands, and generally to promote the settlement of such lands;

To apply for, maintain register, lease, acquire and hold or to sell, lease or otherwise dispose of and grant licenses in respect of or otherwise turn to account any patents of invention, improvements or processes, trade marks, trade names and the like necessary to or beneficial for any of the purposes of the company;

To raise or assit in raising money for, or to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person or persons, firm, company or corporation, and to manage and perform any contract undertaken by any such person or persons, firm, company or corporation with whom the company may have business relations;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute amongst the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or securities of any other company belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

To acquire by purchase or otherwise the shares of any other company carrying on business in whole or in part similar to the business which this company is authorized to carry on, or otherwise to acquire and undertake any other undertaking and business similar in whole or in part to that of the company, together with its plant, stock in trade, good-will, franchise and assets of all kinds and liabilities, and to carry on any business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of the above objects or calculated directly or indirectly to enhance the value or to facilitate the realization of or render profitable any of the

droits ou entreprises de la compagnie, ou d'aider à leur réalisation;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelle, moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Emettre des actions libérées, des obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel des biens ou droits qu'on pourra acquérir, des servises rendus à, du travail fait pour, la compagnie, en paiement ou à l'acquit des dettes et obligations de la compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne firme, compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propres à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, ou compagnie, aussi souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, les vendre ou autrement en disposer;

Faire toutes les choses qu'autorisent les présentes ou aucune d'icelles soit seuls soit avec d'autres, comme facteurs ou agents;

Faire toutes les autres choses qui sont indispensables à la parfaite réalisation des objets précités, sous le nom de "B. C. Howard & Company, Limited", avec un fonds social total de cinq cent quatre-vingt-dix neuf mille piastres ($599.000.00), divisé en cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix (5990) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principale de la compgnie, sera dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1087 C.-J. SIMARD.

company's property or rights or undertakings;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem proper, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company;

To issue paid-up shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment for any property or rights which may be acquired by or for any services rendered, or for any work done for the company or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

To amalagamate with or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to advance money to, guarantee the contracts of and otherwise assist any such person, firm or company and to take or otherwise acquire and hold shares and securities of any such company and to sell or otherwise deal with the same;

To do all or any of the matters hereby authorized, either alone or in conjunction with others or as factors or agents;

To do all such other things as may be necessary to the due carrying out of the above objects or any of them, under the name of "B. C. Howard & Company, Limited", with a total capital stock of five hundred and ninety nine thousand dollars ($599.000.00), divided into five thousand nine hundred and ninety (5990) shares of one hundred dollars $100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of February, 1922.

C.-J. SIMARD,

1088 Assistant Provincial Secretary.

"Immeubles Landry, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de mars 1922, constituant en corporation: Louis-Philippe Landry, chirurgien-dentiste, Adalbert Landry, commerçant, Ulpide-Caroline Marceau, veuve de Arthur-C. Landry, rentière, M.-E. Jeanne Landry, rentière, fille majeure usant de ses droits, Antonio Landry, commerçant, tous cinq du village de Mont-Joli, district de Rimouski, et de J.-Robert Landry, commerçant, de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1—*Opérations forestières:—*

Exercer sous toutes ses formes une industrie de bois de charpente, de construction, de pulpe et se livrer à des opérations de coupe de bois; manufacturer, produire et trafiquer du bois, des billes et des essences ligneuses de toute description; construire, acquérir, posséder, actionner, entretenir et disposer des moulins et scieries,

---

"Immeubles Landry, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1922, incorporating Louis-Philippe Landry, dental-surgeon, Adalbert Landry, trader, Ulpide Caroline Marceau, widow of Arthur C. Landry, annuitant, M. E. Jeanne Landry, annuitant, spinster of age in the full exercise of her rights, Antonio Landry, trader, all five of Mont-Joli, district of Rimouski, and J. Robert Landry, trader, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1—*Lumber:—*

To carry on in all its branches a lumber, timber and pulpwood business; to carry on logging operations; to manufacture, produce and deal in lumber, logs and woods of all description; to construct, acquire, own, operate, maintain and dispose of lumber and saw-mills; planing and dressing plants, lumber yards, dry

chantiers forestiers, fournaux et hangars à sécher, et d'autres bâtiments, et l'installation, la machinerie et l'outillage servant en rapport avec les opérations de coupe de bois ainsi que dans la fabrication du bois de charpente et de construction ; acquérir, louer, posséder, trafiquer de concessions forestières, peuplements et forêts, bois, droits de flottage, commodités et licences de toutes les sortes ;

kilns, dry sheds, storehouses and other buildings as well as the necessary plant, machinery and equipment used in connection with logging operations and the manufacture of lumber and timber, to acquire, lease, own and deal in timber limits, wood lands, and timber lands, trees, river rights, easements and licenses of all kinds ;

2—*Manufacturiers:*—

Faire affaires comme manufacturiers, commerçants exportateurs et importateurs de billes, bois de charpente, de construction, de pulpe, de bois de pulpe, ainsi que de toutes les choses dans la fabrication desquelles entre le bois; exercer aussi l'industrie de manufacturiers, et meuniers, trafiquer des marchandises d'un caractère général, construire et exploiter sur des terrains que possède ou contrôle la compagnie, pour les fins industrielles, corporatives, des chemins de fer, tramways et leurs accessoires;

2—*Manufacturers* :—

To carry on business as manufacturers, dealers, exporters and importers, in logs, lumber, timber, pulp, pulpwood, and all things into which wood enters or forms a part; to carry on the business of manufacturers and millers and to deal in general merchandise and to construct and operate on lands owned or controlled by the company for the company's business, railways and tramways and their accessories ;

3—*Pulpe:*—

Construire, bâtir ou autrement acquérir, posséder, exploiter, entretenir et gérer des usines et fabriques de confection et production de la pulpe mécanique et chimique, de la pulpe, du papier, du carton, des substances à papier, de tous et de chacun de leurs ingrédients, produits ou composés, de tous les articles et substances confectionnés avec aucun des matériaux précités, qui y servent ou y sont utiles, aussi manufacturer, acheter ou autrement acquérir, trafiquer de, et vendre tous lesdits articles ainsi que toutes les autres substances, tous autres produits ou dérivés, et généralement exercer l'industrie et le commerce du bois de pulpe, de la pulpe sulphurée et du papier, sous toutes leurs formes;

3—*Pulp* :—

To construct, erect or otherwise acquire, own, operate, maintain and manage mills and factories for the manufacture and production of mechanical and ground wood, pulp, paper, card board, paper materials and any and all ingredients or products or compounds thereof, and any and all articles and substances made from any of the aforesaid materials or used or useful in connection therewith, and to manufacture, purchase or otherwise acquire, deal in and sell all the said articles and all or any other substances, products or by-products thereof, and generally to carry on the business of manufacturing and dealing in wood, pulp, sulphite, sulphate, pulp and paper in all its branches ;

4—*Usines:*—

Construire, ériger, établir ou autrement acquérir, entretenir et exploiter des usines et fabriques pour la fabrication du bois de charpente, de construction, de pulpe et de tous les articles susceptibles d'être confectionnés avec les produits forestiers, aussi acheter, vendre, et trafiquer des bois de charpente, de construction, de pulpe ainsi que des produits forestiers généralement, aussi de tous les articles qui en sont manufacturés, et faire toutes choses qui sont nécessaires ou se rattachent à l'exercice de l'industrie sous toutes ses formes;

4—*Mills* :—

To construct, erect, establish or otherwise acquire, maintain and operate mills and factories for the manufacture of timber, lumber, pulpwood and any and all articles capable of being manufactured from the products of the forest, and to buy, sell and deal in timber, lumber, pulpwood and products of the forest generally and all articles manufactured therefrom or necessary or incidental to the carrying on of the business of in all its branches ;

5—*Maisons et magasins:*—

Construire, bâtir ou autrement acquérir, administrer, entretenir, exploiter, louer, céder à bail, vendre et aliéner toutes bâtisses, magasins, entrepôts, usines, dépôts, bureaux, pensions, hôtels, résidences, campements, chantiers, caches, écuries de louage et autres structures qui peuvent être nécessaires ou avantageuses à l'exercice de l'industrie de la compagnie, comprenant le pouvoir de bâtir et établir, entretenir, gérer des églises, écoles, clubs et les autres bâtiments qui seront considérés nécessaires ou avantageux à l'usage des employés de la corporation et à d'autres, aussi les exploiter, louer, vendre ou autrement en disposer;

5—*Houses and stores* :—

To erect, build or otherwise acquire, manage, maintain, operate, lease, let, sell and alienate all such buildings, stores, warehouses, shops, depots, offices, boarding houses, dwelling houses, camps, shanties, caches, livery stables and other erections as may be necessary or expedient in the conduct of the company's business, including the power to build, construct and establish, maintain and conduct churches, school houses, clubs and such other buildings as may be deemed necessary or advisable for the use of the employees of the company and others, and to operate, lease, sell or otherwise dispose of the same;

6—*Commerce d'Immeubles:*—

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement,

6.—*Real Estate:*—

To acquire by purchase, exchange, lease or

aussi détenir, posséder, développer, trafiquer de vendre, exploiter ou disposer de toute espèce de biens-fonds et propriétés immobilières, fermes, terres, lopins, résidences, maisons de rapport et bâtisses de tous genres, aussi d'aucuns intérêts ou droits conexes;

7—*Commerce général:*—

Exercer le commerce de marchands et négociants généraux, aussi acheter, ou recevoir par consignation, ou autrement, vendre directement ou à commission, trafiquer des denrées, provisions, fournitures, effets, articles et marchandises qui sont ou peuvent être vendus dans un magasin d'aucune sorte, catégorie ou description, aussi manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de toutes autres denrées et d'aucunes d'icelles;

Faire affaires comme hôteliers, restaurateurs et aubergistes;

Faire affaires comme cultivateurs, commerçants et producteurs de tous produits laitiers, agricoles ou du jardin ;

8—*Barrages et améliorations fluviales:*—

Construire, entretenir, altérer, faire, posséder et exploiter sur la propriété que détient ou contrôle la compagnie, aussi sur la propriété adjacente à icelle, tous réservoirs, barrages, écluses, canaux de moulins et autres débouchés, travaux, améliorations, estacades, écluses, forces hydrauliques, aqueducs, puits, fossés, canaux, quais, glissoirs, jetées, routes, rouleaux à billes ainsi que d'autres structures et travaux qui peuvent être nécessaires et avantageux ; aussi produire, générer, développer et créer de l'énergie destinée à aucuns tels travaux, et la transmettre et distribuer par aucuns procédés quelconques aux fins de la compagnie ou autres, vendre et aliéner aucun pouvoir ou les droits à l'usage d'aucune partie de la propriété précitée en faveur d'autres personnes aux conditions jugées judicieuses; pourvu, cependant, que la vente, la distribution ou la transmission de l'énergie hors les terrains de la compagnie reste régie par les règlements locaux et municipaux y relatifs ; et cette industrie sera exercée dans les districts de Kamouraska, Rimouski et Gaspé;

9—*Force motrice:*—

Construire, acquérir, louer, posséder, exploiter et maintenir des usines, outillages, machines, appareils et engins pour générer le gaz, l'électricité, la force ou l'énergie électrique, pneumatique, hydraulique ou autre actuellement connue ou qui pourra être à l'avenir découverte; fabriquer, générer, accumuler, transmettre, utiliser, vendre, trafiquer, de fournir à contrat, et distribuer le gaz, l'électricité, la force ou l'énergie électrique, ou autre, pourvu que la vente de la lumière, de la chaleur et de l'énergie soit circonscrite dans les districts de Kamouraska, Rimouski, et Gaspé, fabriquer, acheter, vendre, acquérir, louer et généralement faire commerce des machines et engins pour produire, générer, accumuler, utiliser, transmettre et distribuer le gaz, l'électricité, la force ou l'énergie électrique, pneumatique, hydraulique et autre;

10—*Droits hydrauliques:*—

Acquérir, louer, détenir, conserver et exploiter des forces hydrauliques et des droits connexes, aussi louer, acquérir, détenir, construire,

otherwise, also hold, own, develop, trade in, sell, exploit or dispose of all kinds of real estate and immoveable property, farms, lands, lots, dwelling-houses, apartment houses and buildings of every kind, and any interests therein or rights thereto;

7—*General business* :—

To carry on a general mercantile or merchandise business and to purchase, or receive on consignment, or otherwise, sell, directly or on commission, and deal in any such goods, provisions, supplies, wares, effects and merchandise as are or may be sold in a store of any kind, class or description and to manufacture, purchase, sell and deal in any and all other commodities ;

To carry on the business of hotel, restaurant and lodging house keepers ;

To carry on a business as farmers, dealers and producers of dairy, farm and garden products of all kinds ;

8—*Dams and rivers improvements:*—

To construct, maintain, alter, make, own and operate on property owned or controlled by the company, and on property adjacent thereto, all such reservoirs, dams, flumes, race and other ways, works, improvements, booms, sluiceways, water powers, aqueducts, wells, ditches, canals, wharves, slides, piers, roadways, log rolls and other erections and works as may be necessary and expedient, and to produce, generate, develop and create power from any such works and the same to transmit and distribute by any means whatever for the purposes of the company, or otherwise, and to sell and dispose of any power, or the rights to use any portion of the aforesaid property, to others upon such terms as may be deemed expedient ; provided, however, that any sale, distribution or transmission of power beyond the lands of the company shall be subject to local and municipal regulations in that behalf ; and such business shall be carried on only within the districts of Kamouraska, Rimouski and Gaspé;

9—*Power* :—

To construct, acquire, lease, own, operate and maintain works, plants, machinery, appliances and devices for the production of gas, electricity, electric, pneumatic, hydraulic and other power and energy presently known or which may be discovered in the future ; to manufacture, generate, accumulate, transmit, utilize, sell deal in and contract for the supply of and distributute, gas electricity, and electric or other power, or energy, provided that the sale of light, heat and power be limited to the districts of Kamousaska, Rimouski and Gaspé, to manufacture, buy, sell, acquire or lease and generally deal in machinery and devices for the manufacture, generation, storage, use, transmission and distribution of gas, electricity and electric, pneumatic, hydraulic and other power or energy;

10—*Water rights* :—

To acquire, lease hold, maintain and operate waters powers and righth connected therewith, also acquire, lease, hold, maintain and operate

entretenir et exploiter toutes usines et améliorations nécessaires ou appropriées à leur développement et utilisation;

11—*Protection contre le feu et éclairage:*—

Etablir, entretenir et exploiter, à l'usage de la compagnie, de ses employés, locataires et autres, un service de protection contre l'incendie, un service d'aqueduc, un service d'éclairage électrique ou au gaz, et passer relativement à ces services les contrats jugés nécessaires ou judicieux, soit pour disposer de l'excédent, soit pour un autre objet, sauf la réglementation locale ou municipale; pourvu que ce commerce extérieur aux terrains de la compagnie soit exercé uniquement dans le territoire mentionné au paragraphe 8 de la présente requête;

12—*Améliorations civiques:*—

Conclure des arrangements avec une ou plusieurs municipalités dans les limites desquelles ou adjacentes auxquelles sont les usines de la compagnie, ou avec leurs habitants, pour encourager le progrès municipal, y aider ou contribuer de la manière jugée judicieuse; conclure, aussi avec aucunes autorités, municipales, locales, ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir et exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

13—*Brevets:*—

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, grever, hypothéquer, gager, louer, céder moyennant une royauté ou autrement acquérir et détenir, utiliser, posséder, exploiter et introduire,vendre, céder, ou autrement aliéner des étiquettes et raisons commerciales, des brevets d'invention, améliorations et procédés enregistrés ou autres utiles au commerce de la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatif ou autrement faire valoir ces marques et noms de commerce, inventions, licences, procédés et choses semblables, ou aucuns tels biens ou droits;

14—*Actions dans d'autres compagnies:*—

Et acquérir, posséder, détenir, vendre et réémettre les actions, débentures, obligations ou autres valeurs d'aucune compagnie ou corporation, et les payer totalement ou partiellement en argent, en actions, en obligations, en débentures ou avec d'autres valeurs de la compagnie ou autrement, garantir aussi le paiement du capital des dividendes et de l'intérêt sur ces actions, obligations, débentures ou autres valeurs, et l'exécution des contrats; gérer, exploiter et administrer comme gérant la propriété, les franchises, l'entreprise et les affaires d'aucune corporation dont les parts, obligations, débentures ou autres valeurs sont détenues par la compagnie, moyennant le prix qui sera estimé raisonnable et approprié, garantir le paiement des obligations, débentures ou autres titres, et l'exécution des contrats d'aucune telle compagnie;

all works and improvements necessary or conducive to the development or utilisation thereof;

11—*Fire protection and light service* :—

To establish, maintain and operate for the use of the company, its employees, tenants and others, a fire protection service, water service, electric light or gas service, and to make such contracts with respect to the same as may be found necessary or advisable either for the disposal of the surplus or otherwise, subject to local and municipal regulations; provided such business beyond the lands of the company shall be carried on only in the territory described in paragraph 8 of the present petition;

12—*Municipal improvements* :—

To enter into arrangements with any municipality or municipalities within which, or adjacent to which the company's works are located, or with the inhabitants thereof, for the encouragement of municipal improvement, and to assist therein or contribute thereto, in such manner as may be deemed advisable; and to enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

13—*Patents* :—

To apply for, register, obtain, purchase, mortgage, hypothecate, pledge, lease or license on royalty or otherwise, acquire and hold, use, own, operate and introduce and sell, assign or otherwise dispose of any trade marks, trade names, patents of invention, improvements and processes under registration or otherwise, useful to the business of the company, and to use, exercise, develop, grant, licenses in respect of, or otherwise turn to account any such trademarks, trade-names and inventions, registered timber marks, licenses, processes and the like or any such property or rights;

14—*Shares of other companies* :—

To acquire, own, hold, sell and re-issue the shares, stock, debentures, bonds, and other securities of any company or corporation and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, stocks, bonds, debentures or other securities of the company or otherwise; to manage, operate and carry on as manager the property, franchises, undertakings and business of any company any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the company, for such remuneration as may be deemed reasonable and proper; to guarantee payment of the bonds, debentures or other securities of, and the performance of contracts by any such company;

15—*Organisation d'autres compagnies:*—

Promouvoir, devenir actionnaire dans, une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera directement ou indirectement propre à profiter à la corporation, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

15—*Promotion of other companies* :—

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of, and the performance of contracts of any such company ;

16—*Fusion avec d'autres compagnies:*—

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, acquérir aussi par achat, bail ou autrement la propriété, les franchises, l'entreprise et les affaires d'aucune telle corporation, en assumer le passif, et les payer totalement ou partiellement en argent, en actions, en obligations, ou avec d'autres valeurs de la compagnie;

16—*Amalgamation with other companies* :—

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise, the property, franchises, undertakings and business of any such company, and to assume the liabilities thereof the same wholly or partly in cash, shaves, bonds or others securities of the company;

17—*Partages de bénéfices avec d'autres compagnies:*—

Faire société ou aucune convention pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie ;

17—*Profit sharing with other companies* :—

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction with the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company ; to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company ;

18—*Généralités:*—

Acquérir, louer, détenir, avoir la jouissance, l'exercice et la gestion de tous biens, franchises, achalandage, droits, pouvoirs et privilèges que détient ou dont jouit aucune personne, société ou compagnie exerçant ou constituée pour exercer aucune industrie en tout ou en partie semblable à celle que la compagnie est autorisée à exercer, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, soit en son propre nom soit au nom d'aucune telle personne, société ou compagnie, et payer ces biens, franchises, achalandage, droits et privilèges totalement ou partiellement en actions libérées de la compagnie ou autrement, assumer aussi le passif d'aucune telle personne, société ou compagnie;

18—*General* :—

To acquire, lease, hold, enjoy, exercise and carry on all or any of the property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges held or enjoyed by any person, firm or company, and to hold, operate or carry on any business, property or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly benefit the company, either in its own name or in the name of such person, firm or company, and to pay for such property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges wholly or partly in paid-up shares, bonds, debentures, or other securities of the company or otherwise ; and to undertake the liabilities of any such person, firm or company ;

19—*Prêts à d'autres compagnies:*—

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêts, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre corporation ou compagnie avec laquelle la compagnie peut se trouver en relations d'affaires, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation ou personne avec laquelle on sera en affaires;

19—*Loans to other companies* :—

To raise or assist in raising money for, or to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise, any other company or corporation and to manage or perform any contract undertaken by any such company or corporation, or by any other person or persons with whom the company may have business relations ;

20—*Prêts aux clients:*—

Consentir des avances de deniers aux clients et autres personnes en relations d'affaires avec

20—*Loans to customers* :—

To make cash advances to customers and others having dealings with the company and to

la compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle personne ou compagnie;

21—*Placements des fonds:*—

Prêter, placer et disposer des deniers de la compagnie qui sont disponibles en la manière qui sera de temps à autre déterminée;

22—*Lettres de change:*—

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

23—*Distribution de l'actif:*—

Distribuer en espèces ou autrement, tel que décidé, aucunes valeurs de la compagnie à ses membres et spécialement les actions, obligations, débentures et autres valeurs d'aucune autre compagnie qui assumera la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la compagnie;

24—*Franchises publiques:*—

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune harte, licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public;

25—*Aliénation de la compagnie:*—

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie estimera convenable, à titre d'exploitation active, et spécialement pour des actions, débentures ou obligations d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation;

26—*Emission d'actions:*—

Emettre des actions libérées, obligations, débentures ou autres titres de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucuns biens ou droits qu'on pourra obtenir, des services rendus; du travail fait pour la compagnie, en paiement ou à l'acquit des dettes et obligations de la compagnie;

27—*Paiement en actions:*—

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, ou en garantissant la souscription d'aucune des actions du capital de la compagnie, de ses débentures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou dans et à l'occasion de sa formation, de son organisation, ou dans la gestion de ses affaires;

28—*Enregistrement:*—

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie, d'aucune procédure ou action;

guarantee the performance of contracts by any such persons or companies :

21—*Investment of funds* :—

To lend, invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined ;

22—*Bills of exchange* :—

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants or other negotiables or transferable instruments ;

23—*Distribution of assests* :—

To distribute in specie or otherwise as may be resolved any assets of the company among its members and particularly the shares, bonds, debentures and other securities of any other company that may take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company ;

24—*Public franchises* :—

To apply for, secure, acquire by assignment transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any charter license, power, autherrity, franchises, concessions, rights, or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant;

25—*Sale of company* :—

To sell as a going concern, or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof for such consideration as the company may deem proper and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company ;

26—*Issue of shares* :—

To issue paid up shares, bonds, debentures, preferred shares, or other securities of the company, in payment for any property or rights which may be acquired by, or for any services rendered or for any work done for the company or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company ;

27—*Remuneration in shares* :—

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

28—*Registration* :—

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company in any process or suit ;

29—*Publicité:*—

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

30—*Généralités:*—

Faire toutes les choses qui autorisent les présentes ou aucune d'icelles soit seuls soit conjointement avec d'autres, comme facteurs ou agents;

31—*Généralités:*—

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable, approprié ou avantageux à l'accomplissement ou à la réalisation de l'un ou de plusieurs d'entre les objets de la compagnie, ou qui en aucun temps semblera nécessaire pour protéger ou avantager la compagnie ou ses biens;

32—*Généralités:*—

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes de la pré-ente requête ne sont pas limités ni restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe;

33—*Transfert d'actions:*—

Le transfert d'actions se fera de la manière prescrite par les règlements de la compagnie, sous le nom de "Immeubles Landry, Limitée", avec un capital total de quarante-huit mille piastres ($48.000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt (480) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans le village de Mont-Joli, district de Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1183 C.-J. SIMARD.

29—*Advertising* :—

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations ;

30—*General* :—

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors or agents ;

31—*General* :—

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment or attainment of any one or more of the objects of the company or which shall at any time appear to be necessary for the protection or benefit of the company or of its properties ;

32—*General* :—

The powers contained in any paragraph hereof shall not be limited by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

33— *Transfer of shares* :—

The transfer of shares shall be effected in such a manner as may be determined by the by-laws of the company, under the name of "Immeubles Landry, Limitée", with a total capital stock of forty eight thousand dollars ($48,-000.00), divided into four hundred and eighty (480) shares of one hundred dollars ($100.00), each.

The head office of the company, will be in the village of Mont-Joli, in the district of Rimouski.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,
1184 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie Poulin & Roy, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920 il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars 1921, constituant en corporation: Arthur Godbout, magistrat; Georges Roy, Borromée Poulin, commerçants, tous de Saint-Georges-Est, comté de Beauce, dans les buts suivants:

Posséder des limites à bois et les exploiter, faire le commerce de bois en général, sous le nom de "La Compagnie Poulin & Roy, Limitée", avec un capital total de cent quarante-neuf mille neuf cents piastres ($149,900.00), divisé en cent quatorze cent quatre-vingt-dix-neuf (1499) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Saint-Georges, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1147 C.-J. SIMARD.

"La Compagnie Poulin & Roy, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1922, incorporating: Arthur Godbout, magistrate, Georges Roy, Borromée Poulin, traders, all of Saint-Georges-Est, county of Beauce, for the following purposes:

To own timber limits and exploit the same; to carry on a general lumber business, under the name of "La Compagnie Poulin & Roy, Limitée" with a total capital stock of one hundred and forty nine thousand nine hundred ($149,900.00) dollars, divided into onefourteen hundred and ninety nine (1499) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Saint Georges, in the district of Beauce.

Dated at the office of the Provincial Secretary this fourth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,
1148 Assistant Provincial Secretary.

"Harris Record & Phonograph Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, art. 5969 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du sixième jour de mars 1922, changeant le nom de "Harris Record & Phonograph Company, Inc.", constituée par lettres-patentes du vingt-huitième jour de décembre 1921, sous le nom de "Harris Record & Phonograph Company, Inc.", en celui de "Harris Record & Phonograph Company, Limited", aux fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre ou autrement faire commerce de gramophones, phonographes, machines "parlantes", cabinet et accessoires, d'une manière générale, aussi des records, disques, cylindres ainsi que de tous articles relatif à la reproduction de la voix humaine, de la musique ou des autres soins;

Faire affaires comme agents, manufacturiers, importateurs, exportateurs, grossistes, détailleurs, soldistes, producteurs, acheteurs et vendeurs, et d'aucune manière commerçants et négociants d'effets, denrées et marchandises de toute catégorie et description;

Solliciter, acheter, louer, ou autrement acquérir, détenir, avoir l'usage et la jouissance de patentes, droits brevetés, concessions, droits d'auteur licences, privilèges, marques et noms de commerce, étiquettes, plans et choses semblables conférant des droits limités, exclusifs ou non-exclusifs à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qu'on croira propre à servir à aucun des objets de la compagnie, aussi les payer totalement ou partiellement ou ayant, en actions entièrement ou partiellement libérées, ou avec d'autres titres de la compagnie, ou d'aucune autre manière quelconque; utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatif, ou autrement en faire commerce, vendre, trafiquer, échanger, gager ou faire valoir la totalité ou aucune partie des brevets, biens droits, licences, ou renseignements ainsi acquis;

Manufacturer, faire, produire, écouler, vendre, ou autrement disposer ou trafiquer de tous les articles brevetés susmentionnés, d'aucun autre de même nature, ou autrement louer, acheter ou autrement acquérir, bâtir, construire, maintenir, altérer, agrandir, démolir, enlever ou remplacer les bâtisses, fabriques, moulins, bureaux, usines, machines, engins, mûrs, clôtures, jetées, barrages, écluses ou cours d'eau, déblayer leurs emplacements, en s'unir à aucune personne, firme ou compagnie pour faire aucune des choses précitées, et les exploiter, administrer, louer ou autrement les contrôler et s'unir à d'autres pour ce faire;

Acheter, louer ou autrement acquérir toutes les machines, l'outillage, les engins, le matériel roulant, les engins, appareils, outils et l'installation nécessaire ou incidents à la fabrication de tous ou d'aucun des articles que la compagnie jugera à propos de manufacturer, activer lesdites machines et l'outillage par la vapeur, l'eau courante, l'électricité, ou d'aucune manière, selon que la compagnie le croira avantageux;

En rapport avec ce qui précède, acheter, louer ou autrement acquérir des biens-fonds, terrains, emplacements, droits gouvernementaux, municipaux ou autres, privilèges, franchises, commo-

"Harris Record & Phonograph Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5969 and following supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1922, changing the name of the "Harris Record & Phonograph Company, Inc." incorporated by letters patent, bearing date the twenty eighth day of December, 1921, under the name of "Harris Record & Phonograph Company, Inc.", to that of "Harris Record & Phonograph Company, Limited", for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell or otherwise deal in gramophones, phonographs, talking machines, cabinets, and accessories, generally and also records, discs, cylinders and all or any articles relating to the reproduction of the human voice, music or other sounds;

To carry on the business of agents, manufacturers, importers, exporters, wholesalers, retailers, jobbers, producers, buyers and sellers and in any other manner dealers and traders in and of goods, ware and merchandise of every kind and description;

To apply for, purchase lease or otherwise acquire, hold, use and enjoy any patents, patent rights, concessions, copyrights, licenses, privileges, trade names, trade marks, labels, designs and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited rights, to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the objects of the company, and to pay for the same either wholly or partly in cash or in fully or partly paid shares or other securities of the company or in any other manner whatsoever; to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise to deal in, sell, trafic, exchange, pledge or turn to account the whole or any part of the patents, property, rights, licenses or information so acquired;

To manufacture, make, produce, market, sell or otherwise dispose of or deal in any and all of the foregoing patented articles or any other of a similar nature or otherwise to lease, purchase, buy or otherwise acquire, build, construct, maintain, alter, enlarge, pull-down and remove or replace any buildings, factories, mills, offices, works, machinery, engines, walls, fences, banks, dams, sluices or water courses and to clear sites for the same or to join with any person, firm or company in doing any of the things aforesaid and to work, manage, and control same and join with others in so doing; to purchase, lease or otherwise acquire all and any machinery, equipment, engines, rolling stock, contrivances, appliances, tools and equipment necessary or incidental to the manufacture of all and any of the articles which the company deems it expedient to manufacture and to operate said machinery and plant by, steam, running water, electricity or in such other manner as may seem advantageous to the company;

In connection with the foregoing to purchase, lease or otherwise acquire, real estate, lands, locations, government, municipal or other rights, privileges, franchises, easements and licenses

dités et licences de toute sorte, aussi les vendre, échanger ou autrement en disposer ou trafiquer;

Exercer aucun autre commerce, manufacturier ou autre, que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercer en rapport avec le commerce de la compagnie ou propre, directement ou indirectement à accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Détenir, acheter, souscrire, ou autrement acquérir, par souscription originaire, achat à la bourse, vente privée ou en échange contre des actions, obligations, débentures ou autres valeurs de la présente compagnie, ou autrement, aussi détenir, transférer, vendre ou autrement aliéner les parts ordinaires ou privilégiées, les débentures, obligations et autres valeurs dans aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, voter aussi sur les actions ainsi détenues par l'entremise d'un ou plusieurs agents que les directeurs nommeront;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, des franchises, de l'achalandage, de l'actif, des droits et privilèges que détient ou dont jouit aucune personne, ou corporation exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de cette compagnie, et les payer totalement ou partiellement en argent, totalement ou partiellement en obligations, en actions libérées, ou avec d'autres valeurs de la compagnie;

Organiser aucune autre compagnie pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété de l'entreprise et du passif de la présente compagnie, de l'entreprise, du commerce, de corporation, d'une aide ou d'un avantage probable à la présente compagnie, pour accroître la valeur d'aucune propriété ou industrie de la présente compagnie;

Prendre part à l'administration, à la surveillance et au contrôle des affaires en opérations d'aucune autre corporation, compagnie à responsabilité limitée, entreprise, dont les actions ou titres sont détenues par la compagnie, ou dans laquelle la compagnie est autrement intéressée, et pour cela nommer et rétribuer les directeurs, comptables, autres experts ou agents, prêter de l'argent, garantir les obligations, gager ses titres au profit de, ou autrement aider, aucune telle autre corporation, compagnie à responsabilité limitée, entreprise, aucune autre compagnie quelconque, sujet aux termes et conditions que les directeurs croiront convenables;

Faire société ou aucune convention relativement au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, firme ou corporation exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, aussi souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, détenir, émettre ou réémettre, avec ou sans garantie du capital et de l'intérêt, ou autrement les négocier;

Rémunérer aucune personne soit par émission d'actions entièrement libérées et non sujettes à appel, ou par octroi de commission pour services rendus à la compagnie en plaçant, aidant à placer, ou en garantissant le placement d'aucune des

of all kinds, and to sell, exchange or otherwise dispose of, or deal in same;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated directly or indirectly, to enhance the value or render profitable, any of the company's property or rights;

To hold, purchase, take or otherwise acquire whether by original subscription, purchase through the stock exchange, private sale or in exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of this company or otherwise, and to hold, sell, transfer or otherwise, dispose of shares, stock whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchises, good-will, assets, rights and privileges held or enjoyed by any person, firm or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this company, and to pay therefor either wholly or partly in cash or wholly or partly in bonds, paid up shares or other securities of the company, or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation;

To promote any other company for the purpose of acquiring all or any of the property and undertaking all or any of the liabilities of this company, or of undertaking any business or corporations which may appear likely to assist or benefit this company, or to enhance the value of any property or business of this company;

To take part in the management, supervision, and control of the business or operations of any other corporation, limited liability company, undertaking, shares or securities or which are held by the company, or in which the company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any directors or accountants or other experts or agents, to lend money to, to guarantee the obligations of, pledge of its assets for the benefit of or otherwise assist any such other corporation, limited liability company or undertaking or any other and further company whatsoever, upon such terms subject to such conditions as the directors may think fit;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation joint, adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person, firm or company, carrying on or engaged in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company; to lend money to, guarantee the obligation of, or otherwise assist any such person, firm or corporation, and to take or otherwise acquire shares, and securities of any company, and to sell, hold or issue, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To remunerate any person whether by the issue of fully paid non assessable shares or by the granting of a commission for the services rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of

actions du capital de la corporation, des obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, dans ou à l'occasion de la formation ou de l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires;

Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie, de la manière qui sera de temps à autre déterminé;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer, et émettre des billets promissoires, des lettres de change, des connaissements, débentures ou d'autres instruments négociables et transférables;

Conclure, avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et obtenir d'une telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir; et exécuter, exercer et se conformer à des arrangements, droits, privilèges et concessions;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, désigner les personnes qui, selon la loi de ce pays étranger, représenteront la présente compagnie et recevront signification pour et au nom de la compagnie d'aucune procédure ou action;

Émettre et distribuer, comme entièrement acquitté, du capital de la compagnie constituée aux présentes, en paiement intégral ou partiel des affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, pouvoirs, privilèges, baux, licences, contrats, biens-fonds, parts, obligations, débentures ou autres valeurs ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs accordés aux présentes et avec l'assentiment des actionnaires, des services rendus;

Vendre ou disposer la totalité ou d'aucune partie de l'actif et de l'entreprise de la compagnie ou à titrre d'affaires active moyennant le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature aucune propriété, aucunes valeurs de la compagnie; et particulièrement aucunes actions, obligations, débentures ou valeurs d'autres compagnies appartenant à, détenues par la compagnie, ou dont la compagnie peut disposer;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider ou moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune personne, firme ou compagnie, corporation dans le capital de laquelle la compagnie détient des parts, ou avec laquelle elle peut se trouver en relations; agir comme employé, agent ou gérant d'aucune telle personne, firme, ou compagnie avec laquelle la compagnie sera en relations d'affaires;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité, et soit seuls soit avec d'autres;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités; Le montant du capital-actions de la compagnie sera de sept cent mille piastres ($700,000.00), divisé en deux mille actions de cent piastres ($100.00) cumulatives privilégiées à 7% et cinq mille (5000) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent piastres ($100.00) chacune.

Lesdites actions privilégiées donneront un dividende fixe cumulatif privilégié payable à même les bénéfices ~~de la~~ compagnie dis[illegible] oni-

the shares in the company's capital or any bonds, debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or the conduct of its business;

To invest and deal with the monies of the company, not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of leading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions with the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply wich any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To procure the company to be registered and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To issue and allot, as fully paid up stock of the company hereby incorporated, in payment or part payment of any business, franchises, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, licenses, contract, real estate, stocks, bonds, and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted, and with the approval of the shareholders of any services rendered to it;

To sell, or dispose of the whole or any part of the assets and undertaking of the company as a going concern or otherwise for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures or securities in other companies belonging to the company or which the company may have powe to dispose of;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, bills of exchange or otherwise any other person, firm or company, and to guarantee the performance of contracts by any such person, firm or company or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all or any of the above things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects. The amount of the capital stock of the company shall be seven hundred thousand dollars ($700,000.00), divided into two thousand 7% cumulative preference shares of one hundred dollars ($100.00) each and five thousand (5000) common shares of the par value of one hundred dollars ($100.00) each.

The said cumulative preference shares shall carry a fixed cumulative preferential dividend payable out of the profits of the company ava

bles comme dividende au taux de sept pour cent l'an, sur le capital alors payé sur icelles respectivement et prendront rang, pour les dividendes, arrérages et remboursement du capital, avant toutes les actions ordinaires du capital-actions de la compagnie, mais ne confèreront aucun autre droit de participation dans les bénéfices ou dans l'actif;

Advenant liquidation de la compagnie, l'excédant de l'actif d'icelle sera employé après extinction de toutes les justes dettes de la compagnie d'abord à rembourser les détenteurs desdites actions privilégiées du plein montant versé sur icelles, et de tous arrérages de dividendes jusqu'au commencement de la liquidation, déclarée ou non; et sujet aux dispositions précitées, ce surplus de l'actif appartiendra aux, et sera divisé entre les actionnaires de la compagnie;

Les détenteurs desdites actions privilégiées ne donneront pas, comme telles, droit de vote, sauf sur résolution de liquidation volontaire de la compagnie, et, sur cette résolution, chaque détenteur d'actions privilégiées aura un vote pour chaque action qu'il détient advenant augmentation du capital par l'autorité compétente, on pourra faire une émission additionnelle de capital privilégié au même rang que les présentes actions;

Lesdites actions privilégiées cumulatives peuvent être rachetées par la compagnie au prix du cent dix piastres ($110.00) l'action, en aucun temps après avis écrit de trois mois.

Le bureau principal de la compagnie, est à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1095 C.-J. SIMARD.

able for dividend at the rate of 7% per annum on the capital for the time being paid up thereon respectively; and shall rank both as regards dividends and arrear and return of capital in priority to all common shares in the capital stock of the company but shall not confer any further right to participate in profits or assets;

In the event of the company being wound up, the surplus assets thereof shall be applied, after the payment of all just debts of the company in the first place in repaying the holders of the said cumulative preference shares the full amount paid thereon, and any arrear of dividends up to the commencement of the winding-up whether declared or not;

The holders of the said preference shares shall not, as such, be entitled to vote, except on a resolution for the voluntary liquidation of the company, in the event of an increase in capital by proper authority further preference stock may be issued ranking equally with the present shares;

The said cumulative preference stock can be redeemed by the company at a price of one hundred and ten dollars ($110.00) for each share at any time after a written notice of three months.

The head office of the company, is at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1922.

C. J. SIMARD,

1093 Assistant Provincial Secretary.

"The Webster Steamship Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, art. 5994 et suivants il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du septième jour de mars 1922, à "The Wesbster Steamship Company, Limited", réduisant son capital-actions par la radiation de quatorze cent quarante (1440) actions libérées d'une valeur de cent piastres ($100.00) chacune, lesquelles ne correspondent plus à l'actif disponible, et en amortissant cinq cent soixante (560) actions libérées de la compagnie, aussi d'une valeur au pair de cent piastres ($100.00) chacune, et en excédant des besoins de la compagnie, lesquelles opérations comportent une réduction totale de deux cent mille piastres ($200,000.00) du capital-souscrit de la compagnie.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1119 C.-J. SIMARD.

"The Webster Steamship Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, article 5994 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1922, to "The Webster Steamship Company, Limited", reducing its share capital by cancelling one thousand four hundred and forty (1440) paid up shares of the par value of one hundred dollars ($100.00) each, no more represented by available assets, and by paying off five hundred and sixty (560) paid up shares of the company also of a par value of one hundred dollars ($100.00 each, and standing now in excess of the wants of the company which operations will imply a total reduction of two hundred thousand dollars ($200,000.00) in the subscribed capital stock of the company.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1120 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

Québec, 23 mars 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de York, comté de Gaspé, les lots C1, C2, C3, C4, de la partie Est de Dean's Patent, comprenant environ 255 acres, et de les annexer à la municipalité scolaire de Haldimand, même comté. 1217—12-2

Department of Public Instruction

Quebec, March 23rd, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of York, county of Gaspé, lots C1, C2, C3, C4, of the Eastern part of Dean's Patent comprising about 255 acres, and annex them to the school municipality of Haldimand, same county. 1218—12-2

642-21

Québec, 11 mars 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Clotilde, village, comté de Châteauguay, les lots Nos 1034 à 1050, inclusivement; pt. 1151 à 1165, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Clotilde, et d'annexer tout ce territoire à celle de SainteClotilde, paroisse. 963—11-2

642-21

Quebec, 11th March, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte Clotilde, county of Châteauguay, the lots Nos. 1034 eot 1058, inclusively; pt. 1151 to 1165, inclusively, of the official cadastre of the parish of Sainte Clotilde, and to annex all the above territory to that of Sainte Clotilde, parish. 964—11-2

Département du trésor

Avis est par le présent donné que "La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon" ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, sous-section VI, section XXII, chapitre III, titre XI, S.R. P.Q., 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, ladite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir des demandes d'assurance et d'émettre des polices; de faire toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, formée en vertu desdits articles dudit paragraphe, peut légalement faire relativement au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur, savoir: assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent sur des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur les bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture; ni des risques extra-hasardés) dans les limites du comté de Berthier, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 S.R. P. Q., 1909, ce vingt-unième jour de mars 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 1149—12-2

Treasury Department

Notice is hereby given that "La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon" has been established in conformity with articles 6886 and following, paragraph VI, sub-section VI, section XXII, chapter 111, title XI of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company, formed under the said articles of the said sub-section, may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their declaration to the inspector, namely: mutual insurance against fire, lightning and wind on farm buildings and isolated risks (such risks being other than commercial or extra-hazardous) within the limits of the county of Berthier, in the Province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty first day of March, 1922.

For the treasurer of the Province of Quebec.

F. L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branck,

Treasury Department, Quebec. 1150—12-2

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société de patrons a été constituée dans le comté de Yamaska, sur le nom de "Société des patrons de la fromagerie Saint-Paul, paroisse de Saint-Pie-de-Guire", avec sa principale place d'affaires à Saint-Pie-de-Guire, dans le comté de Yamaska.

Quebec, le 13 mars 1922.

Le ministre de l'agriculture,

1139 JOS.-ED CARON.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a society of patrons has been incorporated in the county of Yamaska under the name of "Société des patrons de la fromagerie Saint-Paul, parish of Saint-Pie-de-Guire", with its principal place of business at Saint-Pie-de-Guire, in the county of Yamaska.

Quebec, 13th March, 1922.

JOS.-ED CARON,

1140 Minister of Agriculture.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 413.

Martha Thauvette, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Leger, commerçant de la cité de Montréal, dûment autorisée à ester, en justice; vs Jean-Baptiste Leger du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 7 mars 1922.

Les avocats de la demanderesse,

1125—12-5 PELLETIER & HEBERT.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 413.

Martha Thauvette, wife common as to property of Jean Baptiste Leger, merchant, of the city of Montreal, duly authorized to *ester en justice*; vs Jean Baptiste Leger, of the same place, defendant.

An action of separation as to property has been entered on March 7th, 1922.

PELLETIER & HEBERT,

1126—12-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 4178.

Dame Maria Brault, de Saint-Louis-de-Gonzague, épouse de Léandre Picard, fils, cultivateur, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de biens contre ledit Leandre Picard, fils, ce jour.

Valleyfield, ce 18 mars 1922.

Le procureur de la demanderesse,

1155—12-5 ARTHUR PLANTE.

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 4184.

Dame Laurentia Maher, de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, dit district, épouse commune en biens de Louis-Joseph Boyer, commerçant, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Valleyfield, 20 mars 1922.

L'avocat de la demanderesse,

1157—12-5 J.-A. LEGAULT.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 2484.

Dame Louisa Plourde, de la cité de Québec, épouse de Jean *alias* John Lecouffe, autrefois à l'emploi de la "Canadian National Railway", demanderesse; vs ledit Jean *alias* John Lecouffe, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée le 20ième jour de mars 1922.

Québec, 20 mars 1922.

Le procureur de la demanderesse,

1195—12-5 F.-O. DROUIN.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 2128.

Dame Margaret Theresa Short, de la cité de Québec, épouse de William John Thompson, gérant, demanderesse; vs ledit William John Thompson, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 18ième jour de mars 1922.

Québec, 20 mars 1922.

Le procureur de la demanderesse,

1197—12-5 F.-O. DROUIN.

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 7721.

Imelda Tremblay, épouse commune en biens de Leonisdas Audet dit Lapointe, tous deux du village de Saint-Benoit-Joseph-Labre-d'Amqui, district de Rimouski, demaneresse ; vs ledit Léonisdas Audet dit Lapointe, défendeur.

Une action pour séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse dûment autorisée contre le défendeur.

Rimouski, le 16 février 1922.

Les procueurs de la demanderesse,

923—11-2 SASSEVILLE & GAGNON.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4940.

Dame Eva Goldberg, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Abraham Jacob Weiner, des mêmes lieux, duement autorisée en justice, demanderesse ; vs Abraham Jacob Weiner, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 1er mars 1922.

Le procureur de la demanderesse,

931—11-5 M. GARBER.

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 4178.

Dame Maria Brault, of Saint-Louis-de-Gonzague, wife of Leandre Picard, junior, farmer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has instituted an action for separation as to property against the said Leandre Picard, junior, this day.

Valleyfield, 18th March, 1922.

ARTHUR PLANTE,

1156—12-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 4184.

Dame Laurentia Maher, of the city of Salaberry-de-Valleyfield, said district, wife common as to property of Louis Joseph Boyer, trader, of the same place, and duly authorized to ester *en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

Valleyfield, 20th March, 1922.

J. A. LEGAULT,

1158—12-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 2484.

Mrs Louisa Plourde, of the city of Quebec, wife of Jean *alias* John Lecouffe, formerly of "The Canadian National Railway", plaintiff; vs the said Jean *alias* John Lecouffe, defendant.

An action for separation as to property has been taken on the 20th day of March 1922.

Quebec, 20th March, 1922.

F. O. DROUIN,

1196—12-5 Attorney for plaintiff.

Canada, provlnce of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 2128.

Mrs. Margaret Theresa Short, of the city of Quebec, wife of William John Thompson, manager, plaintiff; vs the said William John Thompson, defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 18th of March, 1922.

Quebec, 20th March, 1922.

F. O. DROUIN,

1198—12-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 7721.

Imelda Tremblay, wife common as to property of Léonisdas Audet said Lapointe, both of village Saint-Benoit-Joseph-Labre-d'Anqui, district of Rimouski, plaintiff ; vs said Léonisdas Audet said Lapointe, defendant.

An action for separation of property has been instituted, this date, by plaintiff duly authorized against defendant.

Rimouski, February 16th, 1922.

SASSEVILLE & GAGNON,

924—11-2 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4940.

Dame Eva Goldberg, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Abraham Jacob Weiner, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Abraham Jacob Weiner, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on March 1st, 1922.

M. GARBER,

932—11-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Trois-Rivières, Cour supérieure, No 307.

Marie-Anne Ducharme, épouse de Donat Boulé, de la cité de Shawinigan Falls, district de Trois-Rivières, demanderesse ; vs Donat Boulé, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée le 23 février 1922, contre le défendeur.

Le procureur de la demanderesse,
EDGAR BOURNIVAL.

Trois-Rivières, le 9 mars 1922.
961—11-5

Province de Québec, district de Nicolet, Cour supérieure, No 291.

Dame Marie Grégoire, de la paroisse de Saint-Wenceslas, district de Nicolet, épouse de Domino Poirier, menuisier, du même lieu, duement autorisée à ester en justice, a, le 27 février 1922, institué contre sondit mari, Domino Poirier, une action en séparation de biens.

Nicolet, 11 mars 1922.

Le procureur de la demanderesse,
989—11-5 ARTHUR TRAHAN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4702.

Dame Rosa Goldberg de Montréal, district de Montréal, épouse commune en biens de Benny Schwartz alias Banny Shvartz, du même lieu, marchand de fourrures, dument authorisée à ester en justice par un jugement de cette Cour, demanderesse ; vs Benny Schwartz alias Banny Shvartz, de Montréal, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 3ième jour de février mil neuf cent vingt-deux.

Le procureur de la demanderesse,
627—10-5 GEORGE L. A. ALEXANDER.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 596.

Dame Julia Portugais, de la cité de Québec, épouse de Ludger Turcotte, marchand, demanderesse; vs ledit Ludger Turcotte, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

Québec, 9 février 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
GALIPEAULT, ST-LAURENT,
641—10-5 GAGNE & DEVLIN.

Avis public est par le présent donné que sous le numéro neuf cent quatre-vingt-seize (996) Cour supérieure, Saint-Hyacinthe. Dame Angélina Tremblay, épouse de Charles Nassif, marchand, des cité et district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué contre sondit époux une action en séparation de biens.

Saint-Hyacinthe, 13 février 1922.

L'avocat de la demanderesse,
659—10-5 J.-O. BEAUREGARD.

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 4129.

Mary Ann Todd, du canton de Godmanchester, dit district, épouse commune en biens de Peter Stark, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Valleyfield, 4 février 1922.

L'avocat de la demanderesse,
577—10-5 ARMAND LONGTIN.

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No 307.

Marie Anne Ducharme, wife of Donat Boulé, of the city of Shawinigan Falls, district of Three Rivers, plaintiff ; vs Donat Boulé, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted the 23rd. of February, 1922, against the defendant.

Three Rivers, March 9th, 1922.

EDGAR BOURNIVAL,
962—11-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Nicolet, Superior Court, No. 291.

Dame Marie Grégoire, of the parish of Saint Wenceslas, district of Nicolet, wife of Domino Poirier, joiner, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has, the 27th of February, 1922, instituted against her said husband, Domino Poirier, an action for separation as to property.

Nicolet, 11th March, 1922.

ARTHUR TRAHAN,
990—11-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4702.

Dame Rosa Goldberg, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Benny Schwartz *alias* Banny Shvartz, of the same place, furrier, and duly authorized *à ester en justice* by a judgment of this Honourable Court, plaintiff; vs Benny Schwartz *alias* Banny Shvartz, of the city and district of Montreal, furrier, defendant-

An action in separation of property has been instituted against the defendant on the 3rd of February, one thousand nine hundred and twenty two.

GEORGE L. ALEXANDER,
628—10-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 596.

Mrs Julia Portugais, of the city of Quebec, wife of Ludger Turcotte, merchant, plaintiff,; vs the said Ludger Turcotte, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.

Quebec, February 9th, 1922.

GALIPEAULT, ST-LAURENT,
GAGNE & DEVLIN,
642—10-5 Attorneys for plaintiff.

Public notice is hereby given that under the number nine hundred and ninety six (996), Superior Court, Saint-Hyacinthe. Dame Angelina Tremblay, wife of Charles Nassif, merchant, of the city and district of Saint Hyacinthe, has, this day, instituted against her said husband an action for separation as to property.

Saint Hyacinthe, February 13th, 1922.

J. O. BEAUREGARD,
660—10-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 4129.

Mary Ann Todd, of the township of Godmanchester, said district, wife of Peter Stark, of the same place, duly authorized *à ester en justice*, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

Valleyfield, 4th February, 1922.

ARMAND LONGTIN,
578—10-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Québec, Cour supérieure. No 3606.

Dame Marie-Mélanda Paquet, épouse de Joseph-Ozéa Lehouiller, marchand, de Dupuy, demanderesse; vs ledit Joseph-Ozéa Lehouiller, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur le dix-septième jour de janvier 1922.

Québec, 8 février 1922.

Le procureur de la demanderesse,
ALBERT GRENIER.

Vraie copie.

Le procureur de la demanderesse,
ALBERT GRENIER. 755—10-5

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 6188. Anathalie Bélanger, épouse commune en biens de Lorédan Rodrigue, cultivateur, de la paroisse de Saint-Cyprien, demanderesse; vs Lorédan Rodrigue, du même lieu, défendeur.

Le défendeur est actuellement poursuivi par action du 23 février courant (1922) en séparation de biens.

Saint-Joseph, Beauce, 27 février 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
851—10-2 BOUFFARD & BOUFFARD.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 2359.

Dame Dina Provost, de Québec, épouse commune en biens de P.-D. Manseau, aussi de Québec, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs P.-D. Manseau, de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Québec, 11 janvier 1922.

Le procureur de la demanderesse,
563—10-5 J.-M. GUERARD.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1111.

Dame Eugénie Lafontaine, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Euclide Pérusse, barbier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Euclide Perusse, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le sixième jour de février mil neuf cent vingt-deux.

Montréal, 7 février 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
GAUTHIER, BEAUREGARD & PELLETIER,
595—10-5

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2015.

Bessie Deitcher, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Sam Barbas, regrattier, du même lieu, et duement autorisée à ester en justice selon la loi, demanderesse, vs Sam Barbas, regrattier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, ce 9 février 1922.

Montréal, le 9 février 1922.

Le procureur de la demanderesse,
617—10-5 LYON-W. JACOBS.

Province of Quebec, district of Quebec, superior Court, No. 3606.

Dame Marie Mélanda Paquet, wife of Joseph Ozéa Lehouiller, merchant, of Dupuy, plaintiff; vs the said Joseph Ozéa Lehouiller, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant on the 17th of January, 1922.

Quebec, 8th February, 1922.

ALBERT GRENIER,
Attorney for plaintiff.

True copy,

ALBERT GRENIER,
Attorney for plaintiff. 756—10-5

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 6188.

Anathalie Belanger, wife common as to property of Lorédan Rodrigue, farmer, of the parish of Saint-Cyprien, plaintiff; vs Lorédan Rodrigue, of the same place, defendant.

The defendant is presently sued by action for separation as to property has entered against the defendant on the 23rd of February instant (1922).

Saint-Joseph, Beauce, February 27th, 1922.

BOUFFARD & BOUFFARD,
852—10-2 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 2359.

Dame Dina Provost, of Quebec, wife common as to property of P. D. Manseau, also of Quebec, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs P. D. Manseau, of Quebec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day, by the plaintiff against the defendant.

Quebec, 11th January, 1922.

J. M. GUERARD,
564—10-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1111.

Dame Eugénie Lafontaine, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Euclide Perusse, barber, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Euclide Perusse, of the same place defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the sixth day of February, one thousand nine hundred and twenty two.

Montreal, 7th February, 1922.

GAUTHIER, BEAUREGARD,
& PELLETIER,
596—10-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2015.

Bessie Deitcher, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Sam Barbas, junk dealer, of the same place, and duly authorized to *ester en justice* according to law, plaintiff; vs Sam Barbas, junk dealer, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this matter this 9th day of February 1922.

Montreal, February, 9th, 1922.

LYON W. JACOBS,
618—10-5 Attorney for plaintiff.

Cour Supérieure. No 8.

Mary Hirtz, épouse commune en biens de Max Knoff, de la cité de Montréal, duement autorisée à ester en justice; vs Max Knoff, du même lieu.

Une action en séparation de biens a été instituée ce 5 janvier 1922.

Les avocats de la demanderesse,

475—10-5 BUDYK & BUDYK.

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 1214.

Dame Bertha Louise Pow, de la cité de Granby, district de Bedford, épouse de Frederick Hutchins, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs ledit Frédérick Hutchins, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Sweetsburg, 10 janvier 1922.

Les avocats de la demanderesse,

491—10-5 GIRUOX & GIROUX.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3763.

Dame Alida Coutu, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-Alexandre Roberge, marchand, du même lieu, étant dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-Alexandre Roberge, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 23 janvier 1922.

Montréal, le 30 janvier 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

PATENAUDE, MONETTE,

507—10-5 FILION & BOYER.

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 7686.

Dame Alphonsine Chamberland, de Sainte-Angèle-de-Mérici, dûment autorisée, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Alfred Gagnon, du même lieu, cultivateur.

Rimouski, 1er février 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

543—10-5 ASSELIN & SIMARD.

Canada, province de Québec, district de Beauce, dans la Cour supérieure, No 6145. Dame Lucie Thibodeau, épouse commune en biens de Vital Roy, de Saint-Joseph-de-Beauce, demanderesse; vs ledit Vital Roy, commerçant et cultivateur, de Saint-Joseph-de-Beauce, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Saint-Joseph-de-Beauce, 2 février 1922.

Le procureur de la demanderesse,

551—10-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 206.

Dame Eva Byrd, de la ville de Richmond, district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice, épouse de George-E. Dyson, contracteur, du même lieu, demanderesse; vs George-E. Dyson, de la ville de Richmond, district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-huitième jour de décembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,

J.-V. D'ARTOIS.

Sherbrooke, ce 24ième jour de janvier 1922.

445—10-5

Superior Court. No. 8.

Mary Hirtz, wife common as to property of Max Knoff, of the city of Montreal, duly authorized to *ester en justice* ; vs Max Knoff of the same place.

An action in separation as to property has been instituted this 5th day of January, 1922.

BUDYK & BUDYK,

476—10-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 1214.

Dame Bertha Louise Pow, of the city of Granby, district of Bedford, wife of Frederick Hutchins, of the same place, farmers, plaintiff; vs the said Frederick Hutchins, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

Sweetsburg, 10th January, 1922.

GIROUX & GIROUX,

492—10-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3763.

Dame Alida Coutu, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Alexandre Roberge, merchant, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Alexandre Roberge, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the 23rd of January, 1922.

Montreal, 30th January, 1922.

PATENAUDE, MONETTE,

FILION & BOYER,

508—10-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 7686.

Dame Alphonsine Chamberland, of Sainte-Angèle-de-Mérici, duly authorized, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband, Alfred Gagnon, of the same place, farmer.

Rimouski, 1st February, 1922.

ASSELIN & SIMARD,

544—10-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, in the Superior Court, No. 6145. Dame Lucie Thibodeau, wife common as to property of Vital Roy, of Saint-Joseph-de-Beauce, plaintiff; vs the said Vital Roy, trader and farmer, of Saint-Joseph-de-Beauce, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

Saint-Joseph-de-Beauce, 2nd February, 1922.

ROSAIRE BEAUDOIN,

552—10-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 206.

Dame Eva Byrd, of the town of Richmond, district of Saint Francis, duly authorized to *ester en justice*, wife of George E. Dyson, contractor, of the same place, plaintiff, vs George E. Dyson, of the town of Richmond, district of Saint Francis, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the twenty-eighth day of December, 1921.

J. V. D'ARTOIS,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, January 24th, 1922.

446—10-5

Province de Québec, district de Montréal, dans la Cour supérieure, No 1896.

Dame Joséphine Currier, épouse de Olivier Campeau, rentier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Olivier Campeau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19ième jour de janvier 1922.

Montréal, ce 23 janvier 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

367—10-5 BLAIN & SIMARD.

Province of Quebec, district of Montréal, in the Superior Court, No. 1896.

Dame Joséphine Currier, wife of Oliver Campeau, annuitant, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice, plaintiff;* vs the said Olivier Campeau, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 19th day of January, 1922.

Montreal, January 23rd, 1922.

BLAIN & SIMARD,

368—10-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2815.

Dame Bertha Mercil, épouse commune en biens de Louis-Joseph Papineau, voyageur de commerce, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Louis-Joseph Papineau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise en cette cause le 21 janvier 1922.

Montréal, 21 janvier, 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

PERRON, TASCHEREAU,

383—10-5 RINFRET, VALLEE & GENEST.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2815.

Dame Bertha Mercil, wife common as to property of Louis Joseph Papineau, traveler, of the city and the district of Montreal, duly authorized to sue, plaintiff; vs the said Louis Joseph Papineau, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this cause on the 21st of January, 1922.

Montreal, 21st January, 1922.

PERRON, TASCHEREAU, RINFRET, VALLEE & GENEST,

384—10-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1858.

Najla George Kouri, de la cité et du district de Montréal, épouse de George Anna Jazzar, du même lieu, marchand, demanderesse; vs ledit George Anna Jazzar, défendeur.

La demanderesse, duement autorisée par un juge de cette Cour, a intenté, ce jour, une action contre le défendeur, en séparation de biens.

Montréal, 13 janvier 1922.

Le procureur de la demandresse,

R. STANLEY WEIR.

43 immeuble Duluth, Montréal. 233—10-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1858.

Najla George Kouri, of the city and district of Montreal, wife of George Anna Jazzar, of the same place, merchant, plaintiff; vs the said George Anna Jazzar, defendant.

The plaintiff, duly authorized thereto by a judge of this Court, has, this day, instituted an action against defendant for separation as to property.

Montreal, 13th January, 1922.

R. STANLEY WEIR,

Attorney for plaintiff.

43 Duluth building, Montreal. 234—10-5

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure.

Dame Sara Gosselin, épouse commune en biens de Richard Lessard, du Sacré-Cœur-de-Jésus, district de Beauce, demanderesse; vs ledit Richard Lessard, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dix-septième jour de janvier 1922.

Saint-Joseph, Beauce, 17 janvier 1922.

Le procureur de la demanderesse,

239—10-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court.

Dame Sara Gosselin, of Sacré-Cœur-de-Jésus, wife of Richard Lessard, of the same place, plaintiff; vs the said Richard Lessard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the seventeenth January, 1922.

Saint-Joseph, Beauce, 17th January, 1922.

ROSAIRE BEAUDOIN,

240—10-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2215.

Dame Eugénie Bourbonnais, de Sainte-Justine, comté de Vaudreuil, district de Montréal, épouse commune en biens de Evariste Ekimberg, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs ledit Evariste Ekimberg, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 15 mars 1922.

Les avocats de la demanderesse,

BEAULIEU, GOUIN, MORIN & MERCIER.

999—11-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2215.

Dame Eugénie Bourbonnais, of Saint Justine, county of Vaudreuil, district of Montreal, wife common as to property of Evariste Ekimberg, farmer, of the same place, duly authorized to these presents, plaintiff; vs The said Evariste Ekimberg, of the same place, defendant.

The plaintiff has instituted, this day, an action in separation as to property against the defendant.

Montreal, March 15th, 1922.

BEAULIEU, GOUIN, MORIN & MERCIER,

1000—11-5 Attorneys for plaintiff.

Action en séparations de corps et de biens

Province de Québec, district de Montcalm, Cour supérieure, No 886.

Aurore Champagne, épouse séparée de biens de Joseph-E. Cloutier, industriel, de Terre-Haute, district de Montcalm, a intenté contre son époux, le 31 janvier 1922, une action en séparation de corps.

Mont-Laurier, 1er février 1922.

L'avocat de la demanderesse,

547—10-5 ERNEST CHARETTE.

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Montcalm, Superior Court, No. 886.

Aurore Champagne, wife separated as to property of Joseph E. Cloutier, lumber merchant, of Terre Haute, district of Montcalm, has taken against the said Joseph E. Cloutier, the 31st January, 1922, an action in seoaration from bed and board.

Mont-Laurier, 1st February, 1922.

ERNEST CHARETTE,

548—10-5 Solicitor for plaintiff.

Avis divers

MOUNT BRUNO FLORAL CO., LIMITED.

Règlement No XXIII.

Que le siège social soit par les présentes transféré de la cité de Montréal au village de Saint-Bruno, dans la province de Québec.

Montréal, 30 novembre 1921.

Je, soussigné, secrétaire de "Mount Bruno Floral Co., Limited", déclare par les présente que le règlement No XXIII précité a été adopté par les administrateurs de ladite compagnie à leur assemblée du 30 novembre 1921, et que ledit règlement a été approuvé par les actionnaires de la compagnie à leur assemblée dudit 30 novembre 1921, assemblée à laquelle étaient présents et ont voté en faveur dudit règlement sept actionnaires représentant une part chacun de capital-actions de la compagnie, total de sept parts, étant toutes les actions souscrites et émises du capital de la compagnie.

Montréal, 30 novembre 1921.

Le secrétaire,

1105 F. G. BUSH.

Avis est donné au public, conformément à l'article 7295*a* des Statuts refondus, 1909, que M. Joseph Gosselin, de la paroisse de Saint-Léon-de-Standon, dans le comté de Dorchester, se propose de faire approuver un barrage déjà construit sur le cours d'eau "Rivière Rower", traversant le lot portant le numéro 391 du second rang, canton Standon.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement où le barrage est construit, a été transmise au ministre des terres et forêts et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau d'enregistrement, de la division d'enregistrement du comté de Dorchester.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec.*

Les procureurs du requérant,

ROY, LANGLAIS, LANGLAIS & GODBOUT.

349—10-5

Miscellaneous Notices

MOUNT BRUNO FLORAL, CO., LIMITED.

By Law No. XXIII.

That the head office of this company be and the same is hereby changed from the city of Montreal to the village of Saint Bruno, in the Province of Quebec.

Montreal, 30th November, 1921.

I, the undersigned, secretary of Mount Bruno Floral Co., Limited, hereby declare that the foregoing by-law No. XXIII was enacted by the directors of said company at their meeting held on the 30th day of November, 1921, and that the said by-law was approved by the shareholders of the company at a meeting held on the said 30th day of November, 1921, at which meeting there were present and voted in favour of the said by-law seven shareholders representing one share each of the capital stock of the company, making a total of seven shares, being all the subscribed and issued shares of the capital stock of the company.

Montreal, 30th November, 1921.

F. G. BUSH,

1106 Secretary.

Public notice is hereby given that pursuant to article 7295*a* of the Revised Statutes, 1909, Mr. Joseph Gosselin, of the parish of Saint-Léon-de-Standon, in the county of Dorchester, intends to obtain approval for a dam already erected on the water course "Rower River" crossing the lot bearing the number 391 of the second range of the township of Standon.

Notice is further given that a petition to that effect, accompanied by the plan and specification showing the site where the dam is erected has been transmitted to the minister of Lands and Forests and a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration devision of the county of Dorchester.

The application contained in the petition will be considered on or after the day following the date of the last insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette.*

ROY, LANGLAIS, LANGLAIS & GODBOUT,

350—10-5 Attorneys for applicant.

Bureau-chef

CHATEAU FRONTENAC GARAGE, LIMITEE.

Avis est donné que la compagnie "Château Frontenac Garage, limitée", constituée en corporation en vertu de lettres patentes émises sous le grand sceau de la province de Québec, le vingt-quatre janvier mil neuf cent vingt-deux, avec sa principale place d'affaires à Québec, a établi son bureau au No 37 de la rue Saint-Louis, à Québec.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné a Québec, ce quinzième jour du mois de mars mil neuf cent vingt-deux.

Le président,
MARCEL TANGUAY.
1169

Compagnies autorisées à faire des affaires

La compagnie "Western Supply and Manufacturing Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à 136, rue Saint-Jacques, Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Harvy J. Trihey, avocat, de Montréal.

Québec, 11 mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.
1141

Compagnies dissoute

"THE SOUTH ASBESTOS MINING COMPANY".

Avis est par le présent donné que la compagnie "The South Asbestos Minning Company", constituée en corporation par lettres patentes de cette province en date du 22 décembre 1909, et ayant sa principale place d'affaires à Montréal, est dissoute, conformément à l'article 6136 S. R. Q., 1909.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.
1137

Canada, province de Québec, district de Saint-François.

Dans l'affaire de Eastern Township Provision Co., Ltd, Sherbrooke, P. Q., en liquidation.

Avis est donné qu'à une résolution spéciale des directeurs de Eastern Township Provisions Co, Ltd, de Sherbrooke, P. Q., tenue le 20 février 1922, à laquelle étaient présents tous les directeurs de la compagnie, il a été résolu unanime-

Head Office.

CHATEAU FRONTENAC GARAGE, LIMITEE.

Notice is hereby given that the company "Château Frontenac Garage, limitée", incorporated under letters patent issued under the great seal of the Province of Quebec, the twenty fourth day of January, one thousand nine hundred and twenty two, with its principal place of business at Quebec, has established its office at No. 37, Saint Louis street, at Quebec

On and from the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office

Given at Quebec, this fifteenth day of the month of March, one thousand nine hundred and twenty two.

MARCEL TANGUAY,
President.
1170

Companies licensed to do business

The "Western Supply and Manufacturing Company, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law now in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at 136 Saint James, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Harvy J. Trihey, advocate, of Montreal.

Quebec, 11th March, 1912.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
1142

Companies dissolved

"THE SOUTH ASBESTOS MINING COMPANY".

Notice is hereby given that "The South Asbestos Mining Company", incorporated by letters patent of this Province dated the 22nd of December, 1901, with its principal place of business at Montreal, is dissolved, pursuant to article 6136 Q. R. S., 1909.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of March, 1922.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
1138

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis.

In the matter of the Eastern Township Provision Co. Ltd, Sherbrooke, P. Q., in liquidation.

Notice is hereby given that at a special meeting of the directors of the Eastern Township Provision Co, Ltd, of Sherbrooke, P. Q., held on the 20th of February, 1922, at which meeting were present all the directors of the company, it was

ment que la compagnie soit dissoute et liquidée volontairement suivant les dispositions des articles 6120 et suivants des statuts refondus de la province de Québec, 1909, et qu'à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie, il a été résolu unanimement que la résolution adoptée par les directeurs soit ratifiée à toutes fins que de droit, que la compagnie soit dissoute et que ses affaires soient liquidées volontairement et que Mons. G.-E. Bégin, de la cité de Sherbrooke, P. Q., soit nommé liquidateur.

Daté à Sherbrooke, P. Q., ce 15ième jour de mars 1922.

Le liquidateur,
G.-E. BEGIN.

22 rue Wellington-Nord, Sherbooke, P. Q.

1113

unanimously resolved to voluntarily wind up and dissolve the company, in accordanec with the provisions of articles 6120 and following of the Quebec Revised Statutes, 1909, and that at a special general meeting of the shareholders, it was unanimously resolved that the resolution adopted by the directors be ratified for all lawful purposes, that the company be dissolved and its affairs wound up voluntarily and that Mr G. E. Begin, of the city of Sherbrooke, P. Q., be appointed liquidator.

Dated at Sherbrooke, the 15th day of March, 1922.

G.-E. BEGIN,
Liquidator.

22 North Wellington street, Sherbrooke, P. Q.

1114

Faillite—avis de

Re: La succession Geo. Waller & Co., Montréal, Québec.

Un premier et dernier dividende 3-2/5% payable le 1er avril 1922.

THE CANADIAN CREDIT MEN'S TRUST
1209 ASSOCIATION, LIMITED

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure.

Dans l'affaire de Chapman Dart, ltée, en liquidation, 155 Craig Ouest, Montréal.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 8 avril 1922, après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau, 83 Craig-Ouest Montréal.

Les liquidateurs conjoints,
V. LAMARRE & C.-A. SYLVESTRE.

Bureau: 820 Edifice "Power".

Montréal, 22 mars 1922. 1199

Bankrupt notice

Re: Estate Geo. Waller & Co., Montreal, Quebec.

First and final dividend 3-2/5% payable April 1st, 1922.

THE CANADIAN CREDIT MEN'S TRUST
1210 ASSOCIATION, LIMITED.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court.

In the matter of Chapman Dart, Ltd, in liquidation, 155 Craig St. West Montreal.

A first dividend sheet has been prepared in this matter and will be opened to objection until April 8th, 1922, after which date this dividend will be payable at y office, 83 Craig street West, Montreal.

V. LAMARRE & C. A. SYLVESTRE,
Joint liquidators.

Office: 820 "Power" bldg.

Montreal, March 22nd, 1922. 1200

Liquidation—Avis de

Avis de nomination de liquidateur.

Province de Québec, district de Richelieu, Cour supérieure, No 407.

P.-N. Pontbriand, requérant; vs C. Lord & *al*, intimés.

Avis est par le présent donné que le 17 mars 1922, j'ai été nommé, par ordonnance de cette Cour, liquidateur aux biens de la société "L'Association agricole et athlétique de Sorel", maintenant dissoute.

Sorel, ce 21 mars 1922.

Le liquidateur,
1189 J.-A. L'HEUREUX, notaire.

Winding up notice

Notice of appointment of liquidator.

Province of Quebec, district of Richelieu, Superior Court, No. 407.

P.-N. Pontbriand, petitioneer; vs C. Lord & *al*, respondents.

Notice is hereby given, that on the 17th March, 1922, I was appointed, by judgment of this Court, liquidator to the property of the partnership "L'Association agricole et athletique de Sorel", now dissolved.

Sorel, this 21st March, 1922.

The liquidator,
1190 J. A. L'HEUREUX, notary.

Minutes de notaire

Québec, 21 février 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Emile Hébert, notaire, demeurant en la cité de Longueuil et pratiquant en les cités de Longueuil et de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des

Notarial Minutes

Quebec, February 21st. 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Emile Hébert, notary, residing in the city of Longueuil and practicing in the cities of Longueuil and Montreal, wherby he prays for the tranfer, in his favor, of the minutes, repertory

minutes, répertoire et index de feu Magloire Dagenais, en son vivant notaire, pratiquant en la cité de Longueuil puis en la cité de Montréal, district de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
743—10-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 27 février 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur, en Conseil, par M. Victor W. Meek, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Charles-sur-Richelieu, comté et district de Saint-Hyacinthe, par laquelle il demande le transfer, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Louis-Omer Dauray, en son vivant notaire, de Saint-Denis-sur-Richelieu, comté et district de Saint-Hyacinthe.

Le sous-secrétaire de la province
811—10-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 1er mars 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. L.-Edouard Morier, notaire, pratiquant et demeurant dans la ville de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Elzéar Chabot, en son vivant notaire, du même lieu, ainsi que des minutes, répertoire et index de feu le notaire J.-E. Leblanc, dont ledit feu Elzéar Chabot était dépositaire.

Le sous-secrétaire de la province,
819—10-5 C.-J. SIMARD.

Québec. 2 mars 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant gouverneur en Conseil, par M. Pierre-Edmond Durocher, notaire, demeurant et pratiquant en la ville de Coaticook, district de Saint-François, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Jean-Baptiste Gendreau, en son vivant notaire, du même lieu, ainsi que des minutes, répertoire et index de feu John Fraser, en son vivant notaire, aussi de Coaticook, et dont ledit feu Jean-Baptiste Gendreau était dépositaire, en vertu d'un arrêté en Conseil en date du 8 novembre 1911.

Le sous-secrétaire de la province,
821—10-5 C.-J. SIMARD.

and index of the late Magloire Dagenais, in his lifetime, notary, practicing in the city of Longueuil and also in the city of Montreal, district of Montreal.

C.-J. SIMARD,
744—10-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, February, 27th, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Victor W. Meek, notary, residing and practicing at Saint-Charles-sur-Richelieu, county and district of Saint Hyacinthe, whereby he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory san index of the late Louis Omer Dauray, in his lifetime, notary, of Saint-Denis-sur Richelieu, county and district of Saint-Hyacinthe.

C. J. SIMARD,
812—10-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, March 1st, 1922.

Notice is hereby given,in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr.L. Edouard Morier, notary, residing and practicing in the town of Saint Hyacinthe, district of Saint Hyacinthe, whereby he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Elzear Chabot, in his lifetime notary ,of the same place, and the minutes, repertory and index of the late notary J. E. Leblanc, which had been transferred to the late Elzear Chabot.

C. J. SIMARD,
820—10-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, March 2nd, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Pierre Edmond Durocher, notary, residing and practicing in the town of Coaticook, district of Saint Francis, whereby he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Jean Baptiste Gendreau, in his lifetime notary, of the same place, and also the minutes, repertory and index of the late John Fraser, in his lifetime notary, ,also of Coaticook, which had been transferred to the late Jean Baptiste Gendreau, by Order in Council dated the 8th of November, 1911.

C. J. SIMARD,
822—10-5 Assistant Provincial Secretary.

Ordres de Cour

Province de Québec, district de Bedford, comté de Shefford, Cour de circuit, No 684.

Myron F. Goddard, demandeur; vs H.-H. Salisbury, défendeur; and L.-V. Marchessault, opposant.

Ordre est donné au créanciers du défendeur de produire leurs réclamations dans les quinze jours.

Waterloo, ce 16 mars 1922.

Le greffier de la Cour de circuit
pour le comté de Shefford,
1103 G. TRANCHEMONTAGNE.

Rules of Court

Province of Quebec, district of Bedford, county of Shefford, Circuit Court, No. 684.

Myron F. Goddard, plaintiff; vs H. H. Salisbury, defendant; and L. V. Marchessault, opposant.

Order is given to the creditors of the defendant to fyle their claims in the fifteen days.

Waterloo, this 16th day of March, 1922.

G. TRANCHEMONTAGNE,
Clerk of the Circuit Court for the
1104 county of Shefford.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, dans la Cour supérieure, No 98.

Le premier jour de février 1922.

Présent: Son Honneur M. le juge White.

Bachand & Dionne, corporation légale dont le siège social est à Coaticook, dans le district de Saint-François, demanderesse; vs Pierre Paquette, de la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, défendeur; et J. S. Mitchell & Company, Ltd., corporation légale dont la principale place d'affaires et le bureau-chef sont dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, opposant.

La cour ayant entendu l'opposant par son conseil sur le mérite de sa motion d'ordonnance d'appel des créanciers du défendeur, examinée la procédure et la preuve au dossier, et délibéré sur le tout.

Motion de l'opposant:

Attendu que l'opposition afin de conserver produite aux présentes par l'opposant a été maintenue le 31 janvier dernier 1922, et qu'il a été ordonné que ledit opposant soit colloqué et payé au marc la livre avec tous les autres créanciers du défendeur pour le montant de sa réclamation, à savoir: $147.50.

Ordonne que, par un avis deux fois inséré dans les langues française et anglaise dans la *Gazette officielle de Québec*, les créanciers du défendeur soient appelés et requis de produire leurs réclamations dans la présente cause au greffe du protonotaire de la Cour supérieure du district de Saint-François, dans les quinze jours de la date d'insertion de la première annonce, le tout en conformité des articles 673 et 674 du Code de procédure de cette province, le tout avec dépens.

Le juge de la Cour supérieure,
(Signé) CHAS. D. WHITE

Vraie copie,
LEONARD & BACHAND,
P. C. S.

1221½—12-2

Province de Québec, district de Hull, Cour supérieure, No 5943. Frank Toutloff, demandeur; vs Percy Webster, défendeur; et Charles-A. LeDuc, opposant.

Le 8ième jour de mars 1922, sur ordre de l'honorable juge W. Mercier, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité dudit Percy Webster, des cité et district de Hull, défendeur, les créanciers dudit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour ce district, à Hull, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

Les protonotaires, Cour supérieure.
921—11-2 GRONDIN & KEARNEY.

Canada, province de Québec, district de Gaspé, comté de Bonaventure, Cour supérieure, No 3695.

Louis Bujold, de Bonaventure, contracteur, demandeur; vs Amédée Pratt, cultivateur, de Saint-Alphonse-de-Caplan, défendeur; et Levi Bujold, cultivateur, de Saint-Charles-de-Caplan, opposant.

Le dixième jour de mars 1922, sur ordre du protonotaire de la Cour supérieure, T.-A. Blanchet, agissant en l'absence inévitable du juge à New-Carlisle, donné ce jour, vu l'allégation d'insolvabilité, dudit Amédée Pratt, de Saint-Alphonse-de-Caplan, cultivateur, défendeur, les créanciers dudit défendeur qui n'auraient pas encore

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, in the Superior Court, No. 98.

The first day of February, 1922.

Present: His Lordship Mr. Justice White.

Bachand & Dionne, a body corporate and politic, having its head office at the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, plaintiff; vs Pierre Paquette, of the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, defendant; and J. S. Mitchell & Company, Ltd., a body corporate and politic, having its principal office and place of business at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, opposant.

The Court having heard the opposant by its counsel on the merits of its motion for order to call in creditors of defendant, examined the proceedings and proof of record, and having deliberated thereon.

Whereas on motion on behalf of the opposant:

Inasmuch as the opposition *afin de conserver* herein produced and fyled by opposant was, on the 31st January last, 1922, maintained and it was ordered that said opposant be collocated and paid *au marc la livre* with all the other creditors of defendant the amount of his claim, to wit: $147.50.

Doth order that by a notice to be twice inserted in the French and English languages in the *Quebec Official Gazette*, the creditors of the defendant be called in and required to fyle their claims in this cause at the office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Saint-Francis, within fifteen days from the date of the insertion of the first advertisement, the whole in conformity with articles 673 and 674 of the Code of Procedure of this Province, the whole with costs.

(Signed) CHAS D. WHITE,
J. S. C.

True copy.
LEONARD & BACHAND,
P. S. C.

1222½—12-2

Province of Quebec, district of Hull, Superior Court, No. 5943. Frank Toutloff, plaintiff; vs Percy Webster, defendant; and Charles A. LeDuc, opposant.

The 8th day of March, 1922, upon an order from the Honourable Judge W. Mercier, given this day, in view of the allegation of insolvency of the said Percy Webster, of the city and district of Hull, defendant, the creditors of the said defendant that have not yet produced their claims, are now called upon to produce them in this cause, at the office of the prothonotary of the Superior Court for this district, at Hull, within fifteen days from the first insertion of the present notice in the *Official Gazette of Quebec*, according to articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

GRONDIN & KEARNEY,
922—11-2 P. S. C.

Canada, Province of Quebec, district of Gaspé, county of Bonaventure, Superior Court, No. 3695.

Louis Bujold, of Bonaventure, contractor, plaintiff; vs Amédée Pratt, farmer, of Saint-Alphonse-de-Caplan, defendant; and Levi Bujold, farmer, of Saint Charles-de-Caplan, opponent.

The tenth day of March, 1922, by an order of the prothonotary of the Superior Court, T.-A. Blanchet, acting in the unavoidable absence of the Judge at New Carlisle, given this day, whereas it has been alledges of the insolvency of Amédée Pratt, farmer, of Saint Alphonse-de-Caplan, farmer, defendant, the creditors of the said defendant

produit leur réclamation, sont maintenant appelés à les produire en cette Cour au bureau du protonotaire de Cour supérieure, pour ce district à New-Carlisle, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles 673-674 du code des procédures civiles.

New-Carlisle, 10 mars 1922.

Le protonotaire Cour supérieure,
T.-A. BLANCHET.

Contresigné :
Procureur de l'opposant,
P.-EMILE COTE. 929—11-2

who have not file already their claim, I hereby request them to file them at the office of the prothonotary of New Carlisle, in the fifteen days, from the first publication of the present notice, in the *Official Gazette of Quebec*, the whole according to the articles 673-674 of the Civil Code of Procedure.

New Carlisle, 10 March, 1922.

T.-A. BLANCHET.
P. S. C.,

Countersigned :
P.-EMILE COTE,
Attorney for the opponent. 930—11-2

Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour supérieure, No 51.

In re: Joseph Lamy, ouvrier, de Victoriaville, demandeur: vs Théophile Singcaster, commerçant, de Victoriaville, défendeur; et Mademoiselle Mary St-Pierre, sténographe, de la ville d'Arthabaska, opposante.

Il est ordonné aux créanciers de Théophile Singcaster, commerçant, de Vicotoriaville, de produire au greffe de la Cour supérieure du district d'Arthabaska, leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis.

Arthabaska, 4 mars 1922.

Les protonotaires, Cour supérieure,
977—11-2 MARCEAU & PICHER.

Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 51.

In re: Joseph Lamy, workman, of Victoriaville, plaintiff; vs Théophile Singcaster, dealer, of Victoriaville, defendant; and Miss Mary St-Pierre, stenographer, of the town of Arthabaska, opposant.

It is ordered to the creditors of Theophile Singcaster, dealer, of Victoriaville, to file their claims at the office of the prothonotary of the Superior Court of the district of Arthabaska, within fifteen days of the date of the first insertion of the present notice.

Arthabaska, 4th March, 1922.

MARCEAU & PICHER,
978—11-2 P. S. C.

Soumissions

Province de Québec, district de Hull, cité de Hull.

Avis public est par les présentes donné que le conseil de la cité de Hull recevra d'aujourd'hui au 10 avril prochain 1922, jusqu'à 4 heures de l'après-midi, au bureau du soussigné, des soumissions écrites pour l'achat de débentures de la cité de Hull, au montant de $138,000.00 datées du 1er mai 1922, d'une valeur au pair de $1,000.00 chacune, portant intérêt au taux de 5½ pour cent par an, payable semi annuellement les premier novembre et mai chaque année, émises comme suit:

Tenders

Province of Quebec, district of Hull, city of Hull.

Public notice is hereby given that the council of the city of Hull will receive from now until the 10th of April, 1922, up to 4 o'clock P. M., at the undersigned written tenders for the purchase of debentures of the city of Hull, amounting to $138,000.00 dated from the 1st of May, 1922, of a par value of $1,000.00 each, bearing interest at the rate of 5½% per annum, payable half yearly on the 1st of May and November each year, and issued as follows:

Règlement By-law	Montant Amount	Dénomination Denomination	Echéance Maturity	Taux Rate	Intérêts semi-annuels Half yearly interest
224	$ 76,000.00	$ 1,000.00	1er mai 1937—1st of May, 1937.	5½%	1er mai, 1er novembre —1st of May and November
225	62,000.00	1,000.00	1er mai 1952—1st of May, 1952 ..	5½%	1er mai, 1er novembre —1st of May and November
Total.....	$ 138,000.00				

La soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent du montant de l'emprunt.

Toutes les soumissions devront mentionner si le prix comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les coupons au moment de la livraison, à partir du 1er mai 1922. Elles devront être sous

Each tender must include an accepted cheque equal to one per cent of the amount of the loan.

All tenders shall be under seal marked "Tender for Debentures" and addressed to the city clerk of the city of Hull, and must specify whether the price offered does or does not include the inter-

pli cacheté et avec indication "soumissions pour débentures" à l'adresse du "Greffier de la cité, Hull, Qué."

Le produit de cette émission est pour payer une partie des débentures des règlements Nos. 160 et 161 au montant de $214,000.00 émises en 1915 pour construction d'aqueduc, ouverture de rues et dette flottante.

Toutes informations seront fournies sur demande.

Le conseil de la cité ne s'engage à accepter ni la plus haute, ni la plus basse, ni aucune des soumissions.

Donné à Hull, Qué., ce 17 mars 1922.

Le greffier de la cité,

1117 H. BOULAY.

Province de Québec, ville de Drummondville.

Soumissions

Des soumissions cachetées, adressées au greffier de la ville de Drummondville, seront reçues par le soussigné jusqu'au 11 avril 1922, à 8 hrs p. m., au greffe de la corporation de ladite ville de Drummondville, pour l'achat des émissions suivantes de débentures:

Règlement No 94, montant de $46,000.00, taux d'intérêt 6% payables à Montréal ou Drummondville; remboursables 20 ans de la date de l'émission.

Règlement No 97, montant de $42,500.00, taux d'intérêt 6% remboursables par séries, payables à Montréal ou à Drummondville.

Les règlements en vertu desquels les débentures sont émises ont été approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil le 10 courant.

Sur demande, le soussigné fournira toutes particularités sur ces émissions.

Le dépôt exigé par la loi devra accompagner chaque soumission.

Le conseil ne s'engage pas à accepter la plus haute sousmission ni aucune autre.

Les soumissions seront décachetées à la séance publique du conseil le 11 avril 1922, à 8 heures p. m.

Par ordre du conseil.

Drummondville, ce 22 mars 1922.

Le greffier,

1187 W.-A. MOISAN.

MUNICIPALITE SCOLAIRE DU VILLAGE BONSECOURS, COMTE DE L'ISLET

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité du village Bonsecours, dans le comté de l'Islet, recevront d'ici au 15 avril prochain 1922, jusqu'à 4 heures P. M., au bureau du soussigné, L.-Michel Moreau, secrétaire-trésorier de ladite corporation, des soumissions écrites pour l'achat de $18.000 d'obligations desdits commissaires d'écoles, émises en vertu de la résolution qu'ils ont adoptée le 30 janvier 1922, approuvée par le lieutenant-gouverneur en Conseil le 10 mars 1922. Ces obligations sont de la dénomination de $50, $100 et $500 chacune, rachetables par séries durant une période de 30 ans et payables au bureau desdits commissaires d'écoles. Elles seront, cependant, rachetables en tout ou en partie après trois ans de leur émission. Elles porteront intérêt à un taux ne dépassant pas 6% l'an. Les soumissionns devront comprendre une offre à 6% et une autre à 5½%.

Les soumissions devront porter plus l'intérêt accru.

est accrued on the coupons at the time of delivery, from the 1st of May, 1922.

The proceeds of this issue are to pay part of debentures issued in the year 1915 under by-laws Nos 160 and 161 to the amount of $214,000.00 for the construction of water-works, opening of streets and the floating debt.

Informations will be furnished on application.

The council does not bind itself to accept either the highest, the lowest or any of the tenders.

Given at Hull, Que., this 17th March, 1922.

H. BOULAY,

1118 City clerk.

Province of Quebec, town of Drummondville.

Tenders

Sealed tenders, addressed to the town clerk of the town of Drummondville, will be received by the undersigned until 8 p. m. April 11th 1922 at the office of the said Town Clerk at Drummondville, for the purchase of the following issues of debentures.

By-law No. 94, amount $46,000.00, interest at 6%, payable at Montreal or Drummondville; 20 years from date of issue.

By-law No. 97 amount $42,500.00 interest 6% payable by series, at Montreal or Drummondville.

The by-laws under which the above debenture are being issued have been approved by the Lieutenant-Governor on the 10th instant.

On demand, full particulars of these issues may be had from the undersigned.

A deposit called for the by-law must accompany each tender.

The council does not bind itself to accept highest or any other tender.

The tenders will be opened on the 11th day of April next (1922), at 8 p.m., at the meeting of the council.

By order of the council.

Drummondville, 22nd day of March, 1922.

W. A. MOISAN,

1188 Town clerk.

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF BONSECOURS, COUNTY OF L'ISLET.

Public notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of the village of Bonsecours, in the county of L'Islet, will receive up to 4 o'clock P. M., of the 15th of April, 1922, at the office of the undersigned, L. Michel Moreau, secretary-treasurer of the said corporation, written tenders for the purchase of $18,000.00 of bonds of the said school commissioners, issued under a resolution adopted by them on the 30th of January, 1922, approved by the Lieutenant-Governor in Council the 10th of March, 1922. These bonds are in denomination of $50, $100 and $500 each, redeemable in series during a period of 30 years and payable at the office of the said school commissioners. They shall, however, be subject to redemption, in whole or in part, three years after their issue. They shall bear interest at a rate not exceeding 6% per annum. The tenders must be for an issue at 6% and another at 5½%.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt. Après l'examen des soumissions, les chèques déposés par ceux des soumissionnaires dont la soumission n'aura pas été acceptée leur seront remis sans délai; celui du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée, lui sera remis seulement après l'exécution de son contrat.

Lesdites soumissions seront ouvertes et prises en considération à une session régulière des commissaires d'écoles qui aura lieu le lundi, 17 avril 1922, à 8 heures P. M.

Les commissaires d'écoles ne s'engagent pas à accepter la plus haute soumission ni aucune autre.

Donné au village de Bonsecours, ce vingt-troisième jour du mois de mars 1922.

Le secrétaire-trésorier,
1219 L.-MICHEL MOREAU.

The tenders must include the accrued interest, Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan. After the examination of the tenders, the cheques deposited by the unsuccessful tenderers will be returned to them without delay; that of the successful tenderer will only be returned to him after the execution of his contract.

The said tenders will be opened and considered at a regular meeting of the school commissioners which will take place Monday, the 17th of April, 1922, at 8 o'clock P. M.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any tender.

Given at the village of Bonsecours, this twenty third day of March, 1922.

L. MICHEL MOREAU,
1220 Secretary treasurer.

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de Archille Leclaire, du canton d'Ascot, dans la paroisse de Saint-Antoine-de-Lennoxville, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le VINGT-SIXIEME jour du mois d'AVRIL 1922, à DIX heures de l'avant-midi sera vendu à l'enchère publique, suivant la teneur du paragraphe 3*b* de l'article 20 de la loi de faillite, à la porte de l'église catholique paroissiale de Lennoxville, dans le comté de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, l'immeuble suivant, savoir:

Le lot numéro neuf A (9*a*) du rang trois (3) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels pour le canton d'Ascot, contenant cent acres de terre en superficie, plus ou moins—avec bâtisses et dépendances dessus construites et érigées.

De plus le même jour et dans la même affaire sera aussi vendu à l'enchère publique en vertu du paragraphe 3*b* de l'article 20 de la loi de faillite, à TROIS heures de l'après-midi, à la porte de l'église catholique paroissiale de la ville de Cookshire, dans le comté de Compton, dans ledit district, l'immeuble suivant, savoir:

Le lot numéro dix-quarante (10-40) du rang huit (8) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels pour le canton de Eaton, ledit terrain étant un emplacement de ville—avec bâtisses et dépendances dessus construites et érigées.

L'adjudication dans les deux cas ci-dessus sera faite au plus ahut et dernier enchérisseur.

Le certificat du bureau d'enregistrement et les titres pourront être examinés à notre bureau.

Cette vente faite suivant la teneur de l'article 20 paragraphe 3*b* de la loi de faillite, a le même effet qu'une vente de shérif.

Conditions de vente: Comptant.

Les syndics autorisés,
MOISE ALLAIRE & J.-F. LEBLANC.
Bureau de Allaire & Leblanc, 72*a* rue Wellington-Nord, Sherbrooke, Qué. 1151—12-2

Dans l'affaire d'Alcide Laroche, cultivateur, de la paroisse de Saint-Médard-de-Warwick, P.Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL 1922, à ONZE heures a.m., seront vendus à mon bureau, No 82, rue Notre-Dame, Victoriaville, Qué., les

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of Archille Leclaire, of the township of Ascot, in the parish of Saint-Antoine-de-Lennoxville, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY SIXTH day of APRIL 1922, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, in accordance with the paragraph 3*b* of article 20 of the Bankruptcy Act, the sale to be held at the parochial catholic church door of Lennoxville, in the county of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, the following immoveable property, to wit:

The lot number nine A (9*a*) in the third (3rd) range on the cadastral plan and in the book of reference for the township of Ascot, containing one hundred acres of land in superficies, more or less—with the buildings and improvements thereon made and erected.

And that on the same date in the same matter, at THREE o'clock in the afternoon, there will also be sold at public auction, in accordance with paragraph 3*b* of article 20 of the aforesaid bankruptcy Act, at the parochial catholic church door, in the town of Cookshire, at the said district, in the county of Compton, the following immoveable property, to wit:

The lot number ten-forty (10-40) in the eighth (8th) range on the cadastre plan and in the book of reference for the township of Eaton, being a town lot in the town of Cookshire—with the buildings and appurtenances thereonto erected and made.

The adjudication in both cases will be made to the highest bidder.

The certificate of registry office and titles can be seen at our office.

The above sale made pursuant to article 20 paragraph 3*b* of bankruptcy Act, has the effect of sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

MOISE ALLAIRE & J.-F. LEBLANC,
Authorized trustees.
Office: Allaire & Leblanc, 72*a* Wellington-North street, Sherbrooke, Que. 1152—12-2

In the matter of Alcide Laroche, farmer, of the parish of Saint-Médard-de-Warwick, P.Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY SEVENTH day of APRIL, 1922, at ELEVEN o'clok a.m., there will be sold at my office, No. 82 Notre-Dame street, Victoriaville,

immeubles appartenant à cette succession, par encan public, au plus haut enchérisseur, séparément et dans l'ordre suivant:

A.—Le lot numéro sept (7) du cadastre officiel du canton de Tingwick—avec les bâtisses dessus construites.

B.—Le lot numéro six (6) du cadastre officiel du canton de Tingwick—avec les bâtisses dessus construites;

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B3 de la Loi de faillite et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Le syndic autorisé,
AUGUSTE BOURBEAU.

Bureau No 82, rue Notre-Dame,
Victoriaville, Qué. 1181—12-2

La loi de faillite.

Dans l'affaire de Charles St. Martin, cultivateur de Wickham-Ouest, district d'Arthabaska, P. Q. cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL 1922, à TROIS heures de l'après-midi, sera vendu à l'encan public à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean-de-Wickham, district d'Arthabaska, les immeubles suivants, savoir:-

1. La moitié nord-est du numéro sept cent quinze du cadastre officiel du township de Wickham—avec bâtisses; borné en front par et d'un côté par le chemin du roi, en profondeur par Louis Sylvestre et de l'autre côté par Augustin Bolduc; ladite partie ayant quatre arpents et demi de largeur sur environ seize arpents.

2. Une terre sise et située en la paroisse de Wickham-Ouest, étant partie du lot numéro dix-sept du onzième rang du canton de Wickham, contenant trente-six acres en superficie plus ou moins, maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wickham sous le numéro six cent soixante-quinze (No 675) —avec les bâtisses y érigées ; bornée à l'est par la ligne du chemin de fer Canadien Pacific Railway, à l'ouest par une route, au sud par le chemin public et au nord par les représentants de Samuel Barrie à une ligne parallèle au chemin du onzième rang de Wickham Ouest.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20 paragraphe B-3 de la loi de faillite 9-10, George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus amples informations s'adresser à

Le syndic autorisé,
J.-W. ST. ONGE.

Bureau, 28 rue Heriot.
Drummondville, 20 mars 1922. 1191—12-2

Re: "Crown Cycle & Motor Coy.", Montréal, en faillite.

Avis est ici donné que le curateur soussigné vendra les propriétés immobilières ci-dessous mentionnées à la porte de l'église catholique romaine de la paroisse de la ville de Iberville, à l'enchère publique, MARDI, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL 1922, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, au plus haut et dernier enchérisseur, argent comptant.

Qué., the immoveables belonging to this estate, at public auction, to the highest bidder, separately and in the following order:

A.—The lot number seven (7) of the official cadastre of the township of Tingwick—with the buildings thereon erected;

B.—The lot number six (6) of the official cadastre of the township of Tingwick—with the buildings thereon erected.

The titles and certificates can be examined at my office at any time.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

AUGUSTE BOURBEAU,
Authorized trustee.

Office: No. 82, Notre-Dame street,
Victoriaville, P.Q. 1182—12-2

The Bankruptcy Act.

In the matter of Charles St. Martin, farmer of Wickham West, district of Arthabaska, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that THURSDAY, the TWENTY SEVENTH day of APRIL, 1922, at THREE o'clock in the afternoon, will be sold at public auction at the parochial church door of Saint-Jean-de-Wickham, district of Arthabaska, the following properties, to wit:

1. Half of the north east of No. seven hundred and fifteen of the cadastral plan of the township of Wickham—with buildings thereon; bounded in front by and on one side by the public road, in depth by Louis Sylvestre and on the other side by Augustin Bolduc; said part having four acres and a half in width on about sixteen acres.

2. A piece of land situated in the parish of Wickham West, being part of lot No. seventeen of the eleventh range of the township of Wickham, containing thirty six acres in superficies, more or less, now known and designated on the official plan and book of reference of the township of Wickham under number six hundred and seventy five (675) —with the buildings thereon erected; bounded on the east side by the line of the railway track Canadian Pacific, on the west side by a road, on the south by the public road and on the north by the representatives of Samuel Barrie on a parellel line to the road of the eleventh range of the township of Wickham West.

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 on the Bankruptcy Act 9-10, George V, capter 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash. For further particulars apply to

J. W. ST. ONGE,
Authorized trustee.

Office, 28 Heriot Street.
Drummondville, March 20th, 1922.
1192—12-2

Re: "Crown Cycle & Motor Coy", Montreal, in bankruptcy.

Notice is hereby given that the undersigned curator will sell the undermentioned immoveable properties at the Roman Catholic church door of the parish of the town of Iberville, Que., at public auction, on TUESDAY, the TWENTY FIFTH day of APRIL 1922, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon, to the highest and last bidder, for cash.

Un emplacement situé dans la ville d'Iberville; borné au front par la rue Napier et en arrière par la rue Hogan, sur un côté au nord par la rue Fish et sur l'autre côté au sud par le lot numéro six, contenant 72 pieds en largeur et en front par 252 pieds en profondeur connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels de la ville d'Iberville comme le lot numéro sept, —avec la maison et autres bâtisses sus érigées.

CONDITIONS DE VENTE

1. L'acheteur paiera 25% du prix d'achat lors de l'adjudication, ledit montant pour être confisqué si le résidu du prix de vente n'est pas payé lorsque l'acte de vente sera prêt pour signature;

2. L'acheteur paiera tous frais et honoraires de l'acte de vente et de l'enregistrement d'icelui de même que le coût d'une copie pour l'usage du syndic; ledit acte de vente devant être passé devant le notaire que choisira le syndic;

3. L'adjudication sera en tout temps sans garantie de contenance de la propriété immobilière, mais cette adjudication transfèrera tous droits y afférents dont la compagnie aura eu l'exercice, de même que toutes les servitudes actives y attachées, même si ces servitudes ne sont pas mentionnées dans les conditions présentes;

4. L'acheteur déclare ici avoir examiné les immeubles susdécrits et en être absolument satisfait;

5. Chaque enchère implique consentement d'acheter la chose au prix offert sauf offre plus élevé;

6. L'acheteur signera les présentes conditions de vente immédiatement après l'adjudication et cette signature équivaudra à son entier endossement de chacune des conditions de vente;

7. L'acheteur paiera en sus du prix d'achat 7½% de ce prix en commission aux encanteurs et au syndic, en plus in paiera les droits du gouvernement;

8. L'acheteur remboursera le syndic de la proportion de la prime d'assurance affectant lesdits immeubles pour la période non expirée couverte par lesdites primes, aussi la proportion des taxes, etc.

Pour plus amples informations, s'adresser au soussigné.

Le surateur,
J.-G DUHAMEL.

92 Notre-Dame-Est,
Bâtisse "La Sauvegarde", Montréal.
Montréal, 22 mars 1922. 1193—12-2

Canada, province de Québec, district de Québec.

Dans l'affaire de Joseph Larose, marchand, Saint-Jean-Chrysostome, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL 1922, à ONZE heures A. M., sera vendu à notre bureau, 101 rue Saint-Pierre, Québec, l'immeuble suivant, savoir:

Deux emplacements situés à Saint-Jean Chrysostôme, dont l'un contenant 70 pieds de largeur, au chemin public à l'ouest et 90 pieds de profondeur et l'autre contenant 90 pieds de largeur par 90 pieds de longueur, lesquels deux emplacements sont connus et désignés comme faisant partie du lot numéro 188 du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

An emplacement situated in the town of Iberville; bounded in front by Napier street and in rear by Hogen street, on one side to the north by Fish street and on the other side to the south by lot number six, containing 72 feet in width and in front by 252 feet in depth, known and designated on the official plan and book of references of said town of Iberville as lot number seven—with the house and other buildings thereon erected.

CONDITIONS OS SALE.

1. The purchase shall pay 25% of the purchase price at the time of the adjudication, the said sum to be confiscated if the residu of the sale price be not paid when the deed of sale is ready for signature;

2. The purchaser shall pay all the costs and fees of the deed of sale and the registration thereof, and also the cost of a copy for the use of the trustee; the said deed of sale to be passed before the notary chosen by the trustee;

3. The adjudication shall be always without warranty as to the contents of the immoveable property, but this adjudication shall transfer all the rights attached thereto which the company may have had the enjoyment of, as well as all the active servitudes attached thereto, even if the servitudes are not mentioned in the present conditions;

4. The purchaser shall declare to have examined the foregoing immoveables and to be absolutely satisfied;

5. Every bid implies consent to buy the thing at the price offered, save higher bid;

6. The purchaser shall sign the present conditions of sale immediately after the adjudication and this signature shall be equivalent to his full endorsement of each of the conditions of sale;

7. The purchaser shall pay in addition to the purchase price 7½% of this price as commission to the auctionneers and to the trustee, and moreover the government fees;

8. The purchaser shall reimburse the trustee of the proportion of the insurance premium on the said immoveables for the time not expired covered by the said premiums, and also the proportion of taxes, &c.

For further particulars, apply to the undersigned.

J. G. DUHAMEL.
Curator.

92 Notre-Dame street East,
"La Sauvegarde" building, Montreal.
Montreal, 22nd March, 1922. 1194—12-2

Canada, Province of Quebec, district of Quebec.

In the matter of Joseph Larose, merchant, Saint-Jean-Chrysostome, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY SEVENTH day of APRIL, 1922, at ELEVEN o'clock A. M., will be sold at our office, 101 Saint Peter street, Quebec, the following property:

Two lots of land situated at Saint-Jean-Chrysostome, one containing 70 feet in front to the public road by 90 feet in depth and the other containing 90 feet in front by 90 feet in depth, the said two lots Known and designated as forming part of lot No. 188 of the official cadsdtre for the parish of Saint-Jean-Chrysostome, county of Levis—with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

Tous les droits résultant d'un bail à rente foncière par Arthur Couture à Joseph Larose en date du 14 septembre 1921, sur une lisière de terrain de 17 pieds de profondeur sur 150 pieds de largeur, située à l'est des deux emplacements ci-haut décrits et faisant partie du lot No 188 du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite, 9-10, George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics autorisés,
BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre.

Québec, le 23 mars 1922. 1215—12-2

Dans l'affaire de "Greenfield Land & Construction Company, Limited", de la cité de Montréal, cédante autorisée.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par l'honorable juge Bruneau en date du 6 février, 1922, dans la cause No 3767, Cour supérieure, district de Montréal, et tel que prescrit par la Loi de faillite 1920.

Les immeubles ci-après désignés seront vendus par encan public, en sept lots, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, au bureau du shérif du district de Montréal, au Palais de justice, à Montréal, savoir:

Lot No 1.—Un lot de terre situé à Melrose Lawn, ayant front sur l'avenue Melrose, quartier Notre-Dame-de-Grâce, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro soixante-cinq de la subdivision officielle de partie du lot originaire numéro cent soixante-quatorze (No 174-65) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; borné vers le nord-est par le lot numéro 174-168, étant l'avenue Melrose; au sud-est par le numéro 174-64, au sud-ouest par le numéro 174-70, étant une ruelle au nord-ouest par le numéro 174-66; mesurant ledit lot vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, contenant en superficie deux mille trois cent soixante-quinze pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées, entr'autres une maison portant le numéro civique 624 de ladite avenue Melrose;

Lot No 2.—Un lot de terre situé à Melrose Lawn, ayant front sur l'avenue Melrose, quartier Notre-Dame-de-Grâce, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro soixante-six de la subdivision officielle de partie du lot originaire numéro cent soixante-quatorze (No 174-66) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; borné au nord-est par le numéro 174-168, étant l'avenue Melrose; au sud-est par le numéro 174-65; au sud-ouest par le numéro 174-70, étant une ruelle; et au nord-ouest par le numéro 174-67; mesurant ledit lot vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, contenant en superficie deux mille trois cent soixante-quinze pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées, entr'autres une maison portant le numéro civique 626 de ladite avenue Melrose;

Lot No 3.—Un emplacement situé dans la cité de Montréal formé par le lot de terre connu et désigné sous le numéro cent soixante-huit de la redivision officielle de partie du lot originaire numéro trois mille quatre cent sept (No 3407-168) des plan et livre de renvoi officiels de la

All the rights resulting from a lease by Arthur Couture to Joseph Larose dated 15th September, 1921, on a strip of land of 17 feet in depth by 150 feet in width and situated on the east side of the two lots above described and forming part of lot No. 188 of the official cadastre for the parish of Saint-Jean-Chrysostome.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B3, of the Bankruptcy Act, 9-10 Georges V, chapter 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

Terms of sale: Cash.

BEDARD & BELANGER,
Authorized trustees.

Office: 101 Saint Peter street.

Quebec, 23rd March, 1922. 1216—12-2

In the matter of: "Greenfield Land & Construction Company, Limited", of the city of Montreal, authorized assignor.

Notice is hereby given that by virtue of a judgment rendered by Honourable Justice Bruneau dated the 6th day of February, 1922, in cause No. 3767 of the Superior Court, district of Montreal, and in accordance with the Bankruptcy Act, 1920.

The immoveable properties hereafter described will be sold by public auction, in seven lots, the NINETEENTH day of APRIL, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the sheriff's office of the district of Montreal, at the Court House, in Montreal, to wit:

Lot No. 1.—A lot of land situate at Melrose Lawn, fronting on Melrose avenue, Notre-Dame-de-Grâce ward, in the city of Montreal, known and designated as number sixty five of the official subdivision of part of the original lot number one hundred and seventy four (No. 174-65) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded to the north-east by the number 174-168, being Melrose avenue, to the south-east by the number 174-64; to the south-west by the number 174-70, being a lane, to the north-west by the number 174-66; measuring twenty-five feet in width by ninety-five feet in depth, containing in area two thousand three hundred and seventy-five feet, English measure, and more or less.

With all the buildings thereon erected and amongst others a house bearing civic number 624 of said Melrose avenue;

Lot No. 2.—A lot of land situate at Melrose Lawn, fronting on Melrose avenue, Notre-Dame-de-Grâce ward, in the city of Montreal, known and designated as number sixty-six of the official subdivision of part of the original lot number one hundred and seventy-four (No. 174-66) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded to the north-east by the number 174-168, being Melrose avenue; to the south-east by the number 174-65; to the south-west by the number 174-70, being a lane; and to the north west by the number 174-67; measuring twenty-five feet in width by ninety-five feet in depth, containing in area two thousand three hundred and seventy-five feet, English measure and more or less.

With all the buildings thereon erected and amongst others a house bearing civic number 626 of said Melrose avenue;

Lot No. 3.—An emplacement composed of the lot of land known and designated as number one hundred and sixty-eight of the official redivision of part of the original lot number three thousand four hundred and seven (No 3407-168) on the official plan and book of reference of the parish

paroisse de Montréal; borné en front vers l'ouest par la rue Aqueduct, No 3407-194; en arrière vers l'est, par une ruelle No 3407-163; d'un côté vers le nord par le numéro 3407-167; et de l'autre côté vers le sud, par le numéro 3407-169, mesurant ledit lot vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-huit pieds de profondeur, contenant en superficie deux mille deux cents pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées;

Lot No 4.—Un emplacement situé sur l'avenue Sainte-Adèle, en la cité de Montréal, composé des deux lots de terre connus et désignés sous les numéros quatre cent soixante-sept et quatre cent soixante-huit de la subdivision officielle de portion du lot originaire numéro six cent trente-sept (No 637-467 et 468) des plan et livre de renvois officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant chacun desdits lots vingt-six pieds de largeur par soixante-seize pieds de profondeur, contenant en superficie, chacun, mille neuf cent soixante-seize pieds, mesure anglaise et plus ou moins; borné ledit lot numéro 637-467, vers le nord-est par le lot numéro 637-505, étant la rue Sainte-Adèle; vers le sud-est par le numéro 637-434, étant une ruelle; vers le sud-ouest par le numéro 637-466, étant une ruelle; et vers le nord-ouest par le numéro 637-468; et ledit lot numéro 637-468, vers le nord-est par le numéro 637-505, étant l'avenue Sainte-Adèle; vers le sud-est par le numéro 637-467; vers le sud-ouest par le numéro 637-466, étant une ruelle; et vers le nord-ouest par le numéro 637-469;

Avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Lot No 5.—Un emplacement situé dans la cité de Montréal, composé du lot de terre connu et désigné comme étant le numéro cent soixante-quatorze de la redivision officielle de partie du lot originaire numéro trois mille quatre cent sept (No 3407-174) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; borné en front vers l'ouest par la rue Aqueduct, numéro 3407-194; en arrière vers l'est par le numéro 3407-163, étant une ruelle; d'un côté vers le nord par le numéro 3407-173 et de l'autre côté vers le sud par le numéro 3407-174, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-sept pieds de profondeur, contenant en superficie deux mille cent soixante-quinze pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées;

Lot No 6.—Un lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre cent trente-huit de la subdivision officielle de partie du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-neuf (No 4669-438) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; borné vers le nord par le numéro 4669-412 (rue), vers l'est par le numéro 4669-439, vers le sud par le numéro 4669-454 (ruelle); et vers l'ouest par le numéro 4669-437, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, formant une superficie de mille huit cent soixante-quinze pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées;

Lot No 7.—Un lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq cent vingt-huit de la subdivision officielle de portion du lot originaire numéro six cent trente-sept (No 637-528) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent; borné vers le nord-est par le numéro 637-545, étant une ruelle, vers le sud-

of Montreal; bounded in front, towards the west, by Aqueduct street, No. 3407-194; in rear, towards the east, by a lane No. 3407-163; on one side, towards the north, by the number 3407-167; and on the other side, towards the south, by the number 3407-169, measuring the said lot, twenty-five feet in width by a depth of eighty-eight feet, containing two thousand two hundred feet in superficies, English measure and more or less.

With all the buildings thereon erected;

Lot No. 4.—An emplacement situate on Saint Adèle avenue, in the city of Montreal, composed of the two lots of land known and designated as numbers four hundred and sixty-seven and four hundred and sixty-eight of the official subdivision of portion of the original lot number six hundred and thirty-seven (No. 637-467 and 468) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, measuring each of the said lots twenty-six feet in width by a depth of seventy-six feet, containig in superficies, each, one thousand nine hundred and seventy-six feet English measure, and more or less; bounded the said lot number 637-467, towards the north-east by the number 637-505, being Saint Adèle avenue; towards the south east by the number 637-434, being a lane; towards the south-west by the number 637-466, being a lane; and towards the north-west by the number 637-468;—and the said lot number 637-468, towards the north-east by the number 637-505, being Sainte Adèle avenue; towards the south-east by the number 637-467; towards the south-west by the number 637-466, being a lane, and towards the north-west by the number 637-469;

With the buildings thereon erected.

Lot No. 5.—An emplacement situate in the city of Montreal, composed of the lot of land known and designated as number one hundred and seventy-four of the official redivision of part of the original lot number three thousand four hundred and seven (No. 3407-174) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded in front, towards the west, by Aqueduct street, No. 3407-194; in rear, towards the east, by the number 3407-163, being a lane; on one side, towards the north by the number 3407-173; and on the other side by the number 3407-175, measuring twenty-five feet in width by a depth of eighty-seven feet in depth, containing two thousand one hundred and seventy-five feet in superficies, English measure, more or less.

With all the buildings thereon erected;

Lot No 6.—A lot of land known and designated as number four hundred and thirty-eight of the official subdivision of part of the original lot number four thousand six hundred and sixty-nine (No. 4669-438) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded towards the north by the number 4669-412 (street), towards the east by the number 4669-439, towards the south by the number 4669-454 (lane) and towards the west by the number 4669-437, measuring twenty-five feet in width by a depth of seventy-five feet, containing one thousand eight hundred and seventy-five feet in superficies, English measure and more or less.

With all the buildings thereon erected;

Lot No. 7.—A lot of land known and designated as number five hundred and twenty-eight of the official subdivision of portion of the original lot number six hundred and thirty-seven (No. 637-528) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent; bounded towards the north-east by the number 637-545, being a

est par le numéro 637-527, vers le sud-ouest par le numéro 637-505, étant l'avenue Sainte-Adèle; et vers le nord-ouest par le numéro 637-529, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-seize pieds de profondeur et contenant mille neuf cents pieds en superficie, mesure anglaise oet pls ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Un dépôt de $1,000.00 sera exigé sur chaque lot avant l'adjudication.

Pour autres informations et conditions de vente, s'adresser aux syndics autorisés soussignés.

TURCOTTE & MERRILL.

97 rue Saint-Jacques, Montréal.

Encanteurs :

FRASER FRERES. 909—11-2

Sous la Loi de Faillite

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, *In re:* Adélard Dion, journalier, Saint-Hyacinthe, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le DIX-HUIT AVRIL prochain, il sera procédé à la vente à l'encan public et conformément au paragraphe 3-B de l'article 20 de la Loi de faillite, des immeubles suivants dépendant de l'actif de ladite cession autorisée, comme suit :

A.—A DIX heures du matin, au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, les immeubles suivants :

1. Un emplacement sis et situé sur la rue Saint-Michel, en la cité de Saint-Hyacinthe, de la contenance de cinquante pieds de largeur par quatre-vingt pieds de profondeur, le tout plus ou moins, connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante-seize (176) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite cité—avec les bâtisses y érigées;

2. Un emplacement sis et situé sur la rue Notre-Dame, quartier No 5, en la cité de Saint-Hyacinthe, étant les numéros quatre cent quarante-quatre (444) et quatre cent quarante-six (446) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hyacinthe, de la contenance chacun de cinquante pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, le tout plus ou moins, avec les bâtisses y érigées. A distraire desdits numéros une lisière de terre prise au front pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, suivant acte de vente enregistré sous le No 53977-B;

3. Le lot numéro deux cent quarante-six (246) le lot numéro deux cent quarante-huit (248) et le lot deux cent quarante-neuf (249) des plan et livre de renvoi officiels du village de Labelle, dans la division numéro deux du comté de Labelle—avec les bâtisses y érigées;

B.—A DEUX heures de l'après-midi, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin, les biens suivants :

1. Un lopin de terre sis et situé en la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin, sur le chemin du petit rang, ayant une superficie d'un demi arpent carré, et faisant partie du lot numéro douze cent vingt-quatre (1224) aux plan et livre de renvoi officieli pour la paroisse de Saint-Hyacinthe, étant le coin nord-ouest dudit lot et borné comme suit : en front au nord le chemin du petit rang, à l'ouest à la ligne de division entre les lots Nos 1225 et 1224, à l'est et au sud au résidu dudit lot numéro 1224—avec une fromagerie et autres bâtisses y érigées, ainsi que toutes les machines ,machine-

lane, towards the south-east by the number 637-527, towards the south-west by the number 637-505, being Saint Adèle avenue and towards the north-west by the number 637-529; measuring in width twenty-five feet by a depth of seventy-six feet and containing one thousand and nine hundred feet in superficies, English measure and more or less.

With all the buildings thereon erected.

A deposit of $1,000.00 on the price of adjudication will be required on each lot before the adjudication.

For further particulars and *Cahier des Charges*, apply to the undersigned authorized trustees.

TURCOTTE & MERRILL.

97, Saint James street, Montreal.

FRASER BROS,

Auctioners. 910—11-2

Under the Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Saint Hyacinthe. *In re :* Adélard Dion, laborer, Saint Hyacinthe, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the EIGHTEENTH of APRIL next, there will be sold at public auction, pursuant to paragraph 3-B of article 20 of the Bankruptcy Act, the following immoveables forming part of the above estate, as follows :

A.—At TEN o'clock in the forenoon, at the sheriff's office, at the Court House, in the city of Saint Hyacinthe, the following immoveables :

1. An emplacement lying and situate on Saint Michel street, in the city of Saint Hyacinthe, containing fifty feet in width by eighty feet in depth, the whole more or less, known and designated as being the lot number one hundred and seventy-six (176) on the official plan and book of reference of the said city—with the buildings thereon erected ;

2. An emplacement lying and situate on Notre-Dame street, ward No. 5, in the city of Saint Hyacinthe, being the numbers four hundred and forty-four (444) and four hundred and forty-six (446) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Hyacinthe, each lot containing fifty feet in width by ninety feet in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected. To deduct from the said lots a strip of land taken at the front thereof for widening Notre-Dame street, as per deed of sale registered under the No. 53977-B,

3. The lot number two hundred and forty-six (246), the lot number two hundred and forty-eight (248) and the lot number two hundred and forty-nine (249), of the official plan and book of reference of the village of Labelle, in the second division of the county of Labelle—with the buildings thereon erected;

B.—At TWO o'clock in the afternoon, at the church door of the parish of Saint-Thomas-d'Aquin, the following properties :

1. A parcel of land lying and situate in the parish of Saint-Thomas-d'Aquin, on the road of the small range, having an area of one half arpent, square, and forming part of the lot number twelve hundred and twenty-four (1224), on the official plan and book of reference for the parish of Saint Hyacinthe, being the north-west corner of the said lot and bounded as follows : in front to the north by the road of the small range, on the west by the line of division between the lots 1225 and 1224, on the east and south by the residue of the said lot number 1224—with a cheese

ries, outils et accessoires servant à l'exploitation de ladite fromagerie ;

2. Un lot de bois (croutes) pour l'utilité de ladite fromagerie.

Les titres et certificats des bureaux d'enrégistrement peuvent être consultés à mon bureau.

Les propriétés peuvent être visitées en tout temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3-B de la Loi de faillite, et elle équivaut à une vente par le shérif.

Saint-Hyacinthe, 7 mars 1922.

Le syndic autorisé,
HORACE ST-GERMAIN,
Notaire.

93 rue Mondor. 913—11-2

La loi de Faillite

Canada, province de Québec, district de Richelieu, No 13.

Dans l'affaire de Arthur Langlois, marchand, de la cité de Sorel, cédant autorisé.

Avis public est par le présent donné que l'immeuble dudit Arthur Langlois, désigné comme suit:

Un terrain ou emplacement situé en la cité de Sorel, sur le côté est de la rue Du Roi, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Sorel, comme étant partie du lot numéro cinq.ent trente-trois (pt. No 533), contenant environ trente-neuf pieds et trois pouces de front à la rue du Roi, sur quatre-vingt-seize pieds de profondeur, de là prenant une largeur additionnelle vers le nord de vingt-six pieds et neuf pouces sur une profondeur additionnelle de trente-six pieds, le tout de mesure anglaise· tenant en front, à la rue Du Roi, en profondeur à l'est au lot de terre numéro cinq cent trente-six, la propriété de M. Hubert Mongeon, au sud au lot de terre numéro cinq cent trente-deux de Madame J.-B.-A. Falardeau, et au nord à l'autre partie dudit lot numéro cinq cent trente-trois, la propriété de M. L.-S. Robitaille et au lot de terre numéro cinq cent trente-quatre, la propriété de M. W. G. Morgan—avec le magasin et autres bâtisses et dépendances y érigées, et avec le droit à la mitoyenneté et sujet au droit de mitoyenneté dans les murs et les cheminées des bâtisses contigues, et sujet au droit de passer tant à pieds qu'en voiture pour le propriétaire du résidu dudit lot numéro cinq cent trente-trois et ses représentants, pour communiquer de son dit terrain au passage dans la ligne ouest du lot de terre numéro cinq cent trente-six, et avec en outre les servitudes actives ou passives, apparentes ou non apparentes pouvant se rattacher à l'immeuble ci-dessus décrit et notamment avec le droit de passage qui peut exister pour la commodité de l'immeuble présentement décrit sur le lot de terre numéro cinq cent trente-six, sans toutefois,de garantie quant à ce droit de passage.

Sera vendu en la cité de Sorel, au magasin dudit immeuble au No 47 de la rue Du Roi, JEUDI, le VINGTIEME jour d'AVRIL mil neuf cent vingt-deux, à DIX heures de l'avant-midi.

Cette vente est faite conformément à l'article

factory and other buildings thereon erected, together with the machines, machineries, tools and accessories used in the operation of the said cheese factory ;

2. A lot of slabs for the use of the said cheese factory.

The titles and certificates of the registry office can be examined at my office.

The properties can be inspected at any time.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3-B, of the Bankruptcy Act, and has the same effects as a sheriff's sale.

Saint Hyacinthe, March 7th, 1922.

HORACE ST-GERMAIN,
Notary.
Authorized trustee.

93 Mondor street. 914—11-2

The Bankruptcy Act.

Canada, Province of Quebec, district of Richelieu, No. 13.

In the matter of Arthur Langlois, merchant, of the city of Sorel, authorized assignor.

Public notice is hereby given that the immoveable of the said Arthur Langlois, described as follows :

A piece of land or emplacement situate in the city of Sorel, on the east side of Du Roi street, known and designated on the official plan and book of reference of the town of Sorel, as being part of the lot number five hundred and thirty three (pt. No. 533), containing about thirty nine feet and three inches in front on Du Roi street by ninety six feet in depth, thence having an additional, width towards the north of twenty six feet and nine inches by an additional depth of thirty six feet, the whole according to English measurements; bounded in front by Du Roi street, in depth to the east by the lot of land number five hundred and thirty six, the property of Mr. Hubert Mongeon, on the south by the lot of land number five hundred and thirty two owned by Dame J. B. A. Falardeau, and on the north by the other part of the said lot number five hundred and thirty three, the property of Mr. L. S. Robitaille and by the lot of land number five hundred and thirty four, the property of Mr. W. G. M. Morgan—with the store and other buildings and dependencies thereon erected, and with the right to the *mitoyenneté* and subject to the right of *mitoyenneté* in the walls and chimneys of the adjacent buildings, and subject to the right of the owner of the residue of the said lot number five hundred and thirty three and his representatives to pass on foot and with vehicles to gain access from his land to the passage in the west line of the lot of land number five hundred and thirty six, and together with the active, passive, apparent or unapparent servitudes which may be attached to the said above described immoveable and especially with the right of way which may exist for the convenience of the immoveable herein described on the lot of land number five hundred and thirty six, without, however, any warranty as to such right of way.

Will be sold in the city of Sorel, at the store of the said immoveable, No. 47 Du Roi street, on THURSDAY, the TWENTIETH day of APRIL, one thousand nine hundred and twenty two, at TEN o'clock in the forenoon.

This sale is made pursuant to article 20,

20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite et elle a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Sorel, 4 mars 1922.

Le syndic autorisé,
J.-C.-A. TURCOTTE.

919—11-2

La loi de Faillite.

Canada, province de Québec, district de Bedford.

Dans l'affaire de la cession autorisée de William Bonneau, cultivateur, de la partie est du canton de Farnham.

Avis public est par les présentes donné, que en vertu d'une résolution des inspecteurs de cette faillite, et conformément à la Loi des faillites 9-10 George V, chapitre 36, article 20, et aux amendements d'icelle, on vendra à l'enchère publique, VENDREDI, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, 1922, à ONZE heures a. m., à la porte de l'église du village d'Adamsville, dans la partie est du canton de Farnham, district de Bedford, l'immeuble suivant, savoir:

1. Un morceau de terre désigné comme étant la moitié ouest du lot numéro huit dans le cinquième rang du canton de Farnham est, d'après l'ancienne division des lots et maintenant désigné comme étant le lot numéro cinq cent quarante-quatre (544) des plan et livre de renvois officiels du cadastre du canton de Farnham est, contenant environ cent acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées;

2. Un autre terrain désigné comme étant le lot numéro cinq cent quarante-cinq (545) du susdit cadastre de la contenance de cinquante acres de terre en superficie, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise.

Ladite vente aura lieu pour argent comptant.

Farnham, 6 mars 1922.

Le syndic autorisé,
D.-H. NOISEUX.

927—11-2

Canada, province de Québec, district de Bedford.

Dans l'affaire de la cession autorisée de Ephrem Meunier, cultivateur, de la partie ouest du canton de Farhnam.

LA Loi de Faillite

Avis est par les présentes donné, que en vertu d'une résolution des inspecteurs de cette faillite, et conformément à la loi 9-10 Georges V, chapitre 36, article 20, et aux amendements d'icelle, on vendra à l'enchère publique, MERCREDI, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, 1922 à ONZE heures de l'avant-midi, au bureau du syndic soussigné, en la ville de Farnham, district de Bedford, l'immeuble suivant, savoir :

Une terre située dans la partie ouest du canton de Farnham, désignée par le lot numéro cent quatre vingt-sept (187) des plan et livre de renvois officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Romuald-de-Farnham, de la contenance de cent cinquante-cinq acres de terre environ, le tout sans garantie de mesure précises—avec toute les bâtisses y érigées.

Ladite vente aura lieu pour argent comptant

Farnham, 6 mars 1922.

Le syndic autorisé,
D.-H. NOISEUX.

925—11-2

---

paragraph B-3 of the Bankruptcy Act and has the same effects as a sheriff's sale.

Sorel, 4th March, 1922.

J. C. A. TURCOTTE,
Authorized trustee.

920—11-2

The Bankruptcy Act.

Canada, Province of Quebec, district of Bedford.

In the matter of William Bonneau, farmer, of the east part of the township of Farnham, authorized assignor.

Notice is hereby given that by virtue of a resolution of the inspectors of this insolvent estate and according to the Bankruptcy Act 9-10 George V, chapter 36, article 20 and amendments, the immoveable property hereinafter described, will be sold by public auction, FRIDAY, the TWENTIETH day of APRIL next, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the church door of the village of Adamsville, in the east part of the township of Farnham, district of Bedford, to wit:

1. A piece of land designated as the west half of lot number eight, in the fifth range of the east part of the township of Farnham, according to primitive survey of lots, now designated as lot number five hundred and forty four (544) of the official plan and book of reference of the east part of the township of Farnham, containing about one hundred acres of land in superficies, more or less—with the buildings thereon erected;

2. Another piece of land designated as lot number five hundred and forty five (545) of the above said official plan, containing about fifty acres of land in superficies, the whole more or less, without any guarantee of precise measurements.

The said sale will be made for cash money.

Farnham, 6th March, 1922.

D. H. NOISEUX,
Authorized trustee.

928—11-2

Canada, Province of Quebec, district of Bedford.

In the matter of Ephrem Meunier, farmer, of the township of West Farnham, authorized assignor.

The Bankruptcy Act

Notice is hereby given that by virtue of a resolution of the inspectors of this insolvent estate, and according to the Bankruptcy Aact 9-10 George V, Chap. 36, art. 20 and amendments, the immoveable property hereinafter described will be sold by public auction, WEDNESSAY, the NINETEENTH day of APRIL next, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, in the office of the undersigned turstee, in the town of Farnham, district of Bedford, to wit :

A farm situate in the township of West Farnham, designated by lot number one hundred and eighty-seven (187) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Romuald-de-Farnham, containing about one hundred and fifty-five acres of land, the whole without any guarantee of precise measurements—with the buildings thereon erected.

The sale will be made for cash money.

Farnham, March 6th, 1922.

D. H. NOISEUX,
Authorized trustee.

925—11-2

La Loi de Faillite

Canada, province de Québec, district de Richelieu, No 7.

Dans l'affaire de Agénor Joyal, fils de David, cultivateur, de la paroisse de Saint-David, comté Yamaska, P. Q., cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que la terre dudit Agénor Joyal, désignée comme suit :

1. Une terre située en la paroisse de Saint-David, dans la cinquième concession, connue au plan et livre de renvoi du cadastre officiel de ladite paroisse de Saint-David, comme étant composée des lots numéros soixante-dix-sept, soixante dix-huit, soixante-dix-neuf, quatre-vingt-un (Nos 77, 78, 79, 80 et 81) ; contenant quatre arpents et demi de largeur sur vingt-cinq de profondeur, le tout plus ou moins—avec toutes les bâtisses y érigées.

Cette vente est faite avec charge d'une pension de cent piastres ($100.00), par année, affectant lesdits lots en faveur de David Joyal, de Saint-David-d'Yamaska, P. Q.

Sera vendue au village de Saint-David, dans la salle du conseil, MARDI, le VINGT-CINQ AVRIL mil neuf cent vingt-deux, à DEUX heures de l'après-midi.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3, de la loi de faillite et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Le syndic autorisé,
915—11-2 J.-C.-A. TURCOTTE.

The Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Richelieu, No 7.

In the matter of Agénor Joyal, son of David, farmer, of the parish of Saint David county of Yamaska, P. Q., authorized assignor.

Public notice is hereby given that the land of the said Agénor Joyal described as follows :

the said Agénor Joyal, described as follows :

1. A farm situate in the parish of Saint David, in the fifth concession, known on the official cadastral plan and book of reference of the said parish of Saint David, as being composed of the lots numbers seventy-seven, seventy-eight, seventy-nine, eighty and eighty-one (Nos. 77, 78, 79, 80 and 81), containing four arpents and a half in width by twenty-five in depth, the whole more or less—with all the buildings thereon reected.

This sale is made with the charge of a pension of one hundred ($100.00) dollars per anunm, encumbering the said lots in favor of David Joyal, of Saint-David-d'Yamaska, P. Q.

Will be sold at the village of Saint David, in the Council Hall, on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of APRIL, one thousand nine hundred and twenty-two, at TWO o'clock in the afternoon.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, and has the same effects as a sheriff's sale.

J.-C.-A. TURCOTTE,
916—11-2 Authorized trustee.

La Loi de Faillite

Canada, province de Québec, district de Richelieu, No 9.

dans l'affaire de Hormisdas Joyal, fils de Joseph, cultivateur, de la paroisse de Saint-David, comté d'Yamaska, P. Q., cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que les terres dudit Hormisdas Joyal, désignées comme suit :

1. Une terre sise et située en la paroisse de Saint-David, dit district, connue aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de ladite paroisse de Saint-David, comme étant composée des lots numéros sept cent quatre-vingt-huit et sept cent quatre-vingt-neuf (Nos 788 et 789), de forme irrégulière, contenant cent vingt-huit arpents de superficie, le tout plus ou moins—avec toutes les bâtisses y érigées;

2. Une terre située en la paroisse de Saint-David, dit district, connue aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de ladite paroisse de Saint-David, comme étant composée des lots numéros huit cent quatre-vingt-huit et huit cent quatre-vingt-neuf (888 et 889)—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Seront vendues au village de Saint-David, dans la salle du conseil, MARDI, le DEUXIEME jour de MAI mil neuf cent vingt-deux, à DEUX heures de l'après-midi.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la loi de faillite et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Le syndic autorisé,
917—11-2 J.-C.-A. TURCOTTE.

The Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Richelieu, No. 9,

In the matter of Hormisdas Joyal, son of Joseph, farmer, of the parish of Saint David, county of Yamaska, P. Q., authorized assignor.

Public notice is hereby given that the lands of the said Hormisdas Joyal, described as follows :

1. A farm lying and situate in the parish of Saint David, said district, known on the official cadastral plan and book of reference of the said parish of Saint David, as being composed of the lots numbers seven hundred and eighty eight and seven hundred and eighty-nine (Nos. 788 and 789), of irregular outline, comprising one hundred and twenty-eight arpents in superficies, the whole more or less—with all the buildings thereon erected·

2. A farm situate in the parish of Saint David, said district, known on the official cadastral plan and book of reference of the said parish of Saint David, as being composed of the lots numbers eight hundred and eighty-eight and eight hundred and eighty-nine (Nos. 888 and 889)—with all the buildings thereon erected.

Will be sold at the village of Saint David, in the Council Hall, on TUESDAY, the SECOND day of MAY, one thousand nine hundred and twenty-two, at TWO o'clock in the afternoon.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act and has the same effects as a sheriff's sale.

J. C. A. TURCOTTE,
918—11-2 Authorized trustee.

Cour supérieure en matière de faillite

Province de Québec, district de Montréal, No 172.

Dans l'affaire de Pierre Plante, de la cité

Superior Court in Bankruptcy

Province of Quebec, district of Montreal, No. 172.

In the matter of Pierre Plante, of the city

de Shawinigan Falls, comté de Saint-Maurice, district de Trois-Rivières, Qué., cédant autorisé ; et Paquet & Bonnier, de la cité de Montréal, Qué., syndics autorisés.

Avis public est par le présent donné que le terrain et bâtisses dessus érigées sous-mentionnés seront vendus au bureau des syndics soussignés, JEUDI, VINGT AVRIL prochain à ONZE 11 heures de l'avant-midi :

La juste moitié est du :

Lot de terre situé à Shawinigan Falls, portant le numéro trente-deux de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-huit (628-32) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore; borné en front par la Quatrième rue, en arrière par une ruelle, du côté est par le No 628-31 et du côté ouest par le No 628-33.

Avec la maison et autres bâtisses érigées sur ladite moitié est.

Pour être vendus à Montréal, le VINGTIEME jour d'Avril 1922, à ONZE heures de l'avant-midi.

Pour de plus amples informations, s'adresser aux soussignés.

Syndics autorisés,
PAQUET & BONNIER.

120 rue Saint-Jacques, Montréal, Qué.

995—11-2

Re : Marcel Moussin, Mont-Laurier, en faillite.

Avis est ici donné que le syndic soussigné vendra les propriétés immobilières ci-dessous mentionnées à la porte de l'église catholique romaine de la paroisse du village de Mont-Laurier, à l'enchère publique, MARDI, le ONZIEME jour d'AVRIL 1922, à DIX heures de l'avant-midi, au plus haut et dernier enchérisseur, argent comptant.

1. Un emplacement situé sur la rue de la station du village de Mont-Laurier, lot No. 1405 des plan et livre de renvoi officiels du village de Mont-Laurier, contenant 60 pieds de largeur par 110 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins avec bâtisses sus érigées ;

2. Un lopin de terre ou emplacement connu et désigné sous le No. 1394 des plans et livre de renvoi officiels du village de Mont-Laurier avec—les bâtisses sus érigées.

CONDITIONS DE VENTE.

1. L'acheteur paiera 25% du prix d'achat lors de l'adjudication, ledit montant pour être confisqué si le résidu du prix de vente n'est pas payé lorsque l'acte de vente sera prêt pour signature ;

2. L'acheteur paiera tous frais et honoraires de l'acte de vente et de l'enregistrement d'icelui de même que le coût d'une copie pour l'usage du syndic, ledit acte de vente devant être passé devant le notaire que choisira le syndic ;

3. L'adjudication sera en tout tenps sams garantie de contenance de la propriété immobilière, mais cette adjudication transfèrera tous droits y afférents dont la compagnie aura eu l'exercice, de même que toutes les servitudes actives y attachées, même si ces servitudes ne sont pas mentionnées dans les conditions présentes ;

4. L'acheteur déclare ici avoir examiné les immeubles susdécrits et en être absolument satisfait ;

5. Chaque enchère implique consentement d'acheter la chose au prix offert sauf offre plus élevé ;

of Shawinigan Falls, county of Saint Maurice, district of Three Rivers, Que., authorized assignor; and Paquet & Bonnier, of the city of Montreal, Que., authorized trustees.

Public notice is hereby given that a piece of ground with the buildings thereon erected undermentioned will be sold at the office of the undersigned trustees, on THURSDAY, APRIL TWENTIETH, 1922, at ELEVEN o'clock a. m.

The right eastern half of :

Piece of ground situated at Shawinigan Falls, bearing No. 32 of subdivision of cadastral lot No. 628 (628-32) of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Flore; bounded in front by Fourth street, in rear by a lane, eastward by No. 628-31 and westward by No. 628-33.

With the house and other buildings erected on the said eastern half.

To be sold at Montreal, on the TWENTIETH day of APRIL, 1922, at ELEVEN o'clock a.m.

For further particulars, apply for teh undersigned.

PAQUET & BONNIER,
Authorized trustees.

120 St. James St., Montreal, Que.

996—11-2

Re : Marcel Moussin, Mont-Laurier, in bankruptcy.

Notice is hereby given that the undersigned trustee will sell the undermentioned immoveable properties, at the Roman Catholic church door of the parish of the village of Mont-Laurier, at public auction, on TUESDAY, the ELEVENTH day of APRIL, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, to the highest and last bidder, for cash.

1. An emplacement situate on the street leading to the station in the village of Mont-Laurier, lot No 1405 of t e official plan and book of reference of the village of Mont-Laurier, containing 60 feet in width by 110 feet in depth, English measurements, more or less, with the buildings thereon erected ;

2. A parcel of land or emplacement known and designated under the No. 1394 of the official plan and book of reference of the village of Mont-Laurier—with the buildings thereon erected.

CONDITIONS OF SALE.

1. The purchaser shall pay 25% of the purchase price at the time of the adjudication, the said sum to be confiscated if the residu of the sale price be not paid when the deed of sale is ready for signature ;

2. The purchaser shall pay all the costs and fees of the deed of sale and the registration thereof, and also the cost of a copy for the use of the trustee, the said deed of sale to be passed before the notary chosen by the trustee ;

3. The adjudication shall be always without warranty as to the contents of the immoveable property, but this adjudication shall transfer all the rights attached thereto which the company may have had the enjoyment of, as well as all the active servitudes attached thereto even if the servitudes are not mentioned in the present conditions ;

4. The purchaser shall declare to have examined the foregoing immoveables and to be absolutely satisfied ;

5. Every bid implies consent to buy the thing at the price offered, save higher bid ;

6. L'acheteur signera les présentes conditions de vente immédiatement après l'adjudication et cette signature équivaudra à son entier endossement de chacune des conditions de vente.

7. L'acheteur paiera en sus du prix d'achat 7½% de ce prix en commmission aux encanteurs et au syndic, en plus il paiera les droits du gouvernement ;

8. L'acheteur remboursera le syndic de la proportion de la prime d'assurance affectant lesdits immeubles pour la période non expirée couverte par lesdites primes, aussi la proportion des taxes, etc.

Pour plus amples informations, s'adresser au soussigné.

Le syndic autorisé,
J.-G. DUHAMEL.

92 Notre-Dame-Est,
Bâtisse " La Sauvegarde", Montréal.
Montréal, 23 février 1922. 809—10-2

6. The purchaser shall sign the present conditions of sale immediately after the adjudication and this signature shall be equivalent to his full endorsement of each of the conditions of sale.

7. The purchaser shall pay in addition to the purchase price 7½% of this price as commission to the auctionners and to the trustee, and moreover the government fees ;

8. The purchaser shall reimburse the trustee of the proportion of the insurance premium on the said immoveables for the time not expired covered by the said premiums, and also the proportion of taxes, etc.

For further particulars, apply to the undersigned,

J. G. DUHAMEL.
Authorized trustee.

92 Notre-Dame street East,
La Sauvegarde building, Montreal.
Montreal, February 23rd, 1922. 810—10-2

Ventes par licitation

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 548.

Simons Thompson, cultivateur, de Saint-Ambroise-de-Loretteville, Maynard Barry, négociant, du même endroit, demandeurs; vs Arthur Durand de Loretteville; Charles Pageau, de Loretteville; Arthur Durand, de Loretteville, en sa qualité de curateur à Joseph Durand, interdit pour folie et démence et interné à l'asile de Beauport; et les dits héritiers de Charles Durand, en son vivant de Loretteville, de lieux inconnus, défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le 3ième jour de décembre 1921, dans une cause dans laquelle Simons Thompson, cultivateur, de Saint-Ambroise-de-Loretteville, Maynard Berry, négociant, du même endroit sont demandeurs, et Arthur Durand, de Loretteville; Charles Pageau, de Loretteville; Arthur Durand, de Loretteville, en sa qualité de curateur à Joseph Durand, interdit pour folie et démence et interné à l'asile de Beauport; et lesdits héritiers de Charles Durand, en son vivant de Loretteville, de lieux inconnus, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Partie du lot No 172 du cadastre de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Valcartier; bornée vers le nord-est par le No. 208 dudit cadastre, vers le sud-est par le No 160 dudit cadastre, vers le nord-ouest par les Nos 170 et 171, vers le sud-ouest par le No 173, ainsi que tous les droits sur ladite partie de lot possédée par indivis par les parties en cette cause, lesquels droits consistant en une bande de terrain de cinq pieds de largeur bornant cette partie du lac Hayes, situé vers le lot No 172 sus mentionné avec en plus le fond et le dessus dudit lac sur une largeur de trois arpents aussi situé sur ledit lot No. 172 dudit cadastre, avec droit de pêche et un droit de passage de cinq pieds de largeur sur ledit même lot pour donner accès audit lac.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le TROISIEME jour de MAI 1922, à DIX heures du matin, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Québec, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute oppostion à fin

Sales by Licitation

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 548.

Simons Thompson, farmer, of Saint-Ambroise-de-Loretteville, Maynard Barry, trader, of the same place, plaintiffs; vs Arthur Durand, of Loretteville; Charles Pageau, of Loretteville; Arthur Durand, of Loretteville, in his quality of curator to Joseph Durand, interdicted for lunacy and insanity and interned at the Beauport asylum; and the said heirs of Charles Durand, in his lifetime of Loretteville, of parts unknown, defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, the 3rd day of December, 1921, in a cause wherein Simons Thompson, farmer, of Saint-Ambroise-de-Loretteville, Maynard Berry, trader, of the same place, are plaintiffs, and Arthur Durand, of Loretteville; Charles Pageau, of Loretteville; Arthur Durand, of Loretteville, in his quality of curator to Joseph Durand, interdicted for lunacy and insanity and interned at the Beauport Asylum; and the said heirs of Charles Durand, in his lifetime of Loretteville, of parts unknown, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit:

Part of the lot No. 172 of the cadastre of the parish of Saint-Gabriel-de-Valcartier; bounded on the northeast by the lot No. 208 of the said cadastre, on the southeast by the No. 160 of the said cadastre, on the northwest by the Nos 170 and 171, and on the southwest by the No. 173, together with all the rights on the said part of lot held jointly by the parties in this cause, which rights consist in a strip of land five feet wide bordering that part of the Lake Hayes, situated towards the lot No. 172 aforementioned, together with the bottom and top of the said lake for a width of three arpents also situated on the said lot No 172 of the said cadastre, with fishing rights and a right of way five feet wide on the said same lot to gain access to the said lake.

The immoveable above described will be put up to auction and adjudjed to the last and highest bidder on the THIRD day of MAY, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the Court, in the Court room of the Court House, in Quebec, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of said Court; and

d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposé au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixe comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Québec, 20 février, 1922.

Le procureur des demandeurs,

1039—12-2 M.-A. LEMIEUX.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4829.

Dame P. Ethier, demanderesse; vs J.-Antoine Morin, ès-nom et qualité, défendeur.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le vingtième jour de mars 1922, dans une cause de Dame Poméla Ethier, de la cité de Longueuil, dit district, veuve de feu J.-Antoine Morin, en son vivant marchand, de la paroisse de Sainte-Julie, dit district, demanderesse; contre J.-Antoine Morin, jr, instituteur, de la cité et du district de Montréal, tant personnellement que comme tuteur de ses deux enfants mineurs issus de son mariage avec Dame Maria Thomas, savoir: Paul-Arthur, âgé de dix-sept ans; et Louis-Philippe, âgé de neuf ans, suivant acte de tutelle rendu par jugement du 23 septembre 1921, et dûment enregistré, défendeur, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, savoir:

L'immeuble portant les numéros 4, 5, 6, 7 de la subdivision du numéro deux cent quatre-vingt-sept (287) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Julie, comté de Verchères, district de Montréal, formant une seule et même exploitation.

Ledit immeuble sera mis à l'enchère le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures et DEMIE du matin, à la chambre 31, salle d'audience du palais de justice, à Montréal, cour tenante ou dans toute autre chambre du palais indiquée par le juge de la Cour de pratique, puis l'enchère sera suspendue, ajournée, et continuée à la porte de l'église de Sainte-Julie-de-Verchères, district de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL 1922, à MIDI, pour y prendre toutes les enchères possibles, puis ladite enchère sera suspendue et ajournée de nouveau et continuée en la susdite salle d'audience du palais de justice de Montréal, à la chambre 31, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL 1922, ou dans toute chambre du palais indiquée par le juge de la Cour de pratique, pour y recevoir encore des enchères s'il y a lieu, et pour ledit immeuble être adjugé là et alors au plus offrant et dernier enchérisseur, cour tenante; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge, à fin de distraire, à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et l'adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans le

that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and, failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be forclosed from so doing.

Quebec, 20th February, 1922.

M. A. LEMIEUX,

1040—12-3 Attorney for plaintiffs.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4829.

Dame P. Ethier, plaintiff; vs J. Antoine Morin, in his own name and quality, defendant.

Notice is hereby given that under a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, the twentieth day of March, 1922, in a cause where in Dame Poméla Ethier, of the city of Longueuil, said district, widow of the late J. Antoine Morin, in his lifetime merchant, of the parish of Saint Julie, said district is plaintiff; against J. Antoine Morin, jr., teacher, of the city and district of Montreal, both personally and as tutor to his two minor children issued of his marriage with Dame Maria Thomas, namely: Paul Arthur, aged seventeen years, and Louis Philippe, aged nine years, according to an act of tutorship rendered by judgment of the 23rd of September, 1921, and duly registered, defendant, ordering the licitation of the following immoveable, to wit:

The immoveable bearing the numbers 4, 5, 6, 7 of the subdivision of the number two hundred and eighty seven (287 of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Julie, county of Verchères, district of Montreal, forming one single plot of land.

The said immoveable will be put up to auction on the TWENTY SIXTH day of APRIL next, at HALF past TEN of the clock in the forenoon, in room 31, Court Room of the Montreal Court House, sitting the Court or in any other room that the sitting judge in the practice division may refer, then the auction will be suspended, adjourned and continued at the church door of Sainte Julie-de-Verchères, district of Montreal, the TWENTY SEVENTH of APRIL, 1922, at TWELVE o'clock NOON, to take all possible bids, then the said auction shall be suspended and again adjourned and continued in the aforesaid Court room of the Montreal Court House, in room 31, at HALF past TEN of the clock in the forenoon the TWENTY EIGHTH of APRIL 1922, or in any other room that the sitting judge in the practice division may refer, to receive new bids, should the occasion arise, and the said immoveable to be then and there adjudged to the highest and last bidder, sitting the Court; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for pay nent must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties

délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 25 mars 1922.

Le procureur du demandeur,

1153—12-2 L.-CONRAD PELLETIER.

Province de Québec, district de Beauharnois, No 4039, Cour supérieure.

Adélard Vaillancourt *et al*, demandeurs; vs Joseph Vaillancourt fils *et al*, défendeurs.

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Salaberry-de-Valleyfield, dans le district de Beauharnois, rendu le 8 mars 1922, dans une cause dans laquelle Adélard Vaillancourt, artisan, et Félicité Vaillancourt, fille majeure usant de ses droits, tous deux de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, sont demandeurs; et Joseph Vaillancourt fils, journalier, actuellement du canton de Havelock, dit district, Francis Vaillancourt, artisan, de ladite cité de Valleyfield, dit district, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à Abraham, Amable, Marie-Louise, Marcelin, Laurenza, Laurenzo et Donaldo Vaillancourt, tous enfants mineurs de Joseph Vaillancourt fils, prénommé, et de feu Dame Ferdinanda Barré, son épouse, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles suivants, savoir:

1. Un certain terrain situé dans le canton de Franklin, connu et désigné sous le numéro dix B (No 10-B) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Franklin, dans la huitième concession de Jamestown, de la contenance de cinquante arpents;

2. Un certain terrain étant la partie ouest du lot numéro dix-huit-B (No 18-B) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Franklin, contenant un acre de largeur par vingt-cinq acres de longueur; borné au nord par la ligne de division entre la septième et huitième concession de Jamestown, au sud par le chemin public, à l'est par le résidu dudit lot No 18-B, et à l'ouest par le terrain de Michael Leahey—sans bâtisse.

Lesdits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, dans la salle d'audience, séance tenante, au palais de justice, à Salaberry-de-Valleyfield, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL 1922, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et toute oppositon à fin d'annuler, aux fins de charge ou de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de cette Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Valleyfield, ce 10 mars 1922.

Le procureur des demandeurs,

935—11-2 ARTHUR PLANTE.

---

to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be forclosed from so doing.

Montreal, 25th March, 1922.

L. CONRAD PELLETIER,

1154—12-2 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Beauharnois, No 4039, Superior Court.

Adelard Vaillancourt *et al*, plaintiffs; vs Joseph Vaillancourt jnr. *et al*, defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Salaberry-de-Valleyfield, in the district of Beauharnois, rendered on the 8th of March, 1922, in a cause wherein Adelard Vaillancourt, workman, and Felicite Vaillancourt, spinster, in the use of her rights, both of the city of Salaberry-de Valleyfield, are plaintiffs; and Joseph Vaillancourt, junior, laborer, presently of the township of Havelock, said district, Francis Vaillancourt, workman, of the said city of Valleyfield, in said district, both personally and in his quality of tutor to Abraham, Amable, Marie-Louise, Marcelia, Laurenza, Laurenzo and Donaldo Vaillancourt, all minor children of Joseph Vaillancourt, junior, aforesaid, and of the late Dame Ferdinanda Barré, his wife, are defendants, ordering the licitation of the following immoveables, to wit:

1. That certain piece of land situated in the township of Franklin, known and designated under the number ten-B (No 10-B) of the official plan and book of reference of the township of Franklin, in the eighth concession of Jamestown, containing fifty arpents;

2. That certain piece of land being the west part of the lot number eighteen-B (No 18-B) of the official plan and book of reference of the township of Franklin, containing one acre in width by twenty five acres in length; bounded on the north by the divisional line between the seventh and eighth concession of Jamestown, on the south by the public highway, on the east by the residue of the said lot No. 18-B and on the west by the land of Michael Leahey—without buildings thereon.

The above immoveables will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, in the Court room, sitting the Court, at the Court House, at Salaberry-de Valleyfield, on the TWENTY-SECOND day of APRIL, 1922, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be forclosed from so doing.

Valleyfield, March 10th, 1922.

ARTHUR PLANTE,

936—11-2 Attorney for plaintiffs.

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITE DE LA VILLE DE HUNTINGDON.

Avis est aux présentes donné par le soussigné, W.-K. Philps, secrétaire-trésorier de la ville de Huntingdon, que les propriétés immobilières ci-dessus décrites, portant des numéros cadastraux du village de Huntingdon et situées dans ladite ville, seront vendues à l'enchère publique, dans la salle du conseil, immeuble du comté, dans ladite ville, à DIX heures de l'avant-midi, le TREIZIEME jour d'AVRIL 1922, pour taxes municipales et scolaires dues sur icelles, à moins que ces taxes, avec les frais et les intérêts, ne soient payées avant la vente.

Succ. Dame M. J. Kay.. . .	136 et 137	$25. 20

Donné à Huntingdon, ce vingtième jour de mars 1922.

Le secrétaire-trésorier,
W.-K. PHILPS.

1161—12-2

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF HUNTINGDON

Notice is hereby given, by the undersigned, W. K. Philps, secretary-treasurer of the town of Huntingdon, that the immovable properties hereinafter described, bearing the cadastral numbers of the village of Huntingdon and situated in the said town, shall be sold at public auction, in the council room, in the county building, in the said town, at TEN o'clock in the forenoon, on the THIRTEENTH day of APRIL, 1922, for the municipal and school taxes due thereon, unless those taxes, together with the costs and interest, be paid before the sale.

Estate of Mrs M. J. Kay..	136 and 137	$25. 20

Given at Huntingdon, this twentieth day of March, 1922.

W. K. PHILPS,
Secretary-Treasurer.

1162—12-2

VENTES PAR LE SHÉRIF
BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: No 5216. } ANDRÉ JACQUES, demandeur; contre JULES JACQUES ET AL, défendeurs.

Comme appartenant à Jules Jacques:

Un emplacement de trente-un pieds de largeur du côté nord-est ou à la rivière du Loup, trente-trois pieds de largeur le long de la maison dudit Jules Jacques, côté sud-ouest, vingt pieds de largeur à la profondeur ou du côté sud-ouest sur une profondeur de cent-soixante-huit pieds du côté nord-ouest et la ligne de profondeur du côté sud-est étant un peu plus courte, faisant partie ledit emplacement du lot numéro quatre A (4*a*) du cadastre officiel pour le rang du chemin de Kénébec, section B, canton de Jersey, comté de Beauce; borné au sud-est par Augustin Gagnon, représentant Albert Jacques, et du côté nord-ouest par Oscar Boily.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Côme, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph, Beauce, 20 mars 1922.

[Première publication, 25 mars 1922]

1127—12-2

SHERIFF'S SALES
BEAUCE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: No. 5216. } ANDRÉ JACQUES, plaintiff; against JULES JACQUES ET AL, defendants.

As belonging to Jules Jacques:

An emplacement of thirty one feet in width on the northeast side or at the river du Loup, thirty threefeetin width along the house of the said Jules Jacques, southwest side, twenty feet in width at the depth or on the southwest side by a depth of one hundred and sixty eight feet on the northwest side and the depth line on the southeast side being shorter, forming part the said emplacement of the lot number four A (4*a*) of the official cadastre for the Kenebec road range, section B, township of Jersey, county of Beauce; bounded on the southeast by Augustin Gagnon, representing Albert Jacques, and on the northwest side by Oscar Boily.

To be sold at the church door of the parish of Saint Côme, the TWENTY FIFTH day of APRIL next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff.

Saint Joseph, Beauce, 20th March, 1922.

[First publication, 25th March, 1922]

1128—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: No 23. } LA CORPORATION DE LA PAROISSE DE SAINTE-ROSE, demanderesse; contre GEORGES BOUCHER, défendeur.

Le lot numéro vingt-quatre (24) du cadastre pour le onzième rang de Sainte-Rose-de-Watford—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Rose-de-Watford, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph, Beauce, 20 mars 1922.

[Première publication, 25 mars 1922]

1129—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: No. 23. } THE CORPORATION OF THE PARISH OF SAINTE ROSE, plaintiff; against GEORGES BOUCHER, defendant.

The lot number twenty four (24) of the cadastre for the eleventh range of Sainte Rose-de-Watford—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Rose-de-Watford, the TWENTY SIXTH day of APRIL next (1922), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. GUSTAVE GARANT,
Sheriff.

Saint Joseph, Beauce, 20th March, 1922.

[First publication, 25th March, 1922]

1130—12-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure—District de Montréal.

Province de Québec, District de Beauharnois, à savoir: No 3866. } ERNEST ALLARD, défendeurs; vs ARTHUR DESPAROIS ET AL, défendeurs.

Saisi comme appartenant auxdits défendeurs:

Un emplacement sis et situé en la paroissede Saint-Joachim-de-Châteauguay, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la susdite paroisse comme étant le numéro deux cent quarante-trois No 243—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joachim-de-Chateauguay, en la ville de Châteauguay, MARDI, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain 1922, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-O. THISDALE.

Salaberry-de-Valleyfield, 21 mars 1922.

[Première publication, 25 mars 1922]

1131—12-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Province of Quebec, District of Beauharnois, to wit: No. 3866. } ERNEST ALLARD, plaintiff; vs ARTHUR DESJARDINS ET AL, defendants.

Seized as belonging to the said defendants:

An emplacement lying and situate in the parish of Saint Joachim-de-Chateauguay, known and designated on the official plan and book of reference of the aforesaid parish as being the number two hundred and forty three No 243—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Joachim-de-Chateauguay, on TUESDAY, the TWENTY FIFTH day of APRIL next, 1922, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. L. O. THISDALE,
Sheriff.

Salaberry-de-Valleyfield, 21st March, 1922.

[First publication, 25th March, 1922]

1132—12-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.

Province de Québec, District de Chicoutimi, No 6658. } AMEDEE GAGNE, cultivateur, de Jonquières, demandeur; vs JULIE TREMBLAY, épouse contractuellement séparée de biens de Adélard Bergeron, tous deux de Jonquières, ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse.

La moitié indivise de tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel pour le canton de Jonquières, sous le numéro vingt-deux A (22*a*) du quatrième rang de ce canton; lequel terrain mesure cinquante pieds de largeur sur le chemin public et quarante-cinq pieds et demi au bout de la profondeur sur une profondeur de cent pieds; borné à l'ouest par le chemin public, au sud par le terrain de Ferdinand Jean ou ses représentants, à l'est par Aimé Villeneuve ou ses représentants et au nord par Marcel Lavoie ou ses représentants—avec bâtisses et dépendances.

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

Province of Quebec, District of Chicoutimi, No. 6658. } AMEDEE GAGNE, farmer, of Jonquières, plaintiff; vs JULIE TREMBLAY, wife contractually separated as to property of Adélard Bergeroe, both of Jonquières, the latter to authorize his wife for the purposes hereof, defendant.

The undivided half of the whole of that parcel of land or emplacement forming part of the lot known and designated and designated on the official cadastre for the township of Jonquières, under the number twenty two A (22*a*) of the fourth range of the said township; said parcel of land measuring fifty feet in width on the public road and forty five feet and a half at the end of the depth by a depth of one hundred feet; bounded on the west by the public road, on the south by the land of Ferdinand Jean or representatives, on the east by Aimé Villeneuve or representatives and on the north by Marcel

Cet immeuble est désigné au cadastre officiel du rang et canton susdits, subdivision de vingt-deux A, sous le numéro vingt (22*a*-20).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Jonquières, comté de Chicoutimi, JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour du mois d'AVRIL prochain mil neuf cent vingt-deux, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
ELZ. BOIVIN.

Chicoutimi, 16 mars 1922.

[Première publication, 25 mars 1922]

1109—12-2

Lavoie or reprensentatives—with the buildings and dependencies. The said immoveable being designated on the official cadastre of the aforesaid range and township, as number twenty (22*a*-20) of the subdivision of twenty two A.

To be sold at the parochial church door of Jonquières, county of Chicoutimi, on THURSDAY, the TWENTY SEVENTH day of the month of APRIL next, one thousand nine hundred and twenty two, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. ELZ. BOIVIN,
Sheriff.

Chicoutimi, 16th March, 1922.

[First publication, 25th March, 1922]

1110—12-2

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Hull.

Hull, à savoir: } WM FREEDMAN, LIMI-
No. 5889. } TED, demandeur; contre JAMES LOADES, défendeur, à savoir:

La partie nord-ouest et la partie sud-est des subdivisions 604 et 605 du lot cinq dans le rang cinq du canton et du district de Hull—avec bâtisses.

Pour être vendues au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Hull, 22 mars 1922. C.-M. WRIGHT.

[Première publication, 25 mars 1922]

1201—12-2

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Hull.

Hull, to wit: } WM FREEDMAN LIMI-
No. 5889. } TED, plaintiff; against JAMES LOADES, defendant, to wit:

The north west part and the south east part of the sudbivisions 604 and 605 of lot five in range five of the town ship and district of Hull—with all buildings thereon.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. C.-M. WRIGHT,
Hull, 22nd March, 1922. Sheriff.

[First publication, 25th March, 1922]

1202—12-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: } JOSEPH PEL-
No 7589. } LETIER, fils de Joseph Pelletier, de la paroisse de Saint-Hubert, et y faisant affaires comme marchand sous la raison sociale de "Jos. Pelletier Enr.", demandeur; contre JULES ST. PIERRE, de la paroisse de Saint-Hubert, défendeur, à savoir:

Tous les droits d'occupation, d'améliorations, de défrichements, de préemption et autres droits quelconques qu'a et que peut avoir Jules St. Pierre, cultivateur, de la paroisse de Saint-Hubert, sur la moitié sud-ouest du lot de terre numéro quatorze (No 14) du 2ième rang du canton Demers, tel qu'ainsi désigné au cadastre officiel pour ledit canton Demers—avec les bâtisses dessus construites, cironstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hubert, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain 1922, on ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
J.-O. GIRARD.

Rivière-du-Loup, 20 mars 1922.

[Première publication, 25 mars 1922]

1213—12-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière-du-Loup, to wit: } JOSEPH PEL-
No. 7589. } LETIER, son of Joseph Pelletier, of the parish of Saint Hubert, and there carrying on business as merchant under the firm name of "Jos. Pelletier, Reg.", plaintiff; against Jules ST. PIERRE, of the parish of Saint Hubert, defendant, to wit:

All the rights of occupation, improvement, clearing, preemption and other rights whatever which may appertain to Jules St. Pierre, farmer, of the parish of Saint Hubert, on the southwest half of the lot of land number fourteen (No. 14) of the 2nd range of the township of Demers, as designated on the official cadastre for the said township of Demers—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Hubert, the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, 1922, at ELEVEN o'clock, in the forenoon.

Sheriff's office. J. O. GIRARD,
Sheriff.

Rivière-du-Loup, 20th March, 1922.

1214—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—Kamouraska.

Montmagny, à savoir: No 7797. } LA CIE DORCHESTER, LIMITEE, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demanderesse; contre ELZEAR HEBERT, de Saint-Eleuthère, comté de Kamouraska.

Les droits du défendeur comprenant la faculté de retraire, dans les deux ans, pour la somme de six cents piastres ($600.00) de capital et quarante deux piastres ($42.00) par année, en vertu d'un acte de vente consenti par ledit défendeur, Elzéar Hébert, à Julien Bernier, devant L.-D.-E. Rousseau, N. P., le sept novembre 1921 et enregistré à Montmagny, le 8 novembre 1921, No 33798, sur les lots.

1. Un terrain de un arpent de front sur quatorze de profondeur—avec bâtisses construites, étant partie du lot numéro six cent soixante et dix (670) du cadastre officiel de la paroisse du Cap Saint-Ignace;

2. Un terrain—avec bâtisses, étant le lot numéro six cent soixante-dix-sept (677) du cadastre officiel du Cap Saint-Ignace;

3. Un terrain connu aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Cap Saint-Ignace, sous le numéro mille neuf (1009).

Pour être vendus à la porte de l'glise paroissiale du Cap Saint-Ignace, JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour du mois d'AVRIL prochain (1922) à DIX HEURES ET DEMIE de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,

Montmagny, 21 mars 1922. J.-C. LISLOIS.

[Première publication, 25 mars 1922]

1111—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Kamouraska.

Montmagny, to wit: No. 7797. } LA CIE DORCHESTER, LIMITEE, a body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff; against ELZEAR HEBERT, of Saint-Eleuthère, county of Kamouraska.

The rights of the defendant comprising the power to redeem, within two years, for the sum of six hundred ($600.00) dollars of capital and forty two ($42.00) dollars per annum, in virtue of a deed of sale made by the said defendant, Elzear Hebert, to Julien Bernier, before L. D. E. Rousseau, N. P. the seventh November, 1921, and registered at Montmagny, the 8th of November, 1921, No 33798, on the lots.

1. A lot of land of one arpent in front by fourteen arpents in depth—with the buildings thereon erected, being part of the lot number six hundred and seventy (670) of the official cadastre of the parish of Cap Saint-Ignace;

2. A lot of land—with the buildings thereon, being the lot number six hundred and seventy seven (677) of the official cadastre of Cap Saint-Ignace;

3. A lot of land known on the official plan and book of reference of the cadastre of Cap Saint-Ignace, under the number one thousand and nine (1009).

To be sold at the parochial church door of Cap Saint-Ignace, on THURSDAY, the TWENTY SEVENTH day of the month of APRIL, next (1922), at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. J. C. LISLOIS,

Montmagny, 21st March, 1922. Sheriff.

[First publication, 25th March, 1922]

1112—12-2

DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure—Montmagny.

Montmagny, à savoir: No 757. } JOSEPH LACHANCE, marchand, de Daaquam, comté de Montmagny, demandeur; contre EDOUARD GAGNE, du même endroit, intervenant.

Un emplacement faisant partie du lot numéro dix (10) du cadastre officiel pour le cinquième (5) rang du canton Panet—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Juste-de-la-Bretonnière, JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour du mois d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,

J.-C. LISLOIS.

Montmagny, 21 mars 1922.

[Première publication, 25 mars 1922]

1179—12-2

DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—Montmagny.

Montmagny, to wit: No. 757. } JOSEPH LACHANCE, merchant, of Daaquam, county of Montmagny, plaintiff; against EDOUARD GAGNE, of the same place, intervenant.

An emplacement forming part of the lot number ten (10) of the official cadastre for the fifth (5) range of the township of Panet—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Juste-de-la-Bretonnière, on THURSDAY, the TWENTY SEVENTH day of the month of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. J. C. LISLOIS,

Sheriff.

Montmagny, 21st March, 1922.

[First publication, 25th March, 1922]

1180—12-2

MONTRÉAL MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 85. } LA CITE DE MONTREAL, corps légalement constitué, ayant son établissement d'affaires

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 85. } THE CITY OF MONTREAL, a body politic and corporate, duly incorporated, having its

en la dite cité, demanderesse; contre NICHOLAS CAPORICCI, défendeur.

Un lopin de terre situé dans la cité de Montréal; borné en front par la rue Boyce, étant la subdivision numéro trois cent trente-cinq (335) du numéro originaire quatre cent quatre (404) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue-Pointe, quartier Mercier-Maisonneuve;

Un lopin de terre composé de la partie nord-ouest de la subdivision numéro trois cent soixante-seize (376) et trois cent soixante-dix-sept du numéro originaire cent quatre-vingt-trois (183) des plan et livre de renvoi officiels du village ncorporé de Côte-de-la-Visitation, quartier Hochelaga, mesurant quarante-cinq (45) pieds de largeur par cinquante (50) pieds de profondeur, mesure anglaise; borné en front par la rue Dandurand, en arrière par le résidu desdits lots numéros de subdivision trois cent soixante-seize et trois cent soixante-dix-sept (376-377), au sud-ouest par le lot numéro de subdivision trois cent soixante-quinze (375) du numéro originaire cent quatre-vingt-trois desdits plan et livre de renvoi officiels et au nord-est par la rue Bourbonnière, dans la cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DOUZE heures (midi),
Bureau du shérif.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, le 21 mars 1922. 1171—12-2
[Première publication, 25 mars 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 72. } LA CITE DE MONTREAL, corps légalement constitué, ayant son établissement d'affaires en ladite cité, demanderesse; contre DEMETRO NEYORCHUK, défendeur.

Un lopin de terre borné en front par la rue Marquette, étant la subdivision numéro quatre-vingt-onze (91) du numéro originaire quatre cent quatre-vingt-trois (483) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, quartier Ahuntsic-Bordeaux, cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, le 21 mars 1922. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 25 mars 1922]
1177—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 1513. } LOUIS WOLMAN, demandeur; contre MONTREAL TRAMWAYS COMPANY, défendeur; et MTRES PERRON & CIE, distrayants.

Saisi comme appartenant audit demandeur, Louis Wolman:

Un lot de terre situé Parc Molson, connu et désigné sous le numéro 258 de la subdivision officielle du lot 209 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation, et mesurant 25 x 85—avec une petite bâtisse en bois et tôle. Ce terrain est borné en front par la rue Bordeaux, en la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

place of business in the said city, plaintiff; against NICHOLAS CAPORICCI, defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal; bounded in front by Boyce street, being subdivision number three hundred and thirty five (335) of original number four hundred and four (404) on the official plan and book of reference for the parish of Longue-Pointe, Mercier-Maisonneuve ward;

A lot of land being composed of the northwest part of subdivision number three hundred and seventy-six (376) and three hundred and seventy seven of the original number one hundred and eighty-three (183) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte-de-la-Visitation, Hochelaga ward; measuring forty five (45) feet in width by fifty (50) feet in depth, English measure; bounded in front by Dandurand street, in rear by the residue of said lots subdivision numbers three hundred and seventy six and three hundred and seventy seven (376-377), to the south west by lot subdivision number three hundred and seventy five (375) of original number one hundred and eihgty-three on said official plan and book of reference and to the north east by Bourbonnière street, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, at TWELVE o'clock NOON.
Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 21st March, 1922. 1172—12-2
[First publication, 25th March, 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 72. } THE CITY OF MONTREAL, a body politic and corporate, duly incorporated, having its place of business in the said city, plaintiff; against DEMETRO NEYORCHUK, defendant.

A lot of land bounded in front by Marquette street, being subdivision number ninety one (91), of original number four hundred and eithy three (483) on the official plan and book of reference for the parish of Sault-au-Récollet, Ahuntsic-Bordeaux ward, city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Montreal, 21st March, 1922. Sheriff.
[First publication, 25th March, 1922.]
1178—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 1513. } LOUIS WOLMAN, plaintiff; against MONTREAL TRAMWAYS COMPANY, defendant; and MTRES PERRON & CO, distracting for costs.

Seized as belonging to the said plaintiff, Louis Wolman.

A lot of land situated at Molson Park, known and designated under the number 258 of the official subdivision of the lot 209 of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Visitation, and measuring 25 x 85—with a small wood and galvanized iron building. This lot of land fronts on Bordeaux street, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,

Montréal, 22 mars 1922. L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 25 mars 1922]

1205—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 92. } LA CITE DE MONTREAL, corps légalement constitué, ayant son établissement d'affaires en ladite cité, demanderesse; contre DAME SUSANNE HARVEY, défenderesse.

Les lopins de terre suivants dans la cité de Montréal; bornés en front par la rue Birnum, étant des subdivisions du numéro originaire six cent trente-trois (633) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, quartier Ahuntsic-Bordeaux.

Subdivision numéro deux cent vingt-six (226);

Subdivision numéro deux cent vingt-sept (227);

Subdivision numéro deux cent vingt-huit (228);

Subdivision numéro deux cent vingt-neuf (229);

Subdivision numéro deux cent trente (230).

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 21 mars 1922.

[Première publication, 25 mars 1922]

1173—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 71. } LA CITE DE MONTREAL, corps légalement constitué, ayant son principal bureau d'affaires en ladite cité, demanderesse; contre JOSEPH-ALPHONSE BILODEAU, défendeur.

Un lopin de terre situé dans la cité de Montréal; borné en front par l'avenue Buller, étant la subdivision numéro mille quatre vingt-huit (1088) du numéro originaire dix (10) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte Saint-Louis, Quartier Laurier.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 21 mars 1922.

[Première publication, 25 mars 1922]

1175—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 4727. } LE CREDIT MONTREALAIS, LIMITEE, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Montréal, demandeur; contre JOSEPH INSENGA, défendeur.

Les emplacements ayant front sur l'avenue Hartland, dans la cité d'Outremont, et composés des numéros de subdivisions trente-six et trente-sept du lot officiel numéro quarante-quatre (Nos 44-36 et 37) des plan et livre de renvoi officiels de

the TWENTY EIGHTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,

Montreal, 22nd March, 1922. Sheriff.

[First publication, 25th March, 1922]

1206—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 92. } THE CITY OF MONTREAL, a body politic and corporate, duly incorporated, having its place of business in the said city, plaintiff; against DAME SUZANNE HARVEY, defendant.

The following lots of land situated in the city of Montreal; bounded in front by Birnum street, being subdivisions of original number six hundred and thirty three (633) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Laurent, Ahuntsic-Bordeaux ward.

Subdivision number two hundred and twenty six (226);

Subdivision number two hundred and twenty seven (227);

Subdivision number two hundred and twenty eight (228);

Subdivision number two hundred and twenty nine (229);

Subdivision number two hundred and thirty (230).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 21st March, 1922.

[First publication, 25th March, 1922]

1174—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 71. } THE CITY OF MONTREAL, a body politic and corporate, duly incorporated, having its place of business in the said city, plaintiff; against JOSEPH ALPHONSE BILODEAU, defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal; bounded in front by Buller avenue, being subdivision number one thousand and eighty eight (1088) of original number ten (10) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, Laurier ward.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock, in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 21st March, 1922.

[First publication, 25th March, 1922]

1176—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 4727. } LE CREDIT MONTREALAIS, LIMITEE, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office Montreal, plaintiff; against JOSEPH INSENGA, defendant.

That certain emplacements fronting on Hartland avenue, in the city of Outremont, and composed of subdivision numbers thirty six and thirty seven of official lot number forty four (Nos. 44-36 and 37) on the official plan and book of refer-

la paroisse de Montréal—avec les bâtisses construites sur lesdits lots, portant le numéro sept cent vingt-quatre de ladite avenue Hartland, dans la cité d'Outremont, le mur du côté sud-est est mitoyen—avec les lieux adjacents.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 22 mars 1922.

[Première publication, 25 mars 1922]

1203—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 304. } NAPOLEON LAROSE, demandeur; contre J.-ANDRE BEAUDRY, défendeur.

a. Une terre située en la paroisse de Saint-Marc, connue et désignée sous le numéro cent dix-huit (118) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Marc ; bornée au nord-ouest par un chemin public, d'un côté au nord-est par le numéro 116, d'autre côté au sud-ouest par le numéro 119, au sud-est par le numéro 117—avec les bâtisses dessus construites;

b. Une terre située au même lieu, connue et désignée sous le numéro cent vingt-trois (123) des susdits plan et livre de renvoi officiels; bornée au nord-ouest par un chemin public, au sud-est par le numéro, 122, d'un côté au nord-est par le numéro 121, de l'autre côté par le numéro 122, d'un côté au nord-est par le numéro 121, de l'autre côté par le numéro 124;

c. Une terre située au même lieu, connue et désignée sous le numéro quatre cent quatre-vingt-deux (482) des suddits plan et livre de renvoi officiels; bornée au nord-est par un chemin public, au nord-ouest au numéro 423, d'un côté au nord-est par le numéro 487 et de l'autre côté au sud-ouest par le numéro 481—avec les bâtisses dessus construires.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Marc, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 22 mars 1922. L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 25 mars 1922]

1207—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 304. } NAPOLEON LAROSE, plaintiff ; against J. ANDRE BEAUDRY, defendant.

a. A land situate in the parish of Saint Marc, known and designated under the number one hundred and eighteen (118) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Marc; bounded on the northwest by a public road, on one side to the northeast by the number 116, on the other side to the southwest by the number 119, on the southeast by the number 117—with the buildings thereon erected;

b. A land situate in the same place, known and designated under the number one hundred and twenty three (123) on the aforesaid official plan and book of reference; bounded on the northwest by a public road, on the southeast by the number 122, on one side to the norteast by the number 121, on the other side by the number 124;

c. A land situate in the same place, known and designated under the number four hundred and eighty two (482) on the aforesaid official plan and book of reference; bouded on the northeast by a public road, on the northwest by the number 423, on one side to the northeast by the number 487 and on the other side to the southwest by the number 481—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Marc, on the TWENTY EIGHTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Montreal, 22nd March, 1922. Sheriff.

[First publication, 25th March, 1922]

1208—12-2

QUÉBEC

Cour de circuit.

Québec, à savoir : No 5719. } FRANÇOIS - XAVIER PELCHAT, de la cité de Lévis, marchand ; contre DAME ZELIA BISSON, de la cité de Lévis, épouse séparée de biens de Charles Maranda, du même lieu, y faisant affaires comme maître-charretier, sous la raison sociale de Charles Maranda, et ledit Charles Maranda, mis-en-cause, pour autoriser et assister sadite épouse à ester en justice.

Les bâtisses construites sur un lot de terre situé en la ville de Lévis, au sud de la rue Saint-George, contenant en front tout le terrain qu'il y a depuis la propriété de Lauréat Bégin, à l'est, à aller au poteau est de la barrière sur la profondeur de

QUEBEC

Circuit Court.

Quebec, to wit: No. 5719. } FRANÇOIS-XAVIER PELCHAT, of the city of Levis, merchant; against DAME ZELIA BISSON, of the city of Levis, wife separate as to property of Charles Maranda, of the same place, and there carrying on business as master-carter, under the name of Charles Maranda, and the said Charles Maranda, mis-en-cause to assist and authorize his said wife to *ester en justice.*

The buildings erected on a lot of land situate in the city of Levis, to the south of Saint-Georges street, containing in front all the land from the property of Lauréat Bégin, on the east, to the east post of the gate by the depth of ninety

quatre-vingt-dix pieds, les bâtisses seules à être vendues et pour être enlevées dudit terrain après la vente.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 16 février 1922. 685—10-2

[Première publication, 11 mars 1922]
[Seconde publication, 25 mars 1922]

feet, the buildings alone to be sold and to be removed from the said land after the sale.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-de-la-Victoire, county of Levis, the NINETEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Quebec, 16th February, 1922. 686—10-2

[First publication, 11th March, 1922]
[Second publication. 25th March, 1922]

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : No 4546. } LA CITE DE QUEBEC; contre JOSEPH-A. BEDARD, ci-devant de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, en sa qualité de tuteur dûment nommé à Marguerite Bédard, Marie-Jeanne-Bédard, Blanche Bédard et Simonne Bédard, enfants mineurs issus du mariage de feu Hormisdas Bédard avec feu Alphonsine Letellier, défendeur.

Le lot No 1139 (onze cent trente-neuf) du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, maintenant quartier de Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la rue Charest —avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujet à la charge d'une rente annuelle de $8.00 payable le 29 septembre à Hôpital-Général de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 16 février 1922. 687—10-2

[Première publication, 11 mars 1922]
[Seconde publication, 25 mars 1922]

Recorder's Court.

Quebec, to wit : No. 4546. } THE CITY OF QUEBEC; against JOSEPH A. BEDARD, heretofore of the city of Quebec, in the district of Quebec, in his quality of duly appointed tutor to Marguerite Bédard, Marie-Jeanne Bédard, Blanche Bédard and Simonne Bédard, minor children issued of the marriage of the late Hormisdas Bédard with the late Alphonsine Letellier, defendant.

The lot No. 1139 (eleven hundred and thirty nine) of the official cadastre for Jacques-Cartier ward, now Saint-Roch ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate on Charest street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject to an annual ground rent of $8.00 payable the 29th of September to the Hôpital-Général de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the EIGHTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Quebec, 16th February, 1922. 688—10-2

[First publication, 11th March, 1922]
[Second publication, 25th March, 1922]

Québec, à savoir : No 1152. } J.-B.-LUCIEN MORAUD ET ALFRED SAVARD, tous deux de Québec, avocats, y faisant affaires ensemble sous les noms et raison sociale de "Moraud & Savard"; contre WILFRID PATRY, de Lévis.

1. Les Nos 915, 916 et 917 (neuf cent quinze, neuf cent seize et neuf cent dix-sept) du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la cité de Lévis, étant des lots situés sur la rue Napoléon —avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Le lot No 843 (huit cent quarante-trois) du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la cité de Lévis, étant un terrain situé sur la rue Sainte-Onésime—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 23 février 1922. 773—10-2

[Première publication, 11 mars 1922]
[Deuxième publication, 25 mars 1922]

Quebec, to wit : No. 1152. } J. B. LUCIEN MORAUD AND ALFRED SAVARD, both of Quebec, advocates, and there carrying on business together under the firm name and style of "Moraud & Savard"; against WILFRID PATRY, of Levis.

1. The Nos. 915, 916 and 917 (nine hundred and fifteen, nine hundred and sixteen and nine hundred and seventeen) of the official cadastre for Notre-Dame ward, of the city of Levis, being lots of land situated on Napoléon street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. The lot No. 343 (eight hundred and forty three) of the official cadastre for Notre-Dame ward, of the city of Levis, being a lot of land situate on Sainte Onésime street — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-de-la-Victoire, county of Levis, the NINETEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Quebec, 23rd February, 1922. 774—10-2

[First publication, 11th March, 1922]
[Second publication, 25th March, 1922]

Cour de Circuit.

Québec, à savoir : No 6595. } LUCIEN COUTURE, de la cité de Lévis, menuisier; contre JOSEPH BELANGER, de la paroisse de Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours-de-Charny, dans le comté de Lévis,

1. Le lot numéro 479 (quatre-cent soixante-dix-neuf) du cadastre officiel du quartier Lauzon, de la cité de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté sud de la côte Labadie—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Le lot numéro 480 (quatre cent quatre-vingt) du cadastre officiel du quartier Lauzon, de la cité de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté sud de la côte Labadie—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 23 février 1922. 775—10-2

[Première publication, 11 mars 1922]
[Deuxième publication, 25 mars 1922]

Circuit Court.

Quebec, to wit : No. 6595. } LUCIEN COUTURE, of the city of Levis, joiner, against JOSEPH BELANGER, of the parish of Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours-de-Charny, in the county of Levis.

1. The lot number 479 (four hundred and seventy nine) of the official cadastre of Lauzon ward, of the city of Levis, being an emplacement situate on the south side of Côte Labadie—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. The lot number 480 (four hundred and eighty) of the official cadastre of Lauzon ward, of the city of Levis, being an emplacement situate on the south side of Côte Labadie—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-de-la-Victoire, county of Levis, the NINETEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Quebec, 23rd February, 1922. 776—10-2

[First publication, 11th March, 1922]
[Second publication, 25th March, 1922]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski. No. 7693. } LEGARE AUTOMOBILE DE MONTJOLI, LIMITÉE ; vs ALCIDE LEPAGE, Amqui, savoir:

Le lot No quatre-vingt-neuf-quatre (89-4) au cadastre officiel du premier rang du canton Lepage, étant un terrain de 50 pieds de front sur 60 de profondeur; borné au sud à Oct. Blanchette, au nord et au nord-est à Chs Viens, au sud au chemin public—avec bâtisses sus construites, à charge de la rente foncière de $12.00 par année due à Chs Viens.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Benoit-Labre-d'Amqui, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
CHS 'D'ANJOU.

[Première publication, 25 mars 1922]

1211—12-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, No. 7693. } LEGARE AUTOMOBILE DE MONTJOLI, LIMITÉE; vs ALCIDE LEPAGE, Amqui, to wit:

The lot number eighty nine-four (89-4) on the official cadastre of the first range of township Lepage, being a lot of land of 50 feet in front by 60 in depth; bounded on the south by Oct. Blanchette, on the north and northeast by Chs Viens, on the south by the public road—with buildings thereon erected, subject to the ground rent of $12.00 per annum due to Chs Viens.

To be sold at the church door of Saint-Benoit-Labre-d'Amqui, on the TWENTY SIXTH day of APRIL next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CHS D'ANJOU,
Sheriff.

[First publication, 25th March, 1922.]

1212—12-2

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir: No 3795. } PASCAL ROCHETTE, de la Malbaie, marchand, demandeur; contre Adjutor Harvey, de la Pointe-au-Pic, défendeur.

Le lot numéro vingt-neuf (29) du village de Bellevue, de la subdivision des lots numéros sept cent soixante-cinq et sept cent soixante-six (765 et 766) des plan et livre de renvoi officiels, pour le cadastre de la paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie, contenant cinquante pieds de largeur sur la profondeur qu'il peut y avoir entre

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: No. 3795. } PASCAL ROCHETTE, of La Malbaie, merchant, plaintiff; against ADJUTOR HARVEY, of Pointe-au-Pic, defendant.

The lot number twenty nine (29) of the village of Bellevue, of the subdivision of the lots numbers seven hundred and sixty five and seven hundred and sixty six (765 and 766) of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint-Etienne-de-La-Malbaie, containing fifty feet in width by the depth existing between the

la route de Terrebonne, qui la borne en front, jusqu'au terrain appartenant aux héritiers de feu James O'Connell—ensemble, avec toutes les bâtisses dessus construites, dépendances et circonstances.

Pour être vendu à mon bureau au palais de justice de la Malbaie, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
ELIE MALTAIS.

Malbaie, 16 mars 1922.

[Première publication, 25 mars 1922]

1107—12-2

Terrebonne road, the front boundary, to the land belonging to the heirs of the late James O'Connell—together with all the buildings thereon erected, dependencies and circumstances.

To be sold at my office, at the Court House of La-Malbaie, the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. ELIE MALTAIS,
Sheriff.

Malbaie, 16th March, 1922.

[First publication, 25th March, 1922]

1108—12-2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe

Saint-Hyacinthe, à savoir: No 962. } LA BANQUE NATIONALE, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Québec, et une succursale en les cité et district de Saint-Hyacinthe, demanderesse; contre JULES BEAUDOIN ET AL, défendeurs.

Comme appartenant à Louis-Iréné Beaudoin, l'un des défendeurs:

Un emplacement sis et situé au village de Saint-Hilaire, sur la rue Saint-Henri, connu et désigné sous le lot numéro cinquante-trois (53) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hilaire, contenant cent cinquante pieds de largeur, soixante-quinze pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hilaire, MARDI, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, (1923), à DOUZE heures de l'avant-midi, soit à midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
JOS.-L. CORMIER.

Saint-Hyacinthe, 21 mars 1922.

[Première publication, 25 mars 1922]

1185—12-2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, to wit: No. 962. } LA BANQUE NATIONALE, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Quebec, and a branch establishment in the city and district of Saint Hyacinthe, plaintiff; against JULES BEAUDOIN ET AL, defendants.

As belonging to Louis Irene Beaudoin, one of the defendants:

An emplacement situate in the village of Saint-Hilaire, on Saint Henry street, known and designated under lot number fifty three (53) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Hilaire, containing one hundred and fifty feet in width by seventy five feet in depth, the whole more or less—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Hilaire, TUESDAY, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next (1922), at TWELVE o'clock in the forenoon, say at noon.

Sheriff's office. JOS.-L. CORMIER,
Saint Hyacinthe, 21st March, 1922. Sheriff.

[First publication, 25th March, 1922]

1186—12-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Montréal. No 2329. } CHARLES EDWARD GUDEWILL, demandeur; vs LEONARD JENNINGS, defendeur.

Comme appartenant audit défendeur:

Un lopin de terre faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro treize B (13*b*) du onzième rang du canton Morin, dans le comté de Terrebonne, dans la province de Québec, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Adèle, situé à environ un arpent du lopin vendu à Dame Nicholas J. Power, et contenant environ cinq cents quatre-vingts pieds de largeur sur toute la profondeur entre le lac Raymond et la ligne de division entre la propriété de Isaac Bélair ou représentants et Joseph Bélair; borné en front par ledit lac Raymond, en arrière par ledit Joseph Bélair, du côté ouest par une autre partie dudit lot, la propriété de Dame John S. Buchan, et de l'autre côté à l'est par une autre partie dudit lot, la propriété dudit Isaac Bélair ou représentant; toutes les dimensions sont d'après la

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec. District of Montreal. No. 2329. } CHARLES EDWARD GUDEWILL, plaintiff: vs LEONARD JENNINGS, defendant.

As belonging to the said defendant:

A piece of land forming part of the lot known and designated by the number thirteen B (13*b*) of the eleventh range of the township of Morin, in the county of Terrebonne, in the Province of Quebec, on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Adèle, situate about one arpent from the piece sold to Mrs. Nicholas J. Power and containing about five hundred and eighty feet in width by all the depth between Lake Raymond, and the line of division between the property of Isaac Bélair or representatives and Joseph Bélair; bounded in front by the said Lake Raymond, in rear by the said Joseph Bélair, on the westerly side by another part of said lot, the property of Mrs. John S. Buchan, and on the other side to the east by another part of said lot the property of said Isaac Bélair or representa-

mesure anglaise et plus ou moins—avec les droits circonstances et dépendances s'y rattachant et les bâtisses qui s'y trouvent.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de Sainte-Adèle, comté et district de Terrebonne, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL 1922 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
J.-W. CYR.

Sainte-Scholastique, 21 février 1922.

[Première publication, 25 mars 1922]

1143—12-2

tives all measurements are in English measure and more or less—with the rights, members and appurtenances thereto belonging the buildings thereon.

To be sold at the catholic church door of the parish of Sainte Adèle, county and district of Terrebonne, the TWENTY SEVENTH day of APRIL, 1922, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. J. W. CYR.
Sheriff.

Sainte Scholastique, 21st February, 1922.

[First publication, 25th March, 1922]

1144—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 669. | DAME EXILDA BEAULIEU, demanderesse; vs HENRI LEDUC, défendeur.

Comme appartenant à ladite demanderesse:

Une propriété sise et située en la paroisse de Sainte-Adèle, comté et district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour Sainte-Adèle, sous le numéro vingt-quatre (24), dans le premier rang du canton Morin—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église catholique de la paroisse de Sainte-Adèle, comté et district de Terrebonne, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL 1922, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
J.-W. CYR.

Sainte-Scholastique, 20 mars 1922.

[Première publication, 25 mars 1922]

1163—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 669. | DAME EXILDA BEAULIEU, plaintiff; vs HENRI LEDUC, defendant.

As belonging to the said plaintiff:

A property lying and situate in the parish of Sainte Adèle, county and district of Terrebonne, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for Sainte Adèle, under the number twenty four (24), in the first range of the township of Morin—with the buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the parish of Sainte Adèle, county and district of Terrebonne, the TWENTY SEVENTH day of APRIL, 1922, at ONE of the clock in the afternoon.

Sheriff's office. J. W. CYR,
Sheriff.

Sainte Scholastique, 20th March, 1922.

[First publication, 25th March, 1922]

1164—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Procédure sommaire.—Cour supérieure.

Canada, rovince de Québec, District de Terrebonne, No 2049. | SAMUEL DESJARDINS, demandeur; vs ALEXANDRE VAUDRY FILS ET AL, défendeurs.

Comme appartenant audit Alexandre Vaudry fils:

Une terre située en la côte Sainte-Marie-Anne en la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, dit district, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Sainte-Thérèse, sous les numéros six cent soixante-huit six cent soixante-neuf et six cent soixante-dix (668-669-670)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la prte de l'église catholique de la ville de Sainte-Thérèse-de-Blainville, comté et district de Terrebonne, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,

Sainte-Scholastique, 20 mars, 1922. J.-W. CYR

[Première publication, 25 mars 1922]

1165—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Summary Procedure.—Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 2049. | SAMUEL DESJARDINS, plaintiff; vs ALEXANDRE VAUDRY, JUNIOR, ET AL, defendants.

As belonging to the said Alexandre Vaudry, junior:

A farm situate in the Côte Sainte-Marie-Anne, in the parish of Sainte-Thérèse-de-Blainville, said district, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Thérèse, under the numbers six hundred and sixty eight, six hundred and sixty nine and six hundred and seventy (668, 669 and 670)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the parish of Sainte-Thérèse-de-Blainville, county and district of Terrebonne, the TWENTY EIGHTH day of APRIL, 1922, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's office. J. W. CYR,

Sainte Scholastique, 20th March 1922. Sheriff.

[First publication, 25th March, 1922]

1166—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne. No 1946. | DAME ESTHER COOPER, demanderesse; vs MOOSES BAILEY, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur:

1. Une ferme située dans la paroisse de Sainte-Sophie, désignée comme étant le lot numéro

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 1946. | DAME ESTHER COOPER, plaintiff; vs MOOSES BAILEY, defendant.

As belonging to the said defendant:

1. A farm situated in the parish of Sainte Sophie, designated as being the lot number 243

243 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Sophie—avec les bâtisses dessus construites;

2. Un lopin de terre, dans la même paroisse de Sainte-Sophie, connu comme partie du lot numéro 242 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Sainte-Sophie et décrit comme suit, à savoir: la partie présentement vendue étant toute la partie dudit lot au nord du chemin public—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de la paroisse de Sainte-Sophie, comté et district de Terrebonne, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL 1922, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
J.-W. CYR.

Sainte-Scholastique, 21 mars 1922.

[Première publication, 25 mars 1922]

1167—12-2

on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Sophie—with the buildings thereon erected.

2. A certain piece of land, in the same parish of Sainte Sophie, known as part of the lot number 242 on the official plan and book of reference of the cadastre of Sainte Sophie and described as follows, to-wit: the part presently sold being all that part of said lot to the north of the public road—without buildings.

To be sold at the catholic church door of the parish of Sainte Sophie, county and district of Terrebonne, the TWENTY SIXTH day of APRIL, 1922, at TWO of the clock, in the afternoon.

Sheriff's office. J. W. CYR,
Sheriff.

Sainte Scholastique, 21st March, 1922.

[First publication, 25th March, 1922.

1168—12-2

Lettres patentes

"Le Cercle Athlétique de Saint-Sauveur, Incorporé".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars 1922, constituant en corporation Jean-Baptiste Lagacé, huissier, 113½, rue Marie-Louise, Almanzor Paquet, maitre-charretier, 189, rue Hermine, Charles Girard, contre-maitre, 32, rue Saint-Ambroise, Joseph Arial, agent d'asurance, 20, rue Bédard; Ovila Gauvin, employé civique, 32, rue Saint-Ambroise, Adjutor Perreault, peintre, 108, rue Bagot, François Demers, boulanger, 277, rue Franklin, tous de Québec, dans les buts suivants:

Etablir, maintenir, organiser et administrer un cercle ou club pour les bénéfices et avantages des membres de la compagnie; construire, louer et meubler une maison de club, avec toutes les commodités nécessaires, accorder à tous les membres de la compagnie ou à leurs amis tous les privilèges et avantages d'un club, voir à l'aménagement et à l'installation de ce club, en permettre l'usage aux membres, aux actionnaires de la compagnie ou à leurs amis, soit gratuitement, soit avec ou sans certaines conditions déterminées; administrer chacune ou toutes les affaires dudit club, et faire tout ce qui est dans l'intérêt dudit club;

Pourvoir de quelque manière que ce soit, à l'encouragement des sports et des jeux athéltiques dans les limites de la province, tenir des concours, donner des exhibitions publiques, des tournois et des jeux athlétiques, de tout genre;

Construire, acquérir par achat, par bail ou autrement des théâtres, maisons ou tout autre local pouvant servir aux fins de la compagnie;

Acquérir par achat, par bail ou autrement, tous biens mobiliers et immobiliers se rapportant à l'objet de la compagnie;

Faire affaire comme propriétaire, locataire et gérant de théâtre;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions, bons et débentures dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la corporation ou qui exerce ou à pour but directement ou indirectement des objets identiques;

Acheter, assumer pour telle compensation qui

Letters patent

"Le Cercle Athlétique de Saint-Sauveur, Incorporé".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1922, incorporating: Jean-Baptiste Lagacé, bailiff, 113½, Marie-Louise street, Almanzor Paquet, master-carter, 189, Hermine street, Charles Girard, forman, 32, Saint Ambroise street; Joseph Arial, insurance agent, 20, Bedard street; Ovila Gauvin, civil employee, 32, Saint Ambroise street; Adjutor Perreault, painter, 108, Bagot street and François Demers, baker, 277, Franklin street, all of Quebec, for the following purposes:

To establish, maintain, organize and manage a club for the benefit and advantage of the members of the company; construct, lease and furnish a club house, with all the necessary commodities procure to all the members of the company or their friends, all the privileges, and advantages of a club, see to the furnishing and installation of such club, permit the use thereof to the members, shareholders of the company or their friends, either gratuitously or under certain fixed conditions; manage all or any of the affairs of the said club, and do everything being in the interest of the said club;

To provide in any manner whatever for the encouragement of sports and athletic games in the limits of the province, hold competitions, give public exhibitions, tournaments and athletic games of all kinds;

To construct, acquire by purchase, lease or otherwise theatres, houses or any other premises capable of being used for the company's purposes;

To acquire by purchase, lease or otherwise any moveable and immoveable property connected with the object of the company;

To carry on the business of theatre proprietor, lessee and manager;

To subscribe for or otherwise acquire and hold shares, bonds and debentures in any other company the objects of which are altogether or partly similar to those of the corporation or which carries on or has for object, directly or indirectly, identical purposes;

To buy, take over for such consideration as

sera agréé et exercer l'industrie de tout individu, maison ou corporation, ayant en tout ou en partie des objets similaires aux précédents, les payer, ou totalement ou partiellement en actions libérées de la compagnie ou autrement, et assumer l'actif et le passif d'aucune telle personne, maison ou corporation;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie et en particulier par l'émission des débentures ou obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des immeubles de la compagnie;

Rémunérer toute personne pour services rendus à la compagnie ou pour toute propriété ou droits acquis par la compagnie, de telle manière que les directeurs le jugeront à propos, et en particulier avec l'approbation des actionnaires, par l'émission et la répartition d'actions obligations ou autres valeurs de la compagnie complètement libérées et non sujettes à appel de fonds;

Acquérir, détenir, administrer des immeubles, les revendre ou les échanger, les hypothéquer, les aliéner, y ériger toutes sortes de constructions pouvant servir dans un but d'amusement, de sport ou pour fins théâtrales, sociales ou politiques louer ou exploiter pour d'autres personnes ou corporations des immeubles dans un but d'amusement et d'en retirer des revenus; donner à bail l'exploitation de ses propres immeubles à d'autres personnes ou compagnies moyennant considération pécuniaire;

Acheter tout bien mobilier et reconnu tel par les lois de la province et les revendre aux actionnaires de la compagnie ou aux membres qui pourront y être affiliés par ses règlements ou sa charte; le tout moyennant une rémunération ou sans rémunération;

Installer et maintenir une ou plusieurs allées de quilles, salles de pool ou de billard, terrains de tennis, ou tous autres jeux que les directuers de la compagnie pourront juger opportuns;

Procurer divers amusements aux membres de la compagnie et à leurs amis;

Recevoir des personnes qui pourront être admis comme membres affiliées, moyennant certaines conditions qui pourront être imposés par un règlement passé à cet effet par les directeurs avec l'approbation des actionnaires, toutes contributions annuelles ou autrement, pour l'existence et l'entretien du club et de ses propriétés, ou pour l'agrandissement de son champ d'action et en général pour tous les intérêts de la compagnie, établir les montants de telles contributions, et les percevoir par tous les moyens légaux, et aux dates qui pourront être fixées par règlement;

Rejeter, suspendre tous membres affiliés qui ne se conformera pas aux règlements de la compagnie sans être tenu de lui rembourser tous montants par lui versés pour en devenir membre ou sans lui faire remise des montants qu'il s'est engagé à payer pour en devenir membre; pourvoir au paiement de toute telle obligation contractée par ledit membre;

Adopter des règlements pour l'administration et la régie du club et pour les fins que la compagnie se propose; tels règlements devant recevoir l'approbation des actionnaires pour devenir en force;

Organiser des assemblées des actionnaires, des membres affiliés et de leurs amis, pour y faire la discussion des questions d'actualités politiques ou sociale;

Organiser des assemblées populaires, des banquets, des conférences ou toute autre réunion

may be agreed upon and to carry on the business of any individual, firm, or corporation having in whole or in part similar objects to foregoing and to pay for the same, in whole or in part, in paid up shares of the company or otherwise, and to take over the assets and liabilies of any such in dividual, firm or corporation;

To contract loans and to secure the repayment thereof in such manner as the directors of the company may determine and particularly by the issue of debentures or bonds bearing a hypothec on the whole or part of the immoveables of the company;

To remunerate any person for services rendered to the company or for any property or rights acquired by the company, in such manner as the directors of the company may think fit, and in particular with the approval of the shareholders, by the issue of shares, bonds or other securities of the company, fully paid up and non-asses able;

To acquire, hold, nanage immoveables, resell or exchange, hypothecate, alienate the same and erect thereon all kinds of constructions capable of being used for amusement, sporting, theatrical, social or political purposes; lease, or exploi for other persons, or corporations, immoveables for amusement purposes and to derive revenues therefrom; give on lease the exploitation of its own immoveables to other persons or companies for a pecuniary consideration;

To buy any moveable property and recognized as such by the laws of the province and to sell the same to the shareholders of the company or to the members that may be affiliated thereto by its by-laws or its charter; the whole for or without remuneration;

To install and maintain one or several bowling alleys, pool and billiard rooms, tennis grounds, or any other games which the directors of the company may think expedient;

To procure various amusements to the member of the company and their friends;

To receive from individuals who may be admitted as affiliated members, on such conditions as may be imposed by a by-law passed to that effect by the directors with the approval of the shareholders, any annual or other susbcriptions for the existence and up-keep of the club and of its properties, or for extending its filed of action and generally for all the interests of the company, fix the amounts of such subscriptions and to collect the same by all legal means and on such dates as may be fixed by by-law;

To expel, suspend any affiliated members who shall not comply with the by-laws of the company without being obliged to re-imburse him the amount paid by such member for his admission or without releasing him from the obligations to pay the amounts paid by him for his admission or without remitting h m the amount he has pledged himself to pay for his admission; provide for the payment of any such obligation contracted by the said member;

To adopt by-laws for the administration and management of the club and for the purposes which the company has in view such b-laws to be approved by the shareholders before coming into force;

To organize meetings of the shareholders, affiliated members and their friends, to discuss political and social questions of present interests;

To organize popular meetings, lectures or any other political or social meeting which the direc-

politique ou sociale que les directeurs jugeront à propos d'organiser dans quelque local que ce soit dans les limites de la province;

Donner des réunions sociales des actionnaires, des membres affiliés ou de leurs amis sous forme de soirées, bals ou toute autre forme que les directeurs jugeront opportunes;

Entrer en pourparlers avec toutes ou chacune des autorités, fédérales, provinciales ou municipales afin d'obtenir pour la compagnie tout permis droits, licences, privilèges qui peuvent être exercés par elle pour ses fins, y comprenant toute licence pouvant être accordée en vertu de la loi concernant des liqueurs alcooliques de la province sanctionnée le 25 février 1921;

Faire les élections des officiers et directeurs de la compagnie tous les six mois à telles dates qui seront fixées par règlement passé par les directeurs;

Ne pas permettre qu'un actionnaire de la compagnie détienne plus d'une action de la compagnie au montant de $100.00.

Convoquer les assemblées générales annuelles ou spéciales de quelques manières qu'il conviendra aux directeurs de fixer, sous le nom de "Le Cercle Athlétique de Saint-Sauveur, Incorporé", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cents piastres ($19,900.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1121 C.-J. SIMARD.

" C. J. Alloway, Limited ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1922, constituant en corporation: Nérée Séguin, étudiant-en-droit, Corinne Turpin et Léontine Couture, commis, filles majeures et usant de leurs droits, de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Faire affaires comme courtiers d'assurances, agents, représentants et gérants, transiger aussi toutes autres affaires d'assurances quelconques;

Agir comme agents, représentants ou gérants d'aucune personne, firme, association ou compagnie constituée ou non constituée duement autorisée à faire le commerce d'assurances, sous toutes formes, ou pour aucune compagnie, société foncière, de construction, de fidélité, de garantie, d'indemnité ou de cautionnement;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou auquel elle peut se livrer, aussi souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, réémettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier.

Organiser ou s'amalgamer avec d'autres compagnies dont les objets sont semblables à ceux précités, et y souscrire des actions, garantir aussi l'exécution des contrats par les clients et d'autres; vendre et disposer de l'entreprise de la compagnie pour des actions, débentures ou valeurs

tors may think proper to organize in any place whatever in the limits of the province;

To hold social meetings of the shareholders, affiliated members and their friends under the form of soirees, bals or any other form that the directors may think expedient;

To make application to all or any authorities federal, provincial or municipal so as to obtain for the company any permits, rights, licenses, privileges which may be exercised by it for its purposes, including any license that can be granted under the Alcoholic Liquor Act of the Province of Quebec sanctioned the 25th February, 1921;

To hold the elections of the officers and directors of the company every six months at such dates as may be fixed by by-law passed by the directors;

No shareholder of the company shall be allowed to hold more than one share of the company of a par value of $100.00;

To call the general or special meetings in the manner that the directors of the company may fix, under the name of "Le Cercle Athlétique de Saint-Sauveur, Incorporé", with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred ($19,900.00) dollars, divided into one hundred and ninety nine (199) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1922.

C. J. SIMARD,

1122 Assistant Provincial Secretary.

" C. J. Alloway, Limited ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1922, incorporating: Nérée Seguin, student at law, Corinne Turpin and Leontine Couture, both clerks, being spinsters "filles majeures et usant de leurs droits" having attained their majority, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, agents, representatives and managers and to transact all and any insurance business whatsoever;

To act as agent, representatives or managers of any person, firm, association or company incorporated or unincorporated duly authorized to carry on the business of insurance in any branches, or if any, real estate, building, fidelity, guarantee, indemnity or surety company or society;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise ,with any person or company carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to engage in, or carry on and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee or otherwise deal in the same;

To promote or amalgamate with other companies having objects similar to those hereinabove enumerated and to take shares therein, and to guarantee the performance of contracts by customers and others; to sell and dispose of the undertaking of the company for shares, deben-

d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie.

Emettre et distribuer, comme entièrement libéré, du capital de la compagnie constituée aux présentes en paiement intégral ou partiel des affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits pouvoirs, privilèges, baux, licences, contrats, biens-fonds, parts, obligations et débentures, ou d'autres biens ou droits qu'on pourra légalement acquérir en vertu des présentes;

Louer, licencier, vendre, ou autrement disposer des biens et de l'actif de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux moyennant le prix que la compagnie croira convenable, y compris des actions, débentures ou autres titres d'aucune compagnie qui les achètera ou acquerra;

Souscrire, prendre, détenir, acheter ou autrement acquérir et vendre, céder, transférer, grever, nantir ou autrement aliéner des actions, parts, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie ou personne dont les objets sont semblables à ceux de la compagnie constituée aux présentes;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et commerce se rattachant à la parfaite réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée et nécessaires pour permettre à la compagnie de bien conduire son entreprise, sous le nom de "C. J. Alloway, Limited", avec un fonds social total de dix mille piastres ($10,000.00), divisé en cent (100) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce sixième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1123 C.-J. SIMARD.

tures or securities of any other company having objects similar to those of this company;

To issue and allot as fully paid up stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, licence, contract, real-estate, stock, bonds, and debentures, or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue hereof;

To lease, license, sell or otherwise dispose of the property and assets of the company or any part thereof for such consideration as this company may see fit, including shares, debentures or other securities of any company purchasing or acquiring the same;

To subscribe for, take, hold, purchase or otherwise acquire and to sell, assign, transfer, mortgage, pledge or otherwise dispose of shares, stock, bonds, debentures or other securities of any other person or company having objects similar to the company hereby incorporated;

To do all acts and exercise all powers and to carry on all business incidental to the due carrying on of the objects for which the company is incorporated and necessary to enable the company to properly carry on its undertakings under the name of "C. J. Alloway, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1124 Assistant Provincial Secretary.

"Gareau Motors Limited (La Cie d'Auto Gareau, à responsabilité, limitée)".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1922, constituant en corporation: Joseph Lippé, gérant, Ralph-Roch Gareau, vendeur; Louis-Napoléon Panneton, industriel; Horace Lippé, notaire, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Fabriquer, manufacturer, acheter, vendre, et faire le commerce de l'automobile, en général, et de toute voiture à moteur mécanique, ainsi que de leurs accessoires;

Fabriquer, acheter, vendre et faire le commerce de toute matière première, et de tout ce qui peut contribuer au succès des dites industries;

Prendre toute agence convoitant ces choses, et exploiter tel commerce et telle industrie, ou l'un ou l'autre, soit comme principal, soit comme agent ou représentant;

Acquérir à aucun titre que ce soit et exploiter tout brevet d'invention ayant rapport audit commerce;

Exercer toute industrie qui se rattache audit commerce ou peut contribuer à son succès;

Acheter les actions de toute autre compagnie faisant un commerce similaire, faire avec telle compagnie tout arrangement pour l'exploitation de leurs industries respectives et de leur commerce, et se fusionner avec toute telle compagnie;

Payer en actions entièrement libérées de la compagnie toute propriété ou agence à elle transportées, ou services rendus, sous le nom de "Gareau Motors, Limited" (La Cie d'Auto Gareau-

"Gareau Motors Limited (La Cie d'auto Gareau, à responsabilité, limitée)".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1922, incorporating: Joseph Lippé, manager, Ralph Roch Gareau, salesman, Louis Napoléon Panneton, manufacturer, Horace Lippé, notary, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To fabricate, manufacture, buy, sell and deal in automobiles in general and in any other motor-vehicle, as well as the accessories thereof;

To fabricate, manufacture, sell and deal in any raw materials and in everything which may contribute to the success of the said businesses;

To take any agencies concerning such things and to exploit such trade and business, or one or the other, either as principal or agent or representative;

To acquire under any title whatever and to exploit any patents connected with the said business;

To carry on any business incidental to the said business or which may contribute to its success;

To buy the shares of any other company carrying on a similar business, enter with such company into any arrangements for the exploitation of their respective businesses and their trade and to amalgamate with any such company;

To pay with paid up shares of the company for any company or agency transferred to the company or services rendered, under the name of "Gareau Motors Limited" (La Cie d'Auto Ga-

à responsabilité, limitée), avec un capital total de quarante-neuf mille piastres ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1135 C.-J. SIMARD.

"Patent Button Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de mars 1922 constituant en corporation: Casimir Dessaulles, avocat et Conseil du Roi; Paul Lorrain, avocat, les deux de la cité de Montréal, et Philippe Lamarre, étudiant en droit, de la ville de Longueuil, dans le district de Montréal, aux fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre ou autrement trafiquer de boutons, broquettes, crampons, attaches, boucles salopettes, mailles, coulons, boucles de hardes, appareils ou dispositifs de tous genres employés dans la fabrication, la confection, l'assemblage ou l'arrangement des hardes, vêtements, tissus, étoffes ou composés d'iceux, d'aucun article servant en rapport avec iceux ;

Manufacturer, réparer, convertir, acheter, vendre, louer, prendre ou céder à bail, exploiter, aliéner et transférer ou autrement trafiquer de toutes machines et machineries, d'outils et appareils servant à la fabrication d'aucun des articles précités, des machines et machineries, outils et appareils employés pour attacher ou fixer lesdits articles aux hardes, vêtements d'aucune espèce de tissu ou d'étoffe, et à toutes parties constituantes d'iceux;

Manufacturer, produire, traiter, acheter, vendre ou autrement trafiquer de tous matériaux, de substances, produits minéraux, végétaux, animaux ou chimiques nécessaires pour manufacturer les articles susmentionnés, les machines, ou aucun d'iceux;

Construire, acheter ou autrement acquérir, vendre, louer, utiliser et exploiter des fabriques, entrepôts, usines et autres commodités, aux fins susdites;

Acquérir, détenir, louer, utiliser, aliéner et transférer toute la propriété foncière ou personnelle qu'on croira utile en rapport avec aucune industrie ou opération que la compagnie est autoriser à exercer;

Acquérir, détenir, aliéner, louer et exploiter des brevets d'invention, licences, procédés ou plans industriels, secrets commerciaux, concessions ou privilèges pouvant servir en rapport avec aucune de ses opérations ou entreprises;

Faire et émettre du capital entièrement libéré, des actions ou obligations de la compagnie, souscrites ou non, distribuer et repartir en capital, ces parts ou obligations en paiement de la propriété foncière ou personnelle, des brevets ou autres droits, du commerce ou de l'achalandage d'icelui, de l'outillage ou des matériaux d'aucune sorte que la compagnie aura acquis;

Avec l'assentiment des actionnaires, payer les services rendus à la compagnie en rendant ou en souscrivant son capital, ses obligations ou autres valeurs, soit en argent soit en capital libéré, ou partie en argent et partie en capital libéré;

Acquérir, détenir, trafiquer et disposer de parts,

reau, à responsabilité, limitée), with a total capital stock of forty nine thousand ($49,000.00), dollars, divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 9122.

C.-J. SIMARD,

1136 Assistant Provincial Secretary.

"Patent Button Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1922, incorporating: Casimir Dessaulles, advocate and King's Counsel; Paul Lorrain, advocate, both of the city of Montreal, and Philippe Lamarre, student at law, of the town of Longueuil, in the district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell or otherwise deal in buttons, tacks, staples, fasteners, overall buckles, loops and slides, clothing buckles, appliances or devices of all kinds for use in the manufacture making up fastening wearing or arrangement of clothing, wearing apparel, textures, fabrics or any component part thereof, or any article used in connection therewith;

To manufacture, repair, convert, purchase, sell, lease, let, hire, operate, alienate and convey or otherwise deal in all machines and machinery, tools and appliances used for the manufacture of any of the above articles, or machines and machinery tools and appliances used to attach or fasten any of the said articles to clothing, wearing apparel or any kind of texture or fabric, and all component parts thereof;

To manufacture, produce, treat, purchase sell or otherwise deal in all the materials or substances or products, mineral, vegetables, animal or chemical required for the manufacture of the above mentioned articles or machinery or any of them;

To construct, purchase or otherwise acquire, sell, lease, use and operate manufactories, warehouses plant and other facilities for the purposes aforesaid;

To acquire, hold, lease and use, alienate and convey all property real or personal that may be deemed useful in connection with any business or operation which the company is authorized to carry on;

To acquire, hold, alienate, lease and operate patents of invention, licences, manufacturing processes or devices, secrets of trade, concessions or privileges that may be deemed useful in connection with any of its operations or undertakings;

To make and issue fully paid up stock, shares or bonds of the company, whether subscribed for or not and allot and hand over such stock, shares or bonds in payment for property, real or personal, patent or other rights, business or goodwill thereof, plant or matrials of any kind acquired by the company;

With the approval of the shareholders, to pay for the services rendered to the company in selling or underwriting its stock, bonds or other securities, either in cash or in paid up stock, or partly in cash and partly in paid up stock;

To acquire, hold, and deal with and dispose of

obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les pouvoirs sont du ressort de ceux de la compagnie, ou s'amalgamer avec aucune telle compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaire, qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manirère à pofiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie;

Vendre, ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix, que la compagnie trouvera convenable, et plus particulièrement des actions obligations ou débentures d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, ou d'aucun d'iceux;

Et il est par les présentes déclaré que les objets mentionnés dans chacun desdits paragraphes ne seront nullement limités ou restreints par référence aux termes d'aucuns autres paragraphes ou déduction d'iceux, sous le nom de "Patent Button Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00 chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1133 C.-J. SIMARD.

"Martel Motors, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de mars 1922, constituant en corporation: Ernest Lafontaine, J.Emery Phaneuf, avocats; René-Papineau Couture, Emile Massicotte, notaires; Gaston Lecompte, secrétaire, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Manufacturer, acheter, et vendre, importer, exporter et généralement trafiquer de machines électriques de toute catégorie et description;

Fabriquer et faire le commerce des moteurs, dynamos électriques et autres machines électriques, appareils ou outillages; aussi acheter, vendre, manufacturer, réparer, convertir, altérer, céder ou prendre à bail et trafiquer d'aucuns appareils électriques et d'effets de toute espèce et nature, de machineries de tous genres et sortes;

Conduire et exercer le commerce consistant à être entrepreneurs de bâtiments pour construire, ériger, altérer, réparer ou faire toute et aucune catégorie de construction et amélioration d'aucune espèce et nature quelconque, comprenant la construction, la reconstruction, l'altération, la réparation, l'amélioration des maisons et de tous genres de bâtisses; manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de toute sorte de matériaux, produits, fouvrés ou bruts, du fer, de l'acier, de bois, de la brique, du ciment;

Louer et disposer de droits brevetés, lettres-patentes, procédés, plans, inventions, étiquettes,

shares, bonds or securities of any other company any of whose are within the scope of those of the company, or to amalgamate with any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits union of profits, union of interests, co-operations, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular, for shares, debentures or securities of any other company any of whose objects are within the scope of those of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

And it is hereby declared that the objects specified in each of said paragraphs shall in no wise be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraphs, under the name of "Patent Button Company, Limited", with a total capital stock twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,
1134 Assistant Provincial Secretary.

"Martel Motors, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1922, incorporating: Ernest Lafontaine, J. Emery Phaneuf, advocates; Rene Papineau Couture, Emile Massicotte, notaries; Gaston Le compte, secretary, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy and sell, import, export and generally deal in electrical machinery of all classes and descriptions;

To manufacture and deal in electric motors dynamos and other electric machinery, appliances and plants; and to buy, sell, manufacture, repair, convert, alter, let or hire and deal in any electrical appliances and goods of all kind and character and machinery of all manner and kind;

To conduct and carry on the business of building contractors for the purpose of building, erecting, altering repairing or doing any other work in connection with any and all classes of building and improvements of any kind and nature, whatsoever including the building, rebuilding, alteration, repairing improvement of houses and all kinds of buildings; to manufacture, buy, sell, and deal in every kind of material product, manufactured or unmanufactured, iron, steel, wood, brick, cement,

To lease, and dispose patent rights, letters patent, processes, devices, inventions, trade

commerciales, formules, achalandage et autres droits;

Accepter, acquérir, acheter, détenir, posséder, entretenir, développer, acheter, transférer, louer, grever, échanger, améliorer et autrement trafiquer et disposer de biens-fonds et propriétés immobilières, d'aucun intérêt ou droits afférent;

Manufacturer, acheter, vendre et trafiquer d'automobiles, véhicules moteurs, pièces et accessoires connexes;

En faire commerce, acheter et vendre de l'huile et de la gazoline; exploiter et tenir des garages et entrepôts pour pension, prendre soin de, et garder, les automobiles motocyclettes et véhicules-moteurs de tout genre, catégorie et description;

Assumer aucun commerce semblable et le payer en parts entièrement acquittées du capital de la compagnie;

Agir comme courtier, agent ou représentant d'aucune corporation, firme ou personne exerçant aucun commerce semblable de fabrication ou de fourniture de marchandises qu'on peut employer avec convenance ou utilité en rapport avec aucun commerce semblable;

Faire aucune convention, aucun arrangement relativement au partage des bénéfices, l'union des intérêts, la concession réciproque ou la coopération avec aucune personne, compagnie, association; constituée ou à être constituée, exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou aucun commerce ou genre d'affaires nécessaire ou connexe à l'accomplissement des objets de la présente compagnie;

Réaliser tous les objets précités ou aucun d'iceux comme principaux, agents, en société ou conjointement avec aucune autre personne, firme, association ou compagnie;

Exercer et assumer aucun autre commerce que la compagnie croira de temps à autre propre à être convenablement exercé en rapport avec les objets et pouvoirs précités et susceptibles directement ou indirectement de rendre profitables les privilèges, droits ou biens de la compagnie et de les rendre profitables;

Transférer le capital de la compagnie en garantie collatérale ou autrement, emprunter sur le crédit de la compagnie, faire aussi toutes les autres choses que la compagnie croira avantageuses;

Généralement faire tous actes, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant à la parfaite réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Martel Motors, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1145 J.-C. SIMARD.

marks, formulae, goodwill, and other rights;

To take, acquire, buy, hold, own, maintain, work, develop, sell, convey, lease, mortgage, exchange, improve and otherwise deal in and dispose of real estate and real property of any interest or right therein;

To manufacture, buy, sell, and deal in automobiles and motor vehicles and all parts and accessories thereof;

To trade, buy and sell oil, and gasolene; to operate and maintain storage houses and garages for the storing, caring for and keeping therein automobiles, motor cycles and motor vehicles of every kind, nature and description;

To take over any similar business and to pay same in fully paid up shares of the stock of the company;

To act as broker, agent or representative of any corporation, firm or individual, carrying on any similar business or manufacturing or supplying any goods which can be conveniently or usefully employed in connection with any similar business;

To enter into any agreement or arrangement for sharing of profits, union of interest, reciprocal concessions or co-operation with any person, company or association, formed or to be formed, carrying on or about to carry on any business which this company is authorized to carry on, or any business or transaction necessary or incidental to the carrying out of the purposes of this company;

To carry out all or any of the foregoing objects as principals or agents or in partnership or in conjunction with any other person, firm, association or company;

To carry on and undertake any other business which may from time to time seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the foregoing objects and powers, and calculated directly or indirectly to render valuable or enhance the value of any of the company's privileges, rights or property;

To transfer the stock of the company as collateral security or otherwise, to borrow on the credit of the company, and to do all other things that may be deemed advantageous to the company;

Generally, to do all acts and exercise all powers and carry on any business incidental to the proper fulfilment of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Martel Motors, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of March, 1922.

C. J. SIMARD,

1146 Assistant Provincial Secretary.

12 GEORGE V, CHAPITRE 31

Loi amendant la Loi des liqueurs alcooliques

(*Sanctionnée le 21 mars* 1922).

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 3 de la loi 11 George V, chapitre 24, est amendé:

a) En y ajoutant après le mot: "hôtel", dans la quatrième ligne du paragraphe 9, les mots:"ou restaurant";

b) En en remplaçant le paragraphe 14 par le suivant:

"14. Le mot "résidence" signifie le local où une personne habite permanemment ou temporairement, et comprend l'ensemble des pièces habitées par elle, ainsi que la cave;";

c) En y ajoutant, après le paragraphe 22, le suivant:

"23. Le mot "population" signifie le nombre d'habitants dans une municipalité, d'après le dernier recensement fédéral."

2. La version anglaise de l'article 18 de ladite loi est amendée:

a) En en remplaçant le mot: "owned", dans la première ligne, par le mot: "possessed";

b) En en remplaçant les mots: "shall be", dans la deuxième ligne, par le mot: "are".

3. L'article 20 de ladite loi est amendé en en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

"Toutefois aucune succursale ne doit être établie:

a) Dans une cité ou ville où est en vigueur une loi de prohibition s'appliquant spécialement à cette municipalité ou au comté dont elle fait partie;

b) Dans une cité ou ville dont la population dépasse cinq mille habitants, et dont le conseil a, par règlement, édicté qu'aucune de ces succursales n'y doit être établie;

c) Dans une cité ou ville dont la population ne dépasse pas cinq mille habitants, à moins que cet établissement ne soit demandé par un règlement du conseil, approuvé par la majorité en nombre des électeurs municipaux qui ont voté, et déposé au bureau de la commission. Un règlement demandant l'établissement d'une succursale de la commission ne peut être révoqué dans le cours des deux années subséquentes. Les dispositions de la Loi de tempérance de Québec qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions du présent paragraphe *c* s'appliquent, *mutatis mutandis*, à l'approbation et à la révocation de ce règlement."

4. L'article 24 de ladite loi est amendé en en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

"2. Lorsque les alcools ou les spiritueux vendus par la commission sont en bouteille, la bouteille doit être scellée du sceau spécial de la commission et être mise dans un paquet, sur lequel la libelle de la commission est placée et le prix de vente indiqué."

5. L'article 27 de ladite loi est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant:

12 GEORGE V, CHAPTER 31

An Act to amend the Alcoholic Liquor Act

(*Assented to 21st of March*, 1922).

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 3 of the act 11 George V, chapi re 24, is amended:

a. By adding thereto after the word: "I otel" in the third line of paragraph 9 thereof, the words: "or restaurant";

b. By replacing paragraph 14 thereof by the following:

"14. The word "residence" means the premises where a person resides, permanently or temporarily, and includes the aggregation of the rooms inhabited by him, as well as the cellar;";

c. By adding thereto, after paragraph 22 thereof, the following paragraph:

"23. The word "population" means the number of inhabitants in a municipality, as determined by the last federal census."

2. The English version of section 18 of the said act is amended:

a. By replacing the word: "owned", in the first line thereof, by the word: "possessed";

b. By replacing the words: "shall be", in the second time thereof, by the word: "are".

3. Section 20 of the said act is amended by replacing the last paragraph thereof, by the following:

"Nevertheless, there must not be established any branch:

a. In any city or town where a prohibition law is in force, applying specially to such municipality or to the county of which it forms part;

b. In any city or town whose population exceed five thousand inhabitants, and whose council has, by by-law, enacted that no such branch may be established therein;

c. In any city or town whose popu'ation does not exceed five thousand inhabitants, unless the establishment of such branch be requested by any law of the council, approved by the majority in number of the municipal electors who have voted, and fyled in the office of the Commission. A by-law respecting the establishment of a branch of the Commission cannot be revoked during the two years next following. The provisions of the Quebec Temperance Act, which are not incompatible with the provisions of this paragraph *c*, shall apply, *mutatis mutandis*, to the approval and revocation of such by-law."

4. Section 24 of the said act is amended by replacing paragraph 2 thereof, by the following:

"2. Whenever the alcohol or spirits sold by the Commission is in a bottle, the latter must be sealed with the special seal of the Commission and be placed in a package, on which the label of the Commission is affixed and the sale price is indicated."

5. Section 27 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph:

"La commission peut, à l'expiration du délai pour lequel le permis a été octroyé, faire remise d'une partie de ce droit au brasseur dont les ventes de bière durant l'année pour laquelle le permis a été octroyé, n'ont pas excédé cent mille piastres."

6. L'article 31 de ladite loi est amendé:

a) En en remplaçant, dans la huitième ligne de la version anglaise du paragraphe 3, le mot: "companions" par le mot : "guests";

b) En y ajoutant après le paragraphe 3 l'alinéa suivant:

"Toutefois si ce permis est octroyé à une personne en charge d'un bateau à vapeur, la vente des vins et des bières peut, de plus, y être faite entre les repas pourvu, de plus:

a) que le permis l'indique et désigne la salle préposée à cet effet;

b) que la vente et la livraison soient faites en dehors des heures et jours prohibés et indiqués au paragraphe 3 de l'article 41;

c) que la vente et la livraison des vins et des bières y soient faites alors qu'il est en route;

d) que ce bateau à vapeur fasse un service régulier entre deux points dans cette province situés à une distance d'au moins cinquante milles l'un de l'autre et soit reconnu par la commission comme faisant tel service;

e) que ce permis ne puisse être exercé pendant les voyages d'occasions;

c) en y ajoutant après les mots: "en vigueur", dans la quinzième ligne du paragraphe 4, les mots suivants: "Dans une municipalité de village ou dans une municipalité rurale, un permis sous ce paragraphe 4 ne peut être octroyé qu'à une personne en charge d'un hôtel licencié sous la Loi des licences de Québec, et en même temps permissionnaire sous le paragraphe 3 du présent article."

7. L'article 34 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"**34.** 1. Il est loisible à la commission de refuser l'octroi de tout permis mentionné à l'article 31.

2. La commission doit refuser l'octroi de tout permis dans une municipalité où un règlement de prohibition est en vigueur.

Un règlement de prohibition peut, nonobstant toute loi à ce contraire, être révoqué en tout temps, quant aux vins et aux bières ou seulement quant aux bières et, dans ce cas, cette révocation non seulement modifie le règlement de prohibition, mais constitue une demande à la commission conformément au paragraphe 4 de cet article. Ce règlement de révocation doit être passé par le conseil et soumis aux électeurs conformément à la loi de prohibition sous laquelle le règlement de prohibition a été passé, et doit établir que la commission peut octroyer tous les permis ou peut restreindre ces octrois quant au nombre et aux espèces de permis.

3. La commission doit, de plus, refuser l'octroi de tout permis ou d'un certain permis, selon le cas, dans une cité ou ville dont la population dépasse cinq mille habitants et où un règlement de prohibition n'est pas en vigueur, lorsque le conseil municipal a, par règlement, demandé à la commission de refuser l'octroi de tout permis ou de certains permis; pourvu toutefois que ce règlement ait été déposé au bureau de la commission et soit en vigueur. Si le dépôt de ce règlement a lieu après que la commission a octroyé un permis dans cette cité ou ville, la commission ne

"The Commission may, at the expiration of the delay for which the permit has been granted, return a part of such duty to the brewer whose sales of beer, during the year for which the permit has been granted, have not exceeded one hundred thousand dollars."

6. Section 31 of the said act is amended:

a. By replacing, in the eighth line of the English version of paragraph 3 thereof, the word: "companions" by the word: "guests";

b. By adding after paragraph 3 thereof, the following paragraph;

"However, if such permit is granted to a person in charge of a steamboat, the sale of wine and beer may, in addition, be made therein between meals, provided, in addition:

a. that the permit indicates it and designates the room intended for such purpose;

b. that the sale and the delivery be made outside the hours and days prohibited and indicated in paragraph 3 of section 41;

c. that the sale and the delivery of wine and beer in such steamboat be made while *en route*;

d. that such steamboat perform a regular service between two points in this Province, situated at a distance of at least fifty miles from each other and recognized by the Commission as performing such service;

e. that such permit cannot be used during trips outside of its regular service;

c. By adding thereto after the words: "in force," in the thirteenth line of paragraph 4 thereof, the following words: "In a village or rural municipality, a permit under this paragraph 4 shall not be granted save to a person in charge of a hotel licensed under the Quebec License Act, and who is, at the same time, the holder of a permit under paragraph 3 of this section."

7. Section 34 of the said act is replaced by the following:

"**34.** 1. The Commission may refuse to grant any permit mentioned in section 31.

2. The Commission must refuse to grant any permit in any municipality where a prohibition by-law is in force.

A prohibition by-law may, at any time, notwithstanding any law to the contrary, be revoked as to wine and beer, or as to beer only, and in such case, such revocation not only amends the prohibition by-law but constitutes a request to the Commission, in conformity with paragraph 4 of this section. Such revoking by-law must be passed by the council and be submitted to the electors in accordance with the prohibition act or law under which the prohibition by-law has been passed, and must establish that the Commission may grant all permits or may restrict such grants as to the number and kind of permits.

3. The Commission must, in addition, refuse to grant any permit or any certain permit, as the case may be, in any city or town whose population exceeds five thousand inhabitants and where a prohibition by-law is not in force, whenever the municipal council has, by by-law, requested the Commission to refuse to grant any permit or certain permits; provided, however, that such by-law be fyled in the office of the Commission and be in force. If the fyling of such by-law takes place after the Commission has granted a permit in such city or town, the

pourra donner effet à la demande avant le premier mai suivant la date du dépôt.

4. La commission doit, de plus, refuser l'octroi de tout permis dans une municipalité de cité ou ville dont la population ne dépasse pas cinq mille habitants, ou dans une municipalité de village ou dans une municipalité rurale, à moins que cette municipalité ne le demande par un règlement de son conseil, approuvé par la majorité en nombre de ses électeurs municipaux qui ont voté, et déposé au bureau de la commission. Cette demande peut être restreinte quant au nombre et à l'espèce de permis. Un règlement demandant l'octroi de permis ne peut être révoqué dans le cours des deux années subséquentes. Les dispositions de la Loi de tempérance de Québec qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions du présent paragraphe s'appliquent, *mutatis mutandis*, à l'approbation et à la révocation de ce règlement.

5. La commission doit, de plus, refuser l'octroi de tout permis pour vendre des liqueurs alcooliques sur le terrain occupé par une exposition agricole ou manufacturière, ou pour des courses.

6. Cependant, nonobstant les dispositions des paragraphes 2 et 4 du présent article, la commission peut octroyer à toute compagnie de navigation ou de chemin de fer, ayant charge d'un hôtel dans une place de villégiature, un permis pour vendre aux voyageurs seulement, au verre ou à la bouteille, des vins et des bières qu'ils doivent, eux et leurs convives, consommer sur place pendant leurs repas dans cet hôtel. Ce permis est octroyé pour trois mois seulement et sur paiement des droits et aux conditions que la commission juge à propos d'imposer."

8. L'article 35 de ladite loi est amendé:

a) En y ajoutant, après le mot: "permis", dans la sixième ligne du paragraphe 2, les mots: "et des réceptacles qui les contiennent,";

b) En en remplaçant, dans la troisième ligne du sous-paragraphe *b* du paragraphe 4, le mot: "cinq" par le mot: "quatre".

9. L'article 36 de ladite loi est amendé:

a) En y ajoutant après le mot: "personne", dans la huitième ligne du paragraphe 3, les mots: "et les réceptacles qui les contiennent.";

b) En en remplaçant, dans la deuxième ligne du sous-paragraphe *a* du paragraphe 3, les mots: "ainsi livrées" par les mots: "et des réceptacles ainsi livrés";

c) En en remplaçant, dans la troisième ligne du sous-paragraphe *a* du paragraphe 3, le mot: "cinq" par le mot: "quatre";

d) En en remplaçant, dans la deuxième ligne du sous-paragraphe *b* du paragraphe 3, les mots: "ainsi livrées" par les mots "et des réceptables ainsi livrés,".

10. L'article 37 de ladite loi est amendé:

a) En y ajoutant après le paragraphe 2 l'alinéa suivant:

"Si le permissionnaire sous ce paragraphe 2 est une personne ayant charge d'un hôtel situé dans une municipalité de village ou dans une municipalité rurale, et si un permis lui est aussi octroyé pour tenir au même endroit un magasin, conformément au paragraphe 4 de l'article 31, les droits exigibles et payables sur l'octroi de ces deux permis sont seulement de cent piastres, et dans ce cas, le sous-paragraphe *d* du paragraphe 7 du présent article 37 ne s'applique pas.";

b) En y ajoutant après le paragraphe 3 l'alinéa suivant:

Commission will be unable to give effect to the request before the first of May next after the date of fyling.

4. The Commission must, in addition, refuse to grant any permit in a city or town municipality whose population does not exceed five thousand inhabitants, or in a village or rural municipality, unless such municipality requests it, by a by-law of its council, approved by the majority in number of its municipal electors who have voted, and fyled in the office of the Commission. Such request may be restricted as to the number and kind of permits. A by-law requesting the granting of permits cannot be revoked during the two years next following. The provisions of the Quebec Temperance Act which are not incompatible with the provisions of this paragraph shall apply, *mutatis mutandis*, to the approval and revocation of such by-law.

5. The Commission must, in addition, refuse to grant any permit to sell alcoholic liquor upon the grounds occupied by an agricultural or industrial exhibition or for any race-meeting.

6. Nevertheless, notwithstanding the provisions of paragraphs 2 and 4 of this section, the Commission may grant to any navigation or railway company, having charge of a hotel in a summer resort, a permit to sell to travellers only, by the glass or by the bottle, wine and beer which they, themselves and their guests, must consume on the premises during their meals in such hotel. Such permit shall be granted for three months only and upon payment of the duties and on the conditions that the Commission think proper to impose.

8. Section 35 of the said act is amended:

a. By adding thereto, after the word: "thereof", in the sixth line of paragraph 2, the words: "and the receptacles containing it,";

b. By replacing, in the third line of sub-paragraph *b* of paragraph 4 thereof, the word: "five" by the word: "four".

9. Section 36 of the said act is amended:

a. By adding thereto, after the word: "person", in the eighth line of paragraph 3 thereof, the words: "and the receptacles containing it.";

b. By replacing, in the second line of sub-paragraph *a* of paragraph 3 thereof, the words: "so delivered", by the words: "and of the receptacles so delivered,";

c. By replacing, in the third line of sub-paragraph *a* of paragraph 3 thereof, the word: "five" by the word: "four";

d. By replacing, in the second line of sub-paragraph *b* of paragraph 3 thereof, the words: "so delivered" by the words: "and of the receptacles so delivered.";

10. Section 37 of the said act is amended:

a. By adding thereto, after paragraph 2 thereof, the following paragraph:

"If the holder of a permit under this paragraph 2 is a person having charge of a hotel situated in a village or rural municipality, and if a permit is also granted to him to keep in the same place a store, in accordance with paragraph 4 of section 31, the duties exigible and payable upon the granting of these two permits are one hundred dollars only, and, in such case, sub-paragraph *d* of paragraph 7 of this section 37 does not apply.";

b. By adding thereto, after paragraph 3 thereof the following paragraph:

"Si le permissionnaires est de plus autorisé à vendre entre les repas, le montant des droits sous ce paragraphe est de cinq cents piastres."

11. L'article 41 de ladite loi est amendé:

a) En y ajoutant à la fin du paragraphe 4 les mots suivants: "et si ce permis n'est pas exploité dans un bateau à vapeur ou dans un wagon restaurant, ou dans un hôtel ayant au moins cinquante chambres à coucher, s'il est situé à Québec ou à Montréal, et au moins vingt-cinq chambres à coucher s'il est situé ailleurs, il est aussi défendu à cette personne de vendre les jours de fête ci-après déterminés.";

b) En y ajoutant le paragraphe suivant:

"6. Dans les municipalités où l'avance de l'heure est décrétée, cette avance s'applique aux heures mentionnées au présent article, durant la période de temps où cette avance existe."

12. L'article 42 de ladite loi est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant:

"La livraison de liqueurs alcooliques faite à une des personnes mentionnées au présent article équivaut à une vente. Cependant, si cette livraison est faite à l'une des personnes mentionnées aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus par son parent ou une autre personne en ayant charge, et si elle est faite gratuitement, elle ne constitue pas une infraction."

13. L'article 46 de ladite loi est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant:

"La commission peut, cependant, aux conditions qu'elle établit, autoriser un fabricant de vins en cette province à vendre au public les vins qu'il y a fabriqués avant le premier mai 1921, pourvu que ces ventes soient faites sous le contrôle de la commission et seulement durant une période de temps limitée."

14. L'article 47 de ladite loi est amendé en y ajoutant le paragraphe suivant:

"3. Cependant, si la commission est d'opinion qu'un des produits énumérés au sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 du présent article contient des liqueurs alcooliques et sert pour des fins de breuvage, elle peut aviser le fabricant ou le vendeur à cet effet, et, à compter de la date de cet avis, la présente loi s'applique à ce produit, et le fabricant ou le vendeur ainsi avisé commet une infraction à la présente loi s'il vend ce produit après cet avis, et est passible des peines mentionnées à l'article 50 de la présente loi".

15. L'article 51 de ladite loi est amendé:

a. En en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe *a*, le mot: "cinq" par le mot: "quatre";

b. En en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe *l*, les mots: "garde ou transporte une liqueur alcoolique" par les mots: "étant muni d'un permis, garde une liqueur alcoolique ou transporte de la bière";

c. En en remplaçant le paragraphe *t* par les suivants:

"*t*. Moyennant une rémunération quelconque, achète une liqueur alcoolique pour une autre personne; ou,

"*u*. Contrevient aux dispositions de la présente loi de toute autre manière que celles mentionnées aux articles 49 et 50 et aux paragraphes ci-dessus du présent article,—".

"If the holder of a permit is, in addition, authorized to sell between meals, the amount of the duties under this paragraph shall be five hundred dollars".

11. Section 41 of the said act is amended:

a. By adding at the end of paragraph 4 thereof, the following words: "and if such permit be not for use in a steamboat, dining-car, or in a hotel having at least fifty bed-rooms if it is situated at Quebec or Montreal, and at least twenty-five bed-rooms if it is situated elsewhere, it is also forbidden for such person to sell on any holiday hereinafter mentioned.";

b. By adding thereto the following paragraph:

"6. In the municipalities where daylight saving time is enacted, such daylight saving time shall apply to the hours mentioned in this section, for the period during which such daylight saving time exists."

12. Section 42 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph:

"The delivery of alcoholic liquor to any one of the persons mentioned in this section is equivalent to a sale. Nevertheless, if such delivery is made to any one of the persons mentioned in paragraphs 1 and 2 above, by his relation or by any other person having charge of him, and if it is made gratuitously, it shall not constitute an offence."

13. Section 46 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph:

"The Commission may, however, upon the conditions it determines, authorize a wine manufacturer in this Province to sell to the public wines manufactured by him therein before the first of May, 1921, provided that such sales be made under the control of the Commission and only for a limited period."

14. Section 47 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph:

"3. However, if the Commission is of the opinion that one of the products enumerated in sub-paragraph *a* of paragraph 2 of this section contains alcoholic liquor and is used for beverage purposes, it may notify the manufacturer or the vendor to that effect and, from and after the date of such notice, this act applies to such product and the manufacturer or the vendor so notified commits an offence under this act if he sells such product after such notice, and is liable to the penalties mentioned in section 50 of this act."

15. Section 51 of the said act is amended:

a. By replacing, in the third line of paragraph *a* thereof, the word: "five" by the word "four";

b. By replacing, in the first line of paragraph *l* thereof, the words: "keeps or transports any alcoholic liquor" by the words: "being the holder of a permit, keeps any alcoholic liquor or transports any beer";

c. By replacing paragraph *t* thereof by the following paragraphs:

"*t*. buys, for any remuneration whatsoever, any alcoholic liquor for another person; or,

"*u*. contravenes any provision of this act otherwise than as mentioned in sections 49 and 50 and the foregoing paragraphs of this section,—".

16. Ladite loi est amendée en y insérant, après l'article 51, le suivant:

"**51***a*. Quand la pénalité pour une infraction commise ne consiste qu'en un emprisonnement et que l'accusé est une compagnie à fonds social, cette pénalité est remplacée par une amende de deux mille piastres, en sus des frais."

16. The said act is amended by inserting therein, after section 51 thereof, the following:

"**51***a*. Whenever the penalty for an offence committed consists of imprisonment only and the accused is a joint-stock company, such penalty shall be replaced by a fine of two thousand dollars, in addition to the costs."

17. L'article 68 de ladite loi est amendé:

a) En en remplaçant, dans les douzième et treizième lignes du premier alinéa les mots: "si elles" par les mots: "et des réceptacles qui les contiennent si ces liqueurs";

b) En en remplaçant, dans la première ligne du deuxième alinéa, les mots: "doivent être remises" par les mots: "ainsi que les réceptacles qui les contiennent doivent être remis".

17. Section 68 of the said act is amended:

a. By replacing, in the tenth line of the first paragraph thereof, the words: "if it", by the words: "and of the receptacles containing it if such liquor";

b. By replacing, in the first line of the second paragraph thereof, the words: "shall be handed over", by the words: "as well as the receptacles containing it shall be handed over".

18. La version française de l'article 71 de ladite loi est amendée:

a) En en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots: "ce véhicule est susceptible d'être" par les mots: "si ce véhicule est de telle nature qu'il puisse être";

b) En en retranchant le mot: "et" dans la quatrième ligne.

18. The French version of section 71 of the said act is amended:

a. By replacing, in the second and third lines thereof, the words: ce véhicule est susceptible d'être" by the words: "si ce véhicule est de telle nature qu'il puisse être";

b. By striking out the word: "et" in the fourth line thereof.

19. L'article 72 de ladite loi est amendé:

a) En en remplaçant, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, les mots: "dans les trente jours de leur saisie" par les mots: "dans les délais établis par l'article 136";

b) En y ajoutant après le mot: "saisis", dans la troisième ligne du troisième alinéa, les mots: "Néanmoins, la confiscation peut être prononcée sans qu'une peine soit infligée.";

c) En en remplaçant, dans la cinquième ligne du cinquième alinéa, le mot: "cinq" par le mot "quatre".

19. Section 72 of the said act is amended:

a. By replacing, in the second line of the second paragraph thereof, the words: "within thirty days of the seizure" by the words: "within the delays fixed by section 136,";

b. By adding thereto, after the word: "seized", in the third line of paragraph 3 thereof, the words: "Nevertheless, the confiscation may be ordered without the infliction of a penalty.";

c. By replacing, in the fifth line of the fifth paragraph thereof, the word: "five" by the word: "four".

20. L'article 74 de ladite loi est amendé en en remplaçant, dans la première ligne, le mot: "La" par les mots: "Nonobstant les dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article 76, la".

20. Section 74 of the said act is amended by adding thereto, after the word: "action", in the fourth line thereof, the words: "notwithstanding the provisions of the second and third paragraphs of section 76."

21. Ladite loi est amendée en y insérant, après l'article 86, le suivant:

"**86***a*. Nonobstant toute loi à ce contraire, aucune déclaration, dénonciation ou plainte sous serment n'est requise pour obtenir l'émission d'un mandat d'arrestation ou l'émission d'une sommation; l'un et l'autre peuvent être émis sur la simple production de la déclaration, de la dénonciation ou de la plainte signée conformément à l'article 87 de la présente loi, sans comparution, devant le magistrat, du déclarant, du dénonciateur ou plaignant."

21. The said act is amended by inserting therein, after section 86 thereof, the following:

"**86***a*. Notwithstanding any law to the contrary, no sworn declaration, information or complaint shall be required to obtain the issuing of a warrant or of a summons; the one or the other may be issued upon the mere production of the declaration, information or complaint signed in accordance with section 87 of this act, without the declarant, informer or complainant appearing before the Magistrate."

22. L'article 87 de ladite loi est amendé:

a) En y ajoutant après le mot: "membres", dans la quatrième ligne, les mots: "ou par un de ses officiers autorisé généralement à cet effet";

b) En en remplaçant les mots: "dans cette poursuite", dans la septième ligne, par le mot: "généralement."

22. Section 87 of the said act is amended:

a. By adding thereto, after the word "members", in the fourth line thereof, the words: "or by one of its officers authorized generally for such purpose";

b. By replacing the words: "in the same", in the seventh line thereof, by the word: "generally".

23. L'article 89 de ladite loi est amendé:

a) En en remplaçant les mots: "la déclaration d'une personne affirmant qu'elle est membre de la commission", dans les deuxième et troisième lignes, par les mots: "lorsqu'un document porte la signature d'une personne connue comme étant un des membres de la commission, ce document";

b) En en remplaçant les mots: "cette déclaration", dans les cinquième et sixième lignes, par les mots: "la date de ce document".

23. Section 89 of the said act is amended:

a. By replacing the words: "the declaration of any person that he is a member of the Commission," in the first and second lines thereof, by the words: "whenever a document bears the signature of a person known as being one of the members of the Commission, such document";

b. By replacing the word: "declaration", in the fifth line thereof, by the word: "document".

24. L'article 91 de ladite loi est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Lorsqu'une condamnation a été prononcée à l'effet que des liqueurs alcooliques ont été vendues sans permis, dans un local, les dispositions de la loi 10 George V, chapitre 81, et de ses amendements, concernant les propriétaires de maisons employées comme maisons de désordre, s'appliquent, *mutatis mutandis*."

24. Section 91 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph:

"Whenever a person has been convicted of selling alcoholic liquor without a permit, in any premises, the provisions of the act 10 George V, chapter 81, and of its amendments, respecting the owners of houses used as disorderly houses, shall apply, *mutatis mutandis*".

25. L'article 94 de ladite loi est amendé en en remplaçant les mots: "et impropres à la consommation", dans les septième et huitième lignes par les mots: "sont impropres à la consommation, ont été fabriquées frauduleusement, sont falsifiées ou représentent ce qu'elles ne sont pas."

25. Section 94 of the said act is amended by replacing the words: "and unfit for consumption", in the sixth and seventh lines thereof, by the words: "was unfit for consumption, had been made fraudulently, was adulterated or misrepresented as to its character".

26. Ladite loi est amendée en y insérant après l'article 96 le suivant:

"**96*a*.** Dans toute poursuite intentée en vertu de la présente loi, s'il est demandé une suspension de la procédure ou une remise de l'instruction ou audition par la défense, cette suspension ou remise n'est accordée que si les frais du jour ont été préalablement payés par la défense, lesquels frais doivent comprendre un honoraire de cinq piastres à l'avocat de la poursuite".

26. The said act is amended by inserting therein, after section 96, the following:

"**96*a*.** In any prosecution instituted under this act, if a suspension of proceedings or an adjournment of the inquiry or the hearing be requested by the defence, such suspension or adjournment shall not be granted unless the costs of the day be previously paid by the defence, which costs shall include a fee of five dollars to the lawyer of the prosecution."

27. Le sous-paragraphe *c* de l'article 20 de la dite loi, tel qu'édicté par la section 3 de la présente loi, ne s'applique pas aux cités et villes où la commission a établi une succursale avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

27. Sub-paragraph *c* of section 20 of the said act, as enacted by section 3 of this act, shall not apply to cities and towns where the Commission has established a branch before the date of the coming into force of this act.

28. Le paragraphe 4 de l'article 34 de ladite loi, tel qu'édicté par la section 7 de la présente loi, ne s'applique pas aux municipalités où des permis ont été octroyés et sont en vigueur à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

28. Paragraph 4 of section 34 of the said act, as enacted by section 7 of this act, shall not apply to municipalities where permits have been granted and are in force at the date of the coming into force of this act.

29. Les marchands autorisés à vendre des liqueurs enivrantes en vertu de la Loi de tempérance du Canada dans l'année précédant son rappel dans une municipalité où elle était en vigueur doivent, dans les trente jours qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, dénoncer à la commission toutes les liqueurs alcooliques qui leur appartiennent, ou dont ils ont la possession ou le contrôle à quelque titre que ce soit, et les mettre sous le contrôle et en la possession de la commission en la manière indiquée par celle-ci.

A défaut par un de ces marchands autorisés, de se conformer aux exigences de l'alinéa qui précède, le paragraphe 2 de l'article 21 de la loi 11 George V, chapitre 24, s'applique *mutatis mutandis*, à ce marchand.

De plus, le paragraphe 3 du même article 21 s'applique à ces marchands autorisés et à ces liqueurs alcooliques.

29. The vendors authorized to sell intoxicating liquors under the Canada Temperance Act, in the year preceding its repeal in a municipality where it was in force, must, within the thirty days following the coming into force of this act, make known to the Commission all the alcoholic liquor belonging to them or in their possession or control, by whatsoever title, and place it under the control and in the possession of the Commission in the manner indicated by it.

Upon the failure of an authorized vendor to conform to the requirements of the preceding paragraph, paragraph 2, of section 21 of the act 11 George V, chapter 24, shall apply, *mutatis mutandis*, to such vendor.

In addition, paragraph 3 of the same section 21 shall apply to such authorized vendors and to such alcoholic liquor.

30. Les dispositions de l'article 86*a* de la loi 11 George V, chapitre 24, tel qu'édicté par la section 21 de la présente loi, s'appliquent aux déclarations, dénonciations ou plaintes faites dans les causes maintenant pendantes et dans celles dans lesquelles la conviction a été prononcée ou l'ordre rendu; et toute telle déclaration, dénonciation ou plainte qui est conforme aux dispositions dudit article 86*a* est aussi valide que si cet article avait été en vigueur lorsqu'elle a été faite.

30. The provisions of section 86*a* of the act 11 George V, chapter 24, as enacted by section 21 of this act, shall apply to the declaration, information or complaint made in pending cases and in those in which conviction has been pronounced or the order rendered; and any such declaration, information or complaint which is in conformity with the provisions of the said section 86*a* is as valid as though such section had been in force at the time it was made.

31. Tous les permis en vigueur lors de la sanction de la présente loi restent en vigueur jusqu'au premier mai prochain, s'ils ne sont pas légalement annulés.

31. All permits in force at the time of the sanction of this act shall remain in force up to the first of May next, if not cancelled according to law.

32. Le paragraphe *b* de la section 8, le paragraphe *c* de la section 9, le paragraphe *a* de la section 15, et le paragraphe *c* de la section 19 de la présente loi entreront en vigueur le 1er août 1922 et les autres dispositions de la présente loi, le jour de sa sanction.

32. Paragraph *b* of section 8, paragraph *c* of section 9, paragraph *a* of section 15, and paragraph *c* of section 19, of this act shall come into force on the first of August, 1922, and the other provisions of this act, on the day of its sanction.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 12

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Bélanger vs Rodrigue..... 648
" Bourbonnais vs Ekimberg..... 650
" Brault vs Picard..... 646
" Byrd vs Dyson..... 649
" Chamberland vs Gagnon..... 649
" Coutu vs Roberge..... 649
" Currier vs Campeau..... 650
" Dietcher vs Barbas..... 648
" Ducharme vs Boulé..... 647
" Goldberg vs Schwartz..... 647
" Goldberg vs Weiner..... 646
" Gosselin vs Lessard..... 650
" Grégoire vs Poirier..... 647
" Hirtz vs Knoff..... 649
" Kouri vs Jazzar..... 650
" Lafontaine vs Perusse..... 648
" Maher vs Boyer..... 646
" Mercil vs Papineau..... 650
" Paquet vs Lehouiller..... 648
" Plourde vs Lecouffe..... 646
" Portugais vs Turcotte..... 647
" Pow vs Hutchins..... 649
" Provost vs Mousseau..... 648
" Short vs Thompson..... 646
" Thauvette vs Léger..... 645
" Thibodeau vs Roy..... 649
" Todd vs Stark..... 647
" Tremblay vs Audet dit Lapointe.... 646
" Tremblay vs Nassif..... 647

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :

Dame Champagne vs Cloutier..... 651

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 583

AVIS DIVERS :—

Loi amendant la Loi des liqueurs alcooliques..... 689
Gosselin, Joseph..... 651
Mount Bruno Floral Co., Lt'd..... 651

BUREAU-CHEF :—

Château Frontenac Garage, Limitée.... 652

COMPAGNIE AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES:—

The Western Supply & Manufacturing Company, Limited..... 652

COMPAGNIES DISSOUTE :—

Eastern Township Provisions Co., Lt'd.. 652
The South Asbestos Mining Co..... 652

Index of the Quebec Official Gazette, No 12

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Bélanger vs Rodrigue..... 648
" Bourbonnais vs Ekimberg..... 650
" Brault vs Picard..... 646
" Byrd vs Dyson..... 649
" Chamberland vs Gagnon..... 649
" Coutu vs Roberge..... 649
" Currier vs Campeau..... 650
" Dietcher vs Barbas..... 648
" Ducharme vs Boulé..... 647
" Goldberg vs Schwartz..... 647
" Goldberg vs Weiner..... 646
" Gosselin vs Lessard..... 650
" Grégoire vs Poirier..... 647
" Hirtz vs Knoff..... 649
" Kouri vs Jazzar..... 650
" Lafontaine vs Perusse..... 648
" Maher vs Boyer..... 646
" Mercil vs Papineau..... 650
" Paquet vs Lehouiller..... 648
" Plourde vs Lecouffe..... 646
" Portugais vs Turcotte..... 647
" Pow vs Hutchins..... 649
" Provost vs Mousseau..... 648
" Short vs Thompson..... 646
" Thauvette vs Léger..... 645
" Thibodeau vs Roy..... 649
" Todd vs Stark..... 647
" Tremblay vs Audet dit Lapointe.... 646
" Tremblay vs Nassif..... 647

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

Dame Champagne vs Cloutier..... 651

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 583

MISCELLANEOUS NOTICES :—

An Act to amend the Alcoholic Liquor Act..... 689
Gosselin, Joseph..... 651
Mount Bruno Floral Co., Lt'd..... 651

HEAD OFFICE :—

Château Frontenac Garage, Limitée.... 652

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:—

The Western Supply & Manufacturing Company, Limited..... 652

COMPANY DISSOLVED :—

Eastern Township Provisions Co., Lt'd.. 652
The South Asbestos Mining Co..... 652

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Divers lots mun. scolaire York à mun. Haldimand 644
Partie Sainte-Clotilde village à Sainte-Clotilde paroisse 645

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

La Cie d'Assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Brandon 645

FAILLITE—AVIS DE :—

Chapman Dart, Ltd, dividende 653
Walker, G. & Co., dividende 653

LETTRES PATENTES :—

B. C. Howard & Co. Lt'd 631
Bell Fruit Co, Lt'd 593
Black River Pulpwood Co., Lt'd 625
C.-J. Alloway, Limited 684
Evan & de Lima, lt'd 617
Dominion Motor Show, Inc 609
Framer & Francis, Lt'd 592
Gareau Motors, Lt'd,—La Cie d'Auto Gareau à responsabilité limitée 685
Galibois, Limitée 616
Gurantee Silk Dress Co. Lt'd 613
Immeubles Landry, ltée 631
La Compagnie de l'"Evénement", ltée—The "Evenement" Company, Lt'd 594
La Compagnie Poulin & Roy, Limitée 640
La Compagnie de Téléphone de Saint-Gérard 592
Ladies Specialities, Lt'd 615
Lake Saint John Light & Power Co'y 605
La Revue Moderne 585
Le Crédit Immobilier, ltée 586
Le Club Chambly, Inc 591
Lessard, Ltée 627
Le Cercle Athlétique de Saint-Sauveur, Inc 682
Les Habitations Saint-Louis, Limitée 591
L. St-Hilaire, ltée 602
Martel Motors, Limited 687
Montreal Clothing Designer's Club, Inc 590
Motor Mart, Inc 619
Mutual Realty Company, Lt'd 599
Norman's Lt'd 623
O. DesRosiers, ltée 584
Patent Button Co., Lt'd 686
Provincial Perfume Co., Lt'd 601
Smart Dress Co, Ltd 604
Star Trading Company, Lt'd 598
The Hotel Restaurant Employer's Club Montreal, Inc 590
The London Meat Market Co., Lt'd 622
The Weiner Brand Clothing Co. Lt'd 629
Union Investment Corporation 611
Vaughn Construction Co., Lt'd 607
Wonderhat Co'y, Lt'd 613

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Harris Record & Phonograph Co'y, Lt'd. 641
The Webster Steamship Company, Lt'd. 644

LIQUIDATION—AVIS DE :—

Pontbriand vs Lord *et al* 653

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

Société des patrons de la fromagerie Saint-Paul, paroisse de Saint-Pie-de-Guire ... 645

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Several lots of school mun. of York to mun. Haldimand 644
Part Sainte Clotilde, village to Sainte Clotilde parish 645

TREASURY DEPARTMENT:—

La Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Brandon 645

BANKRUPT NOTICE :—

Chapman Dart, Ltd, dividend 653
Walker, G. & Co., dividend 653

LETTERS PATENT :—

C. Howard & Co. Lt'd 631
Bell Fruit Co, Lt'd 593
Black River Pulpwood Co., Lt'd 625
C.-J. Alloway, Limited 684
Evan & de Lima, lt'd 617
Dominion Motor Show, Inc 609
Framer & Francis, Lt'd 592
Gareau Motors, Lt'd,—La Cie d'Auto Gareau à responsabilité limitée 685
Galibois, Limitée 616
Gurantee Silk Dress Co. Lt'd 613
Immeubles Landry, ltée 634
La Compagnie de l'"Evénement", ltée—The "Evenement" Company, Lt'd 594
La Compagnie Poulin & Roy, Limitée 640
La Compagnie de Téléphone de Saint-Gérard 592
Ladies Specialities, Lt'd 615
Lake Saint John Light & Power Co'y 605
La Revue Moderne 585
Le Crédit Immobilier, ltée 586
Le Club Chambly, Inc 591
Lessard, Ltée 627
Le Cercle Athlétique de Saint-Sauveur, Inc 682
Les Habitations Saiht-Louis, Limitée 591
L. St-Hilaire, ltée 602
Martel Motors, Limited 687
Montreal Clothing Designer's Club, Inc 590
Motor Mart, Inc 619
Mutual Realty Company, Lt'd 599
Norman's Lt'd 623
O. DesRosiers, ltée 584
Patent Button Co., Lt'd 686
Provincial Perfume Co., Lt'd 601
Smart Dress Co, Ltd 604
Star Trading Company, Lt'd 598
The Hotel Restaurant Employer's Club Montreal, Inc 590
The London Meat Market Co., Lt'd 622
The Weiner Brand Clothing Co. Lt'd 629
Union Investment Corporation 611
Vaughn Construction Co., Lt'd 607
Wonderhat Co'y, Lt'd 613

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Harris Record & Phonograph Co'y, Lt'd. 641
The Webster Steamship Company, Lt'd. 644

WINDING UP NOTICE:—

Pontbriand vs Lord *et al* 653

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Soiété des patrons de la fromagerie Saint-Paul, parish of Saint-Pie-de-Guire 645

MINUTES DE NOTAIRE—TRANSPORT DE :—

Demande par M. Victor W. Meek..... 654
Demande par M. L.-Ed. Morier..... 654
Demande par M. Pierre-Edmond Durocher..... 654
Demande par M. Emile Hébert..... 653

ORDRES DE COUR :—

Bachand & Dionne vs Paquette..... 655
Bujold vs Pratt..... 655
Godard vs Salisbury..... 654
Lamy vs Singcaster..... 656
Toutloff vs Webster..... 655

SOUMISSIONS :—

Cité de Hull..... 656
Cité de Verdun..... 542
Mun. scol.: village Bonsecours, comté de L'Islet..... 657
Municipalité scolaire de La Sarre..... 542
Municipalité scolaire de la cité de Verdun. 543
Ville de Drummondville..... 657

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Bonneau, William..... 665
Crown Cyle & Motor Co'y..... 659
Dion, Adélard..... 663
Greenfield Land & Construction Co.... 661
Joyal, Agénor..... 666
Joyal, Hormisdas..... 666
Langlais, Arthur..... 664
Laroche, Alcide..... 658
Larose, Joseph..... 660
Leclaire, Archille..... 658
Moussin, Marcel..... 667
Meunier, Ephrem..... 665
Plante, Pierre..... 666
St. Martin, Charles..... 659

VENTES PAR LICITATION :—

Dame Ethier vs Morin..... 669
Thompson *et al* vs Durand *et al*..... 668
Vaillancourt *et al* vs Vaillancourt *et al*.. 670

VENTE POUR TAXES :—

Mun. de la ville de Huntingdon..... 671

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

BEAUCE :—

Jacques vs Jacques *et al*..... 671
La Corporation de la paroisse de Sainte-Rose vs Boucher..... 672

BEAUHARNOIS :—

Allard vs Desparois..... 672

CHICOUTIMI :—

Gagnon vs Dme Tremblay..... 672

HULL :—

Freeman, Lt'd vs Loades..... 673

KAMOURASKA :—

Pelletier, enregistré, vs St-Pierre..... 673

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED :—

Application by Mr. Victor W. Meek.... 654
Application by Mr. L. Ed. Morier..... 654
Application by Mr. Pierre-Edm. Durocher..... 654
Application by Mr. Emile Hébert..... 653

RULES OF COURT :—

Bachadd & Dionne vs Paquette..... 655
Bujold vs Pratt..... 655
Godard vs alisbury..... 654
Lamy vs Singcaster..... 656
Toutloff vs Webster..... 655

TENDERS :—

City of Hull..... 656
City of Verdun..... 542
School mun. village Bonsecours, County L'Islet..... 657
School municipality of La Sarre..... 542
School municipality of the city of Verdun. 543
Town of Drummondville..... 657

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Bonneau, William..... 665
Crown Cyle & Motor Co'y..... 659
Dion, Adélard..... 663
Greenfield Land & Construction Co.... 661
Joyal, Agénor..... 666
Joyal, Hormisdas..... 666
Langlais, Arthur..... 664
Laroche, Alcide..... 658
Larose, Joseph..... 660
Leclaire, Archille..... 658
Moussin, Marsel..... 667
Meunier, Ephrem..... 665
Plante, Pierre..... 666
St. Martin, Charles..... 659

SALES BY LICITATION :—

Dame Ethier vs Morin..... 669
Thompson *et al* vs Durand *et al*..... 668
Vaillancourt *et al* vs Vaillancourt *et al*.. 670

SALE FOR TAXES :—

Mun. of the town of Huntingdon..... 671

SHERIFFS' SALES :—

BEAUCE :—

Jacques vs Jacques *et al*..... 671
The Corporation of the parish of Sainte-Rose vs Boucher..... 672

SAUHARNOIS :—

Allard vs Desparois..... 672

CHICOUTIMI :—

Gagnon vs Dme Tremblay..... 672

HULL :—

Freeman, Lt'd vs Loades..... 673

KAMOURASKA :—

Pelletier, registered vs St-Pierre..... 673

MONTMAGNY :—

Lachance vs Gagné 674
La Compagnie Dorchester, ltée vs Hébert 674

MONTRÉAL :—

La cité de Montréal vs Caporicci 674
La cité de Montréal vs Harvey 676
La cité de Montréal vs Bilodeau 676
La cité de Montreal vs Neyorchuck 675
Larose vs Beaudry 677
Le Crédit Montréalais, ltée vs Isenga .. 676
Wolman vs Montreal Tramways Co'y .. 675

QUÉBEC :—

Cité de Québec vs Bédard 678
Couture vs Bélanger 679
Moreau & Savard vs Patry 678
Pelchat vs Bisson 677

RIMOUSKI :—

Légaré Automobile de Mont-Joli, ltée vs Lepage 679

SAGUENAY :—

Rochette vs Hervey 679

SAINT-HYACINTHE :—

La Banque Nationale vs Beaudoin *et al* .. 680

TERREBONNE :—

Beaulieu (Dme) vs Leduc 681
Cooper vs Bailey 681
Desjardins vs Vaudry, fils *et al* 681
Gudewills vs Jennings 680

MONTMAGNY :—

Lachance vs Gagné 674
La Compagnie Dorchester, ltée vs Hébert 674

MONTREAL :—

The city of Montreal vs Caporicci 674
The city of Montreal vs Harvey 676
The city of Montreal vs Bilodeau 676
The city of Montreal vs Neyoechuck ... 675
Larose vs Beaudry 677
Le Crédit Montréalais, ltée vs Isenga .. 676
Wolman vs Montreal Tramways Co'y .. 675

QUEBEC :—

City of Quebec vs Bédard 678
Couture vs Bélanger 679
Moreau & Savard vs Patry 678
Pelchat vs Bisson 677

RIMOUSKI :—

Légaré Automobile de Mont-Joli, ltée vs Lepage 679

SAGUENAY :—

Rochette vs Hervey 679

SAINT HYACINTHE :—

La anque Nationale vs Beaudoin *et al* ... 680

TERREBONNE :—

Beaulieu (Dme) vs Leduc 681
Cooper vs Bailey 681
Desjardins vs Vaudry, fils *et al* 681
Gudewills vs Jennings 680

QUÉBEC.—Imprimé par Ls-A. PROULX, imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

QUEBEC.—Printed by LsA. PROULX, printer to His Most Excellent Majesty the King.